Le premier et l'unique magazine consacré à l'histoire de l'Algérie

El-Djazaïr.com

Mémoria

ISSN : 1112-8860

Groupe ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz

Supplément - N° 01 - Mai - 2012

Hommage au nationaliste convaincu

« Si j'avais à choisir entre la démocratie et l'Algérie, je choisirais l'Algérie ».

Slimane Amirat

QU'EST-CE QUE LE MALG ?

08 Mai 1945

Un crime contre l'humanité

El-Djazaïr.com
GROUPE

GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION

www.eldjazaircom.dz

El-Djazaïr.com

LE MAGAZINE PROMOTIONNEL DE L'ALGERIE

LE MAGAZINE PROMOTIONNEL DE L'ALGERIE
El-Djazaïr.com
Développement local
L'Algérie profonde au cœur des priorités de l'Etat

El-Djazaïr.com
Programme quinquennal 2010-2014
PHARAONIQUE !

Mémoria
QU'EST-CE QUE LE MALG ?
08 Mai 1945
Un crime contre l'humanité

Mémoria
Revue de l'histoire de l'Algérie

L'UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

www.memoria.dz

Lettre de l'Editeur

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Pour une vive mémoire

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se crée successivement aujourd'hui pour qu'un jour on aura à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparation d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz

GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz

N° 01
Supplément
08 Mai - 2012

Mémoria
QU'EST-CE QUE LE MALG ?
08 Mai 1945
Un crime contre l'humanité

Dahou Ould Kablia, président de l'accodation nationale des anciens du MALG

QU'EST- CE- QUE LE MALG ?

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Président d'honneur
Abdelmalek Sahraoui

Coordination :
Abla Boutemen
Sonia Belkadi

Direction de la rédaction
Nacer Zenati
Assem Madjid

Directeur des moyens généraux :
Abdessamed Khelifa.

D.A.F :
Meriem Khelifa

Ils ont contribué avec nous :
Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, président de l'association nationale des anciens du MALG (AN-MALG)
Boualem Bessaih, ancien président du conseil constitutionnel
Belaïd Abdesselam, ancien chef du gouvernement

Rédaction
Leïla Boukli
Ammar Belhimer
Mohamed Mebarki
Nacer Zenati
Zahir Mahdaoui
Saïd Boucetta
Mourad Sid Ali
Abdelmadjid Gaouar
Anis Laidaoui
Brahim Bensefia
El Yazid Dib

Direction Artistique :
Ahmed Seffah

Infographie :
Halim Bouzid
Salim Kasmi

Contacts : Eurl COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 729 / 00 213 (0) 661 929 726 / +213 (21) 360 915
Fax : +213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz
communicationcomestamedia@gmail.com

Mohamed Rouai, commandant du MALG

Abdelkader Yaici, chargé de l'acheminement des armes à l'ALN

Youcef Khatib, chef historique de la Wilaya IV

HISTOIRE DU MALG

P.09 **QU'EST- CE- QUE LE MALG ?**

P.23 *Portrait*
Le commandant Mohamed Rouaï, dit Tewfik :
UN MILITANT DE LA PREMIÈRE HEURE AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION

P.32 *Témoignage*
Boualem Bessaïh
« SI TEWFIK ROUAI, TEL QUE JE L'AI CONNU »

P.33 *Abdelkrim Hassani*
« UN HOMME AU DESTIN INACHEVÉ »

P.34 *Mme Rahmani, sœur de Rouaï*
« SI TEWFIK M'A INCULQUÉ L'AMOUR DE L'ALGÉRIE »

P.42 *Abdelkader Yaïci*
L'HOMME QUE LES SERVICES FRANÇAIS ONT ESSAYÉ D'ASSASSINER À MAINTES REPRISES

P.55 *Evocation*
Georg Puchert
DES ARMES POUR LE FLN, L'AUTRE DÉFI MAJEUR

08 MAI 1945

P.72 *Chronologie*
CHRONIQUE D'UN MASSACRE ANNONCÉ

P.75 *Témoignage*
ACHIARY ET LES MILICES CIVILES ÉTAIENT DERRIÈRE L'HORREUR

P.77 *Document*
LES DEMI-VÉRITÉS DE LA COMMISSION TUBERT

AU MAQUIS DE L'ALN

P.79 *Mémoire*
Wilaya IV : l'ALN comme un poisson dans l'eau
GUERRE SUR PLUSIEURS FRONTS

Supplément offert, ne peut être vendu

www.memoria.dz

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM consacré
à l'histoire

COPYRIGHT
COMESTA MÉDIA
GROUPE PROMO INVEST

Edité par COMESTA MÉDIA
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

SOMMAIRE

Belaid Abdesselam, ancien chef du gouvernement

Les massacres du 8 mai 1945

Mostefa Benboulaid, premier responsable de la Wilaya I

FIGURES DE L'ALN

P.83 *Portrait*
Le colonel Youcef Khatib, dit Si Hassen
STÉTHOSCOPE DANS UNE MAIN, LE FUSIL DANS L'AUTRE

P.86 *Evocation*
MORT DU COLONEL LOTFI

P.97 *Mostefa Benboulaïd*
LE LION DES AURÈS

P.99 *Slimane Amirat*
VIVRE ET MOURIR DEBOUT

P.102 *Le chahid Mohamed Bouzidi, dit Ogb Ellil*
LE LION DE SABRA

P.115 *El Hadj Mustapha Bouabdallah*
PARTI AVEC LA CONVICTION DU DEVOIR ACCOMPLI

FEMMES AU MAQUIS

P.120 *Témoignage*
Boualem Bessaïh
« CES FEMMES QUI SONT NOS FRÈRES AU COMBAT »

P.123 *Evocation*
Oudaï Zoulikha Yamina, née Echaïb
UNE MOUDJAHIDA AU TEMPÉRAMENT DE FEU

CONTRIBUTION

P.127 *Le général de Gaulle face au FLN*
L'ADVERSAIRE LE PLUS DÉTERMINÉ DE LA RÉVOLUTION ALGÈRIENNE

Le chahid colonel Lotfi

Fadhila Saâdane et une moudjahida dans le maquis

PROCLAMATION DU 1ER NOVEMBRE 1954

Peuple algérien, militants de la cause nationale,

A vous qui êtes appelés à nous juger (le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement), notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure l'indépendance nationale dans le cadre nord-africain. Notre désir aussi est de vous éviter la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents administratifs et autres politicailleurs véreux.

Nous considérons avant tout qu'après des décennies de lutte, le mouvement national a atteint sa phase de réalisation. En effet, le but d'un mouvement révolutionnaire étant de créer toutes les conditions d'une action libératrice, nous estimons que, sous ses aspects internes, le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action et, sous les aspects extérieurs, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères arabo-musulmans. Les événements du Maroc et de Tunisie sont à ce sujet significatifs et marquent profondément le processus de la lutte de libération de l'Afrique du Nord. A noter dans ce domaine que nous avons depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

Aujourd'hui, les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie, et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi que notre mouvement national, terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne.

L'HEURE EST GRAVE !

Devant cette situation qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influence, pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.

Nous tenons à cet effet à préciser que nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personnes et prestige, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi et aveugle, qui s'est toujours refusé à accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifique.

Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de Front de libération nationale, se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

Pour préciser, nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique :

BUT : l'Indépendance nationale par :

1. La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.
2. Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions.

OBJECTIFS INTÉRIEURS

1. Assainissement politique par la remise du mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie et par l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme, cause de notre régression actuelle.
2. Rassemblement et organisation de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

OBJECTIFS EXTÉRIEURS

- Internationalisation du problème algérien.
- Réalisation de l'Unité nord-africaine dans le cadre naturel arabo-musulman.
- Dans le cadre de la charte des Nations unies, affirmation de notre sympathie à l'égard de toutes nations qui appuieraient notre action libératrice.

MOYENS DE LUTTE

Conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

Pour parvenir à ces fins, le Front de libération nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément : une action intérieure tant sur le plan politique que sur le plan de l'action propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels.

C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et de toutes les ressources nationales. Il est vrai, la lutte sera longue mais l'issue est certaine.

En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir de paix, limiter les pertes en vies humaines et les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises si ces dernières sont animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes.

1. La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une terre française en déni de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien.
2. L'ouverture des négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne, une et indivisible.
3. La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes les mesures d'exception et l'arrêt de toute poursuite contre les forces combattantes.

EN CONTREPARTIE :

1. Les intérêts français, culturels et économiques, honnêtement acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles.
2. Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne et, dans ce cas, seront considérés comme tels en droits et en devoirs.
3. Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

Algérien ! Nous t'invitons à méditer notre charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté ; le Front de libération nationale est ton front, sa victoire est la tienne.

Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, nous donnons le meilleur de nous-mêmes à la patrie.

1er Novembre 1954 **Le Secrétariat national**

Le colonel Abdelhafid Boussouf dit Si Mabrouk

Par Dahou Ould Kablia,
président de l'Association des anciens du MALG

Qu'est-ce que le MALG ?

Les élements du poste de commandement de la Wilaya V, - 1 - Colonel Abdelhafid Boussouf - 2 - Larbi Ben-M'hidi - 3 - Houari Boumediene - 4 -Rachid Mosteghanemi

Le MALG est l'abréviation du ministère de l'Armement et des Liaisons générales. Cette appellation ne lui a été donnée qu'au début de l'année 1960, lorsque le CNRA, réuni en décembre 1959, a décidé de fusionner l'ancien ministère de l'Armement et du Ravitaillement général et le ministère des Liaisons générales et des Communications. A l'origine, le 19 septembre 1958, date de la création du premier GPRA, le MALG s'appelait le ministère des Liaisons générales et des Communications (MLGC). Cette appellation, sans être impropre, n'est pas tout à fait correcte parce qu'elle ne regroupe pas l'ensemble des activités de ce ministère qui couvrait des domaines aussi variés que les liaisons, le renseignement, le contre-renseignement, instruments majeurs de la sécurité, la logistique, les transmissions, le chiffre, la radiodiffusion ainsi que la formation.

Pourquoi ces différentes attributions se sont retrouvées associées dans un même ministère ?

Le responsable de toutes ces attributions était le colonel Abdelhafid Boussouf qui était l'un des adjoints de Ben M'hidi au déclenchement de la lutte de libération. En avril 1956, au départ de Larbi Ben M'hidi vers Alger, il commanda la Wilaya V.

Le déclenchement de la lutte de libération dans l'Ouest du pays en Oranie, qui couvrait une vaste partie du territoire national, environ le tiers (la Wilaya V s'appelait à l'époque la Zone 5), s'est concrétisé dans des conditions difficiles. Ben M'hidi avait renoncé volontairement au quota d'armes (une soixantaine) destiné à cette région et qui était le cinquième (puisqu'il y avait 5 zones) des 300 armes qui avait été achetées grâce à l'apport de cette région lors de l'attaque de la poste d'Oran en 1949. L'argent qui avait été pris au cours de cette attaque avait été réservé à l'acquisition, en Libye, d'armes qui ont été cachées dans les Aurès. Si le responsable de la Wilaya V, Ben M'hidi, s'était désisté auprès de ses frères des autres régions, c'est qu'il était persuadé de recevoir un quota d'armes du Maroc espagnol. Ces armes n'étant pas venues, l'insurrection fut déclenchée dans la Wilaya V avec 5 fusils, 2 pistolets, une bombe et quelques grenades. Les objectifs qui avaient été, dès le départ, assignés à l'action armée, dans cette région, étaient orientés vers la récupération des armes, d'où le fait que des brigades de la gendarmerie furent ciblées dans la région de Mostaganem, des maisons forestières attaquées en particulier à la Mare d'eau et au sud de Tlemcen en dehors de la vaine tentative d'introduction à la caserne d'Eckmühl à Oran. Les moudjahidine purent ramener le maximum qu'ils pouvaient, mais il fallut patienter quelques mois avant de reprendre le combat.

En mars 1955, arriva le «Dyna», premier bateau d'armes en provenance du Moyen-Orient, au sein duquel se trouvait le futur Président Boumediene avec quelques-uns de ses camarades. 160 tonnes d'armement furent ainsi partagées avec l'Armée de libération marocaine, qui avait promis de fournir les premières armes, ce qu'elle ne put faire, engagée elle-même dans l'action armée contre l'occupant espagnol du Rif.

Cette situation était préoccupante dans la mesure où elle était marquée par une absence d'armes effective et de liaisons ainsi que par un déficit en matière de communication.

Ces données poussèrent Larbi Ben M'Hidi et Abdelhafid Boussouf, une fois les armes obtenues, à réfléchir aux moyens d'engager une politique de recrutement et de formation, compte tenu de l'apport important en moyens humains résultant de la grève des étudiants et lycéens de mai 1956 et de leur ralliement dans les rangs du FLN et de l'ALN. En été 1956, Abdelhafid Boussouf, en discutant avec ces jeunes recrues, a vu la nécessité, en plus de l'entraînement militaire, de lancer deux premières opérations de formation plus techniques : une formation d'agents opérateurs radio pour les transmissions, une autre de cadres politiques et de cadre contrôleurs.

Le premier stage, organisé en août 1956, permit de sélectionner 26 jeunes encadrés par 3 ou 4 djounoud qui avaient une connaissance dans les transmissions. L'engagement dont ils avaient fait preuve leur permit de se former rapidement (un mois environ). Seize stagiaires formés à la technique de l'usage de l'alphabet morse furent envoyés dans les 8 Zones de la Wilaya V, à raison de 2 opérateurs par zone. Une deuxième équipe de dépanneurs les rejoignit, faisant le tour de la Wilaya pour réparer les appareils endommagés, des machines lourdes de première génération.

Une deuxième initiative fut prise dans la formation du corps des contrôleurs pour vérifier et s'assurer du bon déroulement de l'activité armée à l'intérieur de la Wilaya.

Ainsi, Abdelhafid Boussouf sélectionna début 1957 une vingtaine de jeunes dont 9 femmes pour être formés et envoyés en qualité de contrôleurs à l'intérieur du territoire national. L'actuel président de la République Abdelaziz Bouteflika en faisait partie.

En juillet 1957, fut créée à Oujda la première Ecole nationale des cadres qui regroupa quelque 70 cadres. Pendant 6 mois, Ils furent formés dans les domaines politique, économique, juridique, administratif. Le programme de formation de cette école dirigée par le regretté Si Laroussi Khalifa a fait l'objet d'un livré édité après l'indépendance sous le titre Le Manuel du militant algérien. Le regretté lieutenant Abdallah Arbaoui était chargé de la formation militaire. Le MALG était ainsi composé de cadres de l'ALN, de moudjahidine formés militairement et politiquement.

Le colonel Boussouf s'est également attelé à créer un service de liaisons, sorte de courrier porté. Il fut quelque peu l'initiateur d'une poste aux armées. Depuis cette date (1956 -1957) plus une lettre, plus un colis de quelque autorité que ce soit n'était transporté en dehors de ce système de liaison. Officiel et organisé, c'était un courrier diplomatique, transporté par des véhicules de liaison dans les territoires voisins

Le colonel Boussouf testant les armes sous le regard admiratif du colonel Houari Boumediene

Le colonel Houari Boumediene, à sa droite commandant El Hadj Tewfik Rouaï, à sa gauche le colonel Benmostefa, colonel Boussouf, Abderrahmène Berrouane dit Hadj Saphar, Dahou Ould Kablia, Mohamed Boudaoud, Laâla (ex-ambassadeur)

marocain ou tunisien, mais aussi par voie aérienne par des agents de liaison pour rallier les capitales les plus éloignées. C'était la création de ce qu'on appelle communément la valise diplomatique.

Fort de l'expérience des premiers spécialistes radio auxquels se sont joints de nouveaux techniciens, notamment le commandant Omar Tellidji, futur directeur des transmissions, Abdelhafid Boussouf explora de nouvelles voies. L'arrivée de Omar Tellidji, Moussa Seddar et d'autres frères formés au cours de la première promotion et devenus des formateurs à leur tour, permit de constituer l'embryon de la première radio diffusion algérienne.

Pourquoi une radio?

Il est évident qu'un système de diffusion radio est le moyen le plus pratique et le plus moderne pour propager le message du FLN.

Pourquoi une radio nationale ?

Tout simplement parce que la lutte ne pouvait s'appuyer indéfiniment sur les radios des pays frères et amis qui connaissaient eux-mêmes un certain nombre de contraintes.

Nos frères tunisiens et marocains venaient à peine d'accéder à l'indépendance et elle n'était pas tout à fait consolidée. Leurs services de radio étaient relativement gérés par des techniciens étrangers. Il nous a été difficile d'y obtenir plus que quelques heures d'émissions hebdomadaires et nous ne voulions pas causer de problèmes d'ordre diplomatique à ces pays frères.

Il est vrai qu'il y avait Saout El Arab au Caire, une radio mieux assise et dans un pays lointain qui n'avait pas de relation particulière avec la France. Elle nous permettait des émissions quotidiennes au départ avec les speakers égyptiens et par la suite difficilement ouverte aux journalistes et speakers algériens.

Lorsque la Radio fut créée le 16 décembre 1956, l'encadrement était immédiatement algérien que ce soit au niveau de l'élaboration de la matière informative ou de la maîtrise des moyens techniques. A noter que les premiers rédacteurs et journalistes étaient des militants du FLN à l'époque : Cheikh Mimoun, Abdelmadjid Meziane, Belaid Abdesselam, pour ne citer que les plus connus. Les équipements d'émission n'étaient pas très puissants (400 Watts), mais la voix de l'Algérie se faisait entendre à l'intérieur du pays, jusqu'à ce que la contre-offensive de l'administration coloniale se mit à la brouiller. Il fallait essayer constamment de changer de fréquence pour échapper à ce brouillage et pouvoir communiquer. En matière de programmation, il y avait quotidiennement une heure et demie d'émission, sept jours sur sept, en arabe, en français et en kabyle.

C'est en juillet 1959 que le ministère a acquis et mis en place, avec le concours d'un autre technicien, A. Laghouati, un émetteur de 5000 W qui a pu émettre en ondes courtes et couvrir, outre le territoire national, les pays du Maghreb et du Moyen-Orient. La portée de cette émission fut considérable eu égard au talent de son principal animateur le regretté Aissa Messaoudi.

A la fin de l'année 1956, en exécution des décisions du CCE qui avait structuré l'organisation de l'ALN, chaque commandant, qu'il soit de Wilaya, de zone ou de région, se devait d'avoir trois adjoints : politique, militaire et de renseignement-liaisons.

Le colonel Boussouf, qui avait non seulement la responsabilité de la Wilaya V, mais également la tutelle sur l'ensemble des activités du FLN et de l'ALN en base arrière, c'est-à-dire sur l'ensemble du territoire marocain, avait besoin non pas d'un adjoint RL, mais d'un service de renseignement puissant et d'un autre de contre-renseignement également puissant, parce que l'armée française était encore présente au Maroc et en Tunisie. A Oujda, la vingt-sixième division d'infanterie (26e DI) était implantée au camp Gazes. Au Maroc, de nombreux agents de la France cherchaient à percer le secret de la lutte des Algériens, notamment pour tenter de contrecarrer l'action de récupération ou de transport des armes ou celle des réseaux de transmission et d'écoute. Le service de renseignement du MALG se développa rapidement. A l'époque, le Service renseignement et liaison (SRL) s'articulait autour de plusieurs sections d'exploitation. Très tôt, il eut à répondre à une donnée nouvelle : l'exploitation des renseignements recueillis par les centres d'écoute, l'ALN ayant installé le long de la frontière marocaine deux centres qui fonctionnaient 24 heures sur 24 et qui étaient à l'écoute de toutes les communications VHF et transmissions radio de l'ennemi, que ce soit des unités militaires ou des instances administratives telles que les préfectures ou les sous-préfectures. Ne soupçonnant pas que l'ALN l'écoutait, l'administration coloniale émettait en clair la plupart du temps. Ces renseignements devaient être exploités sur le plan militaire car il fallait absolument communiquer en temps réel aux unités ALN de l'intérieur les mouvements de l'ennemi et ses intentions. Il faut dire aussi que dans ce contexte nouveau, il fallait absolument étoffer le service d'exploitation par des éléments capables de maîtriser la terminologie militaire, car les unités militaires françaises communiquaient au début en coordonnées Lambert sur la base de leurs cartes d'état-major. Cela força le SRL à se doter des mêmes cartes et à en maîtriser la lecture codifiée des aires géographiques d'intervention. A partir des informations contenues dans les messages, les endroits où étaient projetées des actions militaires étaient facilement identifiés.

En parallèle avec le service de renseignement, activait le service du contre-renseignement qui s'occupait de protéger la Révolution, mais aussi les hommes et les services. Il y avait beaucoup de cadres étrangers qui voulaient infiltrer et connaître les intentions du FLN et de l'ALN et c'était le rôle du service de contre-renseignement de contrecarrer leur action. Dans

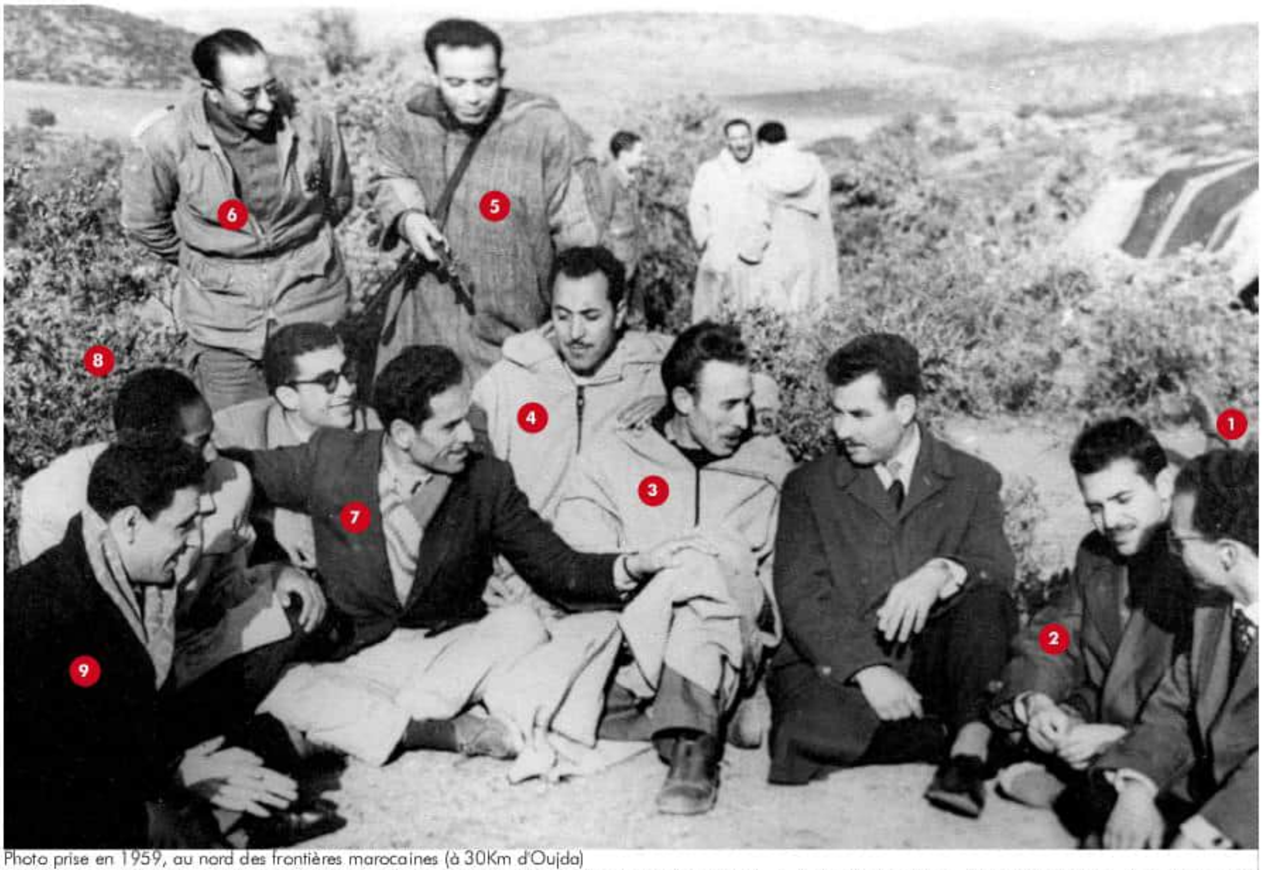


Photo prise en 1959, au nord des frontières marocaines (à 30Km d'Oujda)
De dr. à g. : 1- Berreouane Abderahmane dit Saphar, 2- Abdelaziz Bouteflika dit Abdelkader Mali, 3- Houari Boumediene, 4-Nacer Bouiezem, 5- Commendant Mohamed Rouaï, 6- Abdelmadjid Benkedadra, 7- Rachid Mosteghanemi, 8- Laâla (ex ambassadeur), 9- Si Boulfouateh.

De gr à d. : M'hamed Yazid, ministre de l'Information, le colonel Abdelhafid Boussouf, ministre des Liaisons générales et Communication, Lamine Debaghine, ministre des Affaires extérieures, Tewfik El Madani, ministre des Affaires culturelles, Ferhat Abbas, Président du GPRA, Krim Belkacem, vice-président et ministre des Forces armées, Ahmed Francis, ministre des Affaires économiques et des Finances, Lakhdar Bentobal, ministre de l'Intérieur, Abdelhamid Mehri, ministre des Affaires nord-africaines, et Mahmoud Cherif, ministre de l'Armement et du Ravitaillement, lors de la réunion du GPRA en 1958.

les deux cas de figure, ce n'était pas des services de police qui sont un service civil sous la tutelle directe des structures qui s'occupaient du FLN. Le SRL et le SCR étaient des structures militaires (type 2e bureau) orientés uniquement vers la connaissance de l'ennemi dans les domaines militaire, politique, économique, diplomatique. Ils se sont développés en conséquence pour exploiter toutes sortes d'informations dans le dessein de les communiquer à nos unités.

Parallèlement, Abdelhafid Boussouf avait hérité, en octobre 1956, après l'arrestation de Mohamed Boudiaf, du service de logistique que celui-ci coiffait au Maroc. Ce service couvrait les villes de Tetouan, Nador, Tanger, Casablanca, Rabat pour collecter le maximum d'armes auprès des marchands clandestins ou auprès des unités étrangères installées au Maroc, notamment dans des bases américaines. En même temps, de nombreux Algériens qui étaient stationnés dans les unités françaises au Maroc rejoignirent les rangs de l'ALN, avec armes et bagages, dont le frère Abdallah Arbaoui qui rallia l'ALN avec un groupe de 45 éléments rapatriés d'Indochine et qui se trouvaient dans une caserne française de Kenitra. Arbaoui sera utilisé précisément dans le cadre de la formation militaire des éléments du MALG.

D'où venaient les éléments du MALG ?

Le colonel Boussouf choisissait les éléments du MALG principalement parmi les djounoud qui avaient le niveau requis, en base arrière et à l'intérieur. Un message avait été adressé au début de l'année 1958 aux commandants des zones de l'intérieur auxquels il a été demandé d'envoyer tous les cadres insuffisamment utilisés dans les unités et qui avaient un niveau susceptible de leur permettre une formation supplémentaire.

En septembre 1957, le colonel Boussouf est nommé membre du CCE. Devenu ainsi un responsable national, il étend à l'échelle nationale les activités qu'il avait organisées au profit de la Wilaya V. C'est ce qui permit en avril 1958 à Abdelhafid Boussouf d'être désigné en qualité de responsable des Liaisons générales et Communications, lors de la répartition des missions et des rôles aux membres du CCE (au nombre de 8). Krim Belkacem est responsable de la guerre, Mahmoud Chérif des finances et Lakhdar Bentobbal du FLN et de l'intérieur. Quant aux autres membres du CCE, chacun avait ses attributions. D'ailleurs, ce sont ces désignations qui ont préfiguré les attributions définitives, lorsque ces mêmes départements seront transformés le 19 septembre 1958 en Gouvernement provisoire.

Quelle était la configuration des services qui avaient intégré le MALG ?

Ce sont les anciens services devenus des directions au nombre de 5 :la direction des transmissions nationales et du chiffre (DTN) ;

- la direction de la documentation et de la recherche, chargée de la recherche de l'information militaire (DRR) ;
- la direction de la vigilance et du contre-renseignement (DVCR) ;
- la direction des liaisons générales qui constituait

le réseau de poste aux armées (DLG) ;
- la direction de la logistique chargée de l'acquisition, du stockage, de l'acheminement des armes, des équipements divers et de l'habillement etc.

La direction des transmissions :

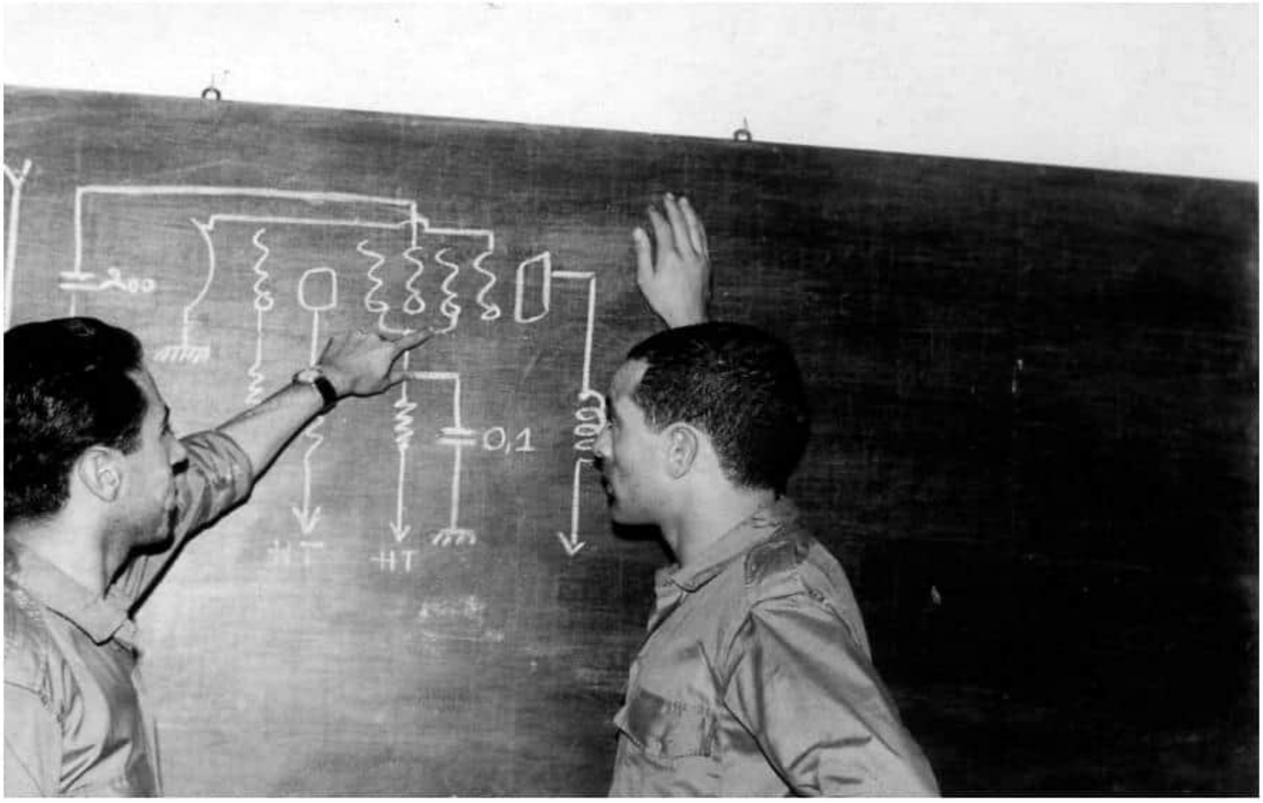
Au niveau de la Zone Ouest, tous les services de Wilaya furent regroupés dans la nouvelle direction nationale. Les transmissions, qui avaient pris naissance à l'Ouest, avaient été déjà étendues, dès 1957, à l'Est, à la nomination de Abdelhafid Boussouf au CCE. La cinquième promotion (quatre promotions avaient été formées à l'Ouest) eut lieu précisément à la frontière tunisienne avec l'apport des éléments formateurs de l'Ouest mais avec des candidats opérateurs fournis par les Wilayas I, II, et III.
En 1957, toutes les Wilayas de l'intérieur avaient reçu des opérateurs radio, des dépanneurs et des chiffreurs et le service des transmissions couvrait l'ensemble du territoire national ainsi que toutes les structures extérieures du FLN, que ce soit à Rabat, à Tunis, au Caire ou ailleurs. A signaler que 13 promotions d'opérateurs radio, 4 promotions de dépanneurs et 4 promotions de chiffreurs, soit près de 900 agents des transmissions, furent formés et affectés de 1956 à 1962. Quatre-vingt-six d'entre eux sont tombés au champ d'honneur.

* La Direction de la documentation et recherche était articulée en trois services :

- Le Service opérationnel était implanté directement aux frontières et travaillait en étroite collaboration avec l'ALN. Il était sous l'autorité des commandements militaires de l'Est et de l'Ouest, mais il relevait organiquement de la DDR et du ministère. C'était un service chargé de récolter les renseignements à caractère militaire sur les barrages, les ouvrages défensifs qui étaient en train de se réaliser à l'époque, les implantations, les effectifs, la stratégie, la tactique, de même qu'il s'informait sur les aspects politiques et économiques.
- Il fournissait la matière informative à la radio algérienne pour ce qui est des billets politiques et les bulletins de guerre et ce grâce à l'écoute des bulletins de renseignements quotidiens de l'ennemi. Les autorités militaires françaises communiquaient quotidiennement d'Alger les renseignements opérationnels de la journée vers le siège de l'autorité supérieure à Paris. C'était l'élément de base qui était écouté et qui nous permettait de faire le rapprochement avec nos propres informations qui nous parvenaient des unités amies ;
- le Service recherche s'occupait de rechercher

TELEFUNKEN

Les renseignements ont joué un grand rôle durant la guerre de l'indépendance



l'information en profondeur par l'intermédiaire d'un large réseau d'agents et de collaborateurs, que ce soit sur le territoire des pays amis, mais en ciblant la France, ou en Europe et en particulier à l'intérieur du territoire français ;

- le Service d'exploitation (SEN) fut créé début 1960 et était basé en Libye. A la Base Didouche, près de Tripoli, plus de deux cents cadres de haut niveau s'occupaient de collecter et de rassembler toutes les informations émanant du Service de recherche et du Service opérationnel et qu'ils étaient chargés d'exploiter, d'en faire des synthèses, des études, des notes au gouvernement, au commandement opérationnel à l'Ouest (Wilayas IV, V et VI) dirigé par Boumediene, et au commandement opérationnel à l'Est (Wilayas I, II, III), dirigé par Mohammedi Said et le colonel Nacer.

* La direction de la vigilance et du contre-renseignement

* La direction des liaisons et celle de la logistique.

Le colonel Boussouf recherchait la compétence partout où elle se trouvait, même chez des non-Algériens. Des étrangers furent ainsi utilisés pour la formation dans les transmissions, choisis en particulier parmi le grand nombre de légionnaires qui avaient déserté et rejoint les rangs de l'ALN. Abdelhafid Boussouf savait très bien quel avantage il pouvait en tirer et à quel risque il pouvait s'exposer. La plupart d'entre eux servirent avec beaucoup de dévouement, dans des conditions extrêmement difficiles, puisque tous les services vivaient dans la clandestinité la plus totale.

Le même principe fut appliqué pour la fabrication des armes. Des étrangers furent approchés, recrutés et utilisés pour la fabrication des armes dès lors qu'ils avaient une compétence technologique avérée. Quelques-uns sont devenus de vrais Algériens et vivent, aujourd'hui, dans notre pays. Le journaliste allemand Wilfried Müller, venu aux frontières en 1957 pour une série de reportages, avaient été convaincu par Abdelhafid Boussouf d'apporter sa contribution par des tracts et des contacts indirects à l'effet d'inviter les légionnaires à déserter et à rejoindre les bases arrière de l'ALN. Cette opération fut couronnée de succès puisque plusieurs centaines de légionnaires purent ainsi fuir l'armée française et rejoindre leur pays d'origine. «Mustapha» Müller est décédé en 1993 à Tamanrasset.

Comment apprécier, aujourd'hui, l'apport du MALG à l'effort de guerre ?

Au plan politique, l'autorité politique recevait toutes les données sur la situation politique générée par la lutte de libération grâce aux analyses, aux études et synthèses réalisées par les cellules du MALG, chargées du traitement des informations reçues des services opérationnels et de recherche. Ces cellules étaient également chargées du suivi des actions menées en direction des populations algériennes par l'administration coloniale telles que la loi-cadre, la politique de la troisième force, les promotions Soustelle et Lacoste, le plan de Constantine etc. et cela permettait au GPRA de définir et de mettre en œuvre une politique de contre-mesures.

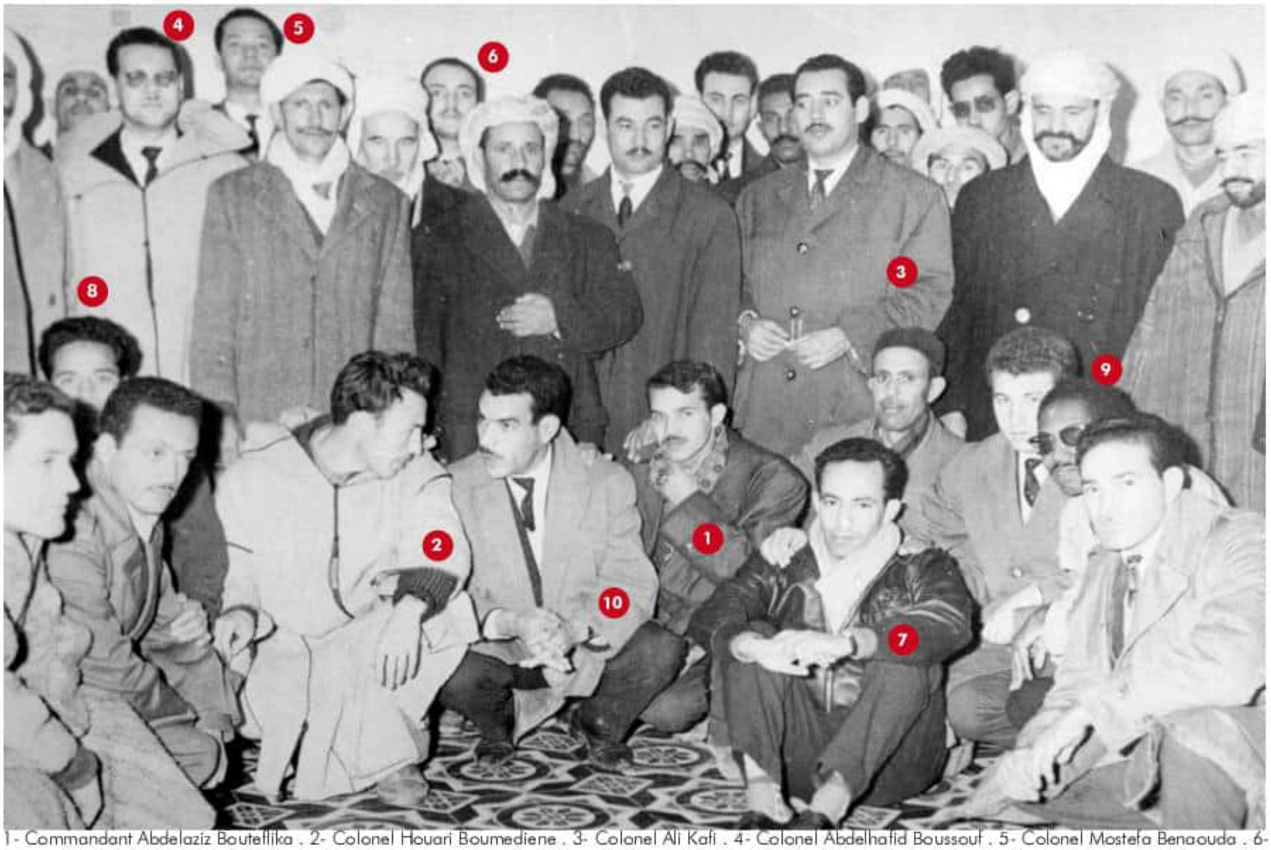
Au plan diplomatique, les pays frères nous avaient permis d'avoir des informations importantes sur les intentions politiques et diplomatiques de l'ennemi, puisqu'ils faisaient la plupart du temps office de courroies de transmission de l'information. Toutes les données confidentielles utiles à l'action diplomatique furent immédiatement fournies à nos organes diplomatiques.

Au plan militaire, le MALG a contribué à la formation de cadres polyvalents. En plus des cadres qui furent versés dans les services techniques, des cadres militaires furent envoyés à l'intérieur du territoire national.

Au niveau de la première promotion de l'Ecole nationale des cadres, sur 70 jeunes formés, 27, dont 13 sont tombés au champ d'honneur, sont rentrés directement à l'intérieur pour renforcer l'encadrement des zones. Il faut également souligner qu'au plan militaire le MALG était chargé de la dotation de tous les commandements jusqu'à l'échelon zone de moyens de transmission et de chiffrement. Il avait la tutelle générale sur l'intendance militaire pour la fourniture du matériel de transport, d'habillement, du matériel de couchage, des denrées alimentaires pour les djounoud ainsi que pour les réfugiés civils, missions dévolues à la direction de la logistique.

La direction des transmissions nationales avait amélioré et modernisé son équipement par l'acquisition d'émetteurs-récepteurs de type ANGRC/9 plus légers et plus fiables et disposait d'un maillage de plus en plus important. Les centres d'écoute se développèrent à l'Est et à l'Ouest du pays. Le service des transmissions se dota d'un service de chiffrement pour protéger et sécuriser ses communications et d'un service de déchiffrement et de décryptage pour décoder les messages de l'ennemi qui s'était mis à coder ses communications lorsqu'il s'était aperçu qu'on l'écoutait.

Les éléments du MALG vivaient au sein des unités opérationnelles de l'Est et de l'Ouest et ils mettaient l'accent sur la connaissance du barrage électrifié qui, au courant de l'armée 1958, était virtuellement achevé avec tous ses dispositifs de défense qui constituaient un véritable obstacle physique mobilisant des moyens humains impressionnants, des champs de mines, et des systèmes de signalisation et d'alarme redoutables. De plus, d'autres unités spéciales intervenaient dès que nos djounoud réussissaient à traverser le barrage. Il y avait dans ce cas d'espèce, à l'intérieur des barrages et en arrière de ceux-ci, des forces militaires tout à fait disproportionnées par rapport aux moyens de l'ALN. Si les unités de l'ALN au niveau des frontières



1- Commandant Abdelaziz Bouteflika . 2- Colonel Houari Boumediene . 3- Colonel Ali Kafi . 4- Colonel Abdelhafid Boussouf . 5- Colonel Mostefa Benaouda . 6- Colonel Dghine Boudghène dit Lotfi . 7- Commandant Mohamed Rouaï, dit Tewfik . 8- Commandant Rachid dit Mosteghanemi . 9- L'ambassadeur Laâla - MALG. 10- Mohamed Boudaoud, dit Mansour. En arrière plan : des cadres et des militants se chiffraient en katibas et bataillons, l'ennemi sur les barrages et à leur proximité immédiate avait des effectifs qui se chiffraient en divisions. Ainsi, à l'Ouest il y avait deux divisions : la douzième division d'infanterie (12e DI) à Tlemcen, la demi-brigade des fusillés marins à Ghazaouet et la treizième division d'infanterie (13e DI) à Saida. A l'Est, étaint stationnées la deuxième division motorisée (2e DIM) à Annaba, la onzième division d'infanterie (11e DI) à Souk-Ahras et la septième division légère blindée (7e DLB) à Tébessa. Soit cinq divisions de 100.000 hommes, contre quelques katibas et bataillons, en plus des avions de combat, des chars, de la surveillance électronique, radar et aérienne sans perdre de vue les champs de mines. Ces barrages devenus difficilement franchissables par les unités de l'ALN poussèrent Abdelhafid Boussouf, en tant que responsable d'une structure militaire, à rechercher des concours extérieurs pour la mise en œuvre de techniques efficaces de franchissement. C'est ainsi que des missions furent envoyées dès 1960 en Chine, en Union soviétique, en Egypte et en Yougoslavie.

Le MALG fut également chargé de la préparation logistique du front sud.

Les moudjahidine dont Moussa Seddar furent envoyés à la frontière du Mali pour préparer les dispositions logistiques, afin d'accueillir les unités qui devaient traverser le Grand Sud pour rejoindre le nord, et acheminer l'armement devenu difficile à faire passer à travers les barrages.

En 1960, le CNRA décida de fusionner les deux ministères du MLGC et du MARG et de confier le tout à Abdelhafid Boussouf.

Le ministère de l'Armement constitué en 1958 avait hérité lui-même des services logistiques installés avant lui aussi bien en Tunisie, en Libye, qu'en Egypte, depuis le début du déclenchement, c'est-à-dire depuis 1954, avec déjà au départ Ahmed Ben Bella et Ali Mahsas puis par la suite Amar Ouamrane et Mahmoud Cherif et quelques-uns de leurs collaborateurs (Abderrahmane Benattia, Abdelmadjid Bouzbid, Mustapha Cheloufi, Abderrahmane Benghomrani). Tous ces services s'étaient acquittés convenablement de leur mission d'acquisition, sauf le transport des armes par voie maritime.

Après l'épopée du « Dyna », l'armée française prit conscience du danger que constituait un apport massif d'armement aux unités de l'ALN. C'est pourquoi elle mobilisa toute sa flotte et ses capacités techniques pour opérer une surveillance rigoureuse de la Méditerranée.

Au niveau des sources d'approvisionnement, les services spéciaux français (le SDECE et ses démembrements) avaient pu agir auprès des marchands d'armes que le FLN sollicitait. Les marchands d'armes, qui avaient vendu dans un premier temps des armes au FLN, se miernt à collaborer avec le SDECE sous la menace. Nombre d'entre furent même exécutés.

Le transport des armes pour la partie Ouest du pays était devenu extrêmement aléatoire. Sur 10 bateaux, 7 furent arraisonnés entre les années 1957-1959 dont « l'Athos », le « Slovenyja », « le Lidice », « le Granita », avec des quantités importantes d'armement et surtout d'explosifs indispensables pour la fabrication des Bengalore nécessaires à l'ouverture des brèches à l'intérieur des réseaux de barbelés aux frontières.

Le CNRA dut considérer que la notion de secret n'était pas totalement maîtrisée et qu'avec Abdelhafid Boussouf, qui avait alors un art consommé du secret, les choses iraient mieux. Abdelhafid Boussouf avait en outre un avantage sur ses prédécesseurs : depuis 1958, le GPRA avait été constitué et reconnu par nombre de pays. Il lui était possible de conclure des contrats non plus avec des marchands, mais avec des Etats et de maintenir le secret. Les prix étaient plus abordables puisque c'étaient des marchés d'Etat et non des marchés où la surenchère jouait. Les armes étaient de meilleure qualité puisqu'il y avait la possibilité de choisir les types d'armement, et le transport avait de sérieuses garanties d'être assuré dans de bonnes conditions. Nos frères du Proche-Orient (Irak, Syrie, Jordanie et Egypte) furent les premiers fournisseurs en armement, suivis de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de l'Union soviétique et surtout de la Chine qui fournit de grandes quantités de matériels militaires à titre gracieux, mais aussi des denrées alimentaires, du riz, des tissus qui arrivaient à Alexandrie ou dans d'autres ports du Proche-Orient.

Naturellement, lorsque le MLGC absorba le MARG, Abdelhafid Boussouf eut besoin d'organiser et de mettre de l'ordre dans la nouvelle structure. Il mit en place des organigrammes, des schémas de fonctionnement et de gestion. Pour lui, la priorité était de se doter d'un parc convenable où il n'y aurait pas de demi-mesures. Il acquit une flotte de véhicules de transport de qualité : des camions de type «Lancia», «Mercedes», des semi-remorques «Bertoga», des «Unimog», des véhicules légers et des camions capables de faire la liaison entre les différentes villes et les zones d'accueil des armes, c'est-à-dire la frontière tunisienne, grâce à l'appui de nos frères libyens et tunisiens. L'armement arrivait dans des délais rapides vers les unités combattantes. Cette flotte parcourut en deux années 4.450.000 km et transporta plus de 25.000 tonnes d'armement à raison souvent de 5 à 6 voyages par mois.

Le MALG s'organisa en Tunisie pour mettre en œuvre des ateliers de confection (habillement, tentes, couvertures…) et de fabrication de Bengalore.

Au Maroc, un embryon d'agents formés dans la réparation des armes passa à la fabrication avec le concours de jeunes, envoyés par la Fédération de France du FLN vers le Maroc. Ils travaillaient dans des usines de mécaniques ou métallurgiques en France. Ils mirent ainsi leur expérience à profit pour fabriquer avec l'aide de professionnels étrangers des mortiers, des obus de mortiers, des pistolets-mitrailleurs, des grenades et ce en quantités importantes : des dizaines de milliers de pièces.

Ces armes sont elles entrées en Algérie ?

Cela n'était pas dans les attributions du MALG qui était plus habilité à ramener les armes aux frontières à l'Etat-Major général qui les faisait pénétrer à l'intérieur.

En 1960, outre le portefeuille de l'armement qui lui fut confié, Abdelhafid Boussouf fut désigné membre du Comité interministériel de la guerre (CIG). Il en futen réalité l'animateur ; Lakhdar Bentobbal avait la charge du portefeuille de l'intérieur, Krim Belkacem le portefeuille des Affaires étrangères, tous deux membres de ce comité. Boussouf était de fait le coordinateur du CIG et à ce titre il avait la tutelle sur la formation, dès 1958, des cadres à l'étranger dans des domaines spécifiques. C'est donc lui qui prit le relais pour la formation dans les domaines de l'aviation, de la marine, des parachutistes, des hommes-grenouilles et de la police pour lesquels des convois de jeunes furent envoyés dans les académies militaires d'Egypte, de Syrie, d'Irak, de Russie et de Chine. C'était un investissement qui était destiné, au-delà des servitudes conjoncturelles largement assumées, aux besoins de l'Algérie indépendante.

A cette époque, le système de formation algérien avait atteint un niveau tel qu'il fut sollicité par des pays amis. Le service des transmissions apporté un précieux concours à des pays nouvellement indépendants tels que le Mali et la Guinée, mais aussi à des pays qui luttaient pour leur indépendance comme le Mozambique, la Namibie ou l'Afrique du Sud dont la plupart des cadres et combattants furent formés dans les camps d'instruction de l'ALN.

Le MALG dans les années 1960 et 1961

La situation politique a évolué depuis la fin 1958. La lutte armée avait atteint ses objectifs: étendre la résistance et la lutte sur l'ensemble du territoire, impliquer et faire adhérer l'ensemble des Algériens.

En décembre 1960, les choses basculèrent. Le peuple prend le relais. Il descend dans la rue pour réclamer l'indépendance, le combat devenait dès lors politique. Il fallait absolument que le MALG et en particulier ses services de renseignements s'adaptent à cette nouvelle donne qui était la lutte politique. Il fallait donc, sans arrêter le travail dans le domaine du renseignement militaire, aller vers un renseignement politique de qualité. Grâce à la résistance et à la lutte du peuple algérien, les gouvernements français qui se succédèrent en particulier le général de Gaulle allaient de concession en concession jusqu'à sa fameuse déclaration du 16 septembre 1959 par laquelle il reconnaissait aux Algériens le droit à l'autodétermination.

Les choses prirent une autre tournure, parce que tout le monde avait compris, l'opinion française ou les Algériens au service de l'administration française, que l'indépendance était inéluctable à partir du moment où le peuple algérien allait faire usage de son droit à l'autodétermination. Beaucoup de personnes vinrent vers le FLN triomphant. Il faut reconnaître que Abdelhafid Boussouf fut l'un de ceux qui avaient su tendre la main à ces ralliés de la dernière heure. Cela fut extrêmement utile parce que le général de Gaulle, tout en sachant qu'il allait céder, ne voulait pas sortir par la petite porte. Il lança d'importantes manœuvres politiques en plus des opérations militaires menées à l'intérieur du territoire. Il avait d'abord commencé par parler d'intégration puis de spécificité algérienne, puis d'autonomie, puis d'indépendance par le référendum. Il voulait casser le FLN pour donner l'impression qu'il allait offrir cette indépendance au peuple algérien et non au FLN.

Les services de renseignement du MALG, exploitant cette situation, commençaient à connaître véritablement, à partir des sources les mieux informées et les plus proches du sommet, les intentions politiques du gouvernement français en matière de stratégie de négociations. Les pourparlers avaient commencé discrètement. Mais on voyait déjà se dessiner les voies de la véritable négociation. Il fallait donc mettre pour le FLN tous les atouts de son côté et utiliser les propres armes de l'adversaire : lorsque le général de Gaulle avait affirmé qu'il voulait négocier avec les représentants des populations algériennes, son ministre des Affaires algériennes Louis Joxe déclara qu'il allait négocier avec toutes les parties concernées, il visait le MNA, la troisième force, les pieds-noirs. Les services du MALG firent échouer cette tentative, en intervenant en février 1960 auprès de 12 sénateurs et de 13 députés algériens, membres du Parlement français, pour qu'ils signent une déclaration disant qu'ils considéraient le FLN comme étant le seul représentant du peuple algérien pour engager des négociations. Voilà donc une arme que le général de Gaulle pensait utiliser et qui fut retournée contre lui.

D'autres collaborateurs du pouvoir français furent utilisés par les services du MALG pour la propagande politique et le transport des armes, du courrier, de l'argent à l'intérieur du pays. Les cars d'un transporteur très connu de l'Ouest, membre du Conseil général de Mostaganem, furent utilisés pour ramener des munitions de la France vers l'Algérie. Dans les camions d'un grand industriel algérois également très connu, des grenades furent dissimulées et envoyées dans des sacs de bitume de Casablanca à l'intérieur du pays. Des voitures de députés algériens de l'Assemblée française servirent à l'envoi de nombreux courriers et des armes à l'intérieur du pays. D'autres collaborateurs de haut niveau fournirent des renseignements précieux et précis sur des dossiers aussi importants que le plan de Constantine et le dossier des négociations. Un secrétaire d'Etat fut pris en charge par Khaled Khodja Nacer, représentant du MALG à Rome, qui le mit en contact avec Ahmed Boumendjel et Ahmed Francis pour servir d'intermédiaire avec le général de Gaulle.

Nous n'avons pas et nous n'avons jamais cherché à citer tous ceux qui ont collaboré avec les services du MALG, nous estimons que la page est tournée et qu'il leur appartient, s'ils veulent gagner la reconnaissance du peuple algérien, de se déclarer.

Le MALG devint ainsi un animateur de l'action politique et contribua énormément à la préparation des dossiers des négociations.

Effectivement, dès les premières années de la lutte, il y eut des contacts entre les deux parties en conflit : à Alger en 1956, entre l'avocat Jacques Verny et Abane Ramdane; au Caire par l'intermédiaire de Georges Gorse et à Rome entre Khider et Commun du Parti socialiste français. Mais ce fut sans conséquence, car la position française était tranchée. Les responsables français voulaient nous enfermer dans le fameux triptyque cessez-le-feu-élections-négociations. Ils voulaient que les Algériens arrêtent les combats, que l'on procède à des élections qui désigneraient les représentants du peuple algérien avec lesquels ils négocieraient un statut intermédiaire (type autonomie interne). Cette position était constamment rejetée. De Gaulle l'avait également tentée avec sa « paix des braves », le drapeau blanc des parlementaires. En vain. Puis de concession en concession de la partie française, les contacts furent remplacés par des pourparlers : les premiers eurent lieu à Melun mais ils échouèernt pour des raisons tactiques et stratégiques pour aboutir finalement à la médiation des Suisses par le biais d'Olivier Long qui mit en contact des responsables algériens et français en vue d'envisager des négociations sur des bases plus sérieuses. Ainsi, les premiers entretiens secrets eurent lieu à Evian puis dans d'autres lieux.

Les choses évoluant positivement, les échanges informels, qui se faisaient par le biais d'intermédiaires, furent complétés par des échanges de notes. Le MALG, qui recevait copie de ces notes, devint maître d'œuvre de la préparation des dossiers de travail détaillés dans tous les domaines administratif, économique, financier, sécuritaire, militaire. Chaque thème faisait l'objet d'un échange de notes. Les propositions de la partie française étaient examinées à la Base de Tripoli par une cinquantaine de cadres de haut niveau spécialisés à cette fin. C'était un véritable atelier de travail coordonné par Laroussi Khelifa et Boualem Bessaieh. De son côté, à Tunis, le GPRA mit sur pied une cellule de suivi dirigée par Mohamed Benyahia, avec la collaboration de Ahmed Boumendjel, Rédha Malek, Mohammed Harbi et Mohamed Bedjaoui. Ils travaillaient sur des dossiers techniques ardus portant autant sur des problèmes de principe que sur des points de détail, des parties d'articles, des articles ou des projets de déclaration politique. Le MALG adjoignit à la délégation officielle des experts durant toutes les phases de ces négociations officielles. Ils étaient chargés, en outre, de couvrir la sécurité de la délégation et de suivre le volet de la communication et de la liaison avec les membres du GPRA restés à Tunis.

La composante humaine du MALG

Le MALG disposait de 1400 à 1500 collaborateurs avec un budget équivalent au quart de celui du GPRA. A voir les effectifs d'autres ministères qui se limitaient à une quarantaine de personnes, on mesure l'importance de la structure. Abdelhafid Boussouf avait investi non seulement pour apporter un concours immédiat à la lutte de libération mais pour en garantir l'avenir. Il avait fait des prévisions telles qu'il était en mesure, si la situation l'exigeait, de passer à une phase supérieure de lutte. Dans les cas des barrages frontaliers par exemple et vu l'incapacité de les franchir, il envoya, en 1961, une équipe de 8 aviateurs pour se spécialiser dans le transport des armes par hélicoptère. C'était une formation pointue dans des conditions difficiles. Il fallait qu'ils opèrent pratiquement dans les mêmes conditions, vol en rase-mottes de nuit sur terrain inconnu non balisé. Cette équipe fut opérationnelle en mars 1962 au Maroc où quatre hélicoptères, arrivés en pièces détachées avec le concours bienveillant de nos frères marocains et devant être recomposés, devaient être utilisés dans le transport des armes vers l'intérieur. Cette opération ne fut pas mise en application par le simple fait que le cessez-le-feu était intervenu entre-temps le 19 mars 1962.

D'autres voies également furent étudiées pour le transport d'armes par des bateaux qui contournèrent la Méditerranée. Deux bateaux chinois passèrent par l'Afrique du Sud (Cap de Bonne espérance). Ils remontèrent vers un port guinéen d'où les armes étaient transportées jusqu'à la frontière du Mali. Un autre arriva au port de Casablanca où il débarqua sa précieuse marchandise sans compter également que grâce à nos amis soviétiques, un bateau «le Bulgaria» arriva jusqu'au port de Tanger, transportant des armes soviétiques. Les services de propagande français firent croire qu'il était escorté par des sous-marins, fantasmes du colonel Jacquin (1).

Conclusion

Les personnels du MALG qui avaient été formés dans le cadre de la lutte permirent néanmoins de faire face aux problèmes de l'après-guerre. C'était un cadeau qui fut offert à l'Algérie puisqu'au lendemain de l'indépendance, l'Etat algérien disposait d'aviateurs, de marins, de policiers, d'agents de transmissions qui gérèrent totalement leurs départements respectifs. Les spécialistes du MALG prirent dans une grande proportion en charge la radio et la télévision. De nombreux cadres du MALG furent versés au corps diplomatique, d'autres aux corps des walis et à l'armée. Les services de la sécurité militaire bénéficièrent du plus gros lot. Ainsi, une grande partie de l'encadrement de l'Algérie indépendante a été fournie grâce à cette formation et à l'expérience qu'il a pu acquérir de 1957 à 1962.

Les archives du MALG

Pour le corps des transmissions, ses archives sont les «chronos» de tous les messages qui furent échangés entre les PC de commandement et les responsables de Wilayas et de zones, expédiés et reçus durant six années au niveau des centres d'exploitation et de régulation; les messages à caractère politique des instances du FLN, que ce soit le CCE, le CNRA, le GPRA, ou les bureaux de liaison dans les capitales étrangères ; les messages captés par les centres d'écoute, les bandes sonores de la radio algérienne et enfin les codes et instruments de chiffrement.

Pour la DDR, les rapports et courriers adressés par les commandements de l'ALN sur la situation politico-militaire de l'intérieur et des frontières, les rapports et notes transmis par les agents et correspondants attitrés de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, les documentations et publications sur la lutte de libération (photos, journaux, périodiques, revues spécialisées, livres, bandes enregistrées de certaines radios : Voix du Bled, Radio Luxembourg, Radio Monté Carlo), les études, notes particulières, rapports et synthèses établis par cette même direction à l'intention de l'autorité supérieure, les bulletins de renseignements quotidiens et hebdomadaires, les rapports mensuels et les bilans annuels d'activité, les cartes et supports graphiques concernant l'implantation de l'armée française, les maquettes des lignes Morice et Challe, le fichier des unités françaises et de leur encadrement.

La DVCR, quant à elle, gérait et tenait à jour le fichier de tous les collaborateurs de l'armée et l'administration françaises ainsi que des PV d'audition sur les dossiers sensibles relatifs aux atteintes à la sécurité de la Révolution.

Pour l'armement, les états-navettes de réception et mouvement d'armes, de la circulation de produits

De g. à dr. : Abderrahmane Berreouane dit Saphar, Dahou Ould Kablia, Abdelmadjid Bouabdellah, Mohamed Boudaoud, à gauche de la photo vestimentaires, alimentaires et de couchage, de schémas et plans de fabrication ainsi que les organigrammes et dossiers des personnels ; les fichiers des djounoud en formation à l'étranger dans l'aviation, la marine, la police faisaient également l'objet de conservation. Les comptes rendu écrits et sonores des débats du CNRA, dont le MALG assurait le secrétariat permanent, les procès-verbaux de réunion du GPRA. Cette catégorie d'archives avait été mise évidemment en sécurité à la Base Didouche.

Que sont-elles devenues?

La plus grosse partie qui se trouvait à la Base Didouche fut transférée de Libye en Algérie début juillet 1962. Pour ce faire, douze camions furent mobilisés. Les caisses de documents dûment répertoriés traversèrent l'Algérie à la lisière Nord du Sahara, furent regroupées à la Préfecture d'Oran et remises au Bureau politique du FLN qui les fit transférer à Alger au siège de l'Exécutif provisoire à Rocher-Noir puis à celui du ministère de la Défense nationale dès sa mise en place (2). Les archives détenues par le MALG à Tunis furent remise par Abdelhafid Boussouf au colonel Boumediene par l'intermédiaire du frère Ali Gueraz, sous forme de six malles métalliques. Les archives d'Oujda (60 caisses) furent remises par le frère NoureddineYazid Zerhouni, responsable de la DDR pour l'Ouest, en juillet 1962, au colonel Othmane, responsable de la Wilaya V. Elles furent déposées au domicile du colonel Lotfi à Tlemcen puis transférées sur Alger.

Le patrimoine du MALG concerne essentiellement les véhicules, les équipements, les machines-outils et les importants stocks d'armement. L'armement acquis, qui se trouvait à l'indépendance au Maroc, fut entièrement transféré à l'autorité de la Wilaya V.

L'armement et les machines-outils qui servirent à sa fabrication furent transportés par bateau de Casablanca vers Alger, sous la responsabilité personnelle du directeur de la logistique Ouest Mansour Boudaoud.

- 5 hélicoptères MI 4 en pièces détachées recomposés à Meknès furent transférés en septembre 1962 sous la responsabilité de l'officier d'aviation Hocine Senoussi, à Alger. Ces appareils ont d'ailleurs participé au premier défilé de l'ANP organisé le 1er Novembre 1962.
- L'armement de la direction logistique stocké en Tunisie fut remis à l'EMG.
- Les armes emmagasinées à Tripoli et Benghazi (Libye), Marsam -Matrouh et Alexandrie (Egypte), Lattaquié (Syrie) furent rapatriées partiellement et graduellement vers les ports algériens par bateaux (« Star Of Alexandria », « Bleden I et II », « Ibn Khaldoun ») jusqu'en 1965 sous le double contrôle des responsables de l'ANP et d'un ancien cadre de la logistique MALG, le frère Abderrahmane Benattia.

Descriptif global:

- Une grande quantité d'armes lourdes, canons, obusiers, mortiers, mitrailleuses de défense contre l'aviation, fusils-mitrailleurs et autres armes légères.
- 7000 tonnes de munitions, y compris des obus et des roquettes dont une partie fut remise aux combattants palestiniens, angolais et mozambicains.
- L'armement emmagasiné à Lattaquié fut remis à l'armée syrienne.
- Enfin il est bon de signaler que 20.000 fusils US 17 stockés en Egypte furent «gelés» puis «conservés» par nos «amis» égyptiens au lendemain de la destitution du Président Ben Bella.

L'éclairage particulier que j'ai apporté expressément sur les archives du MALG cadre bien avec le Centre national des archives. L'intérêt que ce Centre porte à la mission de recherche historique joint aux efforts que nous déploierons, dans le même sens, peuvent ouvrir la voie à des travaux plus complets sur la longue marche de notre révolution.

L'Association que je préside a bon espoir de voir l'autorité qui dispose actuellement des archives du MALG opérer le tri nécessaire, déclassifier et mettre rapidement, entre les mains du public en général et des historiens et chercheurs en particulier, les documents qui ne présentent pas un caractère absolu de confidentialité. En attendant, il faut savoir que la plupart des membres de l'Association et notamment ceux qui ont assumé des responsabilités peuvent apporter, en toutes circonstances, des témoignages et des précisions complémentaires dans les secteurs qu'ils maîtrisent de manière irremplaçable, tant ils demeurent, en l'absence du regretté Abdelhafid Boussouf, la mémoire vivante de cette grande épopée.

D. O. K

Notes :

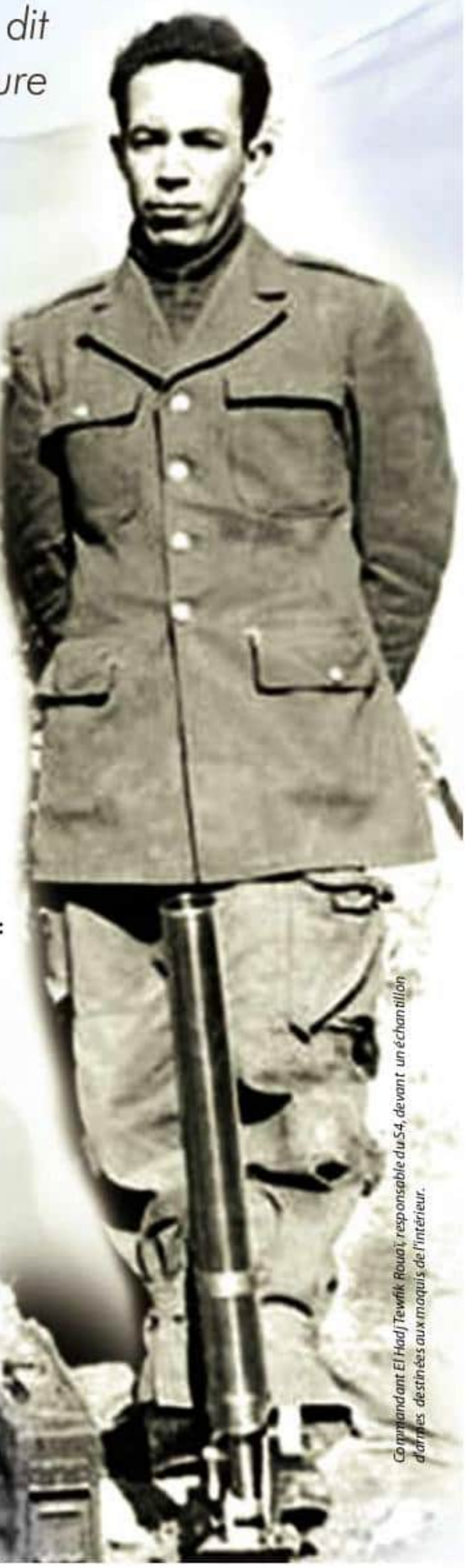
1- Dans un de ses livres, le colonel Jacquin déclare qu'il avait dirigé la Wilaya V à partir des moyens de transmissions du colonel Lotfi en taisant sa mort pendant un mois. Il faut savoir que le Colonel Lotfi est mort le 26 mars 1961 et que le lendemain l'Echo d'Alger et la Dépêche de Constantine annoncèrent sa mort. Par ailleurs, le colonel Lotfi n'avait pas son poste de transmissions avec lui. Ce poste passé par d'autres voies était à Béchar à l'époque.

2) Une copie de l'ordre de mission signé par Mohamed Khider concernant ce mouvement particulier fut remise ce jour, par mes soins, à la Direction centrale des archives.

L'intelligence au service de la cause nationale

Le commandant Mohamed Rouaï, dit Tewfik, un militant de la première heure au cœur de la Révolution

Par Nacer Zenati



Commandant El Hadj Tewfik Rouaï, responsable du S4, devant un échantillon d'armes destinées aux maquis de l'intérieur.

- **Témoignage de Boualem Bessaïh**
  « Si Toufik Rouaï, tel que je l'ai connu »

- **Abdelkrim Hassani à propos de si El Hadj Tewfik :**
  « Un homme au destin inachevé »

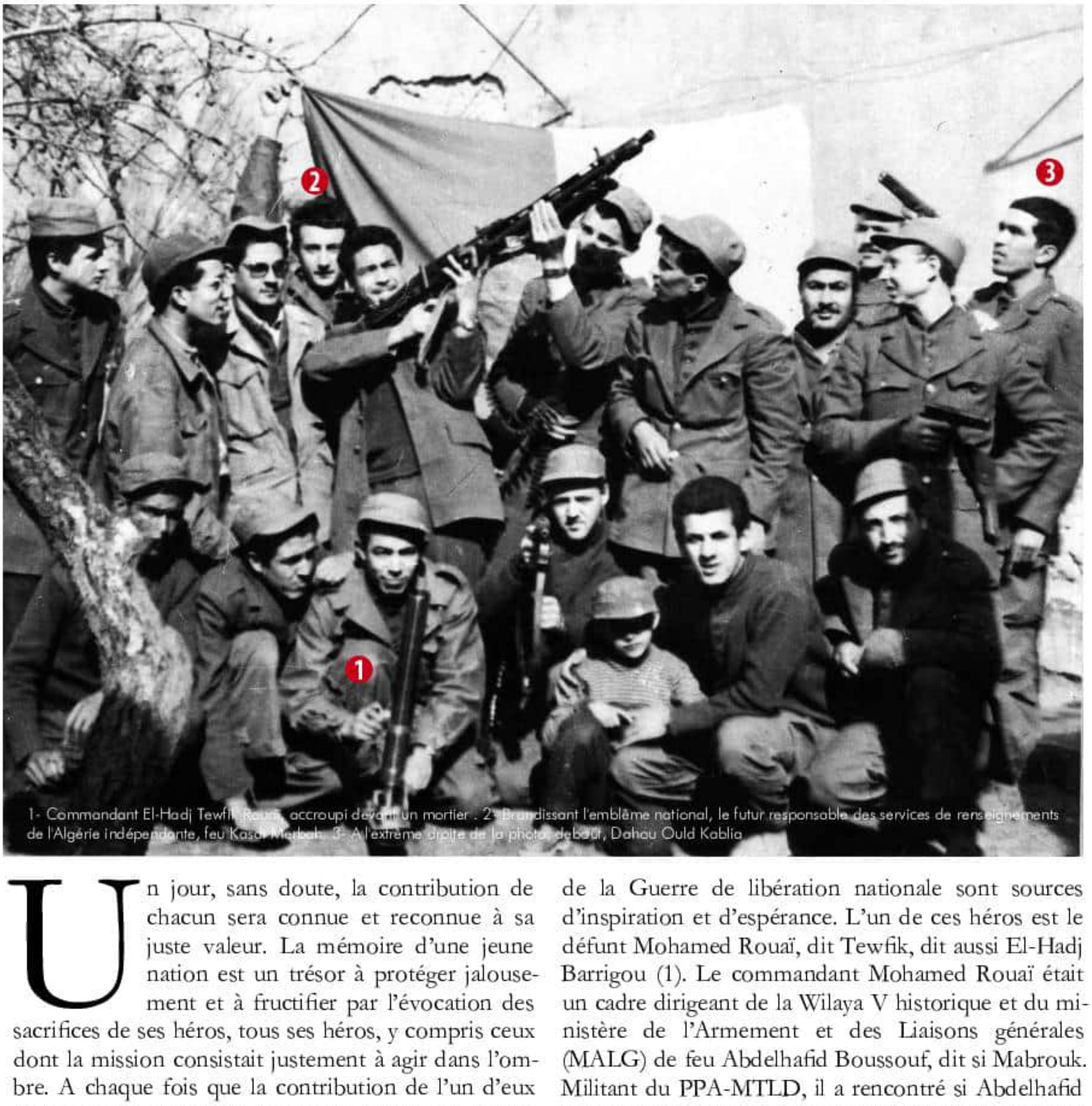
- **Mme Rahmani, née Fatima Rouaï, soeur de si Tewfik :**
  « Si Tewfik m'a inculqué l'amour de l'Algérie»

- **Témoignage de Ahmed Bessaïh, compagnon de Mohamed Rouaï après l'indépendance de l'Algérie :**
  « Si Toufik, un patriote convaincu et fidèle en amitié»

- **La moudjahida Saliha Azza, veuve de Mohamed Rouaï, à propos de son défunt mari :**
  « Si Tewfik fut d'une discrétion légendaire et fidèle en amitié »

- **La veuve du colonel Lotfi à propos de Mohamed Rouaï :**
  « Un homme pétri de qualités humaines »

Le combat libérateur n'a pu être déclenché et être mené à son terme que grâce aux sacrifices de tout un peuple et l'engagement indéfectible de sa jeunesse formée très tôt dans le mouvement national et particulièrement au sein du PPA-MTLD et son organisation secrète.

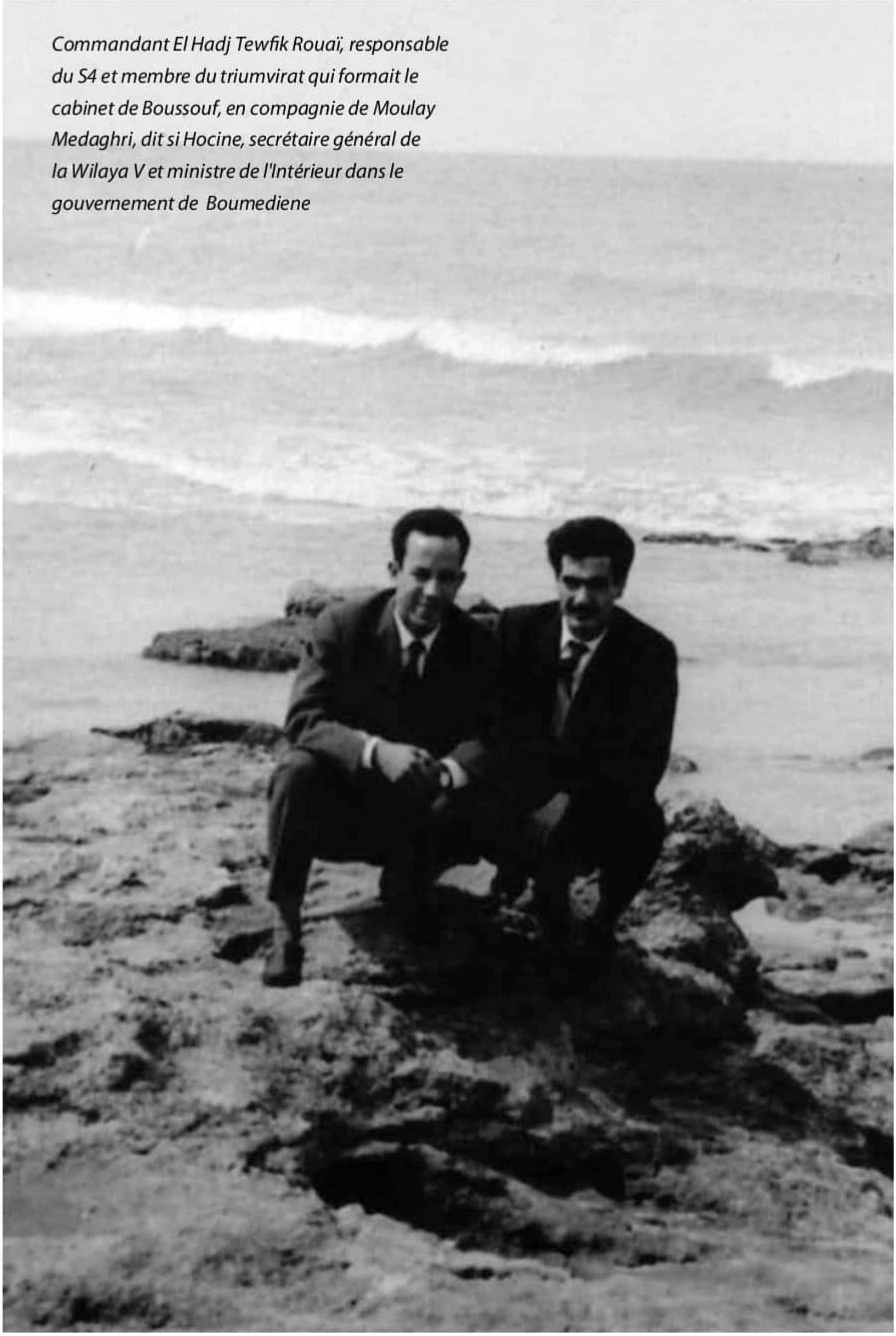


1- Commandant El-Hadj Tewfik Rouaï, accroupi devant un mortier . 2- Brandissant l'emblème national, le futur responsable des services de renseignements de l'Algérie indépendante, feu Kasdi Merbah. 3- A l'extrême droite de la photo, debout, Dahou Ould Kablia

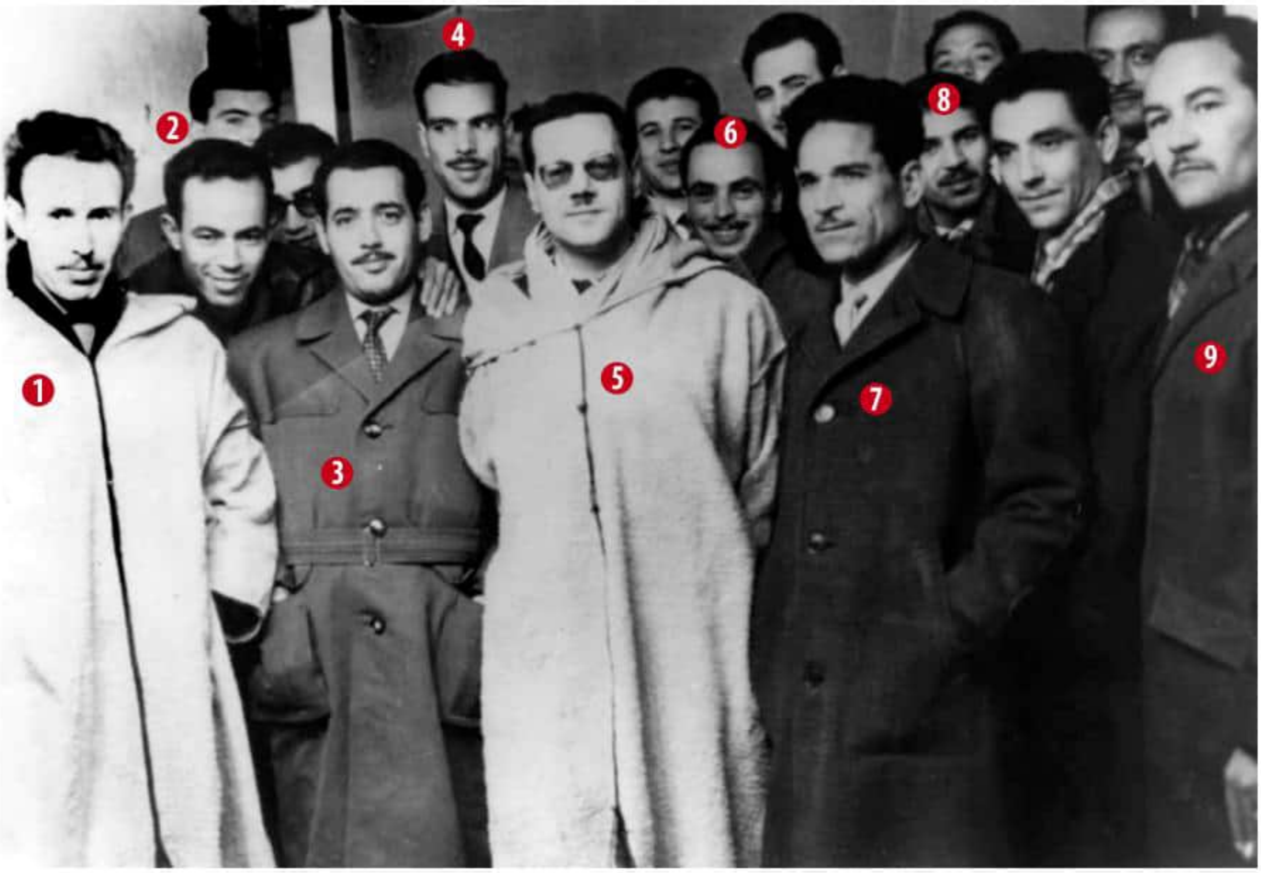
Un jour, sans doute, la contribution de chacun sera connue et reconnue à sa juste valeur. La mémoire d'une jeune nation est un trésor à protéger jalousement et à fructifier par l'évocation des sacrifices de ses héros, tous ses héros, y compris ceux dont la mission consistait justement à agir dans l'ombre. A chaque fois que la contribution de l'un d'eux est reconnue, c'est celle de tous les autres, nombreux, qui l'est aussi mais plus que cela c'est une impulsion nouvelle et supplémentaire dans la consolidation des précieux acquis de la Révolution de Novembre. Pour la jeunesse d'aujourd'hui et celle de demain, les héros de la Guerre de libération nationale sont sources d'inspiration et d'espérance. L'un de ces héros est le défunt Mohamed Rouaï, dit Tewfik, dit aussi El-Hadj Barrigou (1). Le commandant Mohamed Rouaï était un cadre dirigeant de la Wilaya V historique et du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG) de feu Abdelhafid Boussouf, dit si Mabrouk. Militant du PPA-MTLD, il a rencontré si Abdelhafid Boussouf au début des années 1950 lorsque, après la découverte par le colonialisme de l'Organisation Secrète (OS), ce dernier a dû se réfugier dans l'Ouest du pays pour échapper à la répression déclenchée contre les militants de l'OS et du MTLD. Leurs che-

---

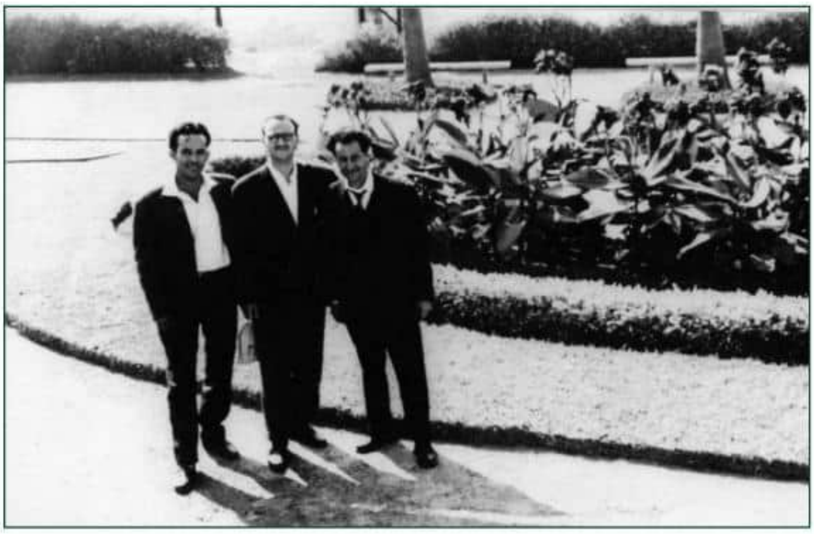
1) - Le défunt n'aimait pas que ce surnom soit utilisé dans le sens où il fait référence à Perrégaux, aujourd'hui Mohammadia, son lieu de naissance. Comme tous ses frères d'armes, si Teufik se définissait avant tout comme Algérien. Par respect au défunt, le surnom de El-Hadj Barrigou n'est mentionné, ici, que pour mémoire. En outre, ce surnom avait été provisoirement « emprunté » par le défunt à un chahid de la région de Mohammadia, pour « brouiller » l'ennemi.



Commandant El Hadj Tewfik Rouaï, responsable du S4 et membre du triumvirat qui formait le cabinet de Boussouf, en compagnie de Moulay Medaghri, dit si Hocine, secrétaire général de la Wilaya V et ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Boumediene mins ne vont plus se séparer jusqu'à l'indépendance. L'un et l'autre se sont retirés de la vie publique après le recouvrement de la souveraineté nationale. De si Tewfik, on ne connaît que très peu de choses, à l'exception de quelques témoignages de certains de ses frères d'armes. De nombreuses photos de l'époque le montrent aux côtés du Président Bouteflika, du colonel Boumediene, du colonel Lotfi, de Boualem Bessaïh et d'autres cadres et militants de la Révolution. L'attitude décontractée des uns et des autres sur ces photos témoigne d'une grande proximité et d'une réelle fraternité forgées dans le combat libérateur. Les grades et les responsabilités des uns et des autres ne créaient pas des limites protocolaires artificielles entre des frères d'armes et des frères tout court. Si Tewfik est de cette race d'hommes ayant vécu dans l'ombre pour servir leur pays. Il est, en vérité, des hommes qui naissent pour servir une cause. Des hommes nés non pas pour vivre une vie banale mais pour servir leur pays. Des hommes bravant les dangers, prêts à mourir à chaque instant. C'est le cas de cet officier supérieur de l'Armée de libération nationale (ALN) qui a vécu pour un seul idéal, celui de voir le pays libéré de l'arrogance colonialiste à laquelle il s'est confronté très tôt. En effet, Mohamed Rouaï est né le 26 mai 1929 à Mohammadia, anciennement Perrégaux, dans la wilaya de Mascara, à la veille du centenaire de la colonisation, célébré avec faste par les colons grands propriétaires terriens de cette région, dont la richesse était le fruit de la spoliation des biens des Algériens. Ayant fait ses premiers pas dans ce bourg tenu par la grande bourgeoisie coloniale, ce militant nationaliste, trempé dans la discrétion et préférant l'action clandestine, ne pouvait accepter le sort dégradant que réservait le colonialisme aux Algériens, à savoir, celui du statut infamant de l'indigénat. Militant solide et exigeant, il ne pouvait échapper à l'œil vigilant et averti de si Mabrouk qui était recherché par la police française, à la suite de la découverte de l'Organisation Secrète (OS). La rencontre de si Mabrouk avec si Tewfik, donnera, aux futures structures de la Révolution en Oranie (Wilaya V) et aux départements du MALG/GPRA, un cadre valeureux qui sera investi de missions délicates à la mesure de sa détermination et de sa perspicacité. Sa notoriété au sein des premiers noyaux des services secrets algériens explique l'importance des missions dont il fut chargé, lui, qui était parmi le triumvirat qui formait le cabinet du colonel Boussouf, l'un des décideurs de la Révolution au sein du CCE, du CIG et à la tête du MALG. Doué d'un caractère fort, forgé dans les conditions de travail implacables des services secrets, et de grandes capacités d'analyse reconnues, conjuguées à son penchant pour l'effacement propice, l'action du militant clandestin, il fut presque naturellement choisi pour participer à la formation du tout puissant



1-Houari Boumediene. 2-Mohamed Rouaï. 3-Ali Kafi. 4-Mohamed Boudaoud. 5-Abdelhafid Boussouf. 6-Hadj Saphar. 7-Rachid Mostghanemi.
8-Abdelkader El Mali (Abdelaziz Bouteflika). 9-Kaïd Ahmed, et des militants de la cause nationale



De g. à dr. : Commandant El-Hadj Tewfik Rouaï, le colonel Lotfi et Messoud Zeggar, dit Rachid Casa. Homme fort de la Wilaya V, en compagnie du colonel Lotfi, El-Hadj Tewfik a eu un destin de responsable national.

Rachid Casa fut efficace dans l'achat des armes, dont le commandant Tewfik assurait l'acheminement vers les maquis de l'intérieur.

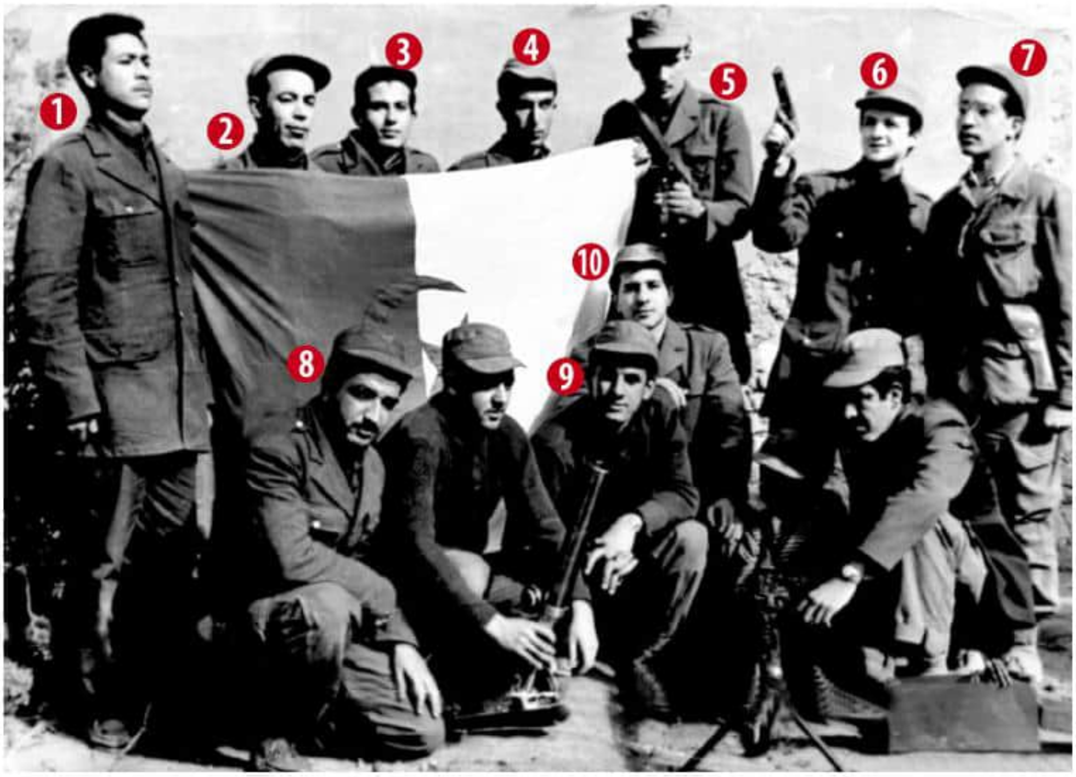
MALG. Un ministère qui fut d'un énorme apport à l'effort de guerre pour l'indépendance. Les hommes qui ont approché si Tewfik, dans la fournaise exaltante de la Guerre de libération nationale, retiennent de lui une force de conviction rare et une abnégation sans égale ainsi qu'un engagement sans faille dans l'exercice de ses missions. Les structures de la Révolution, faut-il le rappeler, tirent leurs qualités dans l'action et l'importance de leur apport au combat libérateur, de la qualité intrinsèque des hommes qui avaient formé leurs premiers noyaux. Si Tewfik était parmi le premier groupe ayant doté la Révolution algérienne de sa structure sécuritaire destinée à protéger le combat du peuple algérien des menées subversives du colonialisme français. Ce fut le MALG. Il s'agit du ministère qui avait mis à mal les différents services français, notamment les plus « spécialisés », à l'image du SDECE. Du 10 octobre 1958 à juin 1962, il fut chargé de superviser, en qualité de directeur des liaisons générales du MALG, l'acheminement du courrier et la transmission des dossiers sensibles : une mission ultra secrète dont dépendaient des centaines de vies humaines et, toutes proportions gardées, l'avenir de la lutte de libération nationale. Le défunt si Tewfik avait connu une ascension à la mesure de ses aptitudes et compétences au sein des structures cloisonnées du MALG. Membre du triumvirat formant le cabinet de Boussouf, aux côtés dudit Nehru et d'Abdelaziz, Mohamed Rouaï était responsable de toutes les liaisons, dans un contexte marqué par la guerre du renseignement menée d'une manière implacable par les services de l'armée coloniale qui n'avaient aucun scrupule pour user de la torture afin de soutirer l'information. En sa qualité de premier responsable des liaisons générales, le commandant Tewfik savait « qui était qui, où était qui et à quel moment », signe suprême de confiance et de responsabilité au sein des instances de la Révolution. La nomination méritée de Mohamed Rouaï, dit Tewfik, à ce poste stratégique n'est pas le fruit du hasard, comme elle ne peut découler d'une quelconque fantaisie ou favoritisme d'un homme comme Boussouf, rompu à l'organisation minutieuse et fonctionnant au quart de tour. Le choix de feu Rouaï a été, comme en témoignent les nombreux agents qu'il avait désignés pour la délicate tâche d'acheminer le courrier officiel des instances de la Révolution, des plus judicieux. L'action de Rouaï fut si vaste qu'elle débordait le long du tracé frontalier ouest qui était hermétiquement quadrillé par la soldatesque française, en plus du barrage électrifié qui fut, depuis son édification, l'ennemi numéro un de la Révolution, au point de ramener un colonel de l'ALN de la première heure, le célèbre colonel Ammar Ouamrane, un dur parmi les durs, à l'évidence de céder la mission de l'acheminement de l'armement à une structure plus organisée et plus rompue à ce genre de missions délicates, après avoir reconnu qu'il avait perdu près de six mille hommes dans cette périlleuse mission. La question de l'approvisionnement en armements du maquis de l'intérieur était, en effet, d'une importance cruciale pour la continuité de la révolution et, aujourd'hui encore, elle soulève des polémiques politiciennes. Pour prendre la juste mesure de la difficulté de cette mission, il faut garder à l'esprit le fait que l'armée d'occupation a justement tout fait et utilisé tous les moyens pour rendre les frontières tant est que ouest totalement étanches. Combien d'hommes valeureux y ont laissé leurs vies ? Pour se rendre compte de l'extrême difficulté de cette mission, on peut lire le témoignage d'un autre malgache, Abdelmadjid Maâlem, et le récit héroïque des convois d'armes sur l'itinéraire de ce qu'il appelle la «piste Amirouche». C'est dans ces conditions très particulières et à une étape décisive de la Révolution que si Tewfik s'est vu confier la délicate mission d'acheminer les armes vers les maquis de l'intérieur. Il s'agit d'un homme de poigne par excellence, doté d'une vigilance sans faille qu'il a dû forger au fur et à mesure qu'il accumulait les missions les plus délicates, bras droit et adjoint immédiat d'un Boussouf au faîte d'une gloire tirée d'une action et d'une organisation qui ont doté la

Révolution d'un système sécuritaire ayant défié l'armée coloniale sur son propre terrain, celui qu'elle maîtrisait le mieux, à savoir le renseignement, les opérations de noyautage et les coups fourrés les plus invraisemblables. Boussouf, plus connu pour sa réserve et son jugement implacable, peu enclin à l'improvisation ou au copinage, sut faire le tri parmi ses hommes de confiance, en confiant une mission frappée du cachet «ultra secret» à Rouaï. Il s'agit d'une nouvelle structure, appelée par Boussouf S4. Un service spécial d'une extrême sensibilité, à tel point que même des cadres importants du MALG ignoraient jusqu'à son existence. L'un d'eux en témoigne : « Tous les services que Boussouf avait créés avaient cette caractéristique du secret, mais ce service spécial devait l'être davantage à ses yeux. C'était lui-même qui l'avait dénommé ainsi, sans nous donner d'explication sur la signification du S4. Il avait décidé de confier la direction de cette nouvelle structure à son homme de confiance le plus proche, son vrai bras de droit qui lui est resté fidèle jusqu'au bout, Mohamed Rouaï dit Tewfik… Boussouf avait donné des ordres stricts aux autres services de porter assistance en cas de besoin à Tewfik et à ses collaborateurs. » Ce témoignage de Mohamed Lamkami, ancien cadre de la Direction de la documentation et de la recherche (DDR) qui dépendait directement du MALG, repris par Chérif Abdedaïm dans son livre intitulé Boussouf, le révolutionnaire aux pas de velours, résume parfaitement l'envergure de l'homme, sa compétence et le crédit dont il jouissait auprès du père fondateur des services secrets algériens. Ce service spécial tenu par Rouaï, à partir de 1961, avait pour mission de faire parvenir le maximum d'armes dans les wilayas et d'approvisionner les combattants de l'ALN de l'intérieur en armes et munitions, en dépit des barbelés et des fils électriques des lignes Challe et Morice de triste mémoire.

Commandant El-Hadj Tewfik Rouaï, à sa gauche Nourredine-Yazid Zerhouni. debout Kasdi Merbah et le fils aîné de El-Hadj Tewfik, actuellement haut cadre de la nation. Kasdi et Zerhouni seront plus tard des chefs des services de renseignements de l'Algérie indépendante.

Mohamed Rouaï, l'énigme qui défia l'efficacité des services de renseignements français

Méticuleux et organisateur de réseaux hors pair, feu si Tewfik ne laissait pas indifférents les services de renseignements français, dotés d'équipements sophistiqués et de limiers aux méthodes peu enclines au respect de la morale de la guerre. La délicatesse des missions dont il s'acquittait et son influence grandissante, notamment dans les structures des communications et d'acheminement des armes vers l'intérieur, au moment où l'armée coloniale déployait tous les moyens dont elle disposait pour asphyxier les maquis de l'intérieur, ne pouvaient qu'attirer l'intérêt des services de renseignement français. Tous les efforts déployés pour l'identifier ou le localiser s'avérèrent vains, comme en témoigne l'une des rares fiches établies par les services de police coloniale à son sujet : « Il remplit les fonctions de commissaire politique et aurait sous ses ordres plusieurs polices». En dépit des moyens dont ils disposaient, les services français ne formulaient aucune certitude. Ceci est révélateur des capacités de cet homme à maintenir un cloisonnement strict et à demeurer un mystère, au point que la nature de ses activités demeura méconnue de l'ennemi, durant la Guerre de libération nationale. Cet état de fait résume, à lui seul, l'apport de cet homme à la Révolution et la manière dont il le prodiguait au sein de ses structures qui exigeaient le maximum de discrétion et de vigilance. L'homme de l'ombre qu'il était fut réellement à la hauteur des missions dont il a été chargé, déjouant tout les plans d'infiltration d'un ennemi suréquipé et jouissant d'un encadrement formé dans les écoles d'armes les plus spécialisées d'Europe. C'est aussi ce qui explique ce choix de Boussouf, un homme averti qui ne laissait rien au hasard et qui avait un penchant presque religieux au secret et à l'or-

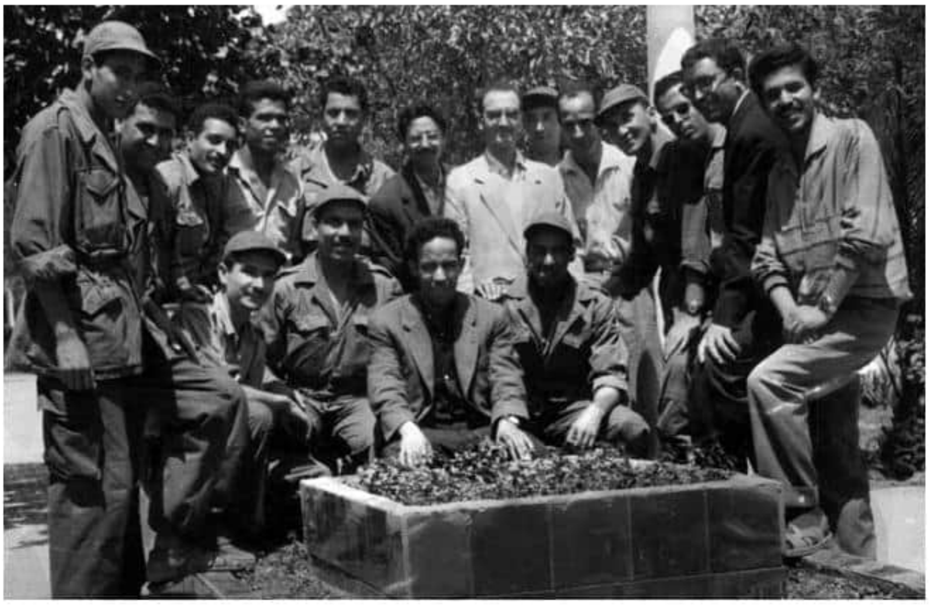


1- Djamel Meliani, 2-Mohamed Rouaï, 3-Kamel Khalef, 4-Mohamed Lemkami, 5-Kasdi Merbah, 6-Aït Mesbah, 7-Larbi Tabeti 8-Mohamed Ould Kablia, 9-Si Ahmed Abdelmadjid, 10-Nourredine Yazid Zerhouni.

ganisation clandestine, exigeant avec les hommes de premier plan, doués de facultés d'appréciation de situations complexes et d'une volonté sans faille.

Le moudjahid Rouaï, un guerrier humaniste

Devant son activité intense, due essentiellement à la multitude de missions aussi délicates que périlleuses dont il s'acquitta avec bravoure, si Tewfik, qui se distinguait par les mérites résultants de sa perspicacité dans le combat, de son sens d'analyse et du calcul juste – un sens propre aux hommes de l'ombre – était aussi porteur des valeurs humaines les plus nobles que lui reconnaissent tous ses frères d'armes qui l'ont approché. Il était fidèle en amitié et loyal. Il était d'une grande générosité avec ses compagnons, au point que son sens de la solidarité est devenu légendaire. C'est ainsi que Boualem Bessaïh, dit commandant Lamine, ancien commandant de l'ALN et cadre du MALG, raconte, à ce propos, l'estime que vouait le colonel et chahid Lotfi à si Tewfik: « Nous avons été invités un jour, Rouaï et moi-même, chez le colonel Lotfi à Oujda, à la veille du retour de celui-ci en Algérie. Vous êtes des frères, nous confie Lotfi, et je sais que demain je vais mourir au combat. Je vous demande de prendre soin de l'enfant que porte le ventre de mon épouse.» L'un des plus glorieux chefs de l'ALN, mort pour l'indépendance du pays, ne pouvait s'exprimer ainsi que devant des hommes de valeur, en qui il reconnaissait la loyauté et le sens de la fidélité et de la solidarité. Dahou Ould Kablia rapporte que le commandant Mohamed Rouaï, fort de sa parfaite connaissance des frontières et du système de liaisons, avait pris une part active dans la préparation du retour en Algérie du colonel Lotfi en



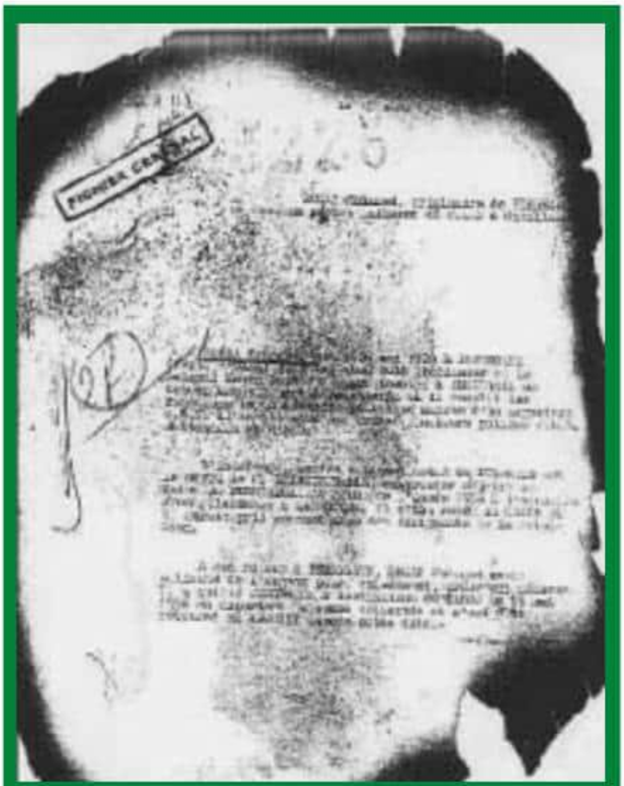
Le commandant El-Hadj Tewfik Rouaï, accroupi devant une tombe, probablement d'un chahid.

Au fond, portant des lunettes, le colonel Lotfi et à l'extrême droite de la photo, Abdelaziz Bouteflika, dit commandant Si Abdelkader

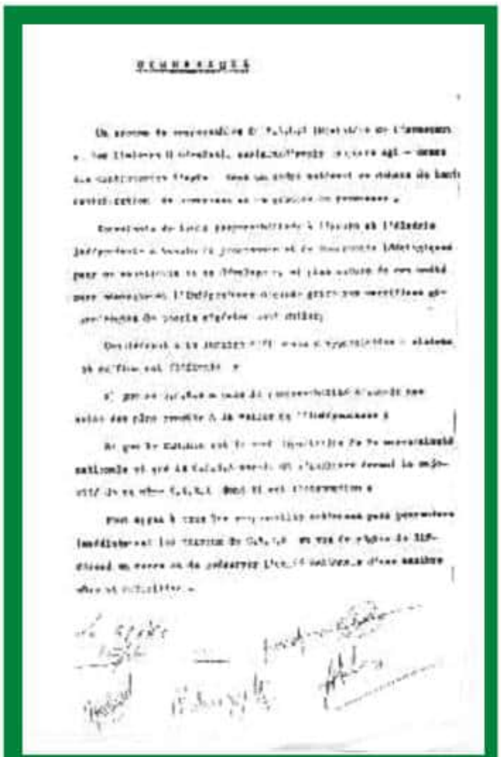
Portrait

étudiant méticuleusement toutes les options possibles pouvant lui garantir le maximum de sécurité. Cependant, le colonel Lotfi a finalement choisi son propre itinéraire en dehors des options étudiées. Le commandant si Tewfik déployait une activité des plus intenses, lors du dernier quart d'heure de la colonisation. Il eut à assumer des missions délicates, même au moment des négociations entre le GPRA et l'Etat français. Il prit une part active dans la confection des dossiers stratégiques des négociations. Cette mission exigeait du doigté dans le travail de coulisses et beaucoup de lucidité dans la confection des dossiers basés sur la documentation. Selon plusieurs témoignages, un dossier sensible avait été remis par le MALG à Saâd Dahlab, afin de lui permettre de négocier en position de force et de pouvoir anticiper les éventuelles réactions de l'ennemi, pour mieux le neutraliser.

Mais, selon ces témoignages, Saâd Dahlab n'avait pas trop pris au sérieux ce dossier, l'assimilant à de simples notes d'information et ce n'est qu'en écoutant le ministre français Pierre Joxe qu'il réalisa toute la valeur du dossier qui lui avait été confié par le MALG. Il s'agit là d'un haut fait d'arme du mythique MALG qui, malgré des moyens modestes comparés à ceux dont jouissait l'ennemi, a pu, une fois de plus et au moment où la question algérienne connaissait son ultime étape vers une issue heureuse, décoder la stratégie de la partie française dans les négociations, en dotant les négociateurs du GPRA d'une arme décisive pour anticiper les visées de l'ennemi. Ce fut une autre leçon d'intelligence savamment administrée à un ennemi arrogant. Parmi les faits d'armes de si Rouaï, il y a lieu de citer le cas de l'exfiltration d'un Algérien, nommé Mokhtar, originaire d'Oran, qu'il réussit à envoyer à Genève, via Paris, sans soulever le moindre soupçon des services de sécurité de l'ennemi. Il s'agit du militant qui a eu l'idée d'acheminer des armes en provenance du Maroc, camouflées dans des rouleaux de bitume. Cette idée avait, alors, séduit Boussouf qui avait chargé son homme de confiance, en l'occurrence le commandant Mohamed Rouaï, dit Tewfik, de prendre contact avec Bentchicou de Constantine, sénateur et personnalité très introduite au sein de l'administration coloniale, pour solliciter sa contribution dans cette opération. Bentchicou offrait à cette opération d'envergure la couverture idéale. Il s'avère, ensuite, que Bentchicou avait accepté de contribuer à cette opération, mais personne, aujourd'hui, ne peut donner d'autres détails sur sa mise en œuvre sur le terrain. Toujours est-il qu'il y a lieu d'en retenir la difficulté de la mission, d'une part, et l'audace déployée pour l'accomplir, d'autre part. Fidèle à sa logique du secret, il n'a laissé aucune trace écrite sur ce pan de l'histoire contemporaine algérienne. Son humilité et sa modestie l'ont certainement empêché d'étaler au grand jour ses nombreux faits d'armes et les actions à haut risque qu'il avait menées et dirigées. Cet homme d'action qui avait déployé une activité si intense, si utile au cours de la Révolution et dans l'anonymat qu'exigeait le cloisonnement propre aux structures du MALG, était, aussi, un homme politique et un militant nationaliste, avec tout le sens du devoir qu'exige l'engagement envers son pays et la nation. C'est ainsi que le moudjahid Mohamed Rouaï s'illustre, encore une fois, dès l'indépendance acquise, en signant, en compagnie de sept autres cadres du MALG et militants de la cause nationale, à savoir Nourredine-Yazid Zerhouni, Mohamed Lamkami, Boualem Bessaïh, Kasdi Merbah, Beldjelti Hassen…, un communiqué, rendu public le 16 juillet 1962, en réaction aux événements douloureux qui allaient prendre forme et se concrétiser par des tiraillements entre frères de combat. Il s'agit d'un document historique, voire d'un véritable testament de fidélité à la Révolution du 1er novembre 1954. C'était, aussi, un sérieux avertissement,



Une note de la police coloniale à propos de Mohamed Rouaï. Bien qu'il fût identifié en tant que responsable de plusieurs polices du FLN, il resta pour longtemps une énigme pour les services de renseignements de l'armée coloniale



Un document authentique et inédit, attestant des positions mesurées et responsables de ce grand chef de la Révolution et les soucis qu'il éprouvait face aux risques de dérives qui guettaient la Révolution algérienne à l'indépendance

rédigé dans la finesse qui caractérise ces hommes du MALG, et adressé à ceux qui s'obstinaient, dans le climat délétère de cette époque, à mener le pays vers la dérive, en les appelant à mettre en avant la raison et les intérêts suprêmes de la nation. Ce groupe de militants sincères venait, dans la réalité, s'assumer devant l'Histoire, conscient des risques réels qu'encourait le pays fraîchement sorti d'une guerre impitoyable ayant duré sept ans. Ils venaient de signer le premier appel urgent aux différents protagonistes, leur demandant de dépasser leurs divergences et de faire preuve de maturité politique dans l'intérêt de la nation et de l'unité nationale. C'est ainsi qu'ils avaient interpellé le GPRA pour s'incliner devant les résolutions du CNRA, l'ultime organe légiférant de la Révolution et l'institution légitime pour arbitrer les litiges et conflits entre les différentes parties issues des appareils et structures dirigeantes de la Révolution. L'engagement sans faille et sincère de si Tewfik pour les intérêts suprêmes du peuple algérien fut vérifié, encore une fois, après cet appel, en se retirant de la vie politique avec ce sentiment du devoir accompli. Il refusa de s'incruster dans les conflits de pouvoir ayant émaillé les premières années de l'indépendance. Son patriotisme aigu et son nationalisme total et intégral l'empêchèrent de se complaire dans la délivrance des révélations susceptibles d'envenimer une situation suffisamment explosive. Il refusa, aussi, le confort d'étaler ses faits d'armes, pour satisfaire un nombrilisme qu'il n'avait jamais cultivé ou nourri, lui, de surcroît, qui était issu d'un terroir pétri de valeurs nobles peu enclines à verser dans la gloire personnelle ou à faire valoir les exploits individuels, là, où le combat collectif pour la cause nationale prime toutes autres considérations. Le commandant si Tewfik préféra se retirer de l'action politique dans le silence qui caractérisait les hommes de l'ombre, en choisissant de vivre dans une Algérie indépendante, avec une mémoire intacte d'une Révolution grandiose, au lieu de s'engager dans les intrigues ayant engendré d'autres malheurs à un peuple meurtri par une guerre d'indépendance des plus féroces. Fort de son sentiment du devoir accompli, Rouaï léguera, au même titre que les hommes qui avaient une haute idée de la Révolution, aux générations de l'indépendance, le véritable sens de l'honneur et du sacrifice pour la patrie. Il a eu le mérite et le courage de se retirer après l'indépendance, prodiguant, de la manière, une autre leçon de bravoure aux générations en charge de la mission de la construction du pays. Pour tout cela et bien d'autres qualités qu'un simple portrait de presse ne peut mettre en valeur, le commandant Mohamed Rouaï, dit Tewfik, mérite amplement son statut de héros de la Guerre de libération nationale et de nationaliste trempé dans les valeurs humanistes de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954. C'est à ce prix et rien qu'à ce prix que les hommes, même morts, demeurent vivants. Ils ne cesseront d'être glorifiés au cœur même de la mémoire éternelle des nations nées dans la douleur. Le moudjahid Mohamed Rouaï, nous a quittés alors qu'il était dans la force de l'âge (48 ans), le 24 mai 1977. Il a été inhumé sur la terre de ses ancêtres sur les monts de Béni Chougrane - Sidi Dahou, à Mascara. Il convient de rappeler que la tribu de Béni Chougrane a, très tôt, fait allégeance à l'Emir Abdelkader pour le combat libérateur. Plus tard, elle rejeta aussi la conscription imposée par les forces coloniales aux jeunes Algériens. A ce titre, la tribu fut pourchassée et ses membres furent contraints de trouver refuge dans les plaines de Mohammadia, Mostaganem et Oran. L'évocation de son combat et de sa contribution à la glorieuse Guerre de libération nationale lui rend bien évidemment justice, mais bien plus, et à travers sa personne, elle rend justice à tous ceux, très nombreux, qui ont participé, peu ou prou, à l'épopée révolutionnaire. Rendre justice, par la reconnaissance, à la génération de Novembre, c'est aussi et surtout servir l'Algérie éternellement debout comme l'étaient les hommes qui l'ont relevées.

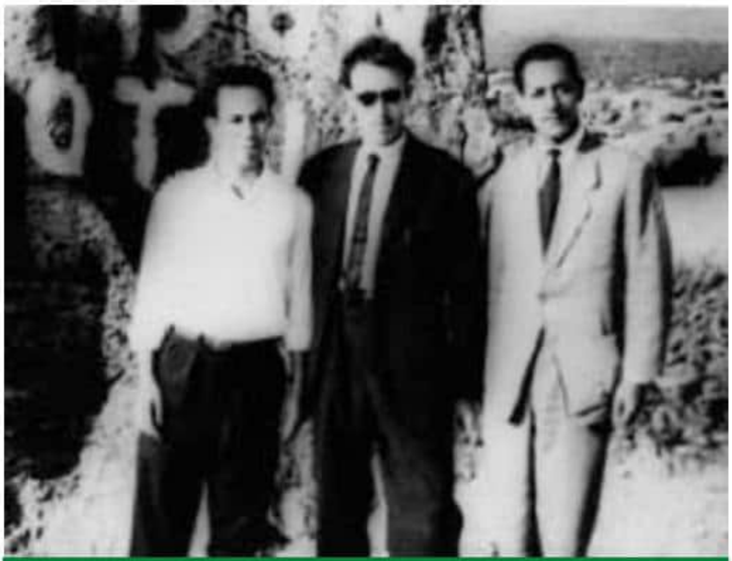
N. Z.

Boualem Bessaïh,

ancien président du Conseil constitutionnel

« Si Toufik Rouaï tel que je l'ai connu »

« Mon témoignage, inspiré de faits vécus, se veut un modeste hommage au patriote qu'il fut, à l'homme qui mit sa vie au service de son pays. En voici quelques traits rapidement évoqués sur la personnalité de l'homme, que d'autres témoignages viendront, j'en formule le voeu, compléter pour donner à ce personnage toute la dimension qu'il mérite. Si Tewfik Rouaï était un homme secret, rigoureux, d'une grande rectitude morale, fidèle en amitié, affable et courtois, des qualités que lui reconnaissent tous ses interlocuteurs. C'est sans doute pour tout cela qu'il fut choisi par le colonel Boumediene pour être son officier de liaison et le canal privilégié de ses contacts confidentiels. Je pense, en revanche, que sa proximité avec Boumediene et Lotfi d'abord, puis avec Boussouf, a contribué grandement à l'affermissement de sa personnalité et à élargir son champ d'observation aussi bien sur les hommes que sur les évènements. Lorsque je l'ai connu, au poste de commandement de la Wilaya V, début 1958, il fit sur moi une grande impression : léger sourire, regard vif, sobre poignée de main. En rentrant du maquis de la zone 8, je fus installé au domicile d'un de ses proches, qui devint plus tard l'un de ses adjoints, feu Mohamed Nedjar, autre officier efficace, discret et d'un commerce agréable. La règle voulut, pour tous les officiers de l'ALN fraîchement débarqués, qu'on les plaçât en lieu sûr durant quelques semaines (généralement 40 jours) à la fois pour leur repos, leur sécurité, et leur éviter tout contact avec l'extérieur. Sans doute aussi pour mettre à l'épreuve leur endurance à vivre en solitaire. Ce jour-là, Si Tewfik Rouaï vint me chercher vers une destination inconnue. « Habille-toi, nous allons sortir », me dit-il. Tout le long du parcours, il ne dit mot, puis, nous entrâmes dans une vieille maison. Nous traversâmes une grande cour où se tenaient des moudjahidine armés, en tenue civile. Il m'introduisit dans un bureau chez un homme haut de taille, cheveux blonds, visage émacié et fumant cigarette sur cigarette, un pistolet sur la table. L'homme me posa beaucoup de questions, souvent en arabe, parfois en français et me donna une dépêche de l'AFP à traduire en arabe sur-le-champ – ce que je fis. Il parcourut rapidement le texte, me posa une question grammaticale en arabe à laquelle je répondis, puis il se leva et me dit : «La mission qui te sera confiée n'est pas aisée, il faut que tu sois à la hauteur de la tâche. » Sur le chemin du retour, même mutisme chez Si Tewfik Rouaï. Après une longue hésitation, je lui demandai : « Qui est cet homme qui m'a reçu ? » Il me répondit sèchement : « C'est le genre de questions qu'il ne faut jamais poser. Tu le sauras toi-même plus tard, si Dieu le veut. » Nous nous retrouvâmes plus tard à Tunis sous l'autorité de Abdelhafid Boussouf, dit si Mabrouk, qui avait obtenu du colonel Boumediene notre affectation auprès de lui. Depuis, nous fûmes liés d'une grande et fidèle amitié. Perspicace, il avait le mot approprié pour juger les hommes. Un jour, croisant un cadre qui venait d'être promu à une responsabilité, il me dit : « Celui-là restera toujours adjudant. » Quelque mois plus tard, il fut mis aux arrêts pour insubordination. Alors Si Tewfik me dit en souriant : « Adjudant, c'était son bâton de maréchal. »



Boualem Bessaïh (commandant Lamine), à sa droite le colonel Houari Boumediene et le commandant El Hadj Tewfik Rouaï (Tanger - Maroc, 1959).

B. B.

Le défunt Abdelkrim Hassani, officier de l'ALN, responsable national de la formation des opérateurs radio, durant la Guerre de libération, commandant de la base nationale Didouche-Mourad

Le défunt Abdelkrim Hassani à propos de si El Hadj Tewfik :

« Un homme au destin inachevé »

Il fut l'un de ceux que si Boussouf avait choisis en tant que pionnier du service S4, peu connu du public, au cours des années 1960, pour réanimer les réseaux de communication, de liaison et des technologies des armements. Avec ses compagnons, il a marqué le processus de développement des services spécialisés du MALG. Cet illustre compagnon qui faisait partie des premiers groupes armés de l'ouest algérien, a fait ses premières armes au cours des affrontements initiaux en novembre 1954 avec l'armée coloniale. Il se distingua dès lors par ses qualités de combattant, doublées d'un stratège d'un niveau exceptionnel et d'une aptitude au commandement dont seule l'école de l'OS peut produire. Il était à l'avant-garde aux côtés de si Bouteflika en 1956, mais non moins compagnon de si Boussouf dans les rangs de l'OS, bien avant 1954. Il connaissait les hommes, le terrain, les qualités et les défauts des uns et des autres. Il savait juger et jauger.

A partir de 1956, le pivot stratégique des frontières ouest reposait sur la puissance de feu de l'ALN suivant l'expression de Larbi Ben M'hidi, de façon à rompre l'équilibre des forces, progressivement à l'avantage de la wilaya. Ce fut à cette période que Larbi Ben M'hidi, chef de la Wilaya V, se lançait dans la récupération de l'armement à outrance sur l'ennemi d'abord, puis par le transport maritime et à préparer éventuellement ce que l'on désignait par euphémisme comme zone franche. En effet, au commandement de la zone ouest, l'on était convaincu que la proclamation du gouvernement algérien devait se faire à l'intérieur du pays. Pendant près d'un mois, de septembre à octobre 1956, l'on s'était engagé à aller dans ce sens. Malheureusement l'arraisonnement de l' « Athos » mit un terme à ce projet qui aurait pu voir naître un gouvernement algérien provisoire en Algérie, tout le long des frontières ouest et modifier de fond en comble le destin des armes et la suite des combats. Plusieurs raisons ont été à l'origine de l'échec du projet qui aurait, disons-le encore une fois, changé les données de la situation militaire. Mais il est bien certain que les militaires français, tout au moins ceux qui possédaient l'initiative du pouvoir, n'ignoraient pas l'existence, au niveau de la Wilaya V, d'une réflexion qui mettrait en péril les partisans attardés de l'Algérie française. Peut-on affirmer dès lors qu'ayant noté que la sécurité et la maîtrise des transports des équipements militaires n'offraient pas suffisamment de sécurité entre le Moyen-Orient et les côtes algériennes, il fallait changer le fusil d'épaule et revenir aux consignes de sécurité globale, plus strictes et plus tranchantes, en somme revenir aux années de plomb ? La création du S4, qui a demandé du temps pour son émergence, pourrait laisser croire que si Boussouf, faisant appel à si Tewfik, susurrait qu'il fallait s'entourer de moyens de sécurité adéquats et d'hommes de confiance de cette envergure, un homme de l'ombre qui était convaincu au même titre que son chef pour faire régner le minimum de confiance pour le maximum de sécurité. Ce fut pour Boussouf l'amorce d'une nouvelle règle hiérarchique de premier rang celle du « the right man in the right place ».

Si Tewfik semblait répondre largement à ces qualités de chef que l'on avait tendance à négliger. L'émergence d'une nouvelle trempe de personnes, plus aptes à discourir qu'à réfléchir, à plaire plus qu'à se rectifier, nous avait transformés en moutons de panurge prêts à croire à toutes sortes de sornettes et en premier lieu à oublier que l'ennemi est loin d'être un agneau. La bleuite aurait dû nous conduire à une reprise de soi-même à partir de la réflexion et du sérieux et à tenir compte de l'ensemble des considérations, aussi bien économiques que militaires et politiques. A partir de 1960, les incertitudes de la guerre n'étant pas nettement définies, il fallait compter sur soi-même, rétablir la confiance et affronter l'ennemi avec plus d'assurance. En plaçant si Tewfik au niveau élevé du service spécialisé S4, si Boussouf avait la conviction qu'il pouvait assurer la sécurité de la Révolution, ou du moins éviter des surprises d'un ennemi aux abois, mais capable de faire du mal. C'est dire que Mohamed Rouaï, promu à ce stade de mission de dernier souffle, mérite le qualificatif de militant authentique, capable de grands exploits.

A. H.

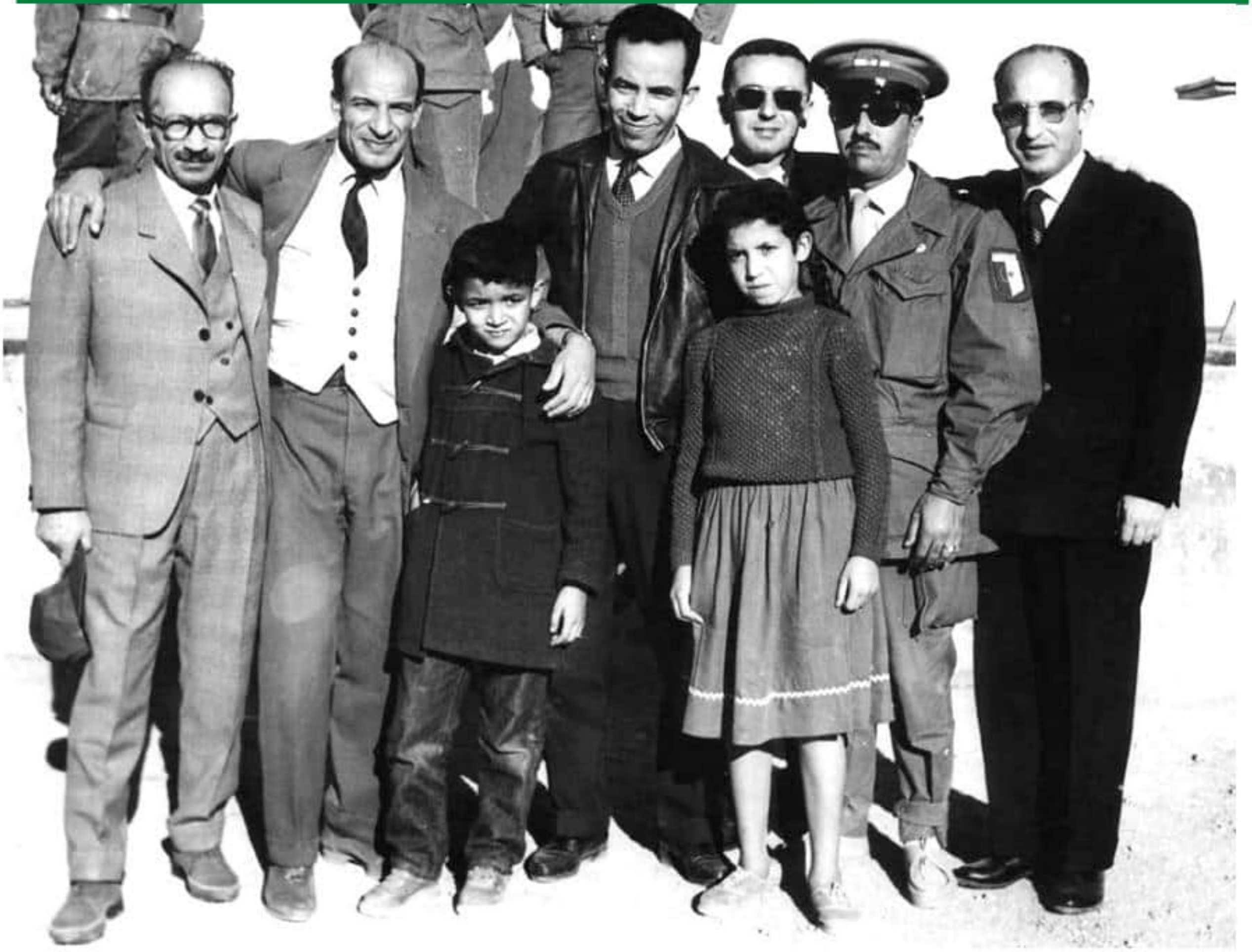
Mme Rahmani, née Fatima Rouaï, sœur de si Tewfik, raconte son séjour dans un centre du MALG

Commandant El-Hadj Tewfik Rouaï, à sa droite le colonel Houari Boumediene, le colonel Lotfi et la soeur de Rouaï. Mme Rahmani, née Rouaï Fatima (10 ans). La proximité entre Rouaï et Boumediene apparaît clairement sur cette photo.

« Si Tewfik m'a inculqué l'amour de l'Algérie »

La sœur de si Tewfik, qui avait séjourné de 1956 à 1960, dans les campements et centres du MALG à Oujda, en compagnie de son neveu, fils de Mohamed Rouaï, membre du cabinet du MALG dirigé à l'époque par si Mabrouk (Boussouf), jette dans son témoignage un regard d'enfant sur l'atmosphère qui régnait au sein de cette structure importante de la Révolution. Deux enfants, âgés respectivement de 8 et 10 ans, furent contraints, dans les conditions de la guerre de l'époque, de s'astreindre, en dépit de leur âge, à vivre dans cet univers fait de silence et d'alertes à l'attaque ennemie, ainsi qu'à côtoyer quotidiennement les images de blessés qui reviennent mutilés des fils barbelés et électrifiés des frontières ouest du pays.

En commémoration de l'anniversaire du 1er novembre 1954, à l'intérieur de la caserne Ben M'hidi. Un grand jour dans cette base. Mohamed Rouaï, dit Tewfik au milieu, en compagnie de son fils aîné et sa sœur Fatima (1er novembre 1959).



« Deux ans avant la disparition de mon père, je me suis rendue au Maroc, en compagnie de mon neveu, fils de Tewfik Rouaï au Maroc. C'était en 1956. » C'est ainsi que Mme Rahmani, née Fatima Rouaï commence son récit.

Issue d'une famille originaire de Mohammadia (ex-Perrégaux), totalement engagée dans la guerre de libération nationale, Fatima, avec son neveu, s'est retrouvée dans l'obligation de quitter le pays pour aller rejoindre son frère au Maroc. « Il n'y avait personne pour s'occuper de nous », souligne-t-elle, pour expliquer cet exil forcé de deux enfants en bas âge. « Nous sommes partis dans un camion de transports de légumes. Mohammadia était à l'époque un pôle pour le commerce de légumes et un carrefour pour les mandataires », raconte-t- elle. « A notre arrivée à Oujda, nous n'avons pas rencontré mon frère immédiatement », précise Fatima, ajoutant que ce qui l'avait frappé, de prime abord, dans cet endroit qu'ils n'avaient jamais, elle et son neveu, visité, c'est ce qu'elle découvrit, en compagnie du fils de Mohamed Rouaï, dans une maison, où ils avaient été introduits. « Il y avait des blessés. Des corps mutilés qui y étaient soignés», se souvient-t-elle, non sans reconnaître que cette image l'avait marquée à jamais. « Il y avait aussi une chambre où des armes étaient stockées », dit Fatima pour illustrer le décor qui attendait les deux enfants, dont les membres de la famille étaient tous engagés dans la lutte pour l'indépendance. « Je n'avais pas appris la mort de mon père, Dahou, exécuté par le colonialisme le 30 décembre 1958, que par mon frère Tewfik », dit-elle, précisant que c'était Boumediene et Lotfi qui lui avaient annoncé la nouvelle de la disparition de son père. « Ils m'avaient consolé, en me disant, que : c'est nous qui sommes désormais tes parents », affirme Fatima qui reconnaît néanmoins qu'aux côtés de ces nationalistes et responsables de la Révolution, elle se considérait comme dans sa propre famille. « Ils m'avaient donné de l'affection », avoue-t-elle encore.

« Maintenant, avec l'âge je comprends qu'ils étaient tous jeunes.

A l'époque, ile me paraissaient tous très vieux. Pourtant ils n'avaient pas plus de 30 ans », se souvient Fatima avec du recul. Abondant dans ce sens, elle a souligné que « si l'Algérie a pu construire des universités, assurer les études aux jeunes Algériens, c'est grâce à ces personnes qui avaient sacrifié leur jeunesse pour mener la lutte contre le colonialisme ».

Agés respectivement de 8 et 6 ans, Fatima et son neveu, actuellement haut cadre de la nation, avaient vécu un temps dans un camp d'entraînement de l'ALN, près d'Oujda. « Ils avaient essayé de nous mettre dans des familles d'accueil, mais ce n'était pas toujours facile », se rappelle Fatima qui précise qu'elle a passé la nuit, en compagnie de son neveu, dans ce camp. « Nous étions collés l'un à l'autre. Heureusement que nous étions ensemble pour se soutenir mutuellement », poursuit-elle. « C'était en réalité notre seul repère de la famille, du fait que nous étions tout le temps ensemble », affirme-t-elle encore, rappelant, à ce sujet, que l'épouse de Tewfik était arrivée au Maroc tardivement. « Je dois reconnaître aussi que dans le camp, nous nous considérions comme une seule famille. C'était une richesse mutuelle. C'était ce que nous sentions de la part de si Boumediene, de si Lotfi et des autres combattants qui nous prenaient pour leurs propres enfants », raconte Fatima.

Ces deux enfants, qui vivaient à plein temps parmi les maquisards du MALG, avaient été baignés, malgré leur âge, dans la culture du secret. « Nous ne devions pas dire où nous vivions, ni avec qui ni ce que nous avions vu dans ce monde fait de transmissions et de mouvements d'armes », précise la soeur de feu Tewfik. « Aujourd'hui, je ne suis pas impressionné quand on me parle des services de renseignements connus comme la CIA et la DST. J'avais vécu parmi les gens du MALG. Leur histoire n'est pas connue. On les appelait les gens de l'ombre et ils portaient bien leur nom », dit Fatima de cet épisode de sa vie.

Quelque part à Oujda, Mohamed Rouaï dit Tewfik, à sa gauche son fils aîné, actuellement haut cadre de la nation, à sa droite sa sœur Fatima

« Je n'ai jamais pu dépasser cette phase de ma vie (1956-1960). Après 1960, nous sommes partis dans une école à Rabat où nous avions bénéficié du régime de l'internat », poursuit-elle. Avant de rejoindre Rabat, les deux enfants Rouaï avaient été transférés dans une maison appelée «Dar Didi ». C'était une maison qui servait de centre de transmissions pour le MALG. « Très peu de gens rentraient dans les lieux. Il y avait une vingtaine de moudjahidine et quatre moudjahidate. Cinq personnes seulement étaient autorisées à y pénétrer : Boussouf, Boumediene, Lotfi, Si Slimane (Kaid Ahmed) et Mohamed Rouaï dit Tewfik », raconte-t-elle, en avouant qu'avec le temps, elle s'est rendue compte qu'elle servait en compagnie de son neveu de paravent pour cette maison. Parmi les hommes qui étaient en permanence dans ce centre, il y avait si Boualem Bessaïh, dit-elle, précisant qu'elle ne connaissait pas les véritables identités des autres occupants des lieux. « Une alerte a été donnée une fois et tous les hommes qui étaient sur les lieux s'étaient mis sur le pied de guerre. Ils étaient armés », se souvient Fatima qui raconte, à ce sujet, que l'alerte a été donnée par les transmissions faisant état de présence d'éléments des services français dans la région. A côté des transmissions et des armes, il y avait aussi des choses plaisantes, reconnaît-elle. « Dans notre malheur, nous ne pleurions pas. Nous faisions la mise en page d'El Moudjahid (les pages roses). Nous faisions tourner la ronéo. Nous adorions, mon neveu et moi, faire tourner ces machines. Il n'y avait pas que de la tristesse », raconte-t-elle encore.

Fatima et son neveu ne voyaient, durant cette période, que très peu El Hadj Tewfik, très occupé par les innombrables tâches dont il devait s'acquitter. « Des fois, Tewfik venait avec les autres, mais il était tout le temps absent, en mission sur les frontières et ailleurs », affirme Fatima qui souligne que même s'il ne vivait pas avec eux, il avait l'oeil sur sa soeur et son fils.

« Ce qui m'avait le plus marqué durant cette période, c'est le fait que mon frère Tewfik, âgé de 25 ans ou un peu plus, a réussi à nous inculquer l'amour de l'Algérie. Il a réussi à nous expliquer la guerre avec des mots que nous pouvions comprendre à notre âge à l'époque. Je crois que c'était l'une de ses plus grandes réussites », assure Mme Rahmani, née Fatima Rouaï, actuellement directrice de la formation à l'Ecole des banques. « Il m'a inculqué cet amour infini pour mon pays », lance-t-elle, en assurant qu'elle lui restera, pour cela, reconnaissante toute sa vie. « La grande leçon de mon frère est cet amour profond pour l'Algérie. Cela peut paraître dérisoire, aujourd'hui, mais à l'époque c'était difficile car nous vivions sous le régime de la colonisation », conclut-elle son récit.

Nacer Zenati

Ahmed Bessaïh, un valeureux militant du FLN et ami intime du défunt El Hadj Tewfik.

Ahmed Bessaïh, compagnon de Mohamed Rouaï après l'indépendance de l'Algérie :

« Si Tewfik, un patriote convaincu et fidèle en amitié »

***Si El Hadj était un grand patriote.
En dehors de son patriotisme, il était un bon musulman.
Un musulman tolérant et compréhensif.
Tout jeune, il avait accompli le pèlerinage.***

Il était ouvert au débat. Il était épris de liberté et de savoir. Il revenait souvent de ses voyages en Europe avec beaucoup de livres qui traitaient de l'histoire de l'Algérie, des questions liées au tiers-monde, à l'histoire du monde arabe et du monde musulman. Il lui arrivait de réunir des gens de culte, pour des veillées religieuses dans la pure tradition musulmane de notre pays. Si El Hadj Tewfik ne renonçait jamais à ses origines. Après l'indépendance, Mohamed Rouaï s'est occupé de ses enfants, bien qu'il aimât voyager. Souvent, il réunissait les talebs pour réciter le Coran. C'était son grand plaisir. A côté de ces veillées religieuses, il organisait des rencontres de poésie populaire dont il fut un grand amateur.

Je l'ai connu au Maroc. Il était très proche de si Mabrouk. C'était grâce à lui, aussi, que j'ai souvent rencontré Boussouf et Boumediene. Quelquefois, ces deux responsables de la Révolution passaient la nuit chez lui. Au Maroc, de 1957 à 1962, je rencontrais souvent Mohamed Rouaï avec qui j'ai noué des liens d'amitié. Après 1962, nous nous sommes rencontrés à Oran et nous ne nous sommes pas quittés jusqu'à sa mort prématurée, en 1977, à Genève en Suisse où il se trouvait seul pour un court séjour. El Hadj Tewfik était un homme de grande humilité. Il refusait tous les postes qu'on lui proposait. Il était un homme pondéré. Il réfléchissait avant de prendre une décision. Quand il en prenait une, c'est qu'il en était convaincu. Il était, sur ce côté, très incisif. Il était aussi très fidèle en amitié. Il gardait des relations avec Boussouf, même après sa brouille avec Boumediene. Lors du décès du fils de si Boussouf, il s'est déplacé jusqu'à Mila pour assister à l'enterrement. Si Tewfik était un nationaliste convaincu. Il fut militant du PPA et c'était dans les conditions qui avaient marqué le démantèlement de l'OS qu'il connut Boussouf, qui sera son responsable au sein du MALG. Avant la Révolution, si Tewfik avait des activités commerciales aux Halles centrales d'Oran où il était connu et respecté. Il faisait son commerce vers le Maroc. Il avait commencé à ramener des armes. C'est grâce à cette activité que Boussouf a dû le choisir pour acheminer des armes vers l'Algérie. Après l'indépendance, il s'est adonné à quelques activités commerciales dans la transparence et le respect de la réglementation. A côté de ses activités, il lisait beaucoup. Il avait une bibliothèque fournie surtout sur l'histoire de l'Algérie et du monde arabe. En 1976, il visita les Etats-Unis d'Amérique. Il m'envoya une carte postale avec la photo de la statue de la Liberté. Il lui arrivait de téléphoner à Boumediene pour attirer son attention sur quelque chose sans s'impliquer pour autant. Il ne voulait pas gêner ses amis. Il faut reconnaître, aussi, que si Tewfik était très jaloux de sa liberté. Il ne pouvait changer. La mort l'a emporté à l'âge de 48 ans. Il était encore jeune et plein de vie. Le jour de sa mort, il se trouvait tout seul à Genève, contrairement à ses habitudes où il voyageait accompagné de ses enfants. Je me suis déplacé à Genève pour les besoins du rapatriement de sa dépouille et feu Messaoud Zeggar, l'un de ses compagnons de lutte, avait aidé sa famille dans ce sens. Sa veuve et ses enfants se sont aussi déplacés à Genève, y compris son fils aîné qui était à Beyrouth pour suivre des études à l'université américaine.

Je me rappelle, aussi, que le fils de Rouaï, actuellement haut cadre de la nation, s'était déplacé à Genève pour remettre, à Mme Lotfi, la montre Rolex que son défunt mari avait confiée à Mohamed Rouaï avant sa mort, pour qu'il la remette à son fils Lotfi, une fois qu'il atteigne l'âge de 18 ans. Il est parti en emportant ses secrets, car il ne parlait jamais de ses activités au sein du MALG, comme il ne disait rien de ce qu'il savait de la période de la lutte pour l'indépendance.

A. B.

La veuve de Mohamed Rouaï, née Saliha Azza, en compagnie de medecins à la clinique de si Abdeslam-Haddam à Oujda.

La moudjahida Saliha Azza, veuve de Mohamed Rouaï :

« Si Tewfik fut d'une discrétion légendaire »

Elle fut moudjahida et infirmière au sein de la clinique de si Abdeslam-Haddam à Oujda où elle a connu d'ailleurs celui qui sera plus tard son époux. La fille de Abdelkader Azza, un authentique militant de l'UDMA de Ferhat Abbas qui fut lui-même gagné à l'idée du combat libérateur à Sidi Bel Abbès, raconte son activité au sein d'une structure de santé de l'ALN et sa vie à côté de l'une des figures les plus marquantes du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG), le défunt Mohamed Rouaï, dit El Hadj Tewfik jusqu'à sa disparition le 26 mai 1977.

De prime abord, l'ancienne infirmière de l'ALN, qui avait regagné le maquis de la liberté, en 1956 à Sidi Bel Abbès, avoue ne connaître que peu de choses sur les activités de son défunt mari au sein de l'ancêtre des services de renseignements militaires algériens.

Elle évoque, d'ailleurs, plus l'homme que fut Mohamed Rouaï que son action au sein des structures de la Révolution. « Il était très discret et parlait très peu de son action au sein du MALG », a-t-elle souligné, ajoutant que même après son retrait volontaire de la vie politique après l'indépendance, il n'évoquait jamais ce qu'il avait vécu avec ses compagnons. Mohamed Rouaï était un homme serviable, disponible et à l'écoute des gens qui le sollicitaient. C'est dans ce cadre que Mme Saliha Rouaï raconte l'aide qu'il avait prodiguée à un prisonnier qui se sentait lésé et qui l'avait appelé au secours. « Une fois, il a reçu une lettre d'un prisonnier qu'il ne connaissait pas du tout. Ce prisonnier lui demandait de l'aide car il se sentait lésé dans ses droits », racon-

Commandant El-Hadj Tewfik Rouaï, en compagnie du colonel Lotfi. Deux valeureux maquisards au destin inachevé.

te-t-elle, affirmant que « si Tewfik est allé lui rendre visite en prison, pour lui dire : si tu as été lésé, je vais t'aider mais si tu as commis le délit qu'on te reproche, je ne vais rien faire pour toi ». Il avait envoyé maître Touil qui était avocat et son ami, selon Mme Salaha Rouaï, en lui demandant de faire le nécessaire. S'apercevant que la personne concernée était lésée, si Tewfik est intervenu pour qu'il soit rétabli dans ses droits, a-t-elle confié pour illustrer la disponibilité de son défunt mari et son parti pris pour la justice et le droit.

« J'étais logé chez Kaid Slimane, un commerçant algérien installé à Oujda. Un jour, raconte Mme Saliha Rouaï, Kaid Slimane est venu à la clinique pour se faire soigner suite à une crise d'asthme. Je lui avais fait une piqure pour le soulager. Il m'avait invité chez lui et depuis, il m'avait pris en affection, au point où j'étais traité au même titre que ses filles. Il fut un second père pour moi », reconnaît-t-elle.

Mme Saliha Rouaï, affirme encore, en se référant à ce que lui avait raconté le gendre de Si Abdeslam Haddam. Il s'agit d'une visite du colonel Lotfi et feu Rouaï au domicile de Haddam. Ce dernier prit congé de ses invités pour se coucher vers 21 h. Réveillé vers 6 heures du matin, il fut étonné de voir les deux hommes assis à la même place entrain de discuter.

Evoquant les conditions dans lesquelles elle avait connu son futur mari, elle a rendu un vibrant hommage au docteur Abdeslam Haddam qui avait mis sa clinique, sise à la rue de Casablanca à Oujda, à la disposition de l'ALN. « Le docteur Abdeslam laissait de côté ses malades pour recevoir durant la matinée des moudjahidine malades ou blessés. J'étais infirmière et j'exerçais dans cette clinique.

Il y avait le responsable de cette clinique Abdeslam Haddam, les docteurs Allouache et Berkat qui recevaient les moudjahidine », se souvient-t-elle. « C'est dans cette clinique que j'avais reçu le père de Rouaï, M. Dahou qui avait conseillé à son Mohamed de me prendre comme épouse. » Juste après son retour en Algérie, M. Dahou fut assassiné par les autorités coloniales.

« El-Hadj Tewfik venait souvent discuter avec Haddam, lors de ses fréquentes missions dans la région », raconte-t-elle pour affirmer qu'elle avait remarqué son sérieux et sa disponibilité pour aider les moudjahidine.

Le mariage eut lieu le 29 mai 1959, en présence du père de Saliha, Abdelkader Azza, de Boumediene, du colonel Lotfi et de Kaïd Ahmed, dit le commandant Slimane qui était l'ami de Azza au sein de l'UDMA.

« La crise de l'été 1962 était comme une catastrophe pour Mohamed Rouaï. Durant cette période pénible, il avait mis à la disposition de la Révolution un camion de 10 tonnes qu'il avait acheté auparavant», se souvient encore Mme Saliha Rouaï qui précise que son défunt mari avait mal vécu ces événements dramatiques de la crise entre le GPRA et l'état-major de l'ALN.

Tout en vantant les soins qu'il prodiguait à la famille du colonel Lotfi, en mettant à l'oeuvre la dernière volonté du défunt Lotfi, avant de rentrer en Algérie et de tomber au champ d'honneur, elle a néanmoins rappelé les appréhensions de si Tewfik face à quelques aspects de la politique de Boumediene, notamment sur la question de la Révolution agraire à laquelle il fut très réticent, sinon franchement critique. Si Tewfik disait, raconte-t-elle, que « cette politique va détruire ce qui reste du secteur de l'agriculture dans notre pays ».

En parfait autodidacte, si Tewfik, qui connaissait, selon son épouse, presque par coeur l'histoire des Etats-Unis d'Amérique, avait de l'admiration pour Lincoln. « Il disait que Lincoln était un patriote qui aimait son pays. » Si Tewfik, qui avait la même admiration pour George Washington, et pour les mêmes motifs, avait rendu visite à ce pays. Il était partisan d'un rapprochement avec ce pays, révèle-t-elle, tout en reprochant aux USA leur position vis-à- vis de la Palestine.

Nacer Zenati

Commandant El-Hadj Tewfik Rouaï, à sa droite Mme Lotfi, née Fatima Méchiche et le colonel Lotfi. Fidèle en amitié, Rouaï appliqua à la lettre le vœu de Lotfi, en prenant sous son aile protectrice sa famille après l'indépendance.

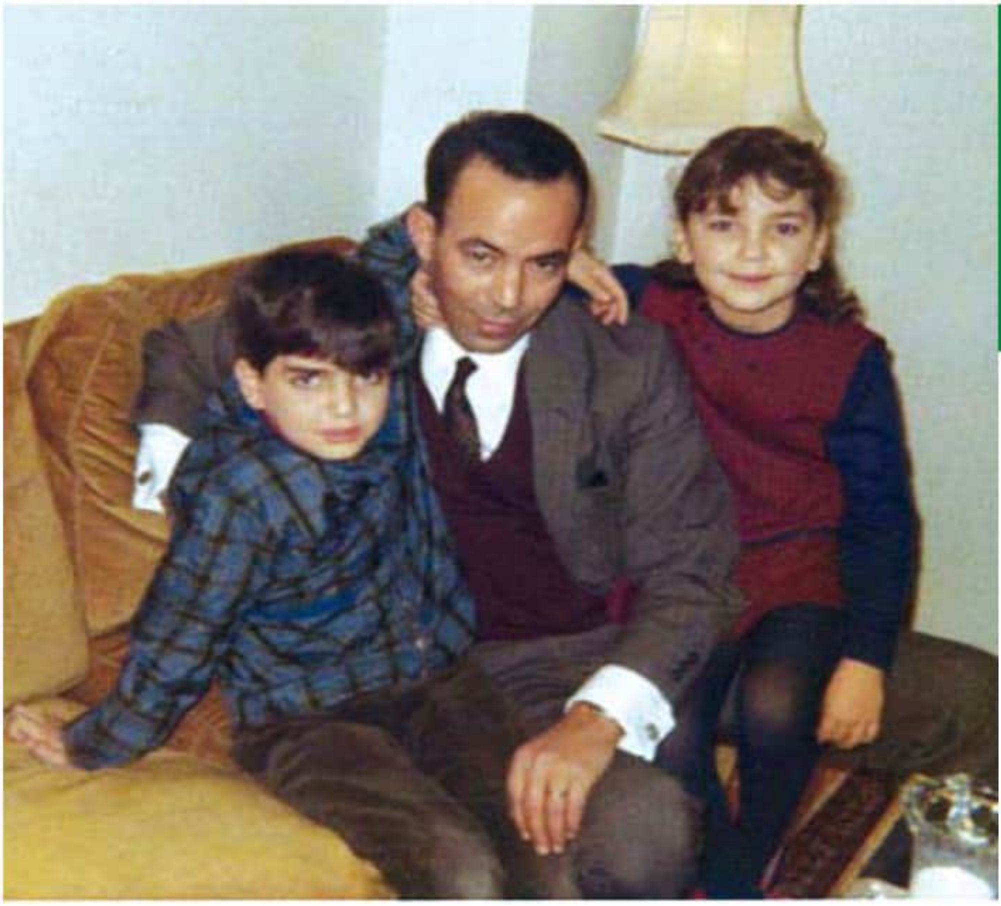
La veuve du colonel Lotfi à propos de Mohamed Rouaï dit Tewfik :

« Un homme pétri de qualités humaines »

La nuit du 19 avril 1957 fut un véritable cauchemar. Lors du passage de la frontière au niveau du barrage d'Angued (entre Ahfir et Berkane), je fus blessée à la jambe et à la tête en sautant sur une mine.

Si Mohamed Rouaï dit Tewfik se trouvait aux aguets à la frontière afin de venir en aide à tous les moudjahidine blessés. A trois heures du matin, lors de notre rencontre avec Rouaï, je fus surprise par le regard franc de cet homme. J'ai lu dans les yeux de ce vaillant moudjahid de l'ALN, au moment où nos regards se croisèrent, de l'empathie et de la tristesse. La tristesse de voir des jeunes filles blessées, ensanglantées et les vêtements déchiquetées. Il se précipita chez les moudjahidine, pour revenir avec deux haïks (voiles) pour recouvrir nos corps. Je me souviens de notre voyage à Oujda, dans une belle voiture américaine qui nous conduisait à l'hôpital « L'hosto ».

A partir de ce jour, El Hadj Tewfik me prit sous son aile. Je me suis sentie protégée dans ce milieu si hostile. Il avait le sens du bon conseil (Erraï zine, suivant l'expression en usage à l'ouest du pays), vaillant et



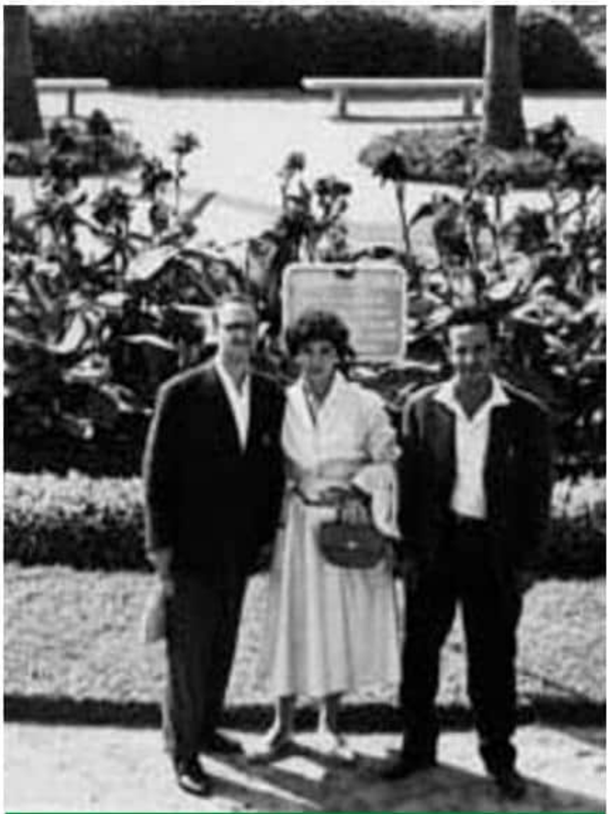
Mohamed Rouaï entouré de Chahida et de Lotfi, les enfants du défunt colonel Lotfi. Homme de parole et fidèle en amitié, il traita les enfants de son compagnon d'armes comme ses propres enfants.

courageux, il était d'une grande honnêteté, d'une fidélité et d'une rigueur sans appel. Il avait des qualités qui faisaient de lui un homme pour les grandes missions. Il était d'une grande discrétion et d'une immense modestie. Le seul compagnon de lutte du colonel Lotfi, qui respecta son serment de protéger son épouse et ses enfants, Lotfi et Chahida, nés après la mort de son père, si Lotfi, tombé au champ d'honneur. Il joua le rôle de second père pour eux. Ces deux enfants, si vite orphelins, lui vouaient une telle affection qu'ils écoutaient ses conseils sur tout ce qu'ils entreprenaient. Il était pour eux « Tonton El Hadj adoré ».

A sa mort, en mai 1977, à Genève (Suisse), Lotfi et Chahida se sont sentis orphelins une seconde fois. Pour moi, je venais de perdre un frère très proche. C'était comme si le monde venait de s'écrouler pour la seconde fois autour de moi. Sa disparition prématurée m'a fait sentir plus proche de sa veuve Saliha, même si nous étions liées par les liens sacrés du combat libérateur du pays, entant que moudjahidate. Ses enfants devenaient les miens, et les miens les siens.

A ce jour, nous continuons à honorer la mémoire de ces deux grands hommes « idéalistes et visionnaires » (El Hadj Tewfik et si Lotfi). Nous sommes fières d'avoir poursuivi leur combat dans la douleur. Un combat que nous avions entrepris par amour à notre chère Algérie.

Mme Lotfi, née Fatima Méchiche.



Commandant El-Hadj Tewfik Rouaï, à sa droite Mme Lotfi, née Fatima Méchiche et le colonel Lotfi, en Espagne. Probablement après la sortie du colonel Lotfi de prison, à la suite de son arrestation à bord d'un véhicule utilisé dans l'acheminement des armes et identifié par la police espagnole.

Hommage à Abdelkader Yaïci

L'homme que les « services » ont essayé d'assassiner à maintes reprises

Par Zahir Mehdaoui

Agé aujourd'hui de 89 ans, Si Abdelkader Yaïci a survécu à trois attentats organisés par les services spéciaux français sur le sol allemand au cours de la Guerre de libération nationale. Il était chargé de prospecter, d'acheter et d'acheminer des armes vers l'Algérie pour le compte de l'ALN. Il garde la mémoire intacte et se souvient des moindres détails de son parcours de combattant de l'ombre, mais qui lui a valu la perte de ses deux mains des suites de l'explosion d'un colis piégé envoyé par les services spéciaux français (la Main rouge), le 1er janvier 1960, au cœur de Frankfurt, une ville de l'Allemagne fédérale. L'homme, qui souffre de la maladie de Parkinson et que nous avons rencontré chez lui à Sétif, a fait trembler toute la France officielle durant son séjour en Allemagne de 1957 à 1960. Son témoignage, ici et pour la première fois dans les colonnes d'un média, est capitale pour l'écriture de l'histoire de notre révolution.

Abdelkader Yaïci, est né le 19 octobre 1922 à Souk Oufella, Sidi Aich dans la wilaya de Bejaia. Issu d'une famille de commerçants, il a fait ses études primaires dans son village natal avant de rejoindre la ville de Sétif pour poursuivre ses études secondaire au lycée Albertini, actuellement rebaptisé lycée Kairaouani, pour des études secondaires. Ses premiers pas dans la politique et la lutte contre le colonialisme, il les a effectués dans la ville de Sétif au sein de l'UDMA sous l'égide de Ferhat Abbas.

Apres le déclenchement de la Révolution en 1954 et le ralliement de l'UDMA au sein du FLN, Abdelkader Yaïci fera partie des premières cellules du Front de libération nationale sous la direction de Ali Oubouzar, commissaire politique de la ville de Sétif au sein de la Wilaya III historique. Totalement acquise à la cause nationaliste, la population sétifienne s'organisa et les « fidayines » procédèrent à la collecte de fonds, du ravitaillement et de l'habillement. C'est la ville de Sétif qui pourvoira durant des années aux besoins des Wilayas I, II et III en matière d'équipements et de ravitaillements.

Parmi les principaux fournisseurs de l'habillement pour les moudjahidine, il y a lieu de rappeler le nom de Si Kacem Bousbaha, natif de Ghardia, et celui des deux frères de Si Abdelkader, Amokrane et Abalache, qui ont été exécutés par la suite par l'armée française à l'intérieur d'une caserne de Sétif en septembre 1957.

Si Yaïci raconte que pendant la grève des 8 jours, plusieurs millions de francs de l'époque ont été récoltés et 5 millions ont été remis au lieutenant Si Salah pour porter assistance à la population. Apres cette grève retentissante qui permit à la cause algérienne d'être médiatisée jusqu'à atteindre le siège des Nations unies (ONU), Si Abdelkader Yaïci fut chargé par le colonel Amirouche et Si Mohamed Lamouri de plusieurs missions. Quelque temps avant le bouclage de la ville de Sétif par l'armée française dans le but de détruire l'organisation du FLN, Si Abdelkader, ayant eu vent d'une imminente arrestation, quitta le pays pour la France, en compagnie de Ferhat Abbas et de son neveu, Tahar Bouzdira, chirurgien-dentiste avec un ordre de mission du colonel Amirouche. Yaïci traversera clandestinement la frontière franco-Suisse par la ville d'Annecy. De là il fut aidé par l'organisation du FLN sur le territoire helvétique pour rejoindre la Tunisie, puis les frontières.

Le 6 juin 1957, le colonel Amirouche créa le comité de la Wilaya III, composé de Si Said Boughanem et d'Abdelkader Yaïci, respectivement chargé de l'accueil et de la prise en charge des étudiants algériens, et des djounouds blessés et du matériel. Les djounoud, une fois rétablis, regagnaient ensuite le pays pour reprendre la lutte, sous la responsabilité du lieutenant de Si Ahmed Ait Ramdane, lequel était secondé par Smaïl Haddadi, devenu par la suite responsable d'un service du MALG (DLE Djebel Dlelloud). En 1957 après le Congrès de la Soummam, le colonel Ouamrane, désigné responsable du département armement et ravitaillement, a chargé officiellement Si Abdelkader Yaïci d'aller prospecter et d'acheter des armes à l'étranger en tant que chef de mission en Europe, plus précisément en Allemagne qui était en ce temps-là sous occupation des Alliés, notamment les USA, l'Angleterre et… la France. Le colonel Ouamrane avait parfaitement raison de qualifier cette mission de « périlleuse » sachant que les « services » français livraient une guerre sans merci contre les nationalistes algériens à l'étranger. « Nous avons commencé, Ali Bahiri et moi, la prospection dans des conditions très difficiles, d'abord pour nouer les contacts avec les fournisseurs qui avaient peur des services français et ensuite pour trouver un réseau pour l'expédition des armes et des munitions », témoigne Abdelkader Yaïci. Il raconte que les correspondances venaient du bureau (Service logistique) de Tunis dirigée par Abdelmadjid Bouzbid, et la réception de l'argent, pour l'achat des

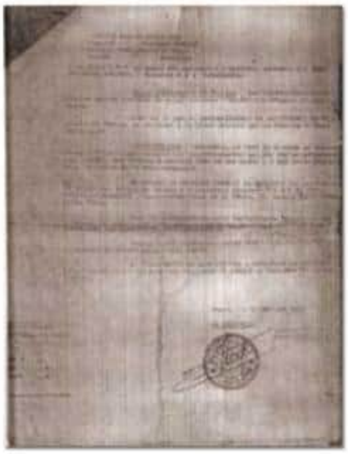
Si Abdelkader Yaïci, un exemple vivant des crimes commis par le SDECE sous la couverture de l'organisation Main rouge.

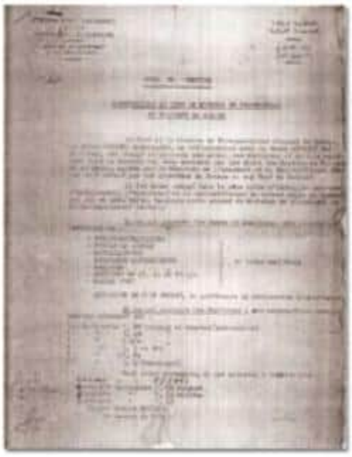
armes et des équipements, leur parvenait par le biais d'une valise diplomatique de la Tunisie. « Les achats d'équipements militaires consistaient en de très grandes quantités. 50 000 pièces environ entre tenue, souliers, sacs etc.», témoigne encore Si Nouasri qui précise que les premiers «bungalows» avec détonateurs et cisailles isolées pour le sabotage de la ligne Morice ont été achetés par lui. Apres la création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), le colonel Mahmoud Cherif, ministre de l'Armement et du Ravitaillement, le reconduit dans sa qualité de chef de mission en Europe chargé de la prospection et de l'achat d'armes en lui adjoignant Othmani Seif El Islam. La tâche de si Nouasri devient moins compliquée avec la connaissance de la langue allemande et la mise en place d'un véritable réseau de fournisseurs. L'argent et les fonds nécessaires qui faisaient terriblement défaut dans le passé parvenaient désormais par le canal de la banque de Damas (Syrie). Ainsi les commandes devenaient de plus en plus étoffées et parvenaient du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG). Cependant, plusieurs cargaisons seront saisies par les services secrets français qui déployaient des efforts et chargeaient leurs meilleurs éléments pour démanteler les réseaux et « traquer » sans répit les nationalistes algériens en Allemagne. Deux cargaisons de TNT achetées à « Dynamite Nobel» en Norvège envoyées sur le bateau « Granitas » qui devait accoster à Casablanca au Maroc, ont été saisies au large de l'Espagne, tout comme 5000 pistolets de marque Astra envoyées par la compagnie Sabena saisis à Bruxelles. Cela n'a toutefois occasionné aucune perte financière au GPRA puisque tous les paiements devaient se faire après réception des marchandises. Si Nouasri affirme que malgré les risques énormes encourus, il a honoré toutes les commandes formulées durant son séjour en Allemagne de 1957 à 1960.

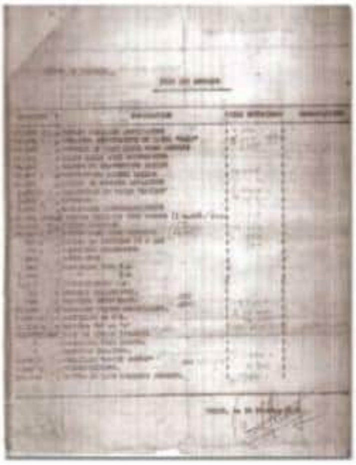
Ce qui n'a pas été sans conséquence, puisque les services secrets français ont décidé de l'éliminer par tous les moyens. Abdelkader dit si Nouasri est devenu aux yeux des autorités françaises un véritable danger qu'il fallait abattre. « Abdelkader Yaïci fait plus de mal à nos soldats qu'un bataillon de Amirouche », avait déclaré un capitaine de l'armée française qui interpellait lors d'un barrage un cousin à Abdelkader, en Algérie.

Il fallait donc en découdre rapidement avec lui, a décidé le SDECE, mais aussi les politiques français. En effet, l'opération d'éliminer Abdelkader Nouasri a été décidée le 24 décembre 1959 dans le domicile du Premier ministre de la République française en ce temps-là, Michel Debré. C'est le colonel Martillat l'un des meilleurs « limiers » du contre-espionnage français qui se chargera de l'opération à l'aide d'un colis piégé.

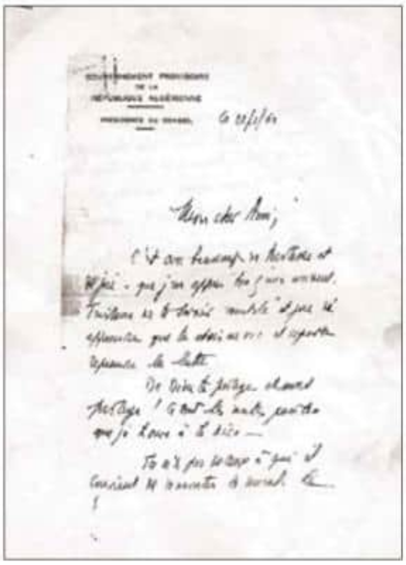
Le colonel-écrivain Constantin Melnik, ex-chef du SDECE, raconte dans le détail, dans son livre Un espion dans le siècle, comment l'opération a été conçue. Le 1er janvier 1960, croyant tenir entre les mains un colis envoyé par la « Banque Fur Gemenversha », Abdelkader Yaïci, en ouvrant le paquet dans sa chambre d'hôtel est soufflé par une déflagration qui lui arracha les deux mains et occasionna une multitude de blessures au visage et sur tout le corps. Transporté à l'hôpital de Frankfurt dans un état grave, Si Nouasri sera sauvé, mais a perdu à jamais ses deux mains. Des personnalités ainsi que des journalistes allemands du Der Spiegel notamment, se sont rendus au chevet de Si Nouasri. Plusieurs articles favorables furent consacrés à la cause nationale après l'attentat contre le responsable de l'achat des armes en Allemagne. La réaction de Bonn fut ferme







contre ces opérations d'assassinats de responsables algériens sur son territoire. Le procureur de la République fédérale allemande prit en main le dossier et chargea le groupe de sécurité de Bonn (direction générale de la police judiciaire, la bandeskrimilalam) de l'enquête. Lors d'une visite officielle en France, Konrad Adenauer, chancelier fédéral d'Allemagne, a abordé cette question avec le général de Gaulle. Ce dernier a trouvé la remarque du chancelier très discourtoise. (Der Spiegel, 1960). Cette information est rapportée dans l'ouvrage La République fédérale allemande et la guerre d'Algerie. Durant son séjour à l'hôpital, Si Abdelkader Yaïci a reçu des lettres de compassions et d'encouragements, notamment du président Ferhat Abbas et de Mahmoud Cherif, ministre de l'Armement et des Liaisons générales (MALG). Ce dernier lui rendit hommage au nom de la Révolution, du MALG et en son nom personnel, pour la mission qu'il avait remplie et les risques encourus durant ces trois années en Allemagne en service commandé. Il faut noter par ailleurs que deux autres attentats ont été également organisés contre Si Nouasri. Ce dernier a été sauvé de justesse par des policiers allemands « en le kidnappant » (car ayant eu vent du traquenard) et le déposer à 30 km plus loin du lieu où l'attendaient les agents la Main rouge pour l'assassiner. La seconde tentative d'assassinat a eu lieu à Frankfurt. Le 3 mars 1959, sur la base de renseignements précis, les services spéciaux français (la Main rouge) ont placé une bombe sous le châssis du véhicule que devaient prendre Si Abdelkader et Georg Puchert, dit capitaine Morris, un Allemand devenu le principal fournisseur d'armes de l'ALN. Au moment où Nouasri attendait Georg Puchert, le véhicule explosera littéralement tuant sur le coup Morris. De retour en Tunisie, Nouasri sera pris en charge par le premier responsable du MALG, Si Abdelhafid Boussouf qui lui a proposé le transfert aux Etats Unis pour des soins. Abdelkader Yaïci témoigne qu'il a été entouré de toutes les sollicitudes de la part du MALG lors de sa longue convalescence. Apres l'indépendance, Si Yaïci et Ferhat Abbas, de retour en Algérie, furent accueillis chaleureusement par la population sétifienne en liesse. Actif, malgré son handicap, il sera désigné vice-président de la délégation spéciale (mairie de Sétif) et ensuite élu député dans le premier Parlement algérien, postindépendance. Aujourd'hui, il n'a rien perdu de sa ferveur pour la révolution et la guerre de libération nationale. Membre de l'Association des anciens moudjahidine du MALG, il représente à lui seul un véritable monument historique. Malgré son âge, son handicap et sa maladie, Abdelkader Yaïci reste serein avec le sentiment d'une mission largement accomplie envers son pays. « Il nous faudrait beaucoup de temps pour tout raconter », nous confiait-il lors de notre entrevue dans son domicile dans la ville de Sétif ou il réside toujours. Malgré un parcours jalonné d'exploits face au danger et à l'adversité, Abdelkader Yaïci est resté humble. Entouré de ses enfants et de ses petits-enfants, il vit paisiblement dans sa demeure de Sétif, une ville qu'il n'a pas voulu quitter et où il avait mené, dit-il, son modeste combat pour la libération de l'Algérie. Tous ceux qui le connaissent, en particulier les anciens moudjahidine, lui vouent un profond respect.



Mon cher Ami;

Z.M.

Toujours fidèle au MALG

Malgré son âge avancé (89 ans) et son handicap (amputé des deux mains), Abdelkader Yaïci est resté fidèle à l'institution dans laquelle il a évolué lors du combat libérateur de l'Algérie. Si Nouasri ne rate aucune réunion de l'Association des anciens moudjahidine du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG). Il parcourt régulièrement plus de 300 km pour rallier la capitale où se trouve le siège de l'association et dont l'actuel ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Dahou Ould Kabilia, est également membre.

L'association, restée depuis sa création ouverte à d'autres adhésions, sert de lieu de rencontre à tous ceux qui ont constitué « l'ossature » du MALG lors de la lutte armée pour le recouvrement de l'indépendance de l'Algérie■

Z. M.

L'hommage du colonel Mahmoud Chérif à Si Nouasri

L'importance de la mission et du travail effectués en Allemagne fédérale par Si Abdelkader Yaici étaient tels que nombre de responsables du GPRA avaient tenu absolument à rendre hommage à Si Nouasri après l'attentat qui l'a visé.

C'est le cas notamment du colonel Mahmoud Chérif, ex chef de la wilaya I et ministre de l'armement (MARG) au sein du GPRA.

C'est au nom de la révolution que le colonel Mahmoud Chérif avait rendu un vibrant hommage à l'homme pour tous les dangers qu'il avait encourus durant son séjour en Allemagne pour doter l'ALN des équipements et de l'armement nécessaires pour continuer la lutte armée.

Se sont toutes ces lettres de reconnaissance qui avaient aidé Si Abdelkader à surmonter le drame qu'il avait vécu et à panser les blessures incommensurables provoquées par le dernier attentat organisé par les services spéciaux français en Allemagne dirigés par un certain Colonel Mersier. Ce dernier a utilisé tous les moyens imaginables pour atteindre Si Nouasri qui témoigne encore de cette période extrêmement difficile pour lui.

Les « sollicitudes » et la reconnaissance que lui a témoignées le MALG notamment étaient d'un grand apport dans son rétablissement, témoigne Si Abdelkader Yaici ■

Les activités confiées par le DARG à Yaïci

Abdelkader Yaïci était responsable du matériel à Tunis au sein du Comité de la Wilaya III. Après la création du Département de l'armement et du ravitaillement général (DARG), il fut chargée d'une mission en République fédérale d'Allemagne (RFA) pour l'approvisionnement en armes, munition, équipements divers et denrées alimentaires qui seront acheminés vers les frontières est et ouest de l'Algérie.

Ces commandes concernent :

Nourritures en conserves et divers : haricots, lentilles, sardines, corned-beef…

Poivre noir, sel, chocolat, café, thé, etc.

Outils et matériel : pelles, pioches, cisailles p/m, poignards, couteaux, gamelles, sceaux de toile, passe-partout, scie, barres à mine, gants isolants, sacs à dos, jumelles, boussoles, montres, tentes, lits de camp, machines à écrire, torches, etc.

Vêtements et autres : couvertures, tenues treillis, chemises de laine, boutons tailleurs, bérets rouges et verts, imperméables, ceintures, rasoirs mécaniques, lames à raser, etc.

L'organisation mise en place, dans le cadre du ministère de l'Armement et du Ravitaillement général (MARG), s'appuie sur la codification des noms des responsables, des villes, des armes, dans les écrits et les correspondances.A titre d'exemple :

Pour les responsables :

Ministère (DARG), Belhocine (Papa), Boubekeur (Enfant), Guellal (Tonton), Arara (Frère), Nasser (Cousin), Slim (Neveu), Nousri (Gendre), Othmani (Bébé).

Responsables par pays :

Libye : Omar Haddad (LARD), Guenez (Sidi).
Tunisie : Bouzbid (RARD).
Maroc : Mansour Boudaoud (RARD)

Villes et pays :

Genève (printemps), **Madrid** (été), **Bonn** (automne).
Egypte (citronnade), **Libye** (grenade), **Tunisie** (orange), **Maroc** (limonade).

Les commandes en armes, munitions et divers :

Les prospections devaient porter en priorité sur : fusils-mitrailleurs, fusils de guerre, mitraillettes, pistolets automatiques, bazookas, mortiers 45, 60 et 81 mm, Panzers fost, explosifs en tous genres de préférence de fabrication occidentale.

Pour les munitions :

-**1.000 000** cartouches 7, 62 longues et 1.000 000 courtes (américaines).
-**3.000.000** cartouches 7,92, des cartouches de 9, 7,7 ou 303, 11,43, 7,5 (françaises).
-**10.000** fusils ENTFIELD - 50 tonnes de TNT – 100.000 m de cordon détonnant – 100.000 détonateurs en éthyle – 50.000 détonateurs électriques.

Le martyr en sursis
Abderrahmane Berrouane dit Saphar :

Un des homme-clés du réseau Boussouf

Par Saïd BOUCETTA

L'histoire du MALG est arrivée à se confondre avec celle des hommes qui l'ont composé à un point qu'il est devenu impossible de tracer le portrait de famille de cette structure en faisant l'impasse sur le parcours d'un de ses cadres. Chacun de ces hommes exprime un détail, une nuance ou un témoignage éclairant une partie et en laissant d'autres dans la pénombre. C'est en se tenant à l'écart de la vie publique et des feux de la rampe que ces hommes ont pu donner corps et immunité à l'Etat algérien indépendant. Le MALG, évoqué pour la première fois devant la presse par cet homme qui a vu naître tout le service, assisté à sa croissance et participé à sa gestion au plus haut niveau de responsabilité, c'est tout simplementexceptionnel!Abderrahmane Berrouane, qui ne s'était jamais exprimé publiquement auparavant à propos d'un sujet extrêmement sensible comme celui-ci, a finalement accepté de confier à El Djazaïr.com quelques vérités sur son expérience au sein des services de renseignements de la révolution. Sans fausse modestie, et au vu de la grandeur de cet homme, il s'agit d'un scoop dont nous nous honorons.

Portrait

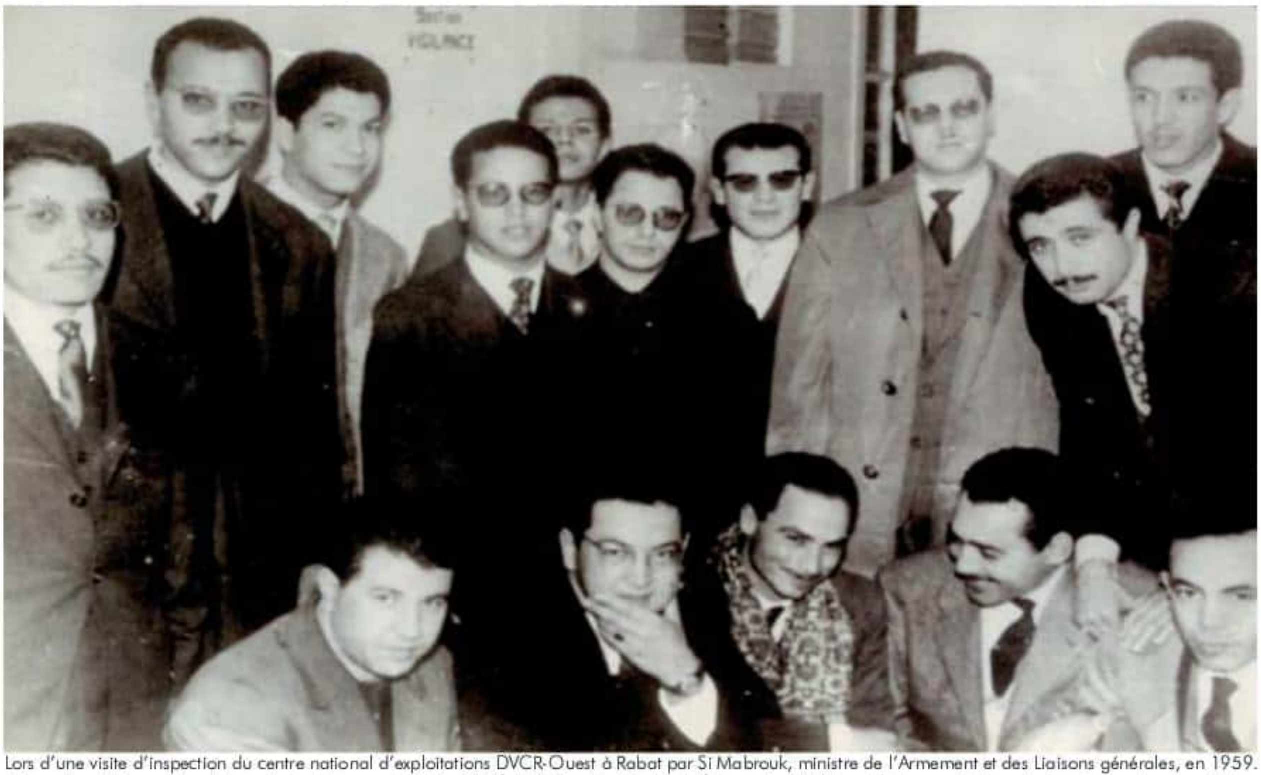
Accroupis de g. à dr. : Abderrahmane Berrouane, dit Saphar, Houari Boumediene, Mohamed Boudaoud, au milieu des combattants de l'ALN

Le ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG) du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) a été une grande école d'où sont sorties des dizaines de compétences nationales dont un grand nombre a investi avec succès le domaine du renseignement. Véritable source d'informations stratégiques au bénéfice de la Révolution, le MALG a accompagné la lutte armée avec une efficacité telle que l'on n'arrive difficilement à imaginer l'issue de la guerre de libération nationale sans l'apport des hommes et des femmes qui ont construit patiemment, pierre par pierre, l'un des plus performants services de renseignement de l'après-Seconde Guerre mondiale. De nombreux officiers du MALG se sont exprimés sur ce ministère et sur son rôle dans l'approvisionnement de l'ALN en matériel et en renseignements. Mais vu la densité exceptionnelle des faits et réalités propres à cet organisme et leur imbrication dans le processus de lutte et de reconstruction nationale, il est tout à fait logique que tout ne sera pas dit. Tous les Etats du monde se conforment à un mode de secret pour garantir le maximum de sauvegarde à leur raison d'être et l'Algérie ne fait nullement exception. Racontées séparément, les expériences des uns et des autres se recoupent sur certains faits et tentent de se compléter sur d'autres, mais ne se contredisent jamais. Les acteurs qui ont fait le MALG détiennent chacun son bout d'information, de vérité historique et d'expérience personnelle sur cette structure de la révolution qui, à sa naissance, était tellement démunie de moyens que l'ennemi l'avait «objectivement» sous-estimée en écartant toute possibilité de son développement dans le contexte de l'époque. Il faut relever à ce propos que si le MALG est venu avec le second GPRA, il n'est pas né du néant. Il y avait des officiers de l'ALN, des hommes à l'intelligence innée qui, à partir de rien, ont imaginé et conçu une arme redoutable, construite pièce par pièce dans une totale discrétion, jusqu'à surprendre le monde entier, et l'armée française en premier, par la perspicacité et l'efficacité de l'œuvre. Le maître d'œuvre de cette réalisation, qui restera pour une armée de libération nationale comme l'une des plus réussies du vingtième siècle, est sans conteste Abdelhafid Boussouf dit Si Mabrouk. L'homme a génialement conçu un service secret exemplaire de par son efficacité en toutes circonstances. L'une des clés de

“ Le maître d'œuvre de cette réalisation, qui restera pour une armée de libération nationale comme l'une des plus réussies du vingtième siècle, est sans conteste Abdelhafid Boussouf. ”

réussite résidait dans l'extrême rigueur des critères de recrutement et le haut degré d'exigences imposés par le MALG. Les hommes qui ont eu l'insigne honneur de côtoyer et de collaborer avec de véritables icônes de l'histoire d'Algérie telles que Boussouf, Boumediene ou Zeghar ne sont pas « n'importe qui ». La simple évocation du nom de l'un d'eux constitue tout un programme. Comment donc des hommes, à l'aspect ordinaire et à la vie banalisée et empiétée par un système colonial aux allures fascistes, ont-ils réussi à rejoindre le cercle fermé des services secrets de l'ALN au nez et à la barbe des états-majors et des services psychologiques de la troisième puissance mondiale de l'époque ? La réponse à cette question et en raison de la nature des missions n'est jamais complète. Elle pourrait étonner, sous plusieurs égards. Pour Berrouane, cela s'est effectué presque par hasard. Il s'est retrouvé à Oujda, comme il aurait pu se retrouver ailleurs. Mais le hasard n'est manifestement pas le seul facteur de ses débuts dans une carrière secrète dédiée totalement au combat libérateur du peuple algérien. Son profil le destinait vers des horizons lointains. Né à Relizane le 17 juin 1929, il suit des études primaires dans sa ville natale. Et il se distingue déjà par une intelligence hors du commun doublée d'un immense amour déclaré à la patrie. Durant la période qui précède le déclenchement de la révolution, le jeune Abderrahmane est admis au lycée de Sidi Bel Abbès puis à celui d'Oran. A l'époque, les lycéens d'origine algérienne se comptaient sur les doigts d'une seule main. Rares étaient les Algériens qui réussissaient à passer entre les mailles du système éducatif colonial, a fortiori les universitaires. Et Abderrahmane était l'un d'eux au tout début des années 1950. Après avoir décroché son baccalauréat, il rejoint l'université de Toulouse où il s'inscrit pour une licence de sciences politiques, puis intègre la faculté de droit de la même université. La grève des étudiants à laquelle a appelé le FLN en 1956 aura été l'élément déclenchant son engagement effectif dans les rangs de l'élite révolutionnaire. Dès les premiers contacts avec les responsables du FLN et de l'ALN, il est orienté, au vu de son profil, vers un service de renseignement. Arrivé à Oujda, il se voit affecté dans le service des transmissions de la Wilaya V historique. Le 6 août 1956, il assiste au premier briefing devant déboucher sur le lancement de la formation aux transmissions d'un groupe d'une trentaine de jeunes. Sur place, sa vie bascule : il prend un pseudonyme. Il s'appellera désormais Saphar. Pourquoi ce pseudo ? Il dira bien plus tard qu'il l'avait choisi en rapport avec un mois du calendrier lunaire. Il portera son nouveau patronyme

> **“ La grève des étudiants à laquelle a appelé le FLN en 1956 aura été l'élément déclenchant son engagement effectif dans les rangs de l'élite révolutionnaire.”**



Lors d'une visite d'inspection du centre national d'exploitations DVCR-Ouest à Rabat par Si Mabrouk, ministre de l'Armement et des Liaisons générales, en 1959. Autour du ministre : debout de g. à dr. : Moumen, Lalibib, Ghinf, Larbi, Bachir, Tayeb, chef de centre, Mokhtar, Ali. Accroupis de g. à dr. : Bensouda, chargé des transmissions, Hamid, chargé du CTVCR- Saphar, directeur de la DVCR, colonel Ali Kafi, Hadj Barigou, directeur des liaisons.

Abderrahmane Berrouane dit Hadj Saphar, et Dahou Ould Kablia, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, lors d'une réunion de l'association des anciens du MALG.

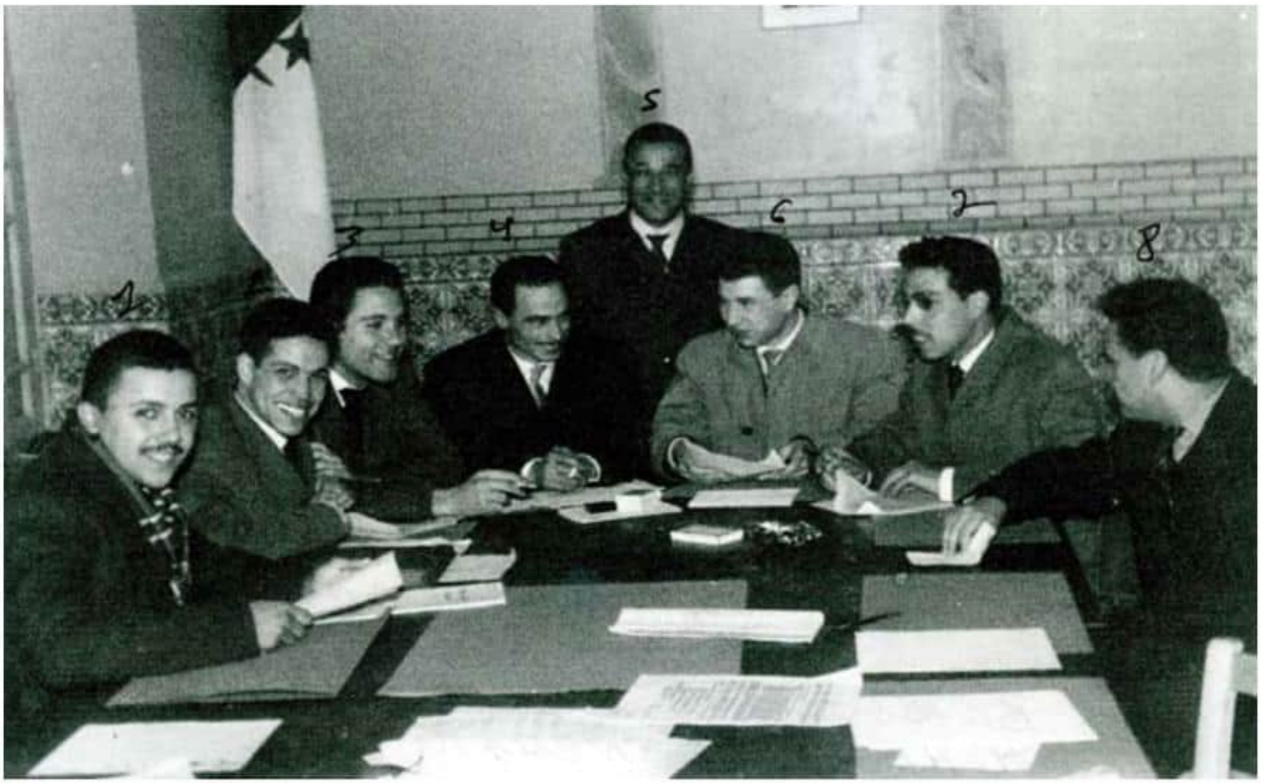
durant toutes les années de la révolution. Sollicité afin d'opter pour un pseudonyme et un nom de guerre, le jeune homme déclina la nouvelle identité de quelqu'un qui était conscient de son appartenance historique et temporelle. « Nous étions en plein mois de Saphar et j'ai opté instinctivement et spontanément pour ce nom », a-t-il dit. Sa vie bascule puisque désormais rien ne sera comme avant. Il vivra dans le secret, le cloisonnement total. La rançon est vraiment lourde, mais elle sera payée héroïquement. Bien que les lieux de leur formation ne payent pas de mine, il demeure que la discipline et le secret étaient les maîtres mots de la nouvelle existence des jeunes moudjahidine, de la première promotion des transmissions de la Wilaya V historique. En fait, ils constituaient, sans exagération aucune, les pionniers de ce qui allait devenir, par la suite, les services secrets de la Révolution. L'impression de bricolage, avec le peu de moyens et la très courte durée de formation (à peine un mois), tranchait avec le très grand sérieux et le professionnalisme dont ont été imprégnés les éléments de cette section qui recevait ses ordres directement de Si Mabrouk. Dans le contexte de l'époque, il était certainement difficile de créer une ambiance typique à une armée régulière, mais les deux responsables de cette promotion, Si Mabrouk et Boumediene, avaient fini par marquer les esprits par leur sens de la discipline et de l'ordre. C'était largement suffisant pour les jeunes recrues, dont Saphar, pour suivre l'exemple et s'engager dans l'exceptionnelle « aventure » qui les attendait. La formation a donné naissance à une promotion de 15 éléments désormais affectés à des tâches de transmission et d'écoute. D'affectation en affectation, Saphar apprend son métier d'agent secret à la source et se comporte en véritable professionnel du renseignement. Et l'une des nombreuses contributions à son épanouissement a été, en 1957, lorsqu'à l'état-major élargi de la Wilaya V, il parvient à dresser une cartographie de toute la région ouest du pays, prévoyant les mouvements de troupes, les visites des administrateurs et tous les courriers qui circulaient entre les autorités civiles et militaires de l'administration coloniale. A travers le traitement subtil et anticipé des nombreux messages interceptés par les transmissions mis en place, Saphar a fini par connaître tout l'organigramme civil et militaire de toute la région. Un travail de professionnel qui a fait faire au service un bond appréciable, puisque Boussouf en personne, ayant vu le résultat de l'œuvre de Saphar, a décidé de renforcer le service en moyens humains et matériels aux fins de balayer une plus grande partie du

> **“ D'affectation en affectation, Saphar apprend son métier d'agent secret à la source et se comporte en véritable professionnel du renseignement. ”**

territoire national. Le MALG n'était pas encore né en 1957, mais l'ALN disposait d'un solide service de renseignement qui pouvait anticiper les actions de l'ennemi et prenait, de fait, une longueur d'avance sur l'armée française. Saphar était l'une des pièces maîtresses de ce dispositif, resté secret et ignoré de l'armée française durant des années. A tel point d'ailleurs que, pensant être seuls à disposer de moyens de transmission, les militaires communiquaient sans coder leurs messages. Il a fallu beaucoup de temps à l'armée coloniale pour apprendre l'existence d'un service d'écoute au sein de l'ALN. A la création du GPRA, Boussouf hérite du portefeuille des Liaisons générales et de la Communication (MLGC). Saphar dirigera pour le compte de ce ministère la Direction de la vigilance et du contre-renseignement (DVCR). En d'autres termes, le contre-espionnage. La mission de cette direction où activent des dizaines d'officiers et de sous-officiers sous le commandement de Saphar, élevé au rang de commandant, était de traquer des taupes tentant d'infiltrer le dispositif du renseignement à l'échelle de toutes les structures de la révolution. Avec la Direction du renseignement (DDR) et la Direction nationale des transmissions (DTN), la DVCR constituait la colonne vertébrale du MLGC, puis du MALG (ministère de l'Armement et des Liaisons générales) à la création du second GPRA. Elle a veillé à « l'étanchéité » des services secrets et accompagné efficacement le gouvernement provisoire jusqu'aux accords d'Evian et à la libération du pays. A l'indépendance, le fondateur du MALG, Si Mabrouk, quitte la vie politique et Saphar, qui a repris son nom civil, Abderrahmane Berrouane, fait de même en s'engageant dans une longue carrière au service de l'économie nationale. D'abord représentant d'Air Algérie à l'étranger pendant quelques années, il rentre au pays pour s'investir dans le tourisme national. De cette période exaltante, il dit garder des souvenirs inoubliables et des images inexpugnables dont il ne s'est pas fait prier pour en transmettre le sens à des générations de patriotes pour qui El Hadj Saphar constitue un monument du combat des Algériens et de l'Algérie

> **“ Elevé au rang de commandant, la mission de Saphar était de traquer des taupes tentant d'infiltrer le dispositif du renseignement à l'échelle de toutes les structures de la révolution.”**

S. B.



Les membres de la première promotion dite Promotion Zabana (1956), devenus les cadres dirigeants des Transmissions nationales
Assis de g. à dr. : 1- Larbi Benacif 2- Si Moussa Sedar 3-Mahfoud Haja Djamel Mustapha 4- Saphar Berrouane Abderrahmane 6- Bensouad Benmiloud Nourredine 7- Mohamed Benchaou 8- Ghaouti Hassani Abdelkrim

Benabdelkader Hadj Azzout

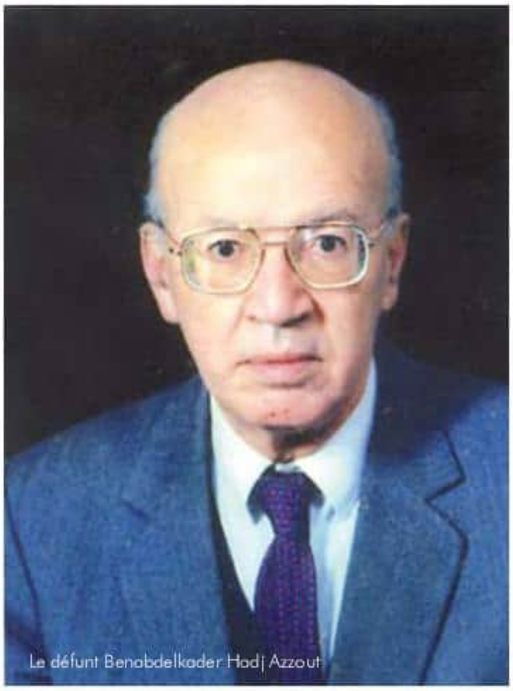
Un révolutionnaire racé et pièce maîtresse du CIG

Il rejoint l'ALN en 1956 et est formé à l'Ecole des cadres de la Révolution. Il a eu un destin particulier. Membre du SRL-CGWO, il devient très vite l'un des éléments-clés du MALG. Et pour cause, il occupera, en 1960, le poste de secrétaire général du très influent CIG. Il s'agit de Benabdelkader Hadj Azzout , un révolutionnaire racé, un homme de conviction, un grand militant doublé d'un authentique patriote qui a excellé dans la défense des intérêts de l'Algérie à l'étranger. Il est décédé le 6 mars 2011 à l'âge de 79 ans.

Benabdelkader Hadj Azzout (2e à partir de la gauche), en compagnie des moudjahidine dont Boumediene Berri, Chabou

Par Mourad SIDALI

La glorieuse Révolution algérienne a été un moment très fort dans l'histoire de l'humanité. La guerre de Libération nationale engagée par le peuple algérien contre le système colonial français, sous la bannière du FLN et de l'ALN, a été une grande leçon donnée au monde entier. D'abord aux peuples colonisés qui ont découvert la puissance réelle d'une armée et d'un parti révolutionnaire. Une puissance que rien n'arrête, même pas l'armada de l'Otan, ni les armées de diplomates occidentaux qui ont tenté en vain d'user des instances internationales qu'elles ont elles-mêmes mises en place, pour faire perdurer un système injuste et liberticide. Les Algériens ont combattu, à l'intérieur du territoire, une armée, suréquipée et surentraînée, la quatrième du monde, soutenue par une alliance militaire monstrueusement efficace. A l'extérieur, d'autres Algériens ont croisé le fer avec des diplomates chevronnés, diplômés des plus grandes écoles occidentales, à l'expérience et à la compétence mondialement reconnues et aux carnets d'adresses bien remplis. Forts de leur seule conviction, les militants de la cause nationale ont remporté bataille sur bataille au niveau des instances internationale. Ils ont réussi à retourner l'arme diplomatique contre ceux-là mêmes qui l'utilisaient. Ils ont démontré par la force de l'argument et la



Le défunt Benabdelkader Hadj Azzout

> **« Né le 2 juin 1932 à Mascara, Hadj a eu une enfance studieuse. Il a baigné dans une atmosphère nationaliste depuis son plus jeune âge. »**

volonté des authentiques révolutionnaires qu'ils étaient toute la cohérence du discours anticoloniale et arraché les résolutions historiques qui ont ouvert la voie au principe de l'autodétermination. Ces hommes et ces femmes ont combattu un monstre et l'ont anéanti, au point que présentement, peu de diplomates et de politiques français ayant vécu cette période glorieuse de la lutte pour l'indépendance tirent quelques gloires de la position de leur pays à l'époque. Ces Algériens qui ont tout donné pour que naisse un nouveau pays et épris de liberté et d'indépendance étaient très nombreux. Certains ont connu une fin héroïque au champ d'honneur, d'autres ont poursuivi leur mission d'édification d'une société plus juste et plus égalitaire que celle qu'avait laissée le système colonial. Après l'indépendance du pays, nombreux étaient ceux qui ont intégré des corps de métier qui peuvent paraître aujourd'hui anodins, mais qui, à l'époque, participaient grandement au développement de la nation à tous les niveaux. Le plus jeune d'entre ces Algériens d'exception a aujourd'hui plus de 68 ans. Mais à cet âge et bien plus, l'idéal révolutionnaire demeure intact. Ils sont à la retraite ou encore actifs à des niveaux de responsabilité importants, à l'image du président de la République, du ministre de l'Intérieur ou encore du directeur général de la Protection civile ; ils continuent à fournir d'eux-mêmes pour que vive leur pays dans la liberté et la dignité. Pour avoir connu quelques-uns, El Djazaïr.com, et en premier lieu le directeur de publication, témoigne de l'apport encore important pour l'Algérie de tous ces hommes et ces femmes. Mais comme nul ne peut échapper à son destin, certains de ces moudjahidine nous quittent. Le 6 mars 2011, nous avons perdu l'un d'eux. Il s'agit de Benabdelkader Hadj Azzout. Né le 2 juin 1932 à Mascara, Hadj a eu une enfance studieuse. Il a baigné dans une atmosphère nationaliste depuis son plus jeune âge : la Seconde Guerre mondiale, la participation des Algériens à ce conflit planétaire, les promesses de la République française de revoir ses rapports aux colonies, le 8 mai 1945, victoire des alliés sur l'axe, qui a eu une saveur âcre pour des centaines de milliers d'Algériens, trompés par la fourberie d'un système injuste et génocidaire qui n'a pas hésité à massacrer 45.000 personnes pour faire l'exemple et aussi pour mater toute velléité d'indépendance des Algériens. A 13 ans à peine, Hadj ne pouvait pas encore apprécier la gravité de l'acte et la barbarie de la colonisation. Il prendra la mesure de l'ignominie de la colonisation quelques années plus tard. De 1946 à 1947, il est lycéen à Tlemcen, avant d'intégrer la faculté de droit de l'Université d'Alger de 1952 à 1956. Au cours de ce cursus scolaire et universitaire, Benabdelkader Hadj Azzout militait déjà au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Au déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre, Benabdelkader Hadj Azzout est donc étudiant. En 1956, il rejoint l'ALN à l'appel de l'UGEMA. Remarqué par la hiérarchie de l'Armée de libération nationale, il est orienté, une année plus tard, vers l'Ecole des cadres de la Révolution. Une véritable institution qui a formé tant de cadres. Les jeunes recrues qui ont fait cet établissement ont bénéficié d'une formation politique et idéologique. Ils ont été surtout préparés à la notion de l'Etat et au sacrifice pour sa préservation quoi qu'il leur en coûte. Sorti de ce prestigieux institut révolutionnaire, Benabdelkader Hadj Azzout prend ses fonctions au service de renseignement et de liaison du quartier général des Wilayas de l'Oranie (SRL-CGWO). Il s'y distingue par un sens élevé de l'organisation et de la discipline. Au point d'ailleurs qu'il est très vite remarqué par Abdelhafid Boussouf qui fera appel à lui en 1958, à la création du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG), l'un des piliers du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Benabdelkader Hadj Azzout intègre ainsi le secrétariat général du MALG, composé de plusieurs éléments en raison du caractère stratégique de la mission du ministère dirigé par Boussouf. Dans cette structure centrale, et ô combien importante dans le déroulement de la lutte révolutionnaire, qu'elle soit militaire, politique ou encore diplomatique, Benabdelkader Hadj Azzout a fait montre d'une efficacité hors du commun. Il a d'ailleurs tellement impressionné les plus hautes autorités du GPRA qu'on lui confie le secrétariat du très influent Comité interministériel de guerre (CIG). Regroupant le MALG de Boussouf, le ministère de la Guerre de Krim Belkacem et le ministère de l'Intérieur de Bentobbal, le CIG concentrait toutes les informations autour de la Révolution. Les trois ministres étant quasiment tout le temps en déplacement, il revenait à Benabdelkader Hadj Azzout de veiller au bon fonctionnement du CIG. Une mission, on le devine aisément, d'une importance et une complexité extrême, tant le nombre d'informations sensibles est colossal et l'urgence de prendre certaines décisions capitales fait partie du quotidien de l'homme. Benabdelkader Hadj Azzout, pétri d'idéaux révolutionnaires, de l'amour de la patrie et fortement imprégné du sens de l'Etat, a accompli sa tâche de moudjahid au service de la cause algérienne jusqu'à l'indépendance du pays. Cet évènement majeur dans la vie de tout Algérien aura été une victoire pour Benabdelkader Hadj Azzout au même titre qu'il a été pour tous ses camarades de lutte. Mais dans son esprit, cette victoire devait en appeler d'autres. Et c'est mû par le même sentiment nationaliste qu'il se lance avec tant d'autres frères dans l'exaltante mission de l'édification de la République. Dans l'Algérie indépendante, il choisit une carrière de diplomate. Selon le témoignage d'un de ses camarades de lutte sur sa longue carrière au service du pays, » Benabdelkader Hadj Azzout est nommé, après un bref passage au département Asie-Amérique latine au ministère des Affaires étrangères, conseiller à l'ambassade d'Algérie à Damas puis, en 1964, muté à la Mission permanente algérienne auprès des Nations unies à New York où, pendant cinq ans, il est témoin des grands débats agitant le monde de la fin de la guerre froide, notamment au Conseil de sécurité, dont l'Algérie devient un moment, membre non permanent : parachèvement du processus de décolonisation en Afrique, crise de Chypre, conflit indo-pakistanais à propos du Cachemire, guerres du Vietnam et israélo-arabe, désarmement… Pour ce jeune diplomate, les Nations unies constituent une expérience enrichissante qui lui sera très utile dans sa carrière, puisqu'en 1970 il s'occupera de nouveau, à son retour à Alger, de problèmes internationaux à la tête de la division des organisations internationales où il suivra d'autres grands dossiers, tels les rapports Est-Ouest, les relations Nord-Sud, pour lesquelles l'Algérie jouera un rôle de premier plan pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, l'invasion et l'occupation par le Maroc de la colonie espagnole de Saguiet El Hamra et Rio de Oro, le Sommet des pays Non-alignés à Alger en septembre 1973, la guerre israélo-arabe d'octobre de la même année… En 1978, il est ambassadeur au Cameroun et, en 1982, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, qu'il quitte provisoirement en 1984 pour présider la Cour des comptes jusqu'en 1988, année à laquelle il devient ambassadeur à Londres. » En prenant sa retraite professionnelle, Benabdelkader Hadj Azzout est néanmoins resté le même révolutionnaire qu'il a toujours été, fortement attaché à son pays. Il a été utile à son pays jusqu'à son dernier souffle, le 6 mars 2011. Qu'il repose en paix.

> **“ Il est très vite remarqué par Abdelhafid Boussouf qui fera appel à lui en 1958, à la création du ministère de l'Armement et des Liaisons générales. ”**

M. S.-A.

Benabdelkader Hadj Azzout

Georg Puchert

La décision d'engager l'action armée en Novembre 1954, pour libérer le pays du joug colonial, a été le premier défi majeur de l'histoire de l'Algérie durant la seconde moitié du XXe siècle. Ce défi, lancé par un nombre restreint de militants résolus, mettait fin à 30 années de revendications politiques « légales », auprès d'une administration coloniale sourde, forte de ses droits acquis par la force.

Des armes pour le FLN, l'autre défi majeur

L'épopée de Georg Puchert

Par Dahou Ould Kablia, président de l'AN/MALG

Des Moudjahidine exhibant leurs armes

Evocation

Abdelhafid Boussouf visitant un atelier d'armement

La décision mûrement réfléchie, depuis des années, de recourir à la lutte armée devait avoir cependant deux corollaires :

- en premier lieu, la conviction forte que la population allait accueillir favorablement cette action armée, la porter courageusement et la déployer sur l'ensemble du territoire national.

- En second lieu, la mobilisation programmée dans l'espace et dans le temps de moyens financiers et matériels (armement et équipements) indispensables à sa survie. Il n'est pas superflu de rappeler, à ce sujet, que le déclenchement a été fait avec des moyens de fortune qui en ont limité la portée, notamment dans l'Ouest du pays.

Cela dit, si le premier point relatif à la mobilisation des masses n'a pas posé problème, le second, par contre, a, très rapidement, constitué une contrainte importante pour la satisfaction des besoins en armes et en équipements des combattants de l'intérieur.

Les réunions qui ont précédé le 1er Novembre 1954 avaient bien précisé les rôles des différents protagonistes en désignant quatre hauts dirigeants (Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed) pour le soutien de la Révolution à partir de l'extérieur, mais seuls deux d'entre eux, Ben Bella au Caire et Boudiaf au Maroc, furent réellement pris en charge, avec quelques Moudjahidine, de l'approvisionnement de l'ALN en armes et en matériel.

Cette prise en charge de départ, par ces deux responsables et leurs collaborateurs, fut cahotante pour ne pas dire difficile à cause de l'inexpérience des uns et des autres, de la frilosité des pays amis dont l'aide était escomptée et de l'environnement complexe lié au commerce des armes. La situation s'améliorera avec le temps grâce à la persévérance et à l'esprit imaginatif des responsables désignés à cette fin.

Une première organisation, puis des organisations seront mises sur pied durant les sept années et demie de guerre, tissant un maillage de plus en plus serré, allant, de proche en proche, vers les sources d'approvisionnement les plus sûres et les moins coûteuses.

La quête de cette sève vitale a été semée d'embûches. Elle a coûté la vie à de nombreux responsables du FLN et à certains de leurs partenaires étrangers.

Georg Puchert est l'un d'eux. Il est né le 15 avril 1915 à Saint-Pétersbourg. D'origine lithuanienne, c'était un ancien officier de la marine allemande durant la Seconde Guerre mondiale, installé au Maroc à l'issue de celle-ci, en qualité de gérant de la société Astramar, sis 7 rue Vermeer à Tanger, œuvrant officiellement dans le transit international mais en réalité spécialisé, grâce à deux caboteurs qu'il avait acquis, dans le commerce des cigarettes et des alcools, ce qui lui valut le surnom de Cap'tain Morris.

Avant d'évoquer les relations de Puchert avec le FLN, il faudrait rappeler le système d'organisation mis en place au lendemain du déclenchement de la lutte armée pour l'acquisition des armes.

Au Caire, Ben Bella avait pu obtenir rapidement, le 9 décembre 1954, soit un mois après le déclenchement, une première livraison de la part de l'Egypte de 150 fusils 303, 10 mitrailleuses Bren, 25 FM Tony 45, 5 bazookas, 120 grenades Mils et environ 100.000 cartouches de différents calibres. Au Maroc, à partir de Nador et de Tétouan où ils s'étaient installés, Boudiaf et ses partenaires ne purent recueillir que quelques armes en qualité limitée.

La situation préoccupante des Wilayas de l'Ouest poussera Ben Bella, en liaison avec le major égyptien Fethi Dib, à organiser un premier envoi d'armes (20 tonnes), sur une grande distance d'Alexandrie à Nador en mars 1955 à bord du yacht « Dyna », propriété de la reine de Jordanie.

Sur le front de l'Est, par contre, arrivaient, par voie maritime avec le bateau « Good Hope », et terrestre via la Libye et le Sud de la Tunisie, des armes en quantités substantielles, immédiatement prises en charge par les combattants des Wilayas limitrophes de la frontière. L'organisation logistique s'étoffait avec Mahsas, Arrar, Bachir Kadi et des dépôts étaient créés dans des lieux stratégiques : Alexandrie, Marsa Matrouh, Seloum, Benghazi, Tripoli, Zouara etc.

Cette activité ne laissa pas indifférentes les autorités françaises qui pensaient que l'étincelle du 1er Novembre allait s'éteindre rapidement. Cela poussa par voie de conséquence le gouvernement français à réactiver et à orienter le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) dès la mi-55 pour s'opposer à ces mouvements.

C'est ainsi que des désignations ont été opérées autour du directeur national Boursicot avec le colonel Dumont à la tête du service renseignement, le colonel Verneuil à la tête du contre-espionnage, le lieutenant-colonel Grassi pour l'activité du FLN en Europe, le commandant Larzac pour les affaires maghrébines et surtout, nouveauté dans le service, le commandant Morlane à la tête d'un service Action propre à agir pour l'élimination de cadres du FLN et leurs partenaires.

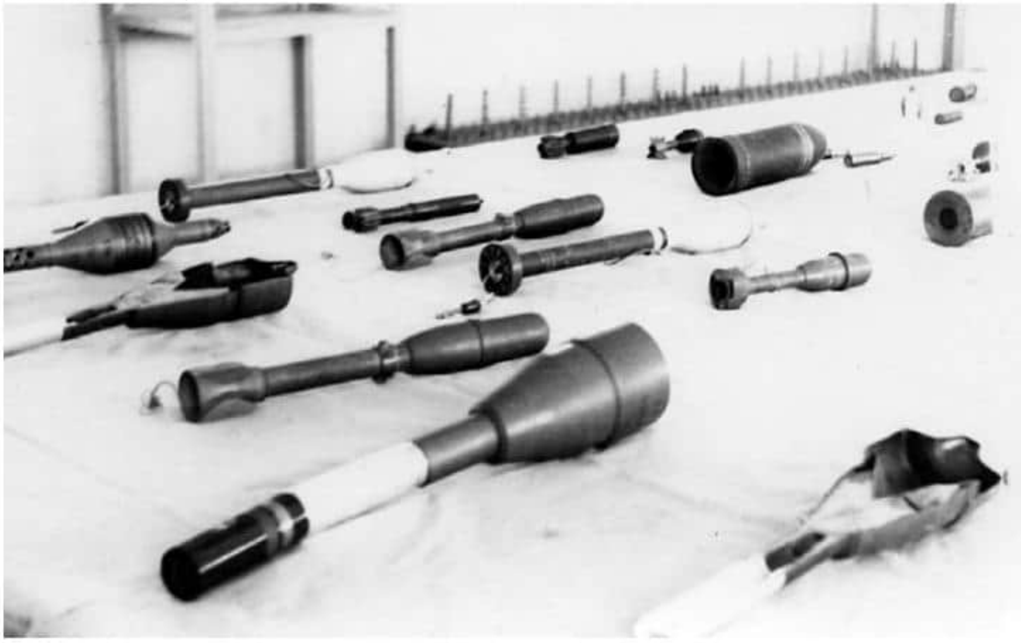
Une première manifestation de ce service Action visera d'ailleurs Ben Bella lui-même, que l'agent Henri Louis David tentera d'assassiner en décembre 1955 à l'Hôtel Méhara de Tripoli. Finalement ce sera lui qui sera abattu par les gardes algériens.

A l'Ouest du pays, un deuxième bateau franchira la Méditerranée en septembre 1955 l'« Intissar » pour décharger, toujours dans la région de Nador, et ce malgré quelques péripéties, 40 tonnes d'armes. Les deux envois d'armes depuis l'Egypte s'avérant insuffisants, les dirigeants de l'Ouest, Boudiaf en tête, recherchèrent le contact avec les éventuels marchands d'armes installés dans le Rif sous domination espagnole et en particulier à Tanger.

Grâce au docteur Abdelkrim Khatib et à quelques responsables de la ré-

Exposition des armes de l'ALN

Des munitions utilisées par l'ALN



sistance marocaine, le contact fut établi avec Georg Puchert, installé, à Tanger.

S'agissant d'un ex-officier de l'armée allemande (la Kriegsmarine) qui n'avait jamais digéré la défaite de son pays durant la Seconde Guerre mondiale et qui avait conservé en plus une rancune tenace contre la France, il marqua rapidement son intérêt pour la cause algérienne en lutte contre cet ennemi commun. Il s'engagea à fournir des armes au FLN et pour ce faire il renforça sa petite flotte. A côté des deux caboteurs le « Bruja Rojà » et le « Siroco », il acquiert trois nouveaux bateaux le « Typhoon », le « Wild Dove » et le « Floz » avec pour port d'attache Gibraltar.

En septembre 1955, il livre 1000 pistolets-mitrailleurs au FLN. Début 1956, il se déplace à Madrid et acquiert auprès des dépôts de surplus militaires des tenues et des équipements (tentes, couvertures, brodequins...) ainsi que des équipements de transmission.

Le marché espagnol s'avérant modeste, il se déploie sur l'Allemagne où il part à la recherche de ses anciens compagnons de la Wehrmacht. Otto Schlüter répond le premier à son appel. Ce dernier organise avec ses contacts du FLN en Allemagne plusieurs envois, par avion vers Casablanca, de pistolets, grenades, PM en pièces détachées soigneusement dissimulées dans des emballages anodins.

Cette période de janvier 1956 verra également le déplacement de Ben M'hidi au Caire pour plaider la cause de sa Wilaya et exiger plus d'efforts de la délégation extérieure du FLN. Un nouvel envoi est donc programmé pour l'Ouest à partir du port de Beyrouth. Il est éventé par le service israélien le Mossad qui en informe le SDECE. Les services de renseignements égyptiens interviennent à temps pour le dévier et le faire accoster sur les côtes libyennes.

Devant ce raté, Fethi Dib et Ben Bella songent à se doter de leur propre bateau et de leurs propres équipages. C'est l'aventure d'un vieux dragueur de mines britannique le « Saint Briavels ». Mis en vente aux enchères en Grèce, il capte l'intérêt des experts militaires de la marine égyptienne. Son acquisition se fera par un prête-nom choisi par Fethi Dib, l'homme d'affaires soudanais Ibrahim Nayal. Les longues tractations n'échappent pas au Mossad qui informe de nouveau le SDECE. Le « saint Briavels », réceptionné à Beyrouth le 12 septembre 1956, est conduit à Alexandrie où il est baptisé l'« Athos ». Son équipage est recruté par Fethi Dib : un Grec Vassiliev en qualité de capitaine, un Italien Sartori en tant que capitaine-adjoint, un Chypriote Cacovenis chargé de la radio. L' « Athos » est chargé de 2000 fusils Enfield 303, 190 fusils Mauser, 100 fusils Hown, 250 mitraillettes Beretta, 250 FM Bren, 20 mitrailleuses Vickers, 1 million de cartouches, 500 grenades, une centaine de mortiers avec leur dotation en obus, soit 450 tonnes environ d'armes. Il quitte Alexandrie le 2 octobre 1956, soit 20 jours après son accostage, autant dire que les conditions de discrétion et de sécurité n'étaient pas du tout réunies.

Effectivement, repéré par l'aviation française et suivi par la marine de guerre, il est arraisonné en haute mer par le croiseur le « Pimodan » le 16 octobre 1956 et conduit à Mers El Kebir. Il y a lieu d'indiquer que le piégeage du bateau préparé par le FLN ne sera pas mis en œuvre par l'équipage.

Avec « L'Athos », c'était la première opération d'envergure initiée par le FLN pour traverser la Méditerranée et faire parvenir des armes au front Ouest. A souligner, d'une part, le manque de vigilance sur le choix de l'équipage et surtout les carences manifestes en matière de préservation du secret au moment de l'embarquement des armes, et d'autre part la première manifestation de la collusion de services de renseignements hostiles à l'Algérie,

Une photo d'officiers du MALG

SDECE et Mossad et le premier acte de déni du droit international à la suite de l'intervention de la marine de guerre française hors des eaux territoriales de « souveraineté ».

Ce coup dur porté à la Révolution sera suivi par un autre « coup de main », un acte de piraterie perpétré une semaine plus tard. Il s'agit de l'interception dans l'espace aérien international par l'aviation française avec la complicité de l'équipage français de l'avion qui transportait les cinq leaders du FLN, le 22 octobre 1956. Le vide laissé par l'arrestation et l'emprisonnement de Ben Bella et de Boudiaf sera rapidement comblé.

Le colonel Ouamrane prend le relais au Proche-Orient avec le concours de nouveaux responsables tant en Egypte qu'en Libye et en Europe (Aït Ahcène, Nouasri ...). A l'Ouest, le colonel Boussouf, responsable de la Wilaya V qui s'impliquait déjà bien avant, dans la logistique, s'organise également pour prendre les choses en main. Il rencontre pour la première fois, début 1957, Puchert à Tanger. Il l'accompagne à Tunis où il le présente à Krim Belkacem. Puchert conseille à ses hôtes de rechercher l'uniformité dans l'acquisition des armes pour bénéficier de la conformité et de l'interchangeabilité des munitions : le 9 mm Parabellum pour les armes de poing et les pistolets-mitrailleurs, le 7,92 m/m pour les fusils, les fusils-mitrailleurs et certaines mitrailleuses.

Boussouf déploie une nouvelle organisation avec des correspondants attitrés en Espagne et en Allemagne chargés d'être les interfaces des marchands d'armes. Deux envois importants sont effectués par Puchert à Tanger et à Casablanca.

Mis en confiance et fortement encouragé par Boussouf, il acquiert deux bateaux rapides de type Fairline, le « Copacabana » et le « Marina » susceptibles d'échapper, grâce à leur grande vitesse (40 nœuds), à tout poursuivant en mer.

A Bonn en Allemagne, l'avocat Aït Ahcène, représentant d'Ouamrane en Europe, employé à l'ambassade de Tunisie en guise de couverture, obtient une livraison de Schlüter qui est transportée en janvier 1957 de Frankfurt à Tunis où elle est déchargée avec beaucoup de réticence par les autorités tunisiennes. En effet, Aït Ahcène, avec beaucoup d'audace, avait établi le manifeste en leur nom et à leur insu. Cet envoi comprenait 82 mitrailleuses MG 42, 2000 fusils Mauser et leurs munitions. Il est évident que toutes ces armes parvenues aux frontières Ouest et Est étaient acheminées vers l'intérieur sans difficulté, grâce aux relais constitués par Boussouf, Boumediene, Mansour Boudaoud à l'Ouest, Krim Belkacem, Mohammedi Saïd, Amara Bouglaz et Benaouda à l'Est, ce qui a donné un surcroît d'efficacité à l'intérieur du pays où la montée en cadence de l'activité de l'ALN atteindra son meilleur niveau.

L'armée française est sur la défensive, le SDECE, pour sa part, accroît ses activités dans les pays européens : Madrid, Genève, Frankfurt où le service Action du SDECE cible les partenaires du FLN. Une bombe avait déjà été placée dans le bureau d'Otto Schlüter en décembre 1956 provoquant la mort d'un de ses assistants, le négociant norvégien William Lorenzen. En avril 1957, un deuxième attentat le vise puis deux autres tentatives d'assassinat successives en moins de trois mois (juin et octobre 1957), qui échoueront. Schlüter finira par prendre peur et cessera toute relation avec Puchert.

Le gouvernement français accentue sa pression sur l'Espagne considérée comme la plaque tournante du trafic d'armes.En juin 1957, les autorités espagnoles, pour se dédouaner, saisissent au port de Ceuta la cargaison du navire « Don Juan Illueca » estimée à 300 tonnes d'armement. Cette cargaison sera récupérée discrètement par la suite par le FLN grâce aux efforts de Puchert.

C'est à cette période également que le directeur national du SDECE Boursicot est remplacé par un militaire, le général Grossin, une première dans l'histoire de ce service créé par de Gaulle au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Puchert est ciblé par le service Action. Il reçoit des menaces directes persistances. Il y passe outre. Le 18 juillet 1957 son bateau le « Bruja Rojà » est coulé par une mine au port de Tanger ; le 20 juillet, soit deux jours après, son deuxième bateau le « Sirocco » est également coulé, dans les mêmes conditions, au même lieu. Il continue sa mission avec plus de détermination.

En septembre 1957, Aït Ahcène entre en contact avec un autre marchand d'armes allemand, recommandé par Puchert, Wilhelm Springer pour une importante commande à livrer au port de Lattaquié en Syrie. Springer s'associe, de bonne foi, à un avocat de Hambourg, Fritz Kruger, contrôlé par le SDECE. Les armes achetées par Springer, à Brno en Tchécoslovaquie, auprès de la firme Omnipol sont réceptionnées par Kruger et remplacées par des armes en quantités équivalentes mais défectueuses. Cette marchandise sera refusée à la réception par le FLN, qui rejettera également le complément de paiement. Cette supercherie provoquera une brouille entre Springer et Kruger qui donnera des informations au colonel Bercheny du service Action sur la toile d'araignée tissée par Aït Ahcène.

Une autre relation d'Aït Ahcène, Wilhelm Blissenner, fait également l'objet d'un attentat. Une bombe placée dans sa voiture explose le 16 juin 1957, lui occasionnant de sérieuses blessures.

Au Proche-Orient, en Egypte et en Libye, l'organisation mise sur pied par le colonel Ouamrane fournit un excellent travail. Les expéditions vers la Tunisie sont régulières tout au long de l'année 1957. Des armes de type nouveau DCA et canons 57 et 75 SR sont acquises par l'entremise de Springer. Deux grosses expéditions sont faites, en particulier le 17 août et le 5 septembre 1957, pour attaquer le barrage électrifié Est en chantier.

Ces envois comprennent des dizaines de mitrailleuses anti-aériennes, 850 fusils-mitrailleurs, 3000 fusils Mauser, 2300 mitraillettes Schmeisser, 3 millions de cartouches, des grenades et surtout des Bengalore, longs tubes d'acier chargés d'explosifs pour l'ouverture des brèches dans les réseaux barbelés du barrage.

En Europe, au second semestre 1957, les agressions contre les marchands d'armes ont porté leurs fruits. Certains d'entre eux se mettent au service du SDECE. Ils sont autorisés et même encouragés à continuer leur négoce, mais sont tenus de le renseigner sur les marchés conclus, les marchandises livrées, les itinéraires prévus et les dates d'embarquement. C'est ainsi que le bateau « Swanée » est arraisonné le 26 juin 1957, en Méditerranée avec 150 tonnes d'armement à bord ; le « Granita » est arraisonné le 26 décembre 1957 dans la Manche avec 40 tonnes d'explosif ; le « Slovenya », le 16 janvier 1958 en Méditerranée avec 300 tonnes d'armes. Ces pertes paraissent importantes et elles le sont en effet, mais elles constituent moins du cinquième des armes que le FLN s'était déjà procuré des différentes sources.

Le transport des armes s'est réalisé sans grosses pertes des bases arrière vers l'intérieur du pays grâce à la perméabilité des frontières à l'époque, à la formation et à la mise sur pied de structures spécifiques très fiables, les compagnies d'acheminement.

Mais l'année 1958 marquera un tournant dans la stratégie défensive de l'armée d'occupation. Après ses opérations offensives pour contrecarrer l'approvisionnement de l'ALN au niveau de ses sources traditionnelles que sont les pays amis, notamment les pays arabes, à cette période, et de ses sources commerciales représentées par les partenaires encore loyaux, l'armée française complétera sa stratégie par la construction et la consolidation aux frontières Est et Ouest de deux grands barrages électrifiés et minés, confortés par des installations fixes (postes et fortins) et des moyens matériels et humains d'intervention importants. Ces barrages et ces moyens ne décourageront pas les commandements de l'ALN qui multiplient les tentatives de franchissement tant à l'Ouest qu'à l'Est où des accrochages de grande intensité opposent l'ALN aux troupes d'élite de l'armée française. Dix-sept percées sont opérées à la frontière Est durant le premier semestre 1958 couronnées par la grande bataille de Souk-Ahras du 29 avril au 2 mai 1958.

Les dirigeants du FLN ayant mis l'accent sur l'effort de guerre, la politique de recherche de l'armement à l'extérieur se devait de continuer et de s'amplifier. Mahmoud Chérif a remplacé Ouamrane à Tunis tandis qu'en Europe M'hamed Yousfi, Tidafi, Mabed, Aïssa Abdessemed, Abdelkader Nouasri, le docteur Driss Gueniche rejoignent Aït Ahcène et multiplient les contacts.

Le 16 mars 1958, un cargo danois le « Bornholm » affrété par Puchert débarque à Casablanca une cargaison d'armes « officiellement » destinée aux troupes britanniques stationnées à Chypre. Le même mois, Wilhelm Springer livre également à Casablanca 1000 pistolets mitrailleurs acquis au Luxembourg.

Puchert et Springer menacés par le SDECE se mettent sous la protection de la police secrète allemande (BND) (1) excédée par la violation de la souveraineté de son pays par les services spéciaux français.

Puchert recrute de nouveaux partenaires pour remplacer ceux qui s'étaient fourvoyés avec les services spéciaux français. Il installe à Madrid un ex-officier supérieur, SS pur et dur sous le nom de Von Wimer (2). Il contacte et met au service du FLN le Suisse Marcel Léopold, horloger de profession, spécialiste des mécanismes de piégeage des explosifs avec l'objectif de procurer en priorité des explosifs dont les Bengalore fabriqués, depuis, en Tunisie et au Maroc sont gros consommateurs. Le plastic est ainsi acquis en Allemagne, la dynamite en Norvège (usine Nobel de Drammen), la tolite et la gélinite en Suisse auprès de la société Chemo Impex de Berne. 40 tonnes d'explosifs parviennent ainsi en juillet 1958 au Maroc au port de Casablanca avec 2000 pistolets-mitrailleurs Schmeisser et 100 lance-grenades.

Fin août 1958, faisant écho à la résolution du CCE du 24 août décidant le déclenchement de l'action violente contre des intérêts stratégiques sur le territoire français, la fédération FLN reçoit de Puchert des pistolets, des mitraillettes, des grenades et des explosifs en grandes quantités qui lui permettront de mener, dans le mois suivant, plus de 300 attaques à l'explosif contre des objectifs économiques et des personnes hostiles à la cause du FLN. Les pistolets en particulier avaient été prélevés d'un dépôt secret constitué à Bonn par Abdessemed, Mabed et Puchert à la suite de l'acquisition par ce dernier de 10.000 pistolets Beretta en Tchécoslovaquie.

Devant l'activité débordante des représentants du FLN en matière d'acquisition d'armes notamment les explosifs, le service Action du SDECE tentera de nouveaux coups.

Marcel Léopold, dévoué tout entier à sa mission de pourvoyeur d'explosifs, se découvre maladroitement en multipliant les déplacements au Caire, où il est pris en charge par les services du major Fethi Dib dont la notion de secret n'était pas le point fort. C'est ainsi que le 19 septembre 1958, Marcel Léopold est assassiné à l'aide d'une fléchette empoisonnée dans un hôtel à Genève. Le 27 septembre, le Cargo « Atlas » affrété par Puchert, qui venait de charger, dans le port de Hambourg, 40 tonnes de TNT procurés précédemment par Léopold, fait l'objet d'un sabotage. Une mine-aimant provoque une voie d'eau qui envoie le bateau par le fond. Tout avait été calculé pour éviter l'explosion de la charge de TNT, ce qui aurait détruit une bonne partie de la ville. Le 5 novembre 1958, c'est Aït Ahcène qui est visé. Sa voiture est mitraillée sur la route reliant Bonn à Bad Godesberg. Grièvement blessé, il est transporté à Tunis où il décède dix jours plus tard. Quinze jours plus tard, le 20 novembre, Geiser, associé de Léopold, est également assassiné en Suisse. Le 26 décembre, c'est au tour du bateau « Granita », en provenance d'un port suédois, affrété par Puchert, d'être arraisonné au large du Portugal avec une cargaison d'explosifs fournie par le Norvégien Ragnar Lie. Puchert, qui avait pris toutes les précautions indispensables, fut convaincu que la trahison ne pouvait venir que du fournisseur.

Durant le premier trimestre 1959, certaines livraisons échappent à la surveillance des services spéciaux français et parviennent à leur destination, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Il s'agit de sources nouvelles qui concernaient une centaine de canons cédés par le Danois Wilhemstein, installé à Trieste, expédiés à Alexandrie et des bazookas expédiés, par avion, de Suède à Beyrouth au Liban.

Pour la zone du Proche-Orient, le colonel Mahmoud Chérif, qui avait hérité des attributions du colonel Ouamrane après sa nomination en septembre 1958, ministre de l'Armement et du Ravitaillement général au sein du Gouvernement provisoire de la République algérienne, avait organisé son ministère en conséquence avec le concours de Mabrouk Belhocine, Mustapha Cheloufi, Abdelmadjid Bouzbid, Belguechi et d'autres cadres de valeur. Des moyens de transport importants furent acquis et les armes obtenues en grande quantité, directement dans la région depuis les différents ports de la Méditerranée orientale où la marine de guerre française ne pouvait intervenir, furent stockées dans les nombreux dépôts avant d'être acheminées, au fur et à mesure des besoins, vers le théâtre d'opérations à la frontière Est.

La collaboration de Puchert a été précieuse pour le FLN, tant du fait de sa loyauté personnelle que par l'économie qu'il faisait faire au budget de la Révolution avec des prix défiant toute concurrence pour des articles de qualité. Il voulait le préserver et lui recommanda de s'attacher les services de garde-corps algériens. Malheureusement, une mauvaise grippe obligea Puchert à stationner sa voiture devant son domicile 3, Lindenstrasse au lieu et place de multiples box discrets qu'il avait pris l'initiative d'utiliser depuis peu.

Mohamed LAMKAMI dit Abbas

En Europe le recours aux négociants originels se réduisait compte tenu des assassinats des uns, du retrait des autres et enfin de la collusion de certains avec les services spéciaux.

Seul Puchert et Springer résistaient. Ils prenaient le maximum de précautions pour leurs déplacements et changeaient constamment de lieux de résidence.

Le colonel Boussouf comprit que la filière Europe avait fait son temps.

Le 3 mars 1959 au matin, en reprenant le volant de sa voiture, une explosion stoppa net sa carrière. La carrière d'un homme exceptionnel qui mit ses moyens, son énergie et sa vie au service d'une nouvelle patrie qu'il avait choisi librement de servir durant la guerre et qu'il espérait servir après l'indépendance qu'il savait inéluctable. La mort de ce précieux collaborateur allait signer pratiquement la fin du négoce en armement, avec les fournisseurs européens, d'autant plus qu'une expédition importante depuis la Baltique (580 tonnes chargés sur le bateau « Lidice »), allait être interceptée le 7 avril 1959 au large des côtes portugaises.

Le FLN continuait néanmoins à faire confiance à Wilhelm Springer en lui recommandant de livrer directement en Egypte. Il sera rejoint par un Italien Comini, installé à Brescia, qui acceptera une nouvelle formule, exigée par Boussouf, le paiement ne sera effectué qu'à la réception et à l'agrément des armes sur le territoire de choix du FLN.

Atelier du MALG de réparation d'armes au Maroc

Par ailleurs, les actions des services spéciaux français visant les personnes ne s'arrêteront pas pour autant. Abdelkader Nouasri, responsable de la mission Europe, sera visé par un colis piégé qui lui arrachera les deux mains, le 1er janvier 1960. Tayeb Boulahrouf, représentant du FLN à Rome, sera visé la même année, par un attentat. Une bombe placée sous son véhicule explosera sans l'atteindre. Enfin, le véhicule de Boussouf, lui-même, sera visé par deux activistes qui tentèrent d'y placer une bombe, près du siège du FLN à Rabat. Découverts, l'un d'eux sera abattu par les gardes de la mission.

Songeant à une autre stratégie pour l'acquisition d'armes de manière plus sûre et en accord avec le gouvernement, Boussouf engagea une action diplomatique soutenue auprès de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, de l'URSS et de la Chine pour des contrats d'Etat à Etat.

Le résultat fut concluant, outre la fourniture régulière vers les ports du Moyen-Orient, deux bateaux forcèrent ainsi le « blocus » et parvinrent dans le plus grand secret au Maroc : le « Bulgaria » avec 2500 tonnes d'armes débarquées à Tanger et l'« Ouragan » avec 264 tonnes à Casablanca. Un navire chinois débarqua des armes à Conakry pour le Front Sud de la frontière algéro-malienne et un deuxième des armes à Casablanca, les deux ayant rejoint les rives Atlantiques par le Cap de Bonne Espérance.

Pour mieux assurer le secret entourant ces opérations, Boussouf avait interdit tout message écrit ou téléphonique avec les nouveaux partenaires. Il avait également appelé, par circulaire interne, les responsables de l'armement à Rabat, Tunis, au Caire et en Europe à reprendre les contacts avec les anciens négociants, à leur passer des commandes conséquentes sans conclure, en laissant traîner les tractations afin de mobiliser les services du SDECE et de les dérouter sur des fausses pistes.

En définitive, le FLN, grâce à son audace et sa détermination, a fourni à l'ALN, au niveau des frontières, pas moins de 16.500 tonnes à l'Est et 8200 tonnes à l'Ouest, comparativement au 2500 tonnes saisies par les autorités françaises selon leurs propres déclarations. Tout cela grâce à la formidable organisation mise en place et au concours courageux de nombreux négociants dont Puchert fut le meilleur exemple.

Puchert connaissait le risque qu'il courait et il avait ardemment souhaité être enterré en Algérie en cas de mort dans l'accomplissement de sa dangereuse mission. Il avait seulement recommandé que l'on s'occupât de sa fille unique Marina, ce qui fut fait de 1959 à 1963 à Tanger d'abord, puis après l'indépendance à Alger qu'elle quitta en 1963.

Les anciens compagnons du MALG ne l'ont pas oublié et près de 54 ans après, lorsque ses cendres furent exhumées du cimetière de Frankfurt, au terme de la durée de la concession convenue, récupérées et rapatriées par l'un de ses compagnons Aïssa Abdessemed. Georg Puchert repose désormais depuis 4 ans, en paix dans un cimetière algérien. Il a reçu, l'hommage qu'il mérite à l'occasion du 45e anniversaire de la Victoire. Nous rendons, par devers lui, le même hommage à tous les Algériens de « cœur » tels Yveton, Laban, Maillot, Raymonde Peschard, Me. Popie, Dr. Laribère, qui offrirent leur vie pour un combat sacré aux côtés du peuple algérien, un combat pour le triomphe des valeurs essentielles de l'humanité, les valeurs de liberté, de dignité et de fraternité.

D. O. K.

Notes :

1) Le BND avait noué d'excellents rapports avec le FLN, à la suite de la politique de rapatriement de légionnaires allemands appelés à la désertion par le FLN, via un auxiliaire précieux en la personne d'un autre ressortissant allemand Muller, plus connu sous le nom de Mustapha Muller. Le nombre de déserteurs allemands ainsi rapatriés atteindra plusieurs centaines parmi lesquels le fils du célèbre industriel Krupp. La seule réserve que le BND imposait aux militants du FLN c'était de s'interdire toute action violente sur le sol allemand.

2) Sous ce nom se cachait la personne d'Otto Skorzeny, lieutenant-colonel de la Wehrmacht, célèbre pour avoir été chargé par Hitler en 1943 de faire évader Mussolini, arrêté par la monarchie italienne et retenu dans le fort du Gran Sasso. Il le fera avec un commando réduit et le rétablira au pouvoir.

Georg Puchert, un Allemand au service de la Révolution algérienne

Georg Puchert avec Abdelkader Yaïci

Georg Puchert, dit capitaine Morris, naquit en 1915 à Petersburg (ex-URSS) dans une famille aisée d'armateurs. Il avait rejoint l'armée allemande avant l'annexion des pays baltes par l'Union soviétique, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Puchert, à la recherche peut-être d'une vie meilleure, partit au Maroc. Arrivé à Tanger, il se vit refuser l'autorisation de séjour dans la ville par des agents français du service international de l'émigration pour ses opinions sur la situation politique en Afrique du Nord, mais aussi pour son passé de soldat allemand. Il sera ainsi contraint de vivre durant trois ans avec sa famille sur son bateau.

Après moult péripéties, le capitaine Morris parviendra à créer à Tanger son entreprise, Astramar, spécialisée dans la pêche de langoustes et autres crustacés. C'est à partir de là qu'il deviendra le principal fournisseur d'armes de la résistance marocaine et surtout de la révolution algérienne. A l'aide de ses bateaux, il assurera le transport de toutes sortes de marchandises, notamment des armes destinées pour l'Armée de libération nationale (ALN).

A cette époque, Mohamed Boudiaf, coordinateur avec l'extérieur, était installé dans le Rif marocain et avait pour mission l'approvisionnement en armes de l'Ouest algérien.

En 1956, ayant eu vent des activités de Puchert, les services secrets français le contactent et lui proposent de collaborer avec eux, en contrepartie d'offres alléchantes. Le capitaine Morris déclinera cette offre. Deux de ses navires, le « Sirocco » et la « Sorcière rouge », seront sabotés et exploseront dans le port de Tanger, à la suite de son refus de collaborer avec les services secrets français.

Plus tard, Puchert, déterminé et nullement impressionné par cet « avertissement », se rendra à Tunis pour assister à une réunion présidée par Krim Belkacem et consacrée à la « standardisation » des armes à fournir à l'ALN. Après son retour à Tanger, il obtient un nouveau passeport allemand qui lui permettra d'exercer une activité officielle dans le négoce des armes en République fédérale d'Allemagne (RFA). C'est à partir de là qu'il aura les premiers contacts avec Si Abdelkader Yaïci, responsable de l'achat et de la prospection des armes en Europe pour le compte du MARG.

De leur côté, les services spéciaux français, dénommés Main rouge et dont le champ d'action s'étendait en Allemagne et dans les autres pays voisins, redoublent d'agressivité et multiplient les actions contre Puchert et les représentants de l'ALN en Allemagne fédérale.

Deux bateaux affrétés par le capitaine Morris, l'«

Atlas » au port de Hambourg et « El Kahira » au port d'Ostende, seront détruits. Les deux navires étaient chargés d'armes destinées respectivement au port tunisien pour la logistique de l'Est algérien et au port marocain pour la logistique Ouest. Mais cela ne l'a pas empêché de respecter ses engagements envers les responsables du MARG, représentés en Allemagne par Si Nouasri.

Des quantités d'armes importantes furent livrées à l'ALN grâce à Puchert, désormais dans le collimateur des services spéciaux français.

Le 3 mars 1959, la Main rouge réussit à avoir des informations sur une rencontre qui devait avoir lieu entre Si Abdelkader Yaïci et Georg Puchert à Frankfurt.

En sortant de leur rendez-vous, les deux hommes se dirigent vers la voiture garée quelques mètres plus loin, mais Puchert a proposé à Yaïci de l'attendre sur le trottoir.

Le capitaine Morris mourra à l'intérieur de la voiture qui explosera. Une bombe avait été placée sous le châssis du véhicule pour, selon des témoignages concordants, tuer les deux hommes au même moment. Georg Puchert projetait de s'installer en Algérie pour travailler dans la marine marchande une fois l'indépendance du pays recouvrée. Il confiait à plusieurs proches qu'il voulait être enterré en Algérie. Abdelkader Yaïci, qui échappera à un autre attentat, neuf mois plus tard, assistera à l'enlèvement de la dépouille de son ami et remettra à la famille de la victime une somme d'argent pour prendre en charge tous les frais d'enterrement.

Si Nouasri a échappé à plusieurs autres attentats durant son séjour en Allemagne. Ce qui a fait sortir de leurs gonds les responsables de la RFA qui ont chargé le procureur général de la République fédérale de prendre en main le dossier. Le chancelier allemand s'est même élevé auprès du général de Gaulle contre les procédés des services spéciaux français, ont rapporté des journaux en ce temps-là. La police allemande est même intervenue à la suite de renseignements parvenus à la Bundeskriminalamt (direction générale de la police judiciaire). Elle a interpelé Si Abdelkader Yaïci, qui était en compagnie de Salah Goudjil, et l'a reconduit à la frontière suisse pour échapper aux agents de la Main rouge qui l'attendaient à la gare de Frankfurt

Sources : association du MALG

Des quantités d'armes importantes furent livrées à l'ALN grâce à Puchert, désormais dans le collimateur des services spéciaux français.

Hommage à Mandhar Benamar, ambassadeur de Tunisie en Allemagne

En poste en République d'Allemagne fédérale (RFA) dans les années 1950, le diplomate Mandhar Benamar a apporté une aide précieuse aux militants et moudjahidine lors de la Guerre de libération nationale. Il est allé jusqu'à héberger les militants de la cause nationale à l'intérieur même de son ambassade. La valise diplomatique de l'ambassadeur a été utilisée durant des années à transporter l'argent qui devait servir à payer les armes achetées en Europe. Si Abdelkader Yaïci a tenu à lui rendre un hommage particulier pour son aide et surtout son engagement personnel envers les hommes du MARG, en mission de prospection pour l'achat d'armes et de matériel pour le compte de l'ALN en Allemagne de l'Ouest.

Certains témoignages affirment que le diplomate tunisien, avant de s'éteindre d'une mort naturelle après l'indépendance de l'Algérie, avait exprimé auprès de l'ancien ministre Keramane le souhait de revoir pour la dernière fois son ami Si Abdelkader Yaïci. Les deux hommes, rapporte-on également, s'appréciaient mutuellement et avaient en commun le courage de faire face sans faillir à la Main rouge française qui ne lésinait sur aucun moyen pour arriver à ses fins n

Z. M.

Le commandant Omar

Les transmissions, les ondes lui doivent beaucoup

Par Abderrahmane Berrouane dit Saphar

Commandant Omar nom Ali Telidji

Ali Telidji, nom de guerre du commandant Omar, est né le 26 décembre 1923 à Laghouat. Son père Si Habib travaillait à la mairie. Mort prématurément, l'oncle Si Benaïssa élève ses neveux et nièces. Il s'engage dans l'armée française et devient sous-officier dans le service des transmissions. Début août 1956, il rejoint l'ALN après avoir été détaché auprès de l'Armée royale marocaine comme coopérant. Il a l'honneur et le privilège d'instruire et de former la première promotion des opérateurs radio de l'ALN, baptisée Promo- Zabana (août septembre 1956).

De cette promotion devaient sortir les cadres qui formeront à leur tour plusieurs promotions et dirigeront sous la direction du vommandant Omar les Transmissions nationales.

Le commandant Omar dirigera huit promotions sur les treize, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est de l'Algérie.

Il créera les premiers codes de chiffrement des messages radio et les premiers centres d'écoute, aussi bien à l'ouest qu'à l'Est. Il dirigera les premières promotions des chiffreurs-décrypteurs. En décembre 1956, il créera avec Sedar Senoussi, dit Moussa, la Première radio algérienne : « La voix de l'Algérie libre et combattante ». L'université de Laghouat porte son nom.

La naissance de la Voix de l'Algérie libre et combattante

Le témoignage du frère Abdelmadjid Aïssa Gaouar est authentique et objectif, c'est l'un des premiers témoins de la naissance de la RDA (Radiodiffusion de l'Algérie combattante). Le frère Aïssa a fait partie de la première promotion Zabana (août 1956-septembre 1956). Ce témoignage sera suivi par celui du défunt frère Laghouati sur le passage de la RDA à la RTA, donnant ainsi un éclairage authentique de la Radiodiffusion algérienne. Cette étude a été préparée par le frère Aboul Fath (Abdelkader Bouzidi) qui lui aussi n'a pas eu l'occasion de la publier de son vivant, c'est pour honorer leurs mémoires que nous publions ces témoignages.

A.B.

Direction des transmissions nationales (DTN)

I- Les opérateurs radio : les quatre premières promotions sont à l'Ouest (la première à Oujda - Zabana, les deuxième, troisième et quatrième à Nador) ; la cinquième promotion à l'Est à Fonduk Choucha ; la sixième promotion à l'Ouest ; la septième promotion à l'Est ; la huitième promotion à l'Ouest ; la neuvième promotion à l'Est ; la dixième promotion à l'Ouest ; la onzième promotion à l'Est ; la douzième promotion à l'Ouest ; la treizième promotion à l'Est.

II- Les dépanneurs radio : quatre promotions : les deux premiers à l'Ouest ; les deux dernières à l'Est. La dernière spécialisée des contrôleurs à l'Est

III- La promotion de chiffreurs : quatre promotions : les deux premières à l'Ouest ; les deux dernières à l'Est

IV- Total :

Promotion opérateurs radio = 670
Promotion dépanneurs = 72
Promotion chiffreurs = 70
Techniciens RDA = 20

———

Membres sécurité : 982

Souvenir de Abdelmadjid Gaouar dit Aïssa* sur la naissance de la Voix de l'Algérie libre et combattante

Sur la photo, on reconnaitra Houari Boumèdiene debout en Kachabia et à sa gauche Boussouf Abdelhafid, Commandant Omar Accroupis, à l'extrême gauche benacef Mustapha dit Laarbi et a l'extrême droite Benmiloud Nourredine, alias Bensouda

L'impact sans précédent d'une voix sur les forces en présence

Dans son magistral ouvrage *Sociologie d'une révolution*, le Dr Frantz Fanon a consacré un chapitre à la radiodiffusion algérienne durant la lutte de libération qu'il intitula « Ici la voix de l'Algérie … » (1). L'auteur y fait une longue analyse sur l'impact psychologique de cette voix sur la population algérienne et sur le rôle qu'elle a joué dans la société en guerre. Cette étude psychosociologique profonde permettra au lecteur de mieux comprendre les raisons qui ont poussé les responsables de l'époque à mettre sur pied cette réalisation technique et les effets que cette radio a eus sur le moral du peuple pendant les heures difficiles de sa lutte. Avant d'aborder les aspects techniques du sujet, il serait utile de faire ici un bref rapport de la situation qui prévalait au lendemain du déclenchement de la lutte armée jusqu'à Novembre 1956, date à laquelle la première émission fut lancée.

La première tentative de mise en service d'une station de radiodiffusion à la frontière algéro-marocaine eut lieu dans le courant de la troisième décade du mois d'octobre 1956.

Après de multiples essais dont les émissions dépassaient rarement trente minutes, la première émission débuta le soir du 14 novembre 1956 entre 22h et 23h30 par l'indicatif :

« Ici, la Voix de l'Algérie libre et combattante qui vous parle du cœur de l'Algérie » (indicatif répété à plusieurs reprises tant en langue nationale qu'en kabyle et français). L'hymne national *Kassaman* suivait cet indicatif.

Pendant plusieurs jours et pratiquement jusqu'à fin novembre 1956, nous nous sommes surtout attachés à faire connaître notre station et à diffuser nos fréquences d'émission. L'appel du 1er Novembre 1954 était le principal éditorial diffusé à cette époque. Chaque soir nous émettions d'un endroit différent situé dans un cercle dont le rayon variait entre 30 et 50 km environ.

Les impératifs de sécurité et de mobilité exigeaient que cette première station de la « Voix de l'Algérie libre et combattante » ne soit composée que d'un émetteur BC 610, d'un récepteur semi-professionnel, d'un groupe électrogène et d'un bloc d'antennes. La toute première équipe de cette première station était composée des frères : Si Mabrouk (chef de la Wilaya V), Si Omar (responsable des transmissions), Aïssa, Azzouz et Kaddour, tous trois de la première promotion des transmissions de l'Armée de libération nationale (ALN).

Après quelques tâtonnements et, dès le début de 1957, l'organigramme de cette première station fut en quelque sorte établi. Quatre secteurs le caractérisaient : information, rédaction, diffusion et technique.

La partie technique était dirigée par le frère Aïssa , assisté des frères Kadour et Si Mohamed.

La diffusion placée sous l'autorité du frère Belaïd Abdessalam était assurée comme suit :

- pour la langue nationale par les frères Si Mimoun et Si Cheikh,
- pour le kabyle par les frères Salah-Eddine et Abdeljellil.

Les secteurs de l'information et la rédaction réunissaient

---

* *L'un des premiers témoins des transmissions de l'ALN*

Les cadres de transmissions. Debout de g. à dr. : Saphar nom Abderahmane Berrouane, Si Ghaouti nom Hassani Abdelkrim, Bensouda nom Benmiloud Nourredine, Larbi nom Benacef Mustapha - Assis de g. à dr. : Moussa nom Seddar Senoussi, Abou El Fath nom Bouzid Abdelkader, Aïssa nom Abdelmadjid Gaouer

l'ensemble des frères et chacun apportait sa contribution dans l'élaboration de l'éditorial du jour, du bulletin de guerre et des différents communiqués. Cependant, si l'ensemble des frères présents épluchaient la presse et exploitaient les différentes sources d'information, la rédaction des documents précités était pratiquement, voire exclusivement du ressort des frères Abdesselam, Si Mimoun et Salah-Eddine. Par la suite, les frères Abdellatif, Rachid, Kechroud, Saïd et Toumi Mustapha rejoignirent ces deux premières équipes.

Avec cette organisation et ce renfort d'effectifs, la première station de la « Voix de l'Algérie libre et combattante » prend forme, gagne en efficacité mais devient aussi plus vulnérable.

Nos sources d'informations étaient assez variées :

- Sources internes : les informations communiquées par les postes de commandement (PC) des wilayas et l'ensemble du réseau des transmissions de l'ALN ; les messages ennemis captés par notre centre d'écoute qui n'avait d'ailleurs aucune difficulté à suivre les activités de la gendarmerie française surtout dans l'ouest algérien ; les directives et informations émanant de notre direction politique.
- Sources externes : les informations et commentaires diffusés par différentes stations de radio étrangères (française, BBC, Voix de l'Amérique, Moscou…) ainsi que celles des radios des pays frères et amis ; l'exploitation de la presse étrangère (française en particulier).

Sur la base de ces informations deux réunions quotidiennes réunissaient l'ensemble des participants. La première réunion du matin (entre 9 et 11 heures) avait pour objectif de dégager le thème central de l'éditorial du jour, la forme des différents commentaires et le contenu du bulletin de guerre (BG). Bien entendu, l'évènement du jour primait toute autre actualité. La réunion du soir (18-20 heures) était surtout consacrée à la lecture et à la correction des documents élaborés. L'ordre de diffusion de ces textes était aussi arrêté. Parfois, on procédait à la répartition des tâches pour les émissions du lendemain.

Sauf erreur, nos fréquences se situaient dans les gammes des 6 et de 7 mégahertz. Cependant, la fréquence des 6.750

La famille du Commandant Omar, Madame Telidji, Yazid ancien ministre du GPRA, deux fils de Omar, Ahmed Mehri

Ferhat Abbes avec la famille Telidji

De g. à dr. : Moussa nom Sedar Senoussi, Mahfoud nom Hadjadj Aouel Mustapha, Saphar nom Abderahmane Berrouane, Abou El Fath nom Abdelkader Bouzid, Mohamed nom Mohamed Benchaou, Aïssa nom Abdelmadjid Gaouer, Si Ghaouti nom Abdelkrim Hassani

Aux frontières du Mali: Bachir nom Reda Rahal, commandant Allahoum Hadj Mohamed, colonel Chaabani, commandant Omar

kilocycles était la plus utilisée.

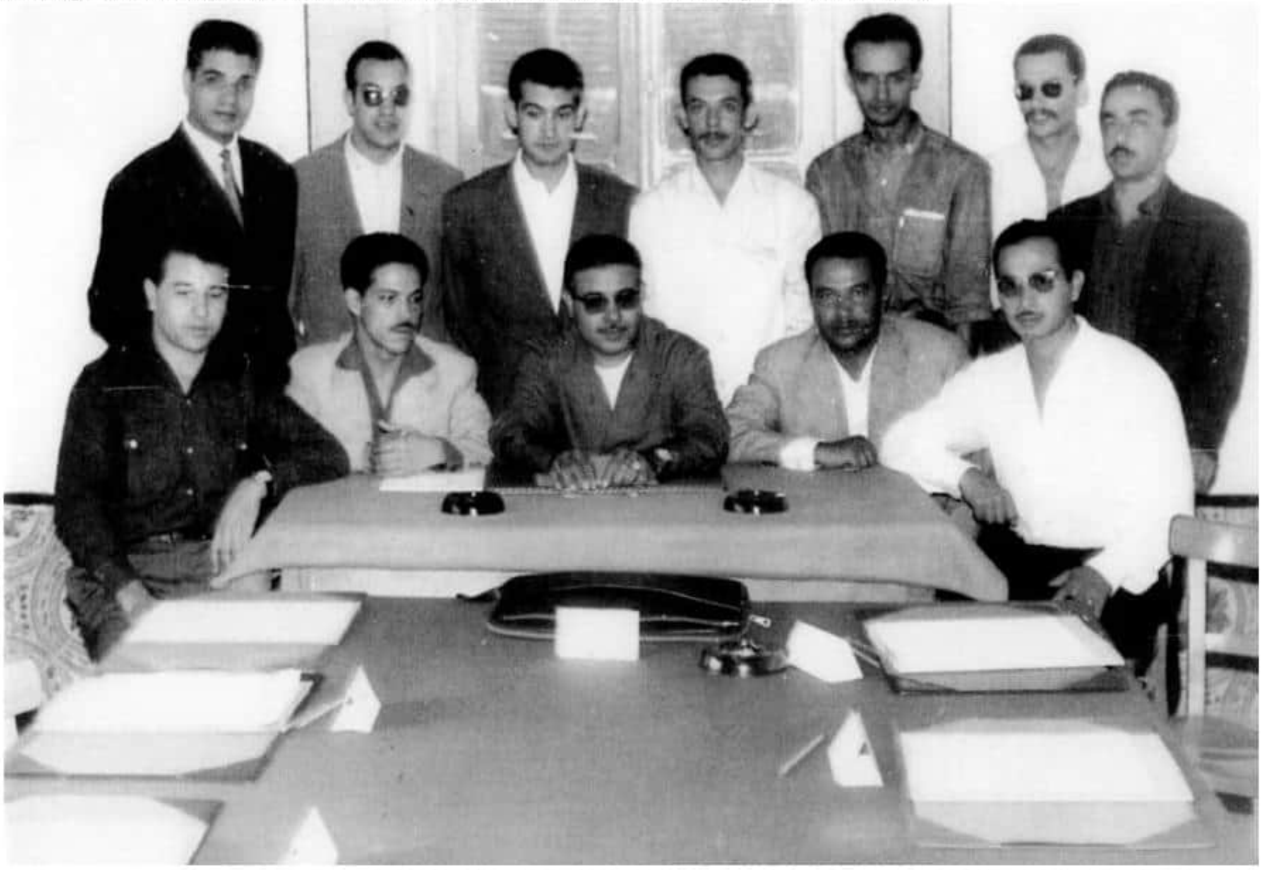
« La Voix de l'Algérie libre et combattante » fonctionna ainsi pendant plusieurs mois et donna naissance au milieu de l'année 1958 à une structure beaucoup plus étoffée disposant d'un matériel plus puissant et plus perfectionné.

Au sujet de l'organisation de cette deuxième station baptisée Radiodiffusion algérienne (RDA), Laroussi, Sabri, Merzoug et Soufi (2) seront à même de vous communiquer les noms des frères ayant pris la relève des pionniers de « La Voix de l'Algérie libre et combattante ».

Enfin, il y a lieu de signaler que l'ennemi a constamment essayé de brouiller nos émissions et de repérer notre station. A deux reprises, il bombarda les lieux d'où nous venions d'émettre mais sans succès. Sa première tentative eut lieu en avril 1957, vingt minutes après la fin de nos émissions et alors que nous étions déjà assez loin. Le second bombardement eut lieu en juillet 1957 (13 ou 23 juillet) alors que nous étions en pleine émission. Heureusement pour nous, les bombes larguées tombèrent toutes hors du périmètre de notre lieu d'émission.

A. G.

Debout a l'extrême gauche, Brahim Abdelkrim, et au centre, habillé en blanc, Mohamed Sefrdjeli.
Assis de g. à dr. : Bensouda, Moussa, Commandant Omar, Soufi Mohamed, Laaroussi nom Laghouati Abderrahmane,



Participants aux séries d'émissions de la « Voix de l'Algérie libre et combattante »
Par ordre d'arrivée

Boussouf Abdelhafid, alias Si Mabrouk, décédé.
Tellidji Ali, alias Commandant Omar, mort après l'indépendance d'un accident de voiture.
Gaouar Abdelmadjid, alias Aïssa, ambassadeur d'Algérie au Cameroun. Retraité
Benachour Abdelkader, alias Azzouz, chef d'état-major (Gendarmerie nationale).
Kaddour, dit aussi Swiss, trace perdue.
Boughara Loucif, alias Si Mohammed, fonctionnaire à la RTA. Décédé
Si Mimoun, membre de l'association des Ulemas.
Si Cheikh, mort au maquis en 1959.
Belaïd Abdesselam, alias Abdesselam, ancien ministre de l'Energie ; ancien Premier ministre.
Benabdallah Hamoud, alias Jughurta, magistrat à Bou Ismaïl. Retraité
Meziane Abdelmadjid, alias Salah Eddine, ministre de la Culture et du Tourisme, président du Haut-Conseil islamique, décédé.
Maachou Abdelkader, alias Abdeljellil, trace perdue, retraité du ministère de l'Energie.
Haouès Madani, alias Abdellatif, ancien directeur à la RTA.
Rachid, avocat à Constantine.
Kechroud Saïd, fonctionnaire au tourisme (ONAT). Retraité
Toumi Mustapha, fonctionnaire à la RTA, retraité.
Laghouati Abdelrrahmane, alias Laroussi, ancien directeur général de la RTA, décédé.
Melouk Mohamed, alias Sabri. Industriel
Merzoug Omar, ancien directeur général APS ; ancien ministre de la Communication, en retraite.
Soufi Mohamed, inspecteur d'académie à Ghardaïa. Décédé.

---

(1) Sociologie d'une révolution (L'An V de la Révolution algérienne) 1959, Frantz Fanon, Editions Maspero, pp 51-52

(2) A titre posthume, par les écrits de certains d'entre eux qui ne sont plus là

L'épopée des transmissions nationales

Par le défunt A.Hassani

Face à une cohorte armée qui ne reculait devant aucun acte de sauvagerie similaire à des crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, le peuple algérien se trouvait dans l'obligation de défendre son droit à la vie, à la liberté, à la dignité par tous les moyens. De ce fait, il puisait ses forces de légitime défense dans les potentialités de ses hommes, de ses femmes, de sa jeunesse. C'est ainsi qu'en 1956 les héros de la guerre de Libération, notamment ceux de la Wilaya V, ont compris que les combats qui se déroulent depuis le 1er novembre 1954 se doivent de s'adapter aux conditions d'un affrontement de type particulier, celui qui opposait une armée colonialiste sans foi ni loi et qui ne reculait devant aucun subterfuge pour briser le FLN. Parmi les méfaits dont se distinguait la soldatesque de l'occupation les tortures que leurs auteurs n'hésitaient pas à décrire avec raffinement et au grand jour, l'utilisation des moyens de destruction massive des combattants comme des populations innocentes qualifiées de fellaghas décrits avec force détails , et sans que ces crimes viennent troubler ni la conscience des donneurs d'ordre ni celle des vulgaires tueurs. Devant ces nouvelles données, les responsables de la Wilaya V avaient compris, l'expérience des combats aidant, que si l'ALN avait besoin d'accroître ses forces militaires pour venir à bout de l'ennemi , la victoire n'était pas seulement au bout de la mitrailleuse, mais qu'elle était fonction de l'information et du renseignement : connaître son ennemi, le repérer, affronter ses ruses, sa propagande, informer la population , assurer la coordination au sein du FLN constituaient autant de conditions à remplir pour avoir quelques chances de répondre aux objectifs de la Révolution. C'est à partir de ces réflexions que dès le début de 1956, Larbi Ben M'hidi , dit Si Mohammed, Boussouf, dit Si Mabrouk, assistés de Si Moussa, de Si El Ghouti , de Si Abdelmoumen tombé au champ d'honneur fin 1956, de Si Omar et de tant d'autres ont songé à la mise en œuvre d'un système de transmissions parfaitement intégré à notre organisation militaire. Les ouvrages de Si Moussa – que Dieu ait son âme – Ondes de Choc (edition Anep) et de Si El Ghouti Guerilla sans visage (édition ENAP) permettent au lecteur d'avoir une idée sur les circonstances du lancement du projet, de son développement et de ses résultats. L'école des transmissions ouverte en 1956, suivie de celle des cadres politiques en 1957 furent les premiers jalons d'un nouveau processus structurel de la Révolution. Celle-ci disposait à présent de moyens modernes qui lui permettaient d'agir en fonction de l'information, de connaître les intentions de l'ennemi, de procéder à la défense et à la sécurité de notre armée et de nos hommes. Les jeunes Algériens, engagés dans une longue action faite d'embuches, de clandestinité, de dangers permanents, ont su relever le défi de la modernité au service d'une lutte héroïque. Près de quatre-vingt d'entre eux âgés de 16 à 22 ans sont tombés au champ d'honneur après avoir accompli leur mission avec succès. Quelques années plus tard, en 1960, Si Boussouf ouvrait la Base Didouche qui constituait un centre d'exploitation de haut niveau mettant à la disposition du GPRA et de l'ALN les résultats de l'interception des réseaux ennemis. Bien sûr, les réseaux mis en œuvre comportaient des inconvénients, entre autres leur vulnérabilité et l'interception par l'ennemi de certains de nos messages. Mais là, il fallait croiser le fer avec lui, s'aguerrir, retrousser les manches et se lancer dans une aventure aussi passionnante que la première. Mais n'est-ce pas à ce prix que nous avons fait plier le genou de Goliath ? La génération qui prendra le flambeau saura mener à bon port la grande aventure que leurs aînés ont menée de 1956 à 1962 ■

A. H.

8 Mai 1945 à Sétif

Chronique d'un massacre annoncé

Par Anis Laïdaoui

Pour célébrer la chute de l' Allemagne nazie, les nationalistes algériens des Amis du Manifeste et de la liberté (AML) de Ferhat Abbas et du PPA (dissous) de Messali Hadj (en résidence surveillée) organisent un défilé à Sétif avec les drapeaux alliés en tête. Des pancartes et drapeaux algériens sont déployés. Les pancartes portent les slogans « Libérez Messali », « Vive l' Algérie libre et indépendante », « Vive la Charte de l' Atlantique », « A bas le colonialisme ». Bouzid Saâl, qui refuse de baisser le drapeau algérien qu'il brandit, est assasiné par un policier à bout portant. Cela déclenche une émeute qui sera suivie d'une répression atroce.

Au printemps 1945, l'ambiance est tendue parmi la population européenne. Des bruits alarmistes circulent sur un imminent soulèvement musulman. D'autant que l' Algérie connaît depuis quelques mois une situation alimentaire catastrophique, résultat de l'absence de presque tous les hommes valides. Messali Hadj est déporté à Brazzaville le 23 avril 1945. Le PPA organise, le 1er mai, dans tout le pays, des manifestations qui se veulent pacifiques et sans armes, et où pour la première fois est brandi un « drapeau algérien ». Les manifestations se sont passées dans le calme sauf à Alger et à Oran où ont eu lieu des affrontements avec la police ; la répression était brutale faisant plusieurs morts. Quelques jours plus tard, c'est l'annonce de la reddition allemande. C'est la fin de la guerre : des manifestations étaient prévues un peu partout pour le 8 mai.

Messali Hadj

Ferhat Abbas

Répression et massacres

À Sétif, le rassemblement séparé des manifestations officielles est autorisé à condition qu'il n'ait pas un caractère politique. Aucune bannière ou autre, symbole revendicatif n'est toléré. Un drapeau autre que celui de la France ne doit en aucun cas être déployé. Les slogans anti-français sont également interdits tout comme le port d'armes, de bâtons ou de couteaux.

Les manifestants envahissent les rues dès 8 heures du matin. Estimés à plus de 10 000 personnes, ils se mettent en branle chantant l'hymne nationaliste Min Djibalina (du haut de nos montagnes). Ils défilent avec des drapeaux des pays alliés vainqueurs du nazisme. Bravant l'interdit, ils brandissent aussi des pancartes sur lesquelles des tracts significatifs sont inscrits comme « Libérez Messali », « Nous voulons être vos égaux » ou « À bas le colonialisme ». Le pas est franchi. Quelques instants plus tard, et alors que la tension monte de plusieurs crans, c'est en chiens de faïence que se regardent manifestants et policiers déployés en grand nombre en cette journée de fête qui ne tardera pas à tourner au drame. « Vive l'Algérie libre et indépendante » met la poudre au feu. En tête de la manifestation, Aïssa Cheraga, chef d'une patrouille de scouts musulmans, arbore le drapeau algérien, l'occasion pour le commissaire Olivieri de s'en emparer. Nul ne sait quelles étaient ses intentions mais c'est trop tard puisque la situation dégénère et prend une tournure tragique.

Selon un témoin, des Européens, en marge de la manifestation, se précipitent sur la foule et y mettent leur grain de sel. Les porteurs des banderoles et des drapeaux refusent de céder aux injonctions des policiers. Un jeune homme de 26 ans, Bouzid Saâl, est abattu par un policier. Les autres policiers lui emboîtent le pas en ouvrant le feu à leur tour. C'est la panique générale. Il a fallu du temps pour que les choses reviennent à la normale. L'entrée persuasive des tirailleurs a fait craindre le pire. Mais, comme si tout le monde s'est donné le mot, la manifestation de Sétif fait tâche d'huile et un mouvement similaire est signalé dans différents villages environnants. A Aïn Kebira, Beni Aziz, Amouchas, Kherrata et bien d'autres villages, les indigènes affichent bruyamment leur élan de solidarité à leurs frères de Sétif.

Le soir même, c'est la ville de Guelma qui plonge dans l'horreur. Le sous-préfet Achiary, un ancien résistant, ordonne de tirer sur les manifestants. Des renforts convergent vers la ville pour ramener le calme et, le cas échéant, utiliser la manière pour dissuader les manifestants à continuer leur mouvement.

Des Algériens froidement assassinés

Un bataillon d'infanterie de Sidi Bel Abbès arrive le 9 dans la journée pour évacuer les Européens » encerclés par les émeutiers.

Les massacres des jours suivants

Dans un télégramme daté du 11 mai 1945, le général de Gaulle, chef du gouvernement français provisoire, ordonne l'intervention de l'armée, sous le commandement du général Duval, qui mène une terrible répression contre la population indigène. La marine y participe grâce à son artillerie, ainsi que l'aviation. Le

Un crime contre l'humanité occulté

Une répression systématique

général Duval rassemble toutes les troupes disponibles, soit deux mille hommes. Ces troupes viennent de la Légion étrangère, des tabors marocains, qui se trouvaient à Oran en passe d'être démobilisés et qui protestent contre cette augmentation imprévue de la durée de service, une compagnie de réserve de tirailleurs sénégalais d'Oran, des spahis de Tunis et des tirailleurs en garnison à Sétif, Kherrata et Guelma.

La répression, menée par l'armée et la milice, est d'une incroyable violence : exécutions sommaires, massacres de civils, bombardements de mechtas. Le croiseur Duguay-Trouin et le contre-torpilleurs Le Triomphant, tirent plus de 800 coups de canon depuis la rade de Bejaia sur la région de Sétif. L'aviation bombarde plusieurs agglomérations. Une cinquantaine de « mechtas » sont incendiées. Les automitrailleuses font leur apparition dans les villages et tirent à distance sur les populations. Les blindés sont relayés par les militaires arrivés en convois sur les lieux. De nombreux corps ne peuvent être enterrés. Ils sont jetés dans les puits, dans les gorges de Kherrata. Pendant deux mois, l'Est de l'Algérie connaît un déchaînement de folie meurtrière. Un journaliste américain écrira : « It was an open season », pour décrire la chasse à l'homme, à l'indigène devenu une cible sur laquelle les soldats tirent à bout portant. Les corps des victimes gisaient partout, dans toutes les rues de ces villes meurtries et sans defense. Les milices poussent l'horreur jusqu'à exécuter sommairement successivement des dizaines, voir des centaines d'Algériens qui, avant de mourir, devaient creuser leurs tombes. A Guelma, les prisonniers sont transportés en dehors de la ville, à Kef El-Boumba, près d'Héliopolis, où ils sont tous abattus. Des corps arrosés d'essence sont brûlés sur la place publique ou dans les fours à chaux. Des groupes entiers de prisonniers, enchaînés et alignés, sont écrasés par les roues de chars, des nourrissons sont pris par les pieds pour être projetés contre les rochers. Les blindés et l'artillerie, aidés par l'aviation, pilonnent toutes les « zones de dissidence ». L'horreur avait atteint son comble.

De nombreux musulmans, dirigeants politiques et militants, du Parti du peuple algérien (PPA), des Amis du manifeste des libertés (AML) (dont le fondateur Ferhat Abbas) et de l'association des oulémas furent arrêtés. Lorsqu'une faction ou un douar demandait l'aman (« le pardon »), l'armée réclamait les coupables. Le 28 février 1946, le rapporteur de la loi d'amnistie (qui fut votée) déclarait en séance : « Quatre mille cinq cents arrestations sont effectuées, quatre-vingt-dix-neuf condamnations à mort sont prononcées, soixante-quatre condamnations aux travaux forcés à temps. Deux mille cinq cents autres indigènes attendent encore d'être jugés. »

La répression prend fin officiellement le 22 mai. L'armée organise des cérémonies de soumission où tous les hommes doivent se prosterner devant le drapeau français et répéter en chœur : « Nous sommes des chiens et Ferhat Abbas est un chien. » Des officiers exigent la soumission publique des derniers insurgés sur la plage des Falaises, non loin de Kherrata. Certains, après ces cérémonies, sont embarqués et assassinés. Pendant de longs mois, les Algériens musulmans continuèrent à fuir pour se mettre à l'abri, au bruit de chaque mouvement suspect du colonialiste.

Les évènements de Sétif, Guelma et Kherrata sont les précurseurs de lendemains encore plus sanglants mais aussi de la naissance de mouvements indépendantistes prêts à entrer en action pour libérer le pays du joug colonialiste. Le 8 mai 1945, plus de 45.000 Algériens ont trouvé la mort dans une répression jamais égalée. Ces tueries, au lieu d'asservir l'indigène, l'ont au contraire encouragé à réfléchir à la manière de faire plier l'ennemi. Le CRUA, né bien après la dissolution de l'O.S, a décidé de passer à l'action. Celle-ci survendra le 1er novembre 1954 quand ces mêmes indigènes ont décidé de découdre avec l'ennemi.

A. L.

Saci Benhamla raconte les massacres du 8 mai 1945 à Guelma

Achiary et les milices civiles étaient derrière l'horreur

Saci BENHAMLA

L'horreur a été poussée à son paroxysme, le 8 mai 1945, d'après les témoins oculaires qui se sont exprimés plusieurs années après. Sassi Benhamla, président de l'Association du 8 Mai 1945 de Guelma, est parmi ceux qui ont été formels quand ils avaient témoigné de l'horreur. Pour lui, le colonialisme avait poussé sa machine de répression à ses extrêmes, durant les deux premières semaines de mois de mai 1945 dans la région de Guelma. Cet ancien militant du Parti du peuple algérien (PPA) raconte dans ce récit comment des cadavres d'Algériens furent jetés dans des fours de chaux à la veille de la venue de la commission dite Tubert.

Par Nacer ZENATI

Le sous-préfet André Achiary, le boucher du massacre de Guelma

Guelma-Setif-massacre

Guelma-Sétif: mêmes scènes de massacre

« Dès l'annonce de la constitution de la commission d'enquête, présidée par le général Tubert, les milices et les services de sécurité se sont attelés à dissimuler des cadavres en les jetant dans des fours à chaux », a d'emblée indiqué le président de l'Association du 8 mai 1945. « Les historiens doivent savoir que les villes et villages martyrisés par le colonisateur durant les massacres du 8 mai 1945, avaient vécu ces évènements différemment, à cause de l'absence de liaisons entre eux », a encore souligné ce témoin des évènements de Guelma.

C'est ainsi que Benhamla, premier responsable de la cellule du Parti du peuple algérien (PPA) à Guelma, a illustré son propos à partir de ce qu'il avait vécu dans sa ville natale, en endossant la responsabilité de ces crimes au sous-préfet André Achiary, en poste, à cette époque, dans cette localité.

C'est dans ce contexte que Benhamala, un militant infatigable de la vérité sur les massacres du 8 mai 1945 qui, malgré son âge avancé et sa maladie, continue à dénoncer ce crime que la colonisation cherche à occulter, a expliqué que tout a commencé quand, à la veille de la fête du 1er Mai, le sanguinaire Achiary interpella, par le biais des services de sécurité, les dirigeants du PPA de Guelma pour leur signifier qu'il leur était interdit d'organiser tous seuls une marche, pour fêter la fin de la Seconde Guerre mondiale, en parallèle à la marche prévue par les officiels ». Et de préciser : « Nous ignorions à ce moment-là que la police avait tiré sur les manifestants du 1er mai à Alger. »

Dans son récit, Benhamla situe le début des provocations d'Achiary, un sous-préfet inconditionnel de la colonisation, lorsqu'il avait procédé à l'arrestation de Abdelmalek Ouartsi, responsable à Guelma du PPA et des Amis du manifeste pour les libertés (AML).

Agissant sous la couverture des AML, raconte encore Benhamla, un rescapé des massacres du 8 mai 1945, le PPA était en réalité le principal organisateur des manifestations du 1er Mai à Guelma. Il y avait comme une odeur de poudre en l'air, selon ce témoin, car, selon ses précisions, Achiary avait commencé à armer les ultras (milices civiles), dès le 16 avril 1945.

La répression sanglante commença à Guelma, dès le 8 mai 1945 à 16 heures, se rappelle Benhamla

Le crime était préparé, depuis au moins un mois, selon le témoignage de ce militant de Guelma du PPA. Les gendarmes armés se tenaient déjà devant les manifestants, agissant sous les ordres d'Achiary qui se tenait derrière eux. La première victime fut le martyr Boumaza qu'une balle atteignit, dès les premiers coups de feu. La suite est connue : des milliers de morts. Une véritable boucherie perpétrée sous les ordres du sinistre Achiary.

Les colons continuaient à semer la mort, au-delà du 8 mai 1945.

Benhamla raconte que dès le début de la deuxième semaine du mois du mai, les autorités coloniales distribuèrent des armes dans les casernes militaires. Le 10 mai, selon lui, neuf personnes furent froidement exécutées dans la caserne, parmi eux le fils du kadi de la ville qui fut fusillé devant lui, son père. Benhamla garde l'image d'un enseignant ultra qui fut d'une sauvagerie inouïe, raconte-t-il. Il fut derrière les exécutions sommaires d'Algériens venus de plusieurs régions en plein ville de Guelma. Cet enseignant sanguinaire opérait, selon Sassi, en faisant exécuter des Algériens qu'il avait auparavant listés. Dans son œuvre macabre, il prenait le soin de mettre sur sa liste macabre les noms de ses anciens élèves.

A partir du 11 mai, Guelma était un véritable terrain de chasse à l'homme. Benhamla raconte que les milices avaient d'abord libéré les prisonniers et fait sortir les malades des hôpitaux avant de les exécuter en plein ville. Ce fut une boucherie indescriptible, se souvient encore l'un des derniers témoins du massacre de Guelma.

Il se rappelle également la carrière de pierre, appelée carrière Tive. C'est là que les milices acheminaient des Algériens arrêtés dans les localités, villages et douars environnants, et les achevaient froidement. Les dépouilles étaient jetées dans des fosses profondes avant qu'elles ne soient brûlées. Les habitants de Guelma sentaient l'odeur de la chair brûlée, se remémore encore ce témoin de l'horreur perpétré par le colonialisme contre des civils sans armes à Guelma quelque temps seulement après la libération de Paris de l'occupation nazie.

L'imagination meurtrière des milices sanguinaires fut poussée jusqu'à son paroxysme quand elles décidèrent de mettre les cadavres dans des fours à chaux du fameux Djebel El Boumba. Elles cherchaient, raconte Benhamla, à dissimuler les traces de leur ignoble crime, à la veille de la venue de la mission d'enquête à Guelma (commission Tubert).

Près de 12000 Algériens furent froidement exécutés à Guelma, lors de ces événements qui ensanglantèrent l'Algérie. Ces massacres furent aussi le véritable déclencheur d'une colère qui s'étendra sur l'ensemble du territoire national. C'était le 1er Novembre 1954, une révolution populaire pour l'indépendance, au cours de laquelle Guelma la martyre fut une haute place du combat libérateur du peuple algérien.

N. Z.

Massacres du 8 mai 1945 à Guelma, Sétif et Kherrata

Les demi-vérités de la Commission « Tubert »

Près de 67 ans après, la vérité sur ce qui s'est passé dans le Nord Constantinois reste toujours à révéler. La France, qui fêtait la victoire contre le nazisme et le départ du dernier soldat hitlérien de la terre qui a enfanté les droits de l'homme, grâce, aussi et il faut le rappeler, à l'engagement des tirailleurs algériens, découvrait, surprise, la revendication nationaliste en terre d'Algérie. Sa réaction fut foudroyante. 45 mille Algériens massacrés dans le Nord Constantinois. La Commission dépêchée par le général de Gaulle, à sa tête le général Paul Tubert, malgré des conclusions partielles et peu précises, n'a pu être médiatisée que plusieurs années après.

Par Nacer ZENATI

Général de gendarmerie, Paul TUBERT ancien résistant au nazisme. Il à conduit une commission d'enquête dans le nord constantinois, suite aux masacres du 08 mai 1945

Ministre de l'intèrieur

Le Général De Gaulle

Document

La commission d'enquête officielle, nommée le 18 mai 1945 par le général de Gaulle et conduite par le général de gendarmerie, Paul Tubert, pour enquêter sur les massacres du 8 mai 1945, n'a pas pu mener sa mission concrètement, avaient affirmé les rédacteurs du rapport final de cette commission.

Jeté pour longtemps dans les oubliettes, le contenu du rapport de la commission Tubert sur les évènements, préfacé par l'historien Jean-Pierre Peyroulou, a été révélé grâce au site électronique de la Ligue française des droits de l'Homme.

Si le rapport n'a consacré que peu d'espace à la férocité de la répression contre les Algériens, il dresse, néanmoins, un tableau sur la situation qui prévalait avant le début des massacres et l'atmosphère «insurrectionnelle» qui régnait en Algérie où «le désir d'émancipation» s'était clairement exprimé depuis la remise en 1943 par Ferhat Abbas du Manifeste du peuple algérien aux autorités françaises.

Le rapport de la commission Tubert, qui avait mis l'accent sur le refus des réformes par les colons, a pu, cependant, cerner le climat psychologique qui prévalait en Algérie avant les évènements.

Ce rapport, en outre, illustrait le mobile patriotique des manifestations par la demande de libération de Messali Hadj (leader du mouvement national et dirigeant du PPA).

Ainsi, nous pouvons lire dans ce rapport que «la commission a constaté que bon nombre de manifestations se sont déroulées en Algérie les 1er et 8 mai. Toutes ces manifestations étaient à caractère exclusivement politique et avaient pour but de réclamer la libération de Messali et l'indépendance de l'Algérie.»

Les rédacteurs de ce document ont, à la fin du rapport, suggéré «la présence de troupes mobiles (...) pour ramener la confiance et empêcher la formation de groupes armés échappant à tout contrôle et la définition, avec netteté et sincérité, des programmes politiques et économiques que les pouvoirs publics (autorités coloniales) décideront d'appliquer en Algérie».

Le rapport ne pouvait prétendre cerner l'ensemble des évènements, en raison des «tergiversations» du gouverneur général d'Alger, Chataigneau, obligeant, selon le document, la commission à recourir aux informations confiées par un nombre de personnalités à Alger et aux renseignements recueillis à Sétif durant la journée du 25 mai 1945.

L'historien Peyroulou qui écrivait que la commission n'avait pas pu se rendre à Guelma où «les massacres de civils se poursuivaient» au-delà de la date de l'arrivée de la commission Tubert» à Alger, a relevé que la commission avait fait du «sur-place à Alger» du 19 au 25 mai.

«Pourquoi la commission n'est-elle pas allée à Guelma ? Non seulement parce que le général de Gaulle voulait absolument sauver un représentant de la résistance en Algérie, André Achiary, l'un des organisateurs de la milice européenne, mais aussi parce qu'à Guelma, la répression menée par cette milice officiellement dissoute, se poursuivait toujours dans les faits. Elle s'est poursuivie jusqu'au 25 juin», avait expliqué l'historien Peyroulou dans sa préface.

Cet historien, qui a consacré un ouvrage sur les évènements de mai 1945 à Guelma, avait, également, affirmé que «la répression s'est poursuivie jusqu'au 25 juin», jour où le ministre de l'Intérieur Tixier arriva à Guelma. « Il y eut 4 morts ce jour-là. Ce furent les derniers. Quand il repartit, les meurtres cessèrent.»

«En somme, on promena Tubert et la nomination de la commission Tubert fut une menace qu'agita le gouvernement provisoire pour faire cesser la répression », avait encore souligné Peyroulou.

«Mais celui-ci n'avait aucune intention de le laisser constater effectivement l'ampleur de la répression», écrivait cependant Peyroulou.

S'agissant du devenir de cette commission, l'historien français a soutenu que «le rapport fut oublié. Il ne fut pas diffusé. De toute façon, après la révolte de Madagascar, et une fois la guerre d'Indochine entamée, l'épisode du 8 mai 1945 dans la région de Constantine n'intéressait plus personne en France», conclut l'historien.

La commission avait cessé de travailler officiellement le samedi 26 mai au soir, «dès qu'elle reçut des instructions de revenir à Alger», précise le rapport.

Le général de gendarmerie Tubert, résistant contre l'occupation allemande en France, était depuis 1943 membre du Comité central provisoire de la Ligue des droits de l'homme et membre de l'Assemblée consultative provisoire à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il a été nommé à la tête de la commission d'enquête sur les évènements du 8 mai 1945 en Algérie, par le général de Gaulle à la demande du ministre de l'Intérieur Tixier.

N. Z.

Par **Ammar Belhimer**

Wilaya IV : l'ALN comme un poisson dans l'eau

Guerre sur plusieurs fronts

C'est d'abord une zone avant que le Congrès de la Soummam ne l'érige en wilaya. Comme toutes les autres zones du pays, l'Algérois – zone 4 – est partie prenante de l'embrasement recherché le 1er novembre 1954. Elle est alors dirigée par Rabah Bitat, assisté de Rabah Bouadjadj. Bitat est à la tête de 200 hommes, diversement armés, dans la Mitidja ; ses adjoints sont Ouamrane, Souidani et Bouchaib. Bouadjadj, qui dirige cinq groupes de fidayine, est l'auteur des explosions dans l'usine à gaz du Hamma, l'immeuble de la radio rue Hoche et les entrepôts des carburants Mory sur les quais du port d'Alger.

Un moudjahid en position de tir

La Wilaya IV, wilaya algéroise, est issue du Congrès de la Soummam, tenu du 20 août au 5 septembre 1956. C'est un concentré du sous-continent que forme le pays : y cohabitent des hommes et des femmes issus géographiquement de la ville et de la campagne, socialement de la bourgeoisie de plus en plus paupérisée, du petit commerce et du prolétariat naissant.

Le tracé de la Wilaya IV englobe une diversité qui rassemble la riche vallée du Cheliff, la fertile Mitidja, une partie des terres céréalières du Sersou et les maraîchers du Sahel.

Sur le plan social, couvant comme un feu sous la cendre, la résistance rurale s'est métamorphosée en nationalisme citadin, forgé dans les villes et véhiculé par la petite bourgeoisie urbaine. Il constitue « un

Des Moudjahidine de la Wilaya IV

potentiel insoupçonné d'énergie qui, au contact des nouveaux porteurs du mot d'ordre de la lutte contre l'envahisseur, va éclater, se revivifier et embraser les djebels » (1). Toutefois, les paysans pauvres des djebels demeurent le fer de lance de la Révolution.

Ce concentré d'Algérie est également un concentré intense de colère et de rejet de l'ordre colonial : l'ALN y compte 5.000 hommes dès 1955, 9.000 au milieu de 1958 (2). A leur tête, un ancien cheminot, Si M'Hamed, de son vrai nom Ahmed Bougara, « un homme droit et démocrate, profondément un homme de justice », nous dit le meilleur biographe et historien de la Wilaya IV, Ahmed Réguia. Ahmed Bougara meurt le 5 mai 1959.

Les djounoud de la Wilaya IV sont ensuite commandés par Si Mohamed, autre chef militaire, vénéré, dynamique, ancien syndicaliste. Il tombe à Blida le 8 août 1961.

Les premiers éléments qui forment les cadres et combattants de la zone 4 sont soit des anciens militaires (Ouamrane, Ali Khodja, Bounaâma) de l'armée française, soit des ouvriers (Si Lakhdar, maçon, Azzedine chaudronnier, Bouchafa mécanicien, Fettal soudeur, Debbih ajusteur) ou des employés (Bitat est employé d'une fabrique de tabac, Si M'hamed cheminot).

Chaque région de la Wilaya IV est dotée d'une katiba prenant le nom de son premier chef tombé au combat :

- Zone 1 : El Athmania, El Omaria,
- Zone 2 : El Zoubiria,
- Zone 3 El Karimia, El Hassania,
- Zone 4 : El Hocinia, El Hamdania,
- Zone 5 : El Azizia, El Hakimia,
- Zone autonome : Alger (à la suite du fractionnement des katibas).

Trois zones avaient également un commando :

- le commando Ali Khodja pour la zone 1,
- le commando Si Mohamed pour la zone 2,
- le commando Djamel en zone 3.

Un tel quadrillage rendait inaccessibles à l'ennemi nombre de villages. « Il n'était pas question pour le percepteur ou l'ancien caïd de venir lever l'impôt dans les régions montagneuses sous contrôle de l'ALN. L'état-civil, la justice, l'impôt (sous forme de cotisations calculées selon les revenus), la scolarité, le service de santé, l'aide sociale aux nécessiteux relevaient de la compétence de l'ALN. » Celle-ci assurait les prérogatives d'un Etat indépendant, tout en réagissant sur plusieurs fronts : contre les groupes

Photo souvenir au maquis

messalistes, contre les groupes psychologiques de l'armée coloniale, contre les troupes françaises, régulièrement dépouillées de leurs armes et poussées dans leurs ultimes retranchements, contre les harkis, les goumiers, les traîtres, les collaborateurs de l'administration coloniale, les indicateurs et les défaitistes.

Lutte sur plusieurs fronts

L'année 1957 sera particulièrement éprouvante : l'ALN est opposée, chez elle et en dehors de ses frontières, aux troupes françaises ainsi qu'à des formations parallèles se réclamant faussement d'elle et arborant, elles aussi, l'emblème national. Il s'agit des messalistes. La guerre aux messalistes est ouverte dès les derniers mois de 1955. Les messalistes du Dahra et de l'Ouarsenis furent écrasés en 1956 et début 1957 par les katibas et le commando engagés par Si El Baghdadi et Si Mohamed.

Autre tournant décisif dans l'histoire de la Wilaya IV : l'échec de l'opération Djillali Belhadj, dit Kobus, ancien militant MTLD et ancien membre de l'Organisation Spéciale qui a carrément opté pour la France au terme d'interrogatoires qui le poussèrent à donner des gages à la police (« il devint tout à fait un indicateur ») pour pouvoir être libéré rapidement. L'ALN décida de s'attaquer à ses cantonnements en 1957. L'opération est menée par le commando Djamal, sous le commandement du chef politico-militaire de la zone 3 (Ouarsenis) : le capitaine Si Mohamed. Malgré le soutien de l'armée française, Belhadj est défait et ses troupes le désertèrent pour rejoindre le maquis. Un millier d'hommes, dont 750 munis d'armes de guerre, rejoignirent le conseil de wilaya à la fin avril 1958.

En réaction, une féroce répression est entreprise, notamment à Alger, par les parachutistes de Massu. Auparavant, cette répression était en place contre la grève des 8 jours qui débuta le 28 janvier et se termina le 3 février 1957.

Ainsi donc, tous les moyens étaient mobilisés à la perfection : les armes, la persuasion, la propagande écrite et orale.

La situation militaire est illustrée par une embuscade montée par un commando de l'ALN en zone 4 de la Wilaya IV, composé de 180 hommes, le 28 février 1957. 23 soldats du contingent, deux sous-officiers et un officier du convoi de ravitaillement du 22e régiment d'Infanterie sont décimés, en plus de quatorze blessés dont un officier et un médecin laissés pour morts, sur l'itinéraire reliant Dupleix et le poste de Bou Yamen. L'avion d'accompagnement est également abattu dès le début du combat et le pilote tué.

Cette victoire annonce des lendemains difficiles, « le temps des grandes épreuves », qui s'étaleront de 1959 à 1962. En effet, dès les premiers mois de l'année 1959, Si M'hamed, qui vient de perdre deux prestigieux

Des Moudjahidines au maquis

commandants, Azzedine et Omar Oussedik, partis à l'étranger, doit faire face à de grandes épreuves en Wilaya IV : les coups de boutoir des grandes opérations de Challe, la gangrène injectée dans ses rangs et l'action pernicieuse des services spéciaux.

Si M'hamed faisait face en se disant : « Il ne faut pas glisser dans le maccarthysme. » Il tombera aux Ouled Bouachra dans le Titteri. Ses compagnons garderont de lui le souvenir d'un grand féru de poésie qui n'arrêtait pas de murmurer les quatre premiers vers du poème de Victor Hugo, Oceano Nox :

« Oh ! combien de marins, combien de capitaines
Qui sont partis joyeux pour les courses lointaines,
Dans ce morne horizon se sont évanouis !
Combien ont disparu, dure et triste fortune ! »

Comme un poisson dans l'eau

A partir de 1959, les effectifs ennemis mobilisés sont impressionnants, mais ils ne suffiront jamais à vaincre définitivement l'ALN.

L'art militaire tient d'un génie millénaire hérité des méthodes traditionnelles des circoncellions et des harcèlements de l'Emir Abedelkader : « Il s'agit de profiter de l'effet de surprise, de frapper vite et de se diluer dans la nature en emportant le plus d'armes possibles. L'engagement doit être bref, sa durée n'excédera pas 15 à 20 minutes, car au-delà c'est l'intervention des grands moyens français (aviation, artillerie, troupes aéroportées, etc.) et il faut éviter cette situation qui inverse le rapport des forces (…) C'est plutôt le pragmatisme, la résurgence de formes de résistance anciennes, l'expérience de certains anciens militaires, le tout appliqué à une situation particulière de l'Algérie qui donnera le type de combat de l'ALN. » (3)

Les généraux, venus faire oublier leur défaite à Diên Biên Phu, au Vietnam en 1954, ont à faire à de petits fellahs analphabètes, qui ne sont pas passés par des écoles primaires et encore moins par les grandes écoles militaires, mais qui auront le dernier mot dans l'affrontement.

Les généraux français entreprirent alors d'assécher l'eau de l'oued pour tuer le poisson. Ils engagèrent les regroupements massifs de populations rurales, sous le feu de l'artillerie et de l'aviation. Ces populations sont rassemblées d'autorité dans des zones interdites dans l'Ouarsenis, l'Atlas blidéen, le Dahra.

L'opération est d'une envergure telle qu'à la fin de 1957 la population regroupée est estimée officiellement à 160.000 personnes. Elle va quintupler dans les années suivantes.

Les villes prennent alors le relais. Les manifestations de masses de décembre 1960 viendront surprendre les plus grands stratèges de la colonisation.

El Moudjahid avait raison d'écrire, de façon prémonitoire, quelques années auparavant : « Le mouvement des masses constitue un moment historique privilégié qui ne se répète pas. Il n'est pas le résultat d'un mécanisme artificiel qu'on déclencherait quand on veut. Il est l'aboutissement d'un processus continu et irréversible dont on ne commande pas la croissance. » (4)

Mostéfa Lacheraf en percevra le caractère décisif pour les manifestations de décembre 1960 lorsqu'il écrira : « Les journées de décembre 1960 font justice de la prétendue inertie des masses populaires algériennes, de leur docilité béate et sans ressort à l'égard de la hiérarchie politique et militaire dont ils admettent, au contraire, en toute conscience, l'autorité et suivent les mots d'ordre, même si, par impossible ou empêchement de force majeure, ils ne se sont pas rattachés organiquement au FLN. » (5)

A.B.

Notes :

1- Mohamed Téguia, L'Armée de Libération Nationale en Wilaya IV, Casbah éditions, Alger, 2002, p. 17.

2- Mohamed Téguia, op.cit., p. 10.

3- Ibid, page 53-54.

4- El Moudjahid, n° 14, du 15 décembre 1957.

5- Mostéfa Lacheraf, L'Algérie : nation et société.

Le colonel Youcef Khatib, dit Si Hassen

Stéthoscope dans une main, le fusil dans l'autre

Le colonel Youcef Khatib

Youcef Khatib restera incontestablement l'une des figures emblématiques de la Révolution et de la Wilaya IV durant la Guerre de libération nationale aux côtés de Rabah Bitat, de Si M'Hamed Bouguerra, de Bounaâma et de bien d'autres.

Ce fils de Chlef, né en novembre 1932 dans une famille très modeste, était bien parti pour réussir sa scolarité malgré le dénuement dans lequel se trouvaient les Algériens soumis à une colonisation française des plus féroces.

Il réussit admirablement ses passages durant toutes les phases de ses études accomplies quasi totalement dans sa ville natale jusqu' à la seconde partie du baccalauréat qu'il décrochera haut la main au lycée Bugeaud, actuellement Emir-Abdelkader de Bab El Oued. Ce sésame à la main, il s'inscrit à la faculté pour poursuivre des études en médecine dans un contexte marqué par le déclenchement de la guerre de Libération nationale.

L'étudiant qui s'est abreuvé, adolescent, de l'école du patriotisme dans les rangs des scouts musulmans algériens, ne pouvait donc rester insensible aux événements de sa patrie. Il commença par militer dans une cellule d'étudiants.

Sous la houlette du professeur Nekkache, Khatib et ses compagnons allaient recevoir une formation accélérée dans la petite chirurgie et le secourisme. Les responsables du Front de l'époque les préparaient déjà à rejoindre le maquis à la moindre opportunité.

Le colonel Youcef Khatib (dit si Hassan de la Wilaya IV) avec le Dr Arezki Harmouche (dit si Saïd)

Et cette opportunité se présentera le 19 mai 1956 avec la grève des étudiants qui amènera l'étudiant de Chlef à prendre place, avec peu d'universitaires, certes, mais beaucoup de lycéens et de collégiens dans les wagons du train tracté par la locomotive du Front de libération nationale (FLN) qui mène à la gare de la Liberté. Youcef attendait cet instant avec impatience. Le moment venu, il était sur le terrain de la contestation, participant activement aux côtés des siens à concrétiser l'appel de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (Ugema) à une grève illimitée et à rejoindre le FLN. Quand bien même il ne militait pas au sein de cette organisation estudiantine, il était fidèle à ce rendez-vous historique. Un événement d'une grande portée qui allait bouleverser la vie de Khatib qui se retrouvera dans un tout autre campus que celui de la faculté, à savoir le maquis.

> **“Dieu seul sait combien de fois il avait frôlé la mort avec ses compagnons, tant la faucheuse les guettait à tout moment.”**

Contrairement à l'Université, ce campus comportait un seul module qui se jouait sur le terrain et à ne pas rater : libérer le pays ou rejoindre le lot des premiers chouhada qui ont inscrit depuis deux ans leurs noms sur l'autel du sacrifice.

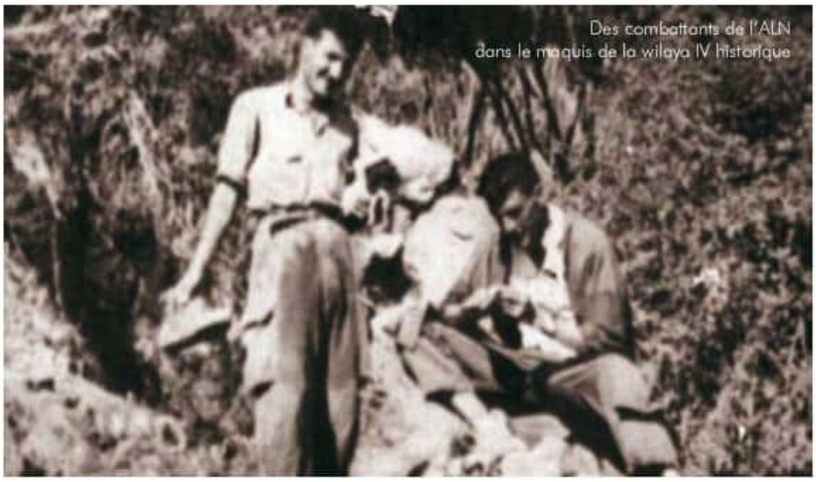
Il se retrouvera dans la Wilaya IV, celle du Centre qui s'étend à l'est jusqu' aux confins de Bouira et à l'ouest aux vastes plaines de Chlef, avec la responsabilité du service de la santé, bourlinguant d'une zone à l'autre, stéthoscope dans une main

Souvenir de l'année 1985 au cabinet

> « Après l'ouverture démocratique, il sera candidat à l'élection présidentielle 1999 »

et le fusil dans l'autre. Et Dieu seul sait combien de fois il avait frôlé la mort avec ses compagnons à qui on colle aujourd'hui le nom de rescapés, tant la faucheuse les guettait à tout moment dans tous leurs déplacements. Des déplacements rendus nécessaires pour prêter main-forte ici, pour fuir les bombardements massifs des djebels et des zones rurales par là, à la recherche de refuges plus sécurisants.

Assumant ce risque, Khatib poursuivait sa mission, d'autant plus qu'il allait endosser de nouvelles responsabilités, notamment à partir de février 1959 en devenant, d'abord dans sa wilaya, responsable politico-militaire de la zone 3 avec le grade de capitaine, puis en 1960 en étant membre de son conseil en devenant commandant pour finir colonel après avoir assuré, en 1961 collégialement sa direction après la mort de son premier responsable, le commandant Si Mohamed, de son vrai nom Djillali Bounaâma. Une juste consécration pour les efforts que n'a cessé de déployer Si Hassan, son nom de guerre, depuis qu'il a rejoint le front.



Des combattants de l'ALN dans le maquis de la wilaya IV historique

A l'indépendance, la Wilaya IV, à sa tête Si Hassen, a multiplié vainement ses gestes d'apaisement et de bonne volonté pour éviter la cassure et la guerre fratricide dans la course au pouvoir.

Le colonel enlèvera majestueusement sa vareuse et ses galons pour reprendre ses études de médecine et devenir chirurgien tout en étant à l'écoute des pulsations de la société et des événements que traverse son pays. Après l'ouverture démocratique, il sera candidat à l'élection présidentielle de 1999, mais finira par jeter l'éponge bien avant le jour du scrutin pour se consacrer à la Fondation sur la mémoire de la Wilaya IV qu'il créera en 2001 dont l'objectif principal est de collecter des témoignages historiques et d'en faire une base de données.

Notre rencontre avec Si Hassan dans le siège de la Fondation nous a permis de connaître le profil d'un historique d'une très grande modestie qui dissèque les pages du passé historique de sa wilaya, selon ce qu'il a vécu et non sur la base de ce que racontent les uns et les autres. Il n'est pas de ce genre de tribun aux envolées lyriques ou véhémentes pour faire acte d'héroïsme en tirant à lui la couverture des hauts faits d'armes ou raconter des choses auxquelles il n'a pas été acteur. Bien au contraire, se dégagent de son discours une sérénité, une sagesse et une pédagogie dans la chronologie des événements qui ont émaillé la Wilaya IV, tout en associant à ses interventions ses compagnons d'armes, notamment Mustapha Tounsi, auteur du livre Il était une fois la Wilaya IV, itinéraire d'un rescapé. C'est dire que la collégialité coule dans les veines de Si Hassan même au crépuscule de sa vie !

Brahim Bensefia

Mort du colonel Lotfi

Le témoignage d'un moudjahid, le défunt **Ali Djemaï dit Khaled**

Le défunt Ali Djemaï dit Khaled

Témoignage d'un moudjahid, mort il y a 2 ans, sur les circonstances du décès d'un compagnon d'armes, le colonel commandant de la Wilaya V, le chahid Dghine Boudghene Bénali dit Lotfi, tombé au champ d'honneur ainsi que trois de ses fidèles compagnons, le 27 mars 1960 à djebel Béchar, lors de la traversée de la frontière algéro-marocaine...

> *« Tant que la guerre dure, un chef militaire doit se taire et ne penser qu'à agir. Mais lorsque les opérations sont terminées et que disparaissent les exigences de la censure, son devoir est de faire connaître les conditions exactes des actions qu'il a eu à mener, tant par souci de vérité historique que pour faire rendre par le pays un juste hommage aux troupes qu'il a eu l'honneur d'avoir sous ses ordres. »*
>
> ***Jean de Lattre***

Ce témoignage inédit du défunt général ***Ali Djemaï,*** dit Si Khaled, ancien commandant de la Garde républicaine, sur la mort du colonel Lotfi, a été offert en exclusivité par ***Mme Lamia Benblidia***, fille du défunt Ali Djemaï.

TEMOIGNAGE EXCLUSIF

Le devoir de mémoire

« En 1954, l'enfant, fidaï, moussebel et moudjahid en puissance se sentant comme orphelin et étranger dans son propre pays, apprit lui aussi à utiliser les bombes, les mitraillettes et le couteau. La torture ? Ce n'était qu'un mauvais moment à passer, cela fera des souvenirs pour les vieux jours au cas où l'on survit. »

L. M. D

L'histoire de la guerre de libération nationale regorge d'épopées et de hauts faits d'armes qu'il ne faudrait pas ignorer. Ses acteurs, ceux encore en vie aujourd'hui, ont, de ce fait, un devoir de mémoire envers les générations d'après-guerre. Cette guerre, corollaire du long combat libérateur du peuple algérien, a forcé l'admiration des autres peuples de la planète et montré à de nombreux pays dominés le chemin à suivre pour leur libération. C'est aux historiens donc qu'incombe aujourd'hui la délicate tâche de l'écriture de cette histoire fantastique de la Révolution algérienne, une histoire, une conscience dont il faut rassembler les mille et un éclats.

Les colonels Boumediene et Lotfi, lors d'une réunion

C'est dans cet esprit que j'essaye humblement aujourd'hui de relater des faits puisés de témoignages de compagnons d'armes ainsi que de documents d'archives, ceci non sans le souci permanent de rendre hommage à l'un des prestigieux chefs de l'ALN, le colonel Dghine Boudghene Bénali dit Lotfi, commandant la plus vaste wilaya de l'organisation territoriale du FLN : la Wilaya V, ainsi qu'à ses trois fidèles compagnons : le moudjahid Mohamed Laoudj dit Ferradj, commandant-adjoint de la Wilaya V, le moudjahid Ahmed Braik, garde du corps du colonel, et le moudjahid Cheikh Zaoui, garde du corps, tous tombés au champ d'honneur, les armes à la main, après une longue traversée, en cette nuit du 26 au 27 mars 1960, et une rude bataille à djebel Béchar.

Le colonel Lotfi était l'un des stratèges de la guerre de libération les plus craints et les plus respectés par l'ennemi même et des plus écoutés par les siens.

Qui est donc le colonel Lotfi ?

C'est dans une région connue pour son passé glorieux qu'il naquit, le 5 mai 1934 à El-Kalâa, un des quartiers de l'historique ville de Tlemcen, à l'ouest du pays, au sein d'une famille modeste et nationaliste.

Il accéda à un âge précoce à l'école primaire de la ville et obtint son certificat d'études en 1948. Il poursuivit alors ses études avec une assiduité remarquable dans une autre école à Oujda (Maroc) pour obtenir un autre certificat. Cette école, bien que sous contrôle de l'administration française, a forgé la personnalité du jeune Bénali et éveillé tôt sa conscience révolutionnaire ainsi que celle de tous les Algériens l'ayant fréquenté.

Lotfi, adolescent, avait un penchant pour la littérature et l'art révolutionnaires et plus particulièrement pour l'écrivain égyptien Mustapha Lotfi El-Menfaloti d'où son nom de guerre pendant la révolution armée, lorsque, plus tard, il sera investi de responsabilités militaires.

Dghine Boudghène Bénali rejoignit les rangs de l'armée de libération en 1955 et ses activités débutèrent au sein de la section de Maghnia relevant de la zone d'Oran. Il fut chargé d'organiser la section 4 en qualité de secrétaire du chahid capitaine Si Djaber, commandant la section, en ce temps. Après quelques mois seulement, il fut chargé par Abdelhafid Boussouf, en 1956, de l'organisation politique de la section 3 dans la ville de Tlemcen.

Lotfi axa son discours sur les monstruosités, et autres

❶

bavures commises par les colonialistes à l'encontre des Algériens et notamment lors des funérailles du médecin algérien Benaouda Benzerdjeb, pour accabler davantage l'administration française et créer les cellules secrètes du FLN dans la ville de Tlemcen.

Il fut ensuite chargé d'organiser, avec ses compagnons, le travail révolutionnaire dans la zone de Béchar. Il s'est porté volontaire pour l'ouverture d'un front au sud algérien où il a causé d'énormes dégâts à l'armée française. Il fut nommé, début 1957, responsable de la zone 8 (Béchar) avec le grade de capitaine.

En reconnaissance à son rôle à la tête de la zone 8 à Béchar, dans l'organisation de la lutte armée, il fut désigné membre du commandement de la Wilaya V, sous les ordres du colonel Boussouf. Une fois que le colonel Boumediene succéda à Boussouf à la tête de la Wilaya V et fut désigné chef d'état-major du front ouest, Lotfi fut nommé, en mai 1958, à la tête de cette même Wilaya V, avec le grade de colonel. Il devint ainsi membre du haut commandement de la Révolution algérienne (CNRA) et du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et c'est en cette qualité qu'il fit partie de la délégation algérienne que présidait Ferhat Abbas et qui a visité la Yougoslavie.

De même, il participa aux travaux du congrès de Tripoli (Libye) du 16 décembre 1959 au 18 janvier 1960 où fut prise la décision de rallier les troupes ALN de l'intérieur.

Je n'ai pas le souvenir de la date exacte du départ du colonel Lotfi, certains disent qu'il a quitté la base de Boudenib, le 5 mars, d'autres parlent du 15, mais ce qui est sûr, c'est qu'il y eut lieu, bel et bien, au courant de la première quinzaine de ce mois de mars 1960. La traversée était rude, mais personne ne se plaignait des conditions atroces qui étaient les nôtres – elles passaient largement en seconde position –, nos préoccupations premières étaient d'amener les Français (gouvernement et armée) à quitter le pays, seule condition d'un cessez-le-feu et de l'autodétermination en laquelle nous avions foi en plus de l'irréversible processus de libération. Ce fut alors le génie d'un peuple qui s'était mis en branle. Même les plus acharnés parmi les officiers et politiques partisans de l'Algérie française ont fini par le comprendre et l'admettre.

La nécessité de regagner le territoire national

Réuni à Tripoli (Libye) en congrès, du 16 décembre 1959 au 18 janvier 1960, et après constat de la situation qui prévalait à l'intérieur du pays, jugée assez préoccupante par les moudjahidine, du fait du déficit en armes, munitions et moyens de liaison et qui se retrouvent, ainsi, dans l'obligation d'en économiser l'usage en limitant les opérations militaires contre les troupes ennemies, d'une part, et, d'autre part, du fait de l'absence d'une politique constante vis-à-vis de la population qu'il fallait préparer de manière judicieuse à l'irréversible autodétermination et déjouer, de la sorte, toutes les tentatives de l'armée coloniale de la gagner à sa cause, alors que tous les indices montraient que des actions psychologiques étaient menées dans le but de reconquérir cette population, en s'appuyant sur l'exploitation d'hypothétiques succès militaires, le haut commandement de la Révolution algérienne prit d'importantes décisions concernant cette situation et exhorta les commandants de wilaya, se trouvant au Maroc et en Tunisie, à rejoindre leurs PC à l'intérieur du pays.

Répondant ainsi aux vœux et directives du CNRA dont il était membre, le colonel Dghine Boudghene Bénali dit Lotfi entreprit de regagner l'intérieur de la Wilaya V,

❷

③

accompagné des membres de son état-major pour y assurer son commandement.

Il faut souligner que l'information selon laquelle les commandants de Wilaya se trouvant aux frontières algéro-marocaine et algéro-tunisienne envisageaient de regagner l'intérieur du pays a été interceptée par les services de renseignements français qui n'ont pas manqué de l'exploiter.

Il est aussi important de souligner que les moudjahidine se trouvant aux frontières ne pouvaient traverser les lignes Challe et Morice sans le concours effectif des frères de l'intérieur qui connaissaient bien le terrain et surtout les failles de ces lignes minées et électrifiées.

Les lignes Challe et Morice

Il serait peut-être utile de rappeler ou de donner un petit aperçu sur ce qu'étaient les lignes Challe et Morice. Après le déclenchement de la révolution et notamment après le Congrès de la Soummam qui a permis de structurer et d'organiser la lutte armée, les autorités françaises optèrent pour un plan diabolique afin d'étouffer la révolution, de la confiner dans ses limites internes et d'isoler ses stratèges en leur coupant tout approvisionnement en armes et munitions. L'armée coloniale a édifié les barrages Est et Ouest, le long des frontières algéro-marocaine et algéro-tunisienne.

La ligne Morice

C'est le ministre de la Défense de l'époque, André Morice, qui ordonna l'édification, en août 1956, d'un barrage constitué de six haies minées et d'une ligne électrifiée. La ligne s'étend à l'Est sur une distance de 320 km, allant de Annaba en passant par Dréan, Chihani pour protéger les axes routiers et la voie ferrée jusqu'à Bou Guemmouza, Bouchegoug, Tébessa, puis vers El-Kouif, Bir El-Ater, Souk-Ahras et jusqu'au Sahara.

A l'Ouest, la ligne Morice s'étend de Saïda, Tlemcen, Méchéria, Ain Sefra, Béni Ounif pour atteindre Igli (au sud de Béchar) couvrant une distance de 700 km. La largeur de la ligne varie entre 6 et 25 m et sa hauteur est de 2 m. Elle est constituée d'un réseau de fils barbelés circulaires et d'autres horizontaux et verticaux renforcés de fils électrifiés d'une puissance de 12.000 Volts. Tout l'espace en dehors des barbelés est semé de mines variées selon la nature des lieux : mines anti-personnel, détectrices et éclairantes. Ce système était conçu de telle sorte que le courant électrique se coupe uniquement à l'endroit où survient la panne.

Par la réalisation de ce projet, l'armée coloniale a mobilisé un nombre important d'experts du génie militaire, de militaires, de harkis et de recrues sous le couvert de la lutte contre le chômage, sous la surveillance de ses unités et des unités de la Légion étrangère.

Le travail confié aux prisonniers algériens était limité au rattachement des fils et à la pose des mines alors que l'électrification était confiée aux soldats français par manque de confiance à l'égard des Algériens qui ne devaient, en aucun cas, connaître les endroits minés et les postes électrifiés.

La ligne Morice n'a pas réussi à empêcher le passage des moudjahidine qui, malgré tous les dangers qui les guettaient, l'ont traversée acheminant armes et munitions. Cette ligne sera doublée en 1959 d'un deuxième barrage : la ligne Challe

La ligne Challe

Cette ligne porte le nom de son initiateur, le général Challe, commandant les forces françaises de l'épo-

④

que, édifiée en 1958-1959 pour renforcer la ligne Morice. Elle est constituée de fils barbelés et électrifiés pour protéger les chars des feux et autres projectiles lancés par l'ALN. A la lisière de cette ligne électrifiée, se trouve un champ semé de mines éclairantes et antigroupes dont la largeur varie entre 12 et 400 m.

A l'instar de la ligne Morice, la ligne Challe a été réalisée par des détenus et des collaborateurs sous la direction de l'armée et des experts en génie militaire.

Les autorités coloniales avaient doté les lignes Challe et Morice de moyens technologiques sophistiqués de l'époque qui témoignent du profond désir de la France de garder l'Algérie à tout prix. C'est dans ce souci que les autorités coloniales avaient renforcé les deux lignes par diverses unités militaires englobant les forces spéciales, terrestres et aériennes, des unités du génie, des appareils de détection, conçus pour la surveillance des deux lignes, des systèmes électroniques d'alarme rapide tels que les radars à rayons ultra-violets – qui permettent de suivre les mouvements des éléments de l'ALN en précisant leur lieu de passage afin de les bombarder –, des miradors le long des lignes frontalières, des projecteurs, etc.

Des postes militaires avancés ont été également installés et dont les fortifications sont aussi importantes que les fils électriques barbelés. Les principaux centres étaient dotés d'artillerie lourde, de tours de contrôle en béton armé et d'équipement, de tranchées, de casemates, de projecteurs et 80.000 soldats français stationnés aux frontières et équipés d'armes modernes. Ainsi, furent installés près de 4.000 postes et bases de contrôle le long de la frontière marocaine et près de 3.000 sur le front et le long des frontières tunisiennes.

Ces postes furent renforcés par des patrouilles permanentes, de terrains d'atterrissage d'avions de reconnaissance, de régiments de parachutistes d'intervention rapide. La surveillance et le contrôle des deux lignes furent confiés au général Vanuxem qui renforca ses forces de cinq régiments de parachutistes ayant participé à la guerre d'Indochine.

L'armée française eut recours à cette idée diabolique afin de faire barrage à l'acheminement d'armes de l'étranger et d'isoler les deux bases de l'Est et de l'Ouest et les révolutionnaires de l'intérieur du monde extérieur.

La traversée

Le petit groupe qui accompagnait le colonel Lotfi n'avait sans doute pas prévu, ou ne savait pas que les services de renseignements ennemis étaient au courant des directives du Congrès de Tripoli. Comment pouvait-il savoir ?

Ainsi, nantis de cette information, les services de renseignements français avaient actionné leurs agents et « sources d'information » déployés au Maroc pour s'informer des déplacements du colonel et sur ses positions successives le long de la frontière algéro-marocaine et ce, dès son retour de Libye.

Dans ce même contexte, il y a lieu de préciser que des officiers de l'ALN relevant des zones du nord et sud de l'Ouest algérien confirmèrent que le colonel et son état-major envisageaient de regagner l'intérieur du pays en mettant le maximum de chances de réussite de leur côté et s'attelèrent à trouver le meilleur moyen pour atteindre cet objectif.

Ainsi, le colonel Lotfi s'était mis à tester le degré de fiabilité et d'étanchéité de la frontière nord, notamment au niveau des fils barbelés, des mines et de l'électrification et à surveiller en permanence les troupes françaises stationnées le long de ces obstacles qui ne laissaient pratiquement aucune chance aux groupes de l'ALN de s'infiltrer sans être repérés et pourchassés sans relâche, et souvent durant plusieurs jours, les empêchant, de la sorte, de rallier les troupes ALN de l'intérieur.

Cette éventualité fut écartée par le colonel qui préféra rejoindre la zone 8 Sud. Il regagna le poste de commandement installé sur les hauteurs des monts des ksour à djebel Béni Smir. Cependant, après réflexion et étude de la question, il opta alors, comme on le lui avait suggéré, pour Boudenib, un village marocain où se trouvait une petite base arrière de l'ALN et d'où il aurait toute latitude de se préparer discrètement à la dangereuse traversée de la frontière sans se heurter aux multiples obstacles des lignes Challe et Morice.

La localité de Boudenib est une enclave marocaine à vocation pastorale, située au sud-ouest de Beni-omq, à environ 50 km de la frontière. Cette localité qui abritait une petite base arrière de l'ALN était une oasis du Maroc présaharien où se formaient les convois légers qui contournaient largement Colomb-Béchar par le sud en s'infiltrant dans la vallée du Ghir. Un long périple où les points d'eau étaient rares mais moins dangereux que le franchissement du barrage ouest (les lignes Challe et Morice) qui déployaient, de la Méditerranée à Béchar, leurs réseaux de barbelés, leurs champs de mines, leurs haies électrifiées, surveillées par les radars et les patrouilles, blindées et motorisées, circulant nuit et jour le long du barrage.

De par sa situation, ce village constituait un lieu idéal pour la préparation de l'expédition ; de ce fait, les activités de la base s'étaient multipliées, et cela ne manqua pas de susciter la curiosité des villageois marocains, notamment après l'achat de méharis dressés pour la selle.

En définitive, il me semble que ce sont les préparatifs de cette expédition qui ont été portés à la connaissance des services de renseignements français à Béchar, d'autant plus que la ligne téléphonique reliant Boudenib à Béchar était, en ces temps-là, fonctionnelle.

C'est ce que confirme une source qui cite qu'un « honorable » correspondant marocain avait indiqué aux services de renseignements français que le commandant de la Wilaya V s'était rendu à Boudenib et qu'une caravane FLN devait prochainement quitter le Tafilalet pour le sud de Béchar.

Et c'est ainsi que, après une bonne préparation de cette traversée, le colonel Lotfi fut paré de faire face à toute éventualité. Il décida de s'infiltrer en territoire algérien en compagnie d'un petit groupe de moudjahidine. A dos de méharis, il contourna le barrage (lignes Challe et Morice) en passant largement au sud de Béchar, mais en évitant les palmeraies de Abadla et de Taghit. Il remonta ensuite vers le Nord en délaissant la vallée de l'oued Zousfaria, trop fréquentée et, par le djebel Ben Antar et le puits de Mézou. Le colonel Lotfi atteignit les premiers contreforts du djebel Béchar...

Comme je l'ai souligné, les services de renseignements ennemis étaient au courant du projet de Lotfi et avaient accru, à cette occasion, leur surveillance du barrage ouest, le long du tracé frontalier de l'ouest de Béchar-Kénadsa-Abadla avec l'utilisation de la reconnaissance aérienne et terrestre. Le commandement de la zone des opérations était dirigé par un officier de l'armée française du rang de colonel.

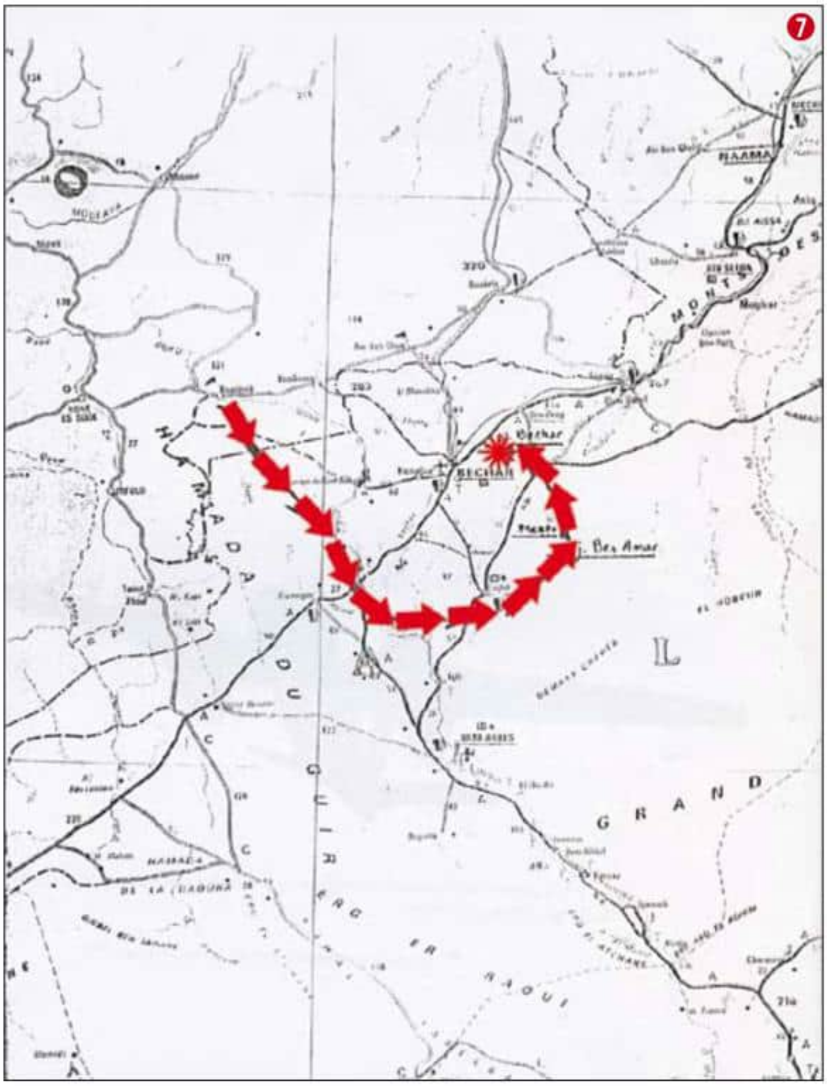
Cette activité particulière de l'armée française fut remarquée et relevée par un petit groupe de l'ALN, positionné sur les hauteurs du djebel Béchar au lieu dit Hamden et dont faisaient partie trois moudjahidine, encore en vie et résidant, à ce jour, à Béchar, il s'agit de Cheikh Moumen et de H'main dit Benaceur, tous deux ancien chasseur de mouflon qui connaissait tous les coins et recoins des montagnes de la région, et Billel dit Antar.

Ces témoins, du haut de leur position élevée, remarquèrent, au cours de la seconde quinzaine du mois de mars 1960, que chaque matin des convois militaires quittaient, à la levée du jour, la ville de Béchar à bord de camions qui se dirigeaient vers Kénadsa et Abadla et que de temps à autre ces camions s'arrêtaient et des militaires en descendaient avec des civils, des pisteurs probablement qui « auscultaient » de manière systématique le terrain, à la recherche de traces et d'autres éventuels indices marquant le passage de la caravane.

Le 27 mars 1960, depuis leur position à djebel Béchar, vers 10 heures de la matinée, le petit groupe de maquisards observèrent quelque chose d'inhabituel au piémont de leur montagne. En effet, des avions T6 mitraillaient le lit d'un oued, suivis, quelques instants après, d'hélicoptères, « des Alouettes » aurait-on dit, qui se dirigeaient vers ce lieu.

Sur l'heure, les membres du petit groupe ne pouvaient savoir et avaient conclu hâtivement qu'il s'agissait peut-être de pilotes qui s'exerçaient à tirer des cibles faciles, peut-être des dromadaires éga-

⑥



⑦

rés qui s'engouffraient d'instinct dans les oueds fuyant le danger imminent des mitrailleuses.

Cette thèse était peu convaincante par la suite, du fait du prolongement dans la durée du manège des avions mitrailleurs. Un maquisard suggéra alors de se rendre sur les lieux pour en avoir le cœur net. Deux jours plus tard, deux moudjahidine s'y rendirent pour constat. Ils découvrirent des cordelettes, des douilles neuves, des impacts de balles sur les parois des rochers et des endroits brûlés à l'essence et là, la déduction fut sans appel : un groupe de caravaniers de l'ALN avait tenté de rejoindre djebel Béchar et avait été intercepté par les troupes de l'armée coloniale dans un traquenard qui se justifiait par le manège des camions des jours précédents et par les moyens déployés en plus de la durée des combats qui, elle, permit de conclure que la résistance des caravaniers était acharnée et crânement héroïque.

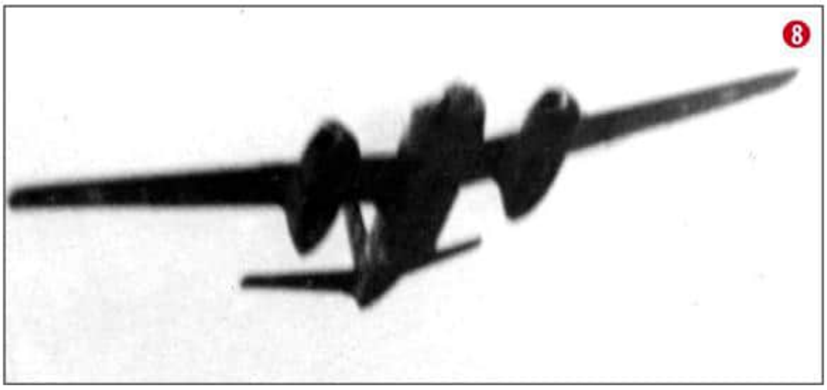
Mais le petit groupe de maquisards isolés et positionnés sur les hauteurs du djebel Béchar ne pouvait savoir sur l'heure que, parmi les moudjahidine qui livrèrent combat de manière héroïque, figuraient le colonel Lotfi et le commandant Ferradj accompagnés de trois moudjahidine de protection.

Le 27 mars 1960, à sept heures, un document officiel de l'administration française fit état de la déclaration laconique suivante : « Les traces de cinq dromadaires ont été repérées par la reconnaissance aérienne dans le Hamada, entre djebel Béchar et la piste impériale n° 2 se dirigeant vers l'Est. Une opération d'intervention a été immédiatement montée regroupant deux commandos du 35e régiment d'infanterie, une compagnie saharienne portée de la Légion étrangère et un commando de l'armée de l'air, appuyés par des avions et des hélicoptères. »

Avec tout cet arsenal, et le déploiement de toutes ces unités, leur assurant l'avantage dans le rapport de force, on aurait dit que les troupes françaises allaient s'attaquer à, au moins une compagnie de moudjahidine, alors qu'il ne s'agissait, en fait, que de cinq valeureux combattants qui, surpris, n'occupaient même pas une position idéale sur les reliefs de la montagne de Béchar.

L'accrochage

Le lieutenant d'active de la Légion étrangère, commandant la quatrième compagnie saharienne portée, à Béchar, un certain Henri Bourguel établit le rapport suivant : « Le 27 mars 1960 à 9 heures, ma compagnie a été alertée par la zone opérationnelle Ouest saharien,



⑧

⑨

⑩

pour une intervention probable à djebel Béchar (Oued El-Harmon) d'où venaient d'être repérées les traces de cinq dromadaires. A 9h30, je reçus l'ordre du secteur opérationnel de Colomb-Béchar de me diriger avec toute ma compagnie vers la côte 941, à proximité de l'Oued Harmon où je me rendis aussitôt, le jour même, à 10h30. »

Il conclut : « Pendant que le deuxième peloton de ma compagnie grimpait au sommet de la côte opposée à la côte désignée, je me rendis, à bord d'un hélicoptère Alouette auprès du colonel pour recevoir les ordres nécessaires.»

Il est important de souligner que le lieutenant Henri Bourguel ne fait pas état, dans son rapport, de la teneur de ces ordres.

Tout en poursuivant son rapport, cet officier déclare qu'à son retour sur les lieux de l'opération, il ordonna au 2e peloton sous ses ordres de se déployer à 500 m en amont sur un plateau qui domine, de par sa situation, un confluent de l'oued, tandis que le reste de la compagnie, mise sous les ordres de son adjoint, le rejoignit sur le piton.

Après quoi, il chargea le 3e peloton d'assurer la protection, sur le versant nord-ouest, du 35e régiment d'infanterie où des pisteurs, des harkis du commando de chasse progressaient en suivant les traces.

Le lieutenant, dans son rapport, écrivait par la suite qu'à peine arrivé à proximité, le commando fut pris à partie par les « rebelles », le chef de groupe de tête a été grièvement blessé et trois légionnaires furent tués.

Tout en poursuivant, il écrit, que, lui, le lieutenant Bourguel, s'est lancé avec le premier peloton vers le lieu de l'accrochage à 300 m de sa position et ordonna au 3e peloton de se porter sur le confluent où s'étaient retranchés les « rebelles ».

Le 3e peloton, qui était chargé de la protection du 35e RI du commando de chasse, regagna alors le commando stoppé par le feu nourri de « rebelles ».

Le lieutenant Bezou était blessé et ce n'est qu'après maintes difficultés que le petit groupe de « rebelles » fut complètement encerclé en continuant néanmoins à se défendre jusqu'au dernier souffle.

En outre, le colonel français qui dirigeait les opérations avait déclaré après constat du décès du colonel de l'ALN, commandant la Wilaya V, que le canon de son arme était encore chaud.

Ce rude accrochage dans le désert s'était produit dans des conditions très pénibles pour le colonel Lotfi et ses compagnons. En effet, il y eut d'abord la fatigue de la traversée durant toute la nuit du 26 au 27

mars 1960, à dos de dromadaires, le mauvais positionnement du groupe de maquisards, au piémont dénudé de la montagne, et le rapport de forces, largement déséquilibré en moyens humains et matériels, ce qui a démontré avec une certitude absolue la valeur, la volonté, le courage, la témérité et la foi du chahid colonel et de ses combattants identifiés comme étant des chouhada tombés au champ d'honneur, à l'exception d'un moudjahid dont l'arme, une carabine US, s'était enrayée, et qui fut constitué prisonnier.

Le moudjahid Aissa Benaroussi, fait prisonnier, fait la déclaration suivante après l'indépendance de notre pays: « Lorsque j'ai rencontré Lotfi, il m'a fait part de son projet, il m'a demandé de prendre une arme automatique et de choisir cinq dromadaires parmi les plus résistants. Nous étions cinq, en effet, à nous infiltrer à partir de la frontière sud vers Béchar. Il y avait le colonel Lotfi, le commandant Ferradj, deux djounoud, Cheikh Zaoui et Ouled Ahmed, et moi-même. Auparavant, les deux officiers devaient se rendre à une importante réunion des cadres de l'ALN et se séparèrent des deux djounoud et de moi-même à Boudenib où il était convenu que nous nous retrouverions après 3 jours, mais la réunion n'a duré que 2 jours. Lors de la traversée, nous fûmes d'abord intrigués par le manège d'avions ennemis au-dessus de nos têtes, puis nous comprîmes que nous étions pistés au sol. De nombreux indices montraient que les forces colonialistes amorçaient un encerclement. Notre petit groupe commença alors à zigzaguer d'un endroit à un autre pour éviter les pluies de balles qui nous sifflaient aux oreilles et aussi pour se positionner à la riposte. Les avions commencèrent à larguer des parachutistes au sud puis nous fûmes complètement encerclés. J'avais conseillé de gagner les rochers, sur les hauteurs pour mieux nous défendre, mais le colonel avait déjà donné ordre d'ouvrir le feu. Les avions nous mitraillaient de partout tout en nous lançant des grenades fumigènes. Nous avons réussi à abattre un B-29, quand les premiers hélicoptères-ambulances firent leur apparition pour évacuer leurs morts et blessés. Je me rappelle qu'au moment où la bataille faisait rage, Cheikh Zaoui disait que c'est dans de telles circonstances que nous montrerons à l'ennemi que nous sommes des hommes, de vrais ! Je me rappelle aussi que c'était juste après que ma carabine se soit enrayée que les commandos ennemis se sont rapprochés. Lequel de mes compagnons est tombé le premier ? Je ne saurai le dire. De rage, j'ai laissé tomber ma carabine et au moment où je me suis retourné, ils gisaient tous à terre. »

Le même témoin de l'accrochage a déclaré, quelque temps plus tard, à la RTA qu'une balle avait atteint le cœur de Si Lotfi après avoir traversé son portefeuille et lorsque le commandant français, chef du commando, avait reconnu les corps, il tint les propos suivants : « Si nous savions qu'il s'agissait de Lotfi et de Ferradj, nous nous serions contentés de les faire prisonniers. »

Les pertes ennemies reconnues ne sont que celles d'une seule compagnie et celle-ci n'était pas la première à intervenir et à s'être engagée dans le combat. Les pertes reconnues sont les suivantes :

Abattus :

1-Alphonse Timmer, né le 17 mai 1935 à Grimbergen (Belgique), sergent de la 4e compagnie saharienne portée.
2-Claude Draemes, né le 19 juin 1935 à Ucode (Belgique), soldat de la même compagnie.
3-Andreas Featko, né le 17 janvier 1939 en Hongrie, soldat de la même compagnie.
4-Prekus Wladislar, né le 15 juillet 1936 à Mouastaz (Pologne), soldat de la même compagnie.
5-Aissa Berramdane, né en 1919 à El Abadla, harki du 2e commando de chasse à la CCAS du 35e régiment d'infanterie de Béchar.

Blessés :

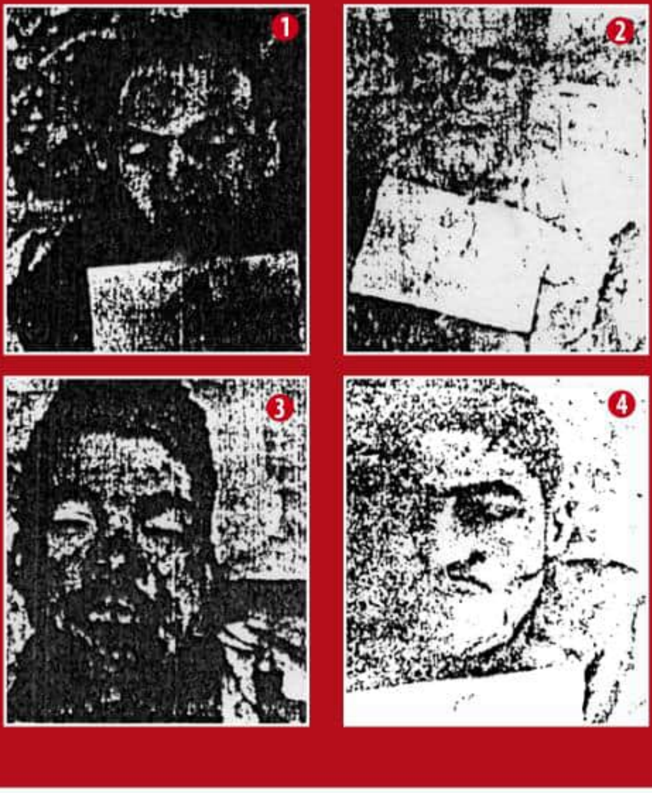
1-Louis Bezou, né le 18 mars 1930 à Pantin (Seine), lieutenant de la 4e compagnie saharienne.
2-Jean Megchalsen, né le 24 novembre 1934 à Almelo (Hollande).

Il reste entendu que les pertes ennemies révélées ne concernent que la 4e compagnie saharienne portée, celles subies par le 35e régiment d'infanterie, unité qui s'était accrochée en premier avec le groupe de nos valeureux combattants, n'ont pas été citées.

A la lumière de notre glorieuse lutte de libération, en ma qualité de moudjahid et par la narration précédente de faits historiques, authentiques et précis, j'apporte mon humble témoignage sur les rudes conditions dans lesquelles Dghine Boudghene Bénali dit Lotfi, commandant de la Wilaya V, ainsi que ses compagnons sont tombés au champ d'honneur pour que vive l'Algérie libre et indépendante.

Gloire à nos chouhada
Vive l'Algérie !

Le général Djemai Ali dit Khaled



Photos du groupe de moudjahidine tombés au champ d'honneur dont le colonel Lotfi et le commandant Ferradj.

1- *Colonel Lotfi*
2- *Zaoui Cheikh*
3- *Braik Ahmed*
4- *Commandant Ferradj*

Légendes :

1- *Quatre officiers de l'ALN dont le défunt regretté Ahmed Medeghri dit "Si-Hocine" du PC de la Wilaya V.*

2- *Des moudjahidine du PC de la Wilaya V dont le regretté Ahmed Medeghri dit "Si-Hocine".*

3- *Les officiers supérieurs de l'état-major ALN ouest ainsi que ceux de la Wilaya V dont les défunts colonels (Si Boumediene, Si Lotfi et Si Othmane -1959).*

4- *Le colonel Si Othmane, commandant de la Wilaya V inspectant un bataillon de la zone sud-ouest dont le chef est Bouarfa (1960).*

5- *Des moudjahidine de la zone sud-ouest se nourrissant rapidement pour entreprendre une action de combat, dont est le chef Si Boudlal (1958).*

6- *Une compagnie de moudjahidine se préparant à traverser la frontière Algéro-marocaine au niveau d'Ain Safra, dont le chef est l'ex-ministre des Moudjahidine, Mohamed Djeghaba*

7- *L'itinéraire emprunté par le défunt colonel Lotfi et ses compagnons – Boudnib (village marocain) au sud d'Abadla de Taghit et de Mezou a été choisi pour atteindre les premiers conforts du djebel Bechar – permettait d'éviter les pisteurs utilisés par les unités de l'armée coloniale.*

8- *Un avion bombardier survolant la zone des opérations aux frontières sud-ouest de l'Algérie (1958). Prise de vue réalisée par des moudjahidine.*

9- *En 1959, à Djebel Boudaoud, situé entre Mécheria et El- Bayadh, un groupe de maquisards parmi lesquels on reconnaît le regretté Taibi El-Arbi, en haut de photo portant une djellaba.*

10- *En 1961, parmi ce groupe figurent cheikh Moumen et Antar dit Billel qui étaient parmi les moudjahidine qui ont observé l'accrochage des hauteurs de Djebel Bechar.*

11- *Des ravitailleurs ALN préparant leurs montures prêts au départ vers les unités du sud-ouest du pays (1958).*

Références :

1- Observation à vue d'un groupe ALN, positionné à djebel Béchar sur la crête Hamden.

2- Rapport n° 1206 en date du 22 avril de la justice de paix de Colon-Béchar

3- Témoignage du moudjahid Benaroussi.

4- La revue El-Djeich n° 412, nov. 1997.

5- Plans de la stratégie coloniale française pour étouffer la révolution algérienne à travers les lignes Challe et Morice/ Etude du Centre national des études et de recherches sur le mouvement national.

6- Publication du Musée national du moudjahid à l'occasion du 41e anniversaire de la mort du colonel Lotfi.

Mostefa Benboulaïd

Le lion des Aurès

Dans la nuit du 23 mars 1956 mourut un homme. Au même instant naquit une grande histoire. Digne d'une épopée, la légende des Aurés commença à s'émouvoir dans le sort héroïque d'un pays.

El Yazid Dib

Mustapha Benboulaïd 1917 - 1956

Prononcer le nom de Mustapha Benboulaïd, s'avère apparemment chose aisée. Tant que les encyclopédies universelles demeurent incomplètes ou inachevées pour donner une sémantique à ce nom-mythe, essayer de comprendre sa signification serait une tâche fort ardue. L'Algérie reste le seul logiciel qui ouvre dans tous les sens les propriétés de type, de taille et de contenu de ce nomprogramme. Même le savoir architectonique et l'humour scientifique de son fils Khaled, n'arrivent pas à déboucler les grilles et défaire les masques qui entourent le fichier Benboulaid point doc. Il aurait été prédestiné depuis le 05 février 1917, à s'intégrer comme un « compagnon d'office » en vue de mener, gérer et sauvegarder la mémoire du logiciel national qui venait à peine d'être installé, après la multitude d'échecs de connexion au réseau des indépendances qu'entreprirent les différents programmes stéréotypiques. C'est en 1937 et à Metz que s'est forgée la véritable vision de l'autre monde, tout à fait contraire à celle de Arris. Il y connut entre autre le haut sens de la dignité et de l'honneur, pour avoir été un syndicaliste avéré. Il fut aux bords de ses vingt années, fort beau et affable et n'avait pas encore goûté aux délices du sentiment que provoque la paternité. Il convolera en justes noces en 1942, et aura comme épouse, une fille toute aussi belle et affable. De cette union naquirent six fils et une fille. En fait, il sera quelques temps après, le père de tout un peuple. Ses fils et sa fille se confondront dans la multitude nationale. Quelle fut cette motivation qui l'emmena à laisser une jeune famille, une prospérité commerciale et une insouciance patrimoniale, pour initier et prendre les devants du combat qui ne sera que rédempteur et libérateur ? Quelle furent les limites qu'il pensait faire entre l'attachement naturel à sa micro-famille et l'exaltation irrésistible qui le prit à mettre en danger sa vie et le bonheur matériel en qui il ne voyait qu'un décor superficiel en face de l'emprisonnement qui étouffait son pays, éclipsait ses us et coutumes ? Cette culture de liberté aurait fait son chemin dans les arcanes fortifiés du jeune Mostefa, déjà en 1944 où il excellait à jouxter entre le savoir et les affaires. Au brillant négociateur, élu de la corporation des commerçants dans sa localité, se joignait l'érudit, l'intellectuel président de l'association locale de « djamiat el oulama el mouslimin » Mostefa, l'homme commença à être un capital de science, de lutte et de résistance. L'initiative était en lui, intrinsèque et spontanée, comme l'idée lumineuse est au génie, aussi banale mais originale. Perspicace et tranchant, pragmatique et mystique il réussit à faire des Aurès un laboratoire pour l'expérience de braver les risques, de galvaniser les coeurs et de se libérer des leurres. Il touchait de près la réalité de son époque et caricaturait les épopées des francs et des gaulois.

Le buste de Mostefa Benboulaïd à Arris, dans la ville de Batna.

Il ne voyait l'histoire que dans l'islamité, l'arabité et la berbérité de l'algérien. Le tout dans un prisme unique, homogène et indivisible. « L'Organisation secrète », fut démantelée à partir de 1950 à travers tout le pays. Néanmoins grâce à la clairvoyance de l'homme dans le choix des hommes, le bastion des Aurès ne fut jamais découvert et demeura dans un secret éternel. Le futur héros ne rechignait pas devant les besognes d'envergure révolutionnaire, et organisa un front pour la défense des libertés, auquel se joignent toutes les formations politiques en vue de rendre publiques les atrocités criminelles françaises. Il aurait définit la Révolution tel un amour pour les autres, le sacrifice tel un don. L'ingéniosité militaire ne pouvait s'extraire de cet homme, dont le séjour vers la fin de l'année 1938 à Sétif, dans une « obligation militaire » ne faisait que confirmer son aptitude à la réception des sciences de la guerre. A Sétif il s'est désaltéré plusieurs fois à Aïn Fouara. Les massacres du 08 mai 1945 sont perçus à cette époque comme un précurseur final de la libération nationale. Le jeune Mostefa, en guise de souvenance à ces glorieux évènements et à la mémoire des gens tombés au champ d'honneur, décida d'observer, chaque année et aux mêmes moments, un jeûne rituel plein de symboles et de méditations. S'il fut le façonnier de la liberté et de l'indépendance, il était aussi l'artisan de bombes, l'amoureux de l'explosif. La déflagration, la sienne, conduisait dès 1953 vers l'insurrection armée. Le pays entier y fut entraîné. Il imaginait, je l'imagine, la guerre comme un langage affectueux pour la paix, le fusil comme une rose pour la gloire des libertés. 38 ans est un âge pour les héros. A cet âge, il prend le rôle de catalyseur de toutes les opérations militaires. De cénacle en cénacle, il défait les soucis logistiques, pourvoit au poste de commandement et organise l'exploration transfrontalière. Ce qui lui valut une reconnaissance posthume des grands symboles de la lutte internationale des peuples. Che Guevara se prosterna, en 1963, devant « la tombe du maître » à Nara, sur les flancs du « mont bleu », Djebel Lazrag, près de Batna. Les chemins de Nara étant impraticables, le « pélerinage du Che » se fit par hélicoptère. La France ne pouvait exercer un pardon à l'égard de celui qui fut le destructeur du mythe de son invincibilité. L'homme qui, au nom d'un peuple, avec cran et bravoure commença à abîmer les parois de la république française et par qui la chute arriva. Le 11 février 1955, arrêté, battu et torturé, il ne cessera point de sourire à l'avenir et de percevoir le clair qui, au loin s'annonce, sur une Algérie radieuse et étincelante. Ses geôliers lui vouèrent, sous ses chaînes, l'honneur du chef intrépide, les signes de la vaillance téméraire. Une photo le montre, prisonnier plus heureux que ne le sont, inquiets, ses séquestres. L'air qu'il y affiche, traduit intensément le grand projet que son esprit vivace et son cran tenace, entretiennent et soutiennent par le bruit du silence. Comment ne pas s'interloquer, en termes de management révolutionnaire, sur l'aptitude mobilisatrice (pouvoir réunir plus de 350 militants la veille du 1er novembre), la capacité énergique et tactique (l'évasion fabuleuse de la prison) d'un esprit sain et saint que contenait un corps aussi sain et saint ?. L'on ne défraye les chroniques, l'on ne brise les siècles que par la légende, la fable et l'histoire. « …il était une fois un homme qui dans le froid de la montagne… » …Ainsi devait commencer l'histoire d'un lion...

E.Y.D

Une évocation en temps réel

Slimane Amirat, vivre et mourir debout

Il est des hommes qui sont nés pour servir l'Algérie sans tenir compte des vicissitudes de la vie. Le moudjahid et le martyr Slimane Amirat est de ces hommes qui ont fait du cri du cœur lancé par Messali Hadj « L'Algérie n'est pas à vendre » une raison de vivre qui l'a accompagné jusqu'à son dernier soupir. Dans quelques semaines seulement, dix-neuf ans auront passé depuis sa disparition alors qu'il venait se recueillir sur le cercueil du Président Mohamed Boudiaf, son compagnon d'armes durant la Guerre de libération nationale. Deux décennies ont été « expédiées » depuis ce jour fatidique où Slimane Amirat, dévoré par une tristesse infinie mais qui arrivait cependant à préserver une attitude digne et courageuse, s'affaissa terrassé par une crise cardiaque causée par l'immense douleur provoquée par la fin tragique d'une des icônes incontestées de la Révolution.

Par Mohamed Mebarki

Slimane Amirat avec des compagnons, prison d'El Djorf (M'sila)

Evocation

L'évocation aujourd'hui de la mémoire de ce patriote hors du commun dans un contexte régional très agité donne à la commémoration de sa mort un cachet exceptionnel. Elle intervient dans une phase trouble et porteuse de tous les dangers auxquels l'Algérie se trouve exposée. De l'autre côté de nos frontières Est, la menace d'une intervention militaire terrestre étrangère est de plus en plus envisagée au cas où le scénario mis en œuvre serait contrarié et la quantité d'armes légères et lourdes en circulation dépasserait l'imagination. Dans nos confins Sud, les terroristes d'Al Qaïda au Maghreb islamique tentent par tous les moyens d'exploiter en leur profit la situation de chaos qui règne en Libye et l'état d'abandon dans lequel se trouve la moitié de la bande du Sahel afin de se redéployer en multipliant leur degré de nuisance, particulièrement après l'annonce de la mort de Ben Laden. C'est en de pareils moments que nous pouvons constater l'immense vide laissé par Ammi Slimane avant de réaliser combien l'Algérie a besoin d'hommes de sa trempe : des hommes de principes et sans concessions.

Slimane Amirat avec son épouse Zoubida, au Maroc 1965

Au même titre que Mohamed Boudiaf, Slimane Amirat a vécu l'amour de la patrie dans un dévouement exclusif et à l'instar du défunt président, c'est l'Histoire avec un grand H qui s'est chargée de le mettre au-devant de la scène afin que les Algériens puissent s'imprégner des valeurs intrinsèques véhiculées par une génération exceptionnelle qui a donné des hommes exceptionnels. Modeste, humble, tolérant et dévoué ; tous les qualificatifs que l'on pourrait imaginer ne suffiront pas à cerner une personnalité forgée par le combat libérateur et les idéaux de justice. Malgré les incompréhensions et les malentendus qu'il a vécus et subis dans sa chair, silencieusement et sans jamais chercher à rendre coup pour coup comme l'auraient fait d'autres, il a su avec une facilité déconcertante s'élever au-dessus des réflexes rancuniers et égoïstes. A l'image de Mohand Oulhadj, un autre patriote qui s'est retrouvé en porte-à-faux avec ses anciens compagnons d'armes, mais qui a eu le courage d'étouffer toutes les rancœurs en prenant cause et fait avec ses adversaires politiques parce que l'Algérie était gravement menacée dans son intégrité territoriale, Slimane Amirat s'est hautement distingué lors de l'ouverture démocratique débridée des années 1990 et 1991 et qui n'a pas tardé à se transformer en une anarchie totale mettant en péril l'avenir de l'Algérie.

> **“ Slimane Amirat fait partie de ces hommes dont le destin demeure exceptionnel et que la mort à fauché trop tôt. ”**

Dans un contexte fébrile qui laissait déjà pointer à l'horizon les prémices d'une crise sans précédent, le chef charismatique

Quelques minutes avant sa mort, Slimane Amirat se recueillait sur la dépouille de Boudiaf

> **“ Il est des hommes dont l’Histoire retiendra les noms comme figurant parmi l’élite de la nation. Des hommes qui au cours de leur vie connaîtront un parcours tumultueux pour revendiquer leurs idéaux. Et Slimane Amirat fait partie de cette catégorie. ”**

du MDRA, la formation politique nouvellement agréée et à travers laquelle il comptait contribuer à l’édification démocratique du pays, a refusé de se laisser entraîner dans le jeu stérile des alliances et des contre-alliances, préférant adopter une attitude sereine fondée sur le même principe défendu par son compagnon Mohamed Boudiaf : l’Algérie avant tout. « Si on me demanderait de choisir entre l’Algérie et la démocratie, j’opterais sans hésiter pour le choix de l’Algérie », avait-il répondu lors d’une émission politique. Cette phrase est restée gravée dans la mémoire des Algériens qui auraient vivement souhaité aujourd’hui qu’elle devienne une règle immuable et partagée par l’ensemble des acteurs politiques. Si Amirat était parmi nous, quoiqu’il le soit de par l’héritage symbolique qu’il nous a légué, il n’aurait jamais toléré que l’on s’attarde longuement sur son passé révolutionnaire, ses faits d’armes et les multiples vexations qu’il avait subies durant une décennie entière. Ce n’est pas son genre et ce n’est compatible ni avec ses convictions profondes ni avec la discipline qu’il s’est imposée tout au long d’une vie dévouée à l’Algérie et rien qu’à l’Algérie. Il n’a fait que son devoir, disait-il chaque fois que l’on essayait de lui tirer un témoignage ou une déclaration à propos d’un événement historique auquel il avait pris part.

Nous avons toujours su qu’il n’aimait pas se mettre en vedette et qu’il abhorrait particulièrement de se présenter dans l’habit du héros et de l’intrépide invincible sans qui les choses n’auraient aucun sens. Et nous demeurons convaincus aujourd’hui et demain que ce n’est certainement pas un simple hasard ou une pure coïncidence qu’il nous a quittés en lisant la Fatiha à la mémoire de son frère d’armes, le martyr si Tayeb El Watani ! Slimane Amirat, une vie militante et un destin exceptionnel d’un homme qui avait vécu droit comme les idées qu’il portait, et tiré sa révérence dignement et sans faire de bruit comme seuls les grands hommes savent le faire !

Slimane Amirat dont le destin fut irréversiblement lié à celui de Mohamed Boudiaf est devenu un mythe et une légende aux yeux de nombreux Algériens qui voyaient en lui le modèle parfait du citoyen et du patriote sage et sincère qui vivait comme il pensait. C’est pourquoi entend-on dire que le sort lui a réservé une « sortie » fabuleuse, celle des hommes destinés à « mourir vertical ». Aujourd’hui encore et dans les années à venir, les Algériens se souviendront de cet homme affable et courtois qui se donnait sans calcul dans le but de modérer les ardeurs des uns et des autres dans un climat chauffé à l’extrême par les multiples excès et les graves dérapages qui ont dominé la scène politique algérienne au début des années 1990.

Dans quelques semaines, nous allons commémorer le dix-neuvième anniversaire de sa mort dans un contexte régional porteur d’incertitudes et de sérieuses menaces qui guettent la stabilité de l’Algérie. L’occasion est propice et tout à fait indiqué pour que l’ensemble de la classe politique médite longuement les paroles d’un homme, en se recueillant à sa mémoire et en démontrant par les actes et dans les faits que Slimane Amirat, le géant au cœur tendre et à l’âme sensible, n’a pas vécu et lutté pour rien. Faire revivre son souvenir à travers deux ou trois conférences où des invités se bousculent pour prendre la parole ne servira ni l’événement ni l’Algérie, s’il n’y a pas une volonté de pérenniser les principes de l’homme dans le cadre d’une action politique où chacun s’engagera et prêtera le serment de mettre l’Algérie et la paix de l’Algérie au-dessus de toutes les contingences et des divergences quelles qu’elles soient. Ce n’est qu’à ce prix et seulement à ce prix que la fidélité aura enfin un sens.

M. M.

Le chahid Mohamed Bouzidi dit Ogb Ellil

Le Lion de Sabra

Par Mohamed Mebarki

Nous avons évoqué dans nos précédentes éditions d'El Djazaïr.com deux traits qui symbolisaient à nos yeux la dimension humaine d'un des grands hommes de la Guerre de libération nationale qui a marqué de son empreinte la lutte armée à travers la région de Tlemcen et même au-delà des frontières ouest du pays. Nous nous sommes contentés de vous livrer deux instantanés reflétant l'attachement exceptionnel porté par le chahid Ogb Ellil à sa terre et à ses frères subissant les affres de l'occupation et pour lesquels il s'est sacrifié comme seuls les authentiques révolutionnaires savent le faire. Nous allons essayer, cette fois-ci, d'aller plus loin encore dans la découverte de cette personnalité hors du commun qui a échappé à toutes les tentatives de récupération politicienne et aux multiples pièges dressés par les opportunistes qui n'ont pas hésité à « manipuler » à des desseins purement individualistes des pages entières de la glorieuse insurrection livrée par un peuple appelé à entrer dans l'histoire. Cinquante-deux ans après sa disparition dans des circonstances plus ou moins troubles, son parcours combattant demeure inconnu et ses faits d'armes retenus dans les mémoires encore vivantes et dans quelques ouvrages inaccessibles à la majorité des Algériens. Nous n'avons nullement la prétention de détenir l'exclusivité de la vérité, mais nous sommes tenus par le devoir sacré de maintenir éveillée la flamme de la conscience que les hommes de Novembre ont allumée dans les têtes et les coeurs.

Le village où est né le chahid Ogb Ellil n'existe plus de nos jours. Edechra, minuscule hameau proche de la ville de Sabra, avait subi en 1958 un déluge de feu qui l'a certes rayé de la carte, mais qui n'a pu réussir à l'effacer des mémoires. Le nom de ce douar ainsi que ceux portés par une dizaine de familles y ayant vécu sont aujourd'hui intimement liés à la glorieuse Guerre de libération nationale grâce à de pertinents témoignages qui continuent à voir le jour sous différentes formes. Le livre signé par le professeur Lahcen Bouzidi sous le titre Ogb Ellil, une révolution dans la révolution constitue en ce sens une précieuse contribution à l'écriture d'une histoire que les principaux concernés, entre acteurs, témoins et intellectuels sont appelés à préserver de toute falsification ou interprétation de mauvais aloi. Il nous livre des éclairages plus qu'intéressants sur la personnalité exceptionnelle et le parcours combattant héroïque d'un des nombreux baroudeurs qui sont arrivés en un temps très court à hisser l'Armée de libération nationale au rang d'une institu-

Des moudjahidine de l'ALN en plein exercice militaire

tion organisée, disciplinée et possédant une percutante force de frappe. Edechra représente à travers la résistance livrée par sa population, dans une spontanéité face à laquelle le courage ressemblerait à une simple saute d'humeur, un concentré de sacrifice et de don de soi qui nous révèle sous les traits de Ogb Ellil, et tout au long de son action révolutionnaire, toute la détermination d'une élite militante déterminée à utiliser le seul langage que le colonialisme comprenait : la lutte armée. Ce livre nous invite à revisiter des évènements historiques de première importance durant lesquels Ogb Ellil joua un rôle extrêmement prépondérant dans la propagation des idées indépendantistes à travers la région de Sabra. Ancien membre de l'Organisation Spéciale, son engagement et sa profonde conviction patriotique étaient connus de tous les dirigeants à un tel point qu'ils n'avaient pas hésité à lui rendre visite dans son douar pour le solliciter à rejoindre la nouvelle organisation mise en place dans le cadre de la lutte armée. Larbi Ben M'hidi, premier responsable de la Révolution au niveau de l'Ouest, connu à l'époque sous le pseudonyme de Sadek, Abdelhafid Boussouf, son adjoint, accompagnés d'un groupe de précurseurs parmi lesquels Si Ahmed Bouzidi, Abdelkader Saïm, Bouzidi Belabbès et El Ahmed Wahrani se déplacèrent jusqu'à Edechra pour tenir une réunion capitale avec Ogb Ellil et à l'issue de laquelle ce dernier fut désigné chef du secteur 5, selon l'organisation en vigueur jusqu'au début de l'année 1957. L'auteur du livre relève ensuite un fait très significatif en soulignant que trois des sept secteurs formant la région de l'Ouest sont alors dirigés par Si Ahmed, Si Aïssa et Ogb Ellil, tous originaires du douar Edechra ; mieux encore, ils étaient aussi issus de la même famille ! En un temps très court, le cinquième secteur dirigé par Ogb Ellil a été transformé en un véritable quartier général supervisant une organisation militaire constituée de 8 groupes de 35 à 40 éléments placés sous l'autorité d'Ahmed El Wahrani dit Si Lakhdar, et une structure civile, une sorte de réserve constituée par des « moussabiline » menée par Slimani Mohamed. En plus, il a été procédé à la création d'un service spécialisé dans le renseignement et l'information commandé par Ben Abderrahmane Laïd surnommé Brixi par Ogb Ellil en personne, et une organisation de « fidayine » comprenant des dizaines de cellules installées dans la ville de Tlemcen. Avant de continuer ce récit, il est utile d'ouvrir une parenthèse pour mieux nous imprégner de l'état d'esprit de ce baroudeur à l'intelligence débordante qui ne laissait rien au hasard. En collant le nom de Brixi, un patronyme porté par une grande famille citadine de Tlemcen, au responsable des « fidayine », Ogb Ellil voulait surtout rappeler à l'occupant que toutes les catégories sociales, des paysans, des démunis et aussi citadins aisés, étaient engagées dans le combat pour la libération de l'Algérie. Dans sa quête d'une organisation parfaitement adaptée aux exigences de la lutte contre l'armée coloniale, Ogb Ellil ne s'est guère contenté des schémas classiques trop vulnérables à son avis et s'est appliqué ingénieusement à adapter son action aux conditions imposées par la réalité coloniale. Dès les premiers mois de l'année 1955, le secteur 5 de la région ouest qui contrôlait toute la zone allant de Sabra à El Bouihi dans la wilaya de Tlemcen se distinguait déjà par sa section de gendarmes chargée de la coordination entre les maquisards et la population civile autochtone, et sa section de commandos formée par des combattants aguerris qui ne quittaient pas leur chef d'un seul pas. Il s'employa par la suite à mettre en place de nombreux réseaux spécialisés dans la collecte d'information et la prise en charge du volet ravitaillement à l'intérieur de la ville de Tlemcen devenue en peu de temps une plaque tournante de l'insurrection nationale où des dizaines de groupes de « moussabiline » et de « fidayine » dont la plupart n'étaient pas encore connus de l'administration française ou étaient carrément considérés comme des individus acquis aux thèses colonialistes. C'était cela aussi le génie de Ogb Ellil pour qui toutes les cartes étaient jouables. Il suffisait d'y mettre toute la conviction. L'apport de ces contingents de civils qui constituaient en fait une réserve appelée à rejoindre le maquis si les circonstances venaient à l'exiger était énorme et extrêmement utile à la révolution naissante. Avec ses frères d'armes dont nous citons entre autres Si Ahmed El Bouzidi, Saïm Abdelkader, Si Benyahia El Bouzidi et Hamdaoui Mamoune, il a pu tout mettre en œuvre, grâce à un sens tactique et organisationnel sans pareil, pour obliger l'état-major de l'armée française à reconnaître implicitement le caractère global et irréversible de l'insurrection. Ce paysan, qui a grandi au sein d'une famille extrêmement dénuée, et dont la conscience s'est éveillée dans un contexte marqué par les effroyables conditions de vie des Algériens, n'a pas fait les grandes écoles et pourtant il a réussi à saisir en toute lucidité les véritables enjeux qui se dessinaient à l'horizon d'un siècle agité par un sursaut révolutionnaire planétaire. Dès son jeune âge, il s'engouffra dans le sillon creusé par l'association des oulémas algériens avant de rejoindre en 1948 l'Organisation Spéciale, la branche armée créée par le parti du peuple algérien. Entre 1952 et 1953, il s'éloigne peu à peu du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) secoué par une terrible crise en refusant de s'impliquer dans la campagne de dénigrement auquel faisait face Messali Hadj. Foncièrement convaincu de l'inaliénabilité de l'option armée, il s'est limité à observer les dégâts collatéraux et le déballage honteux des « sautes d'humeur » des uns et des autres. Le 15 octobre 1954, deux semaines exactement avant l'éclatement de l'insurrection nationale, il est convié à assister à une importante réunion qui a eu lieu dans la petite localité d'El Khemis, appelée aujourd'hui Beni Senous, sous l'autorité de Mohamed Larbi Ben M'hidi. Et c'est probablement lors de ce conclave que le militant Ogb Ellil a été instruit des détails concernant le début de l'action armée. Quelques semaines plus tard, il reçoit la visite du même Ben M'hidi accompagné par Boussouf dit Si Mabrouk qui le chargent de la responsabilité organique et militaire d'un territoire aussi vaste que la Belgique et la Hollande réunies. Organisateur émérite et fin tacticien, il a transformé la région de Tlemcen en un véritable champ de bataille et poussé l'armée coloniale à demander des renforts considérables en hommes et en matériel afin de faire face à ce héros dont la simple évocation du nom faisait trembler les paras français. En deux ans seulement, il a réussi à installer des positions stratégiques au cœur même du dispositif colonial démontrant ainsi par les faits la grossière manipulation menée par la presse française de l'époque. La guérilla déclenchée par les baroudeurs de Novembre n'avait rien à voir avec tout ce qu'on lisait dans L'écho d'Oran par exemple qui s'accrochait pathétiquement à une terminologie dépassée par le temps et les évènements. Les notions de « hors-la-loi », « rebelles » et « fellagas » étaient beaucoup plus destinées à la consommation des colons et de l'opinion publique hexagonale qu'à traduire, ne serait-ce qu'une partie de la réalité qui prévalait sur le terrain des combats. Conscient de l'importance capitale de la guerre médiatique, Ogb Ellil, aidé par ses hommes, a saisi l'occasion de la présence d'un journaliste égyptien pour transmettre à l'opinion publique arabe particulièrement les images infalsifiables d'une lutte légitime et d'un combat libérateur qui ne vont pas tarder à avoir un écho international retentissant malgré le forcing diplomatique français consistant à considérer les

> **« Organisateur émérite et fin tacticien, il a transformé la région de Tlemcen en un véritable champ de bataille et poussé l'armée coloniale à demander des renforts considérables en hommes et en matériel afin de faire face à ce héros dont la simple évocation du nom faisait trembler les paras français. »**

évènements d'Algérie comme une affaire interne franco-française. Cet homme sorti des « entrailles de l'Algérie algérienne », n'a nul besoin d'un encensement à titre posthume, car ses nombreux faits d'armes plaident pour lui et le hissent au-dessus des tiraillements et des conflits d'intérêts qui n'ont pas manqué de troubler certaines certitudes révolutionnaire. Dans le cadre des structures qui ont précédé la nouvelle organisation mise en place par l'ALN et le FLN, Ogb Ellil est arrivé jusqu'à infiltrer des casernes de l'armée de l'armée française en réussissant à mobiliser des Algériens portant l'uniforme colonial pour le compte de la Révolution. C'est ainsi qu'il organisa en novembre 1956 la « fuite » d'une grande quantité de munitions évaluée à quelque 25 quintaux vers le maquis, au nez et à la barbe de l'administration et des soldats français. L'opération a duré plusieurs semaines dans le secret le plus absolu grâce à un stratagème digne des grands films hollywoodiens. Les stocks de munitions sont transportés par un chauffeur issu d'une famille proche de l'administration coloniale et déposés secrètement dans un dépôt appartenant à un juif situé à deux pas du tribunal de la ville de Tlemcen. Durant la même année, il dirigea d'une main de maître une attaque contre un établissement administratif français à Sebdou à l'issue de laquelle le local fut incendié et d'importantes quantités d'armes et de moyens logistiques furent récupérés et mis à la disposition de l'ALN. La personne qui avait transporté les armes et les machines de tirage, un certain Mohamed Bendahmane, chauffeur du sous-préfet à l'époque, a utilisé le véhicule personnel de ce dernier pour acheminer le butin en prenant soin de brûler la voiture avant de rejoindre définitivement le maquis. Parmi les opérations militaires d'envergure conçues et dirigées par ce grand homme, nous citerons dans le désordre chronologique l'opération de Sidi Yahia, la bataille de Sad Enmer, qui avait vu la neutralisation d'une trentaine de soldats français et la récupération d'une grosse quantité d'armes et de munitions, l'offensive d'Oussar et l'attaque du train de Sabra. Dans son livre intitulé Guérilla sans visages, le moudjahid feu Abdelkrim Hassani a évoqué certains de ces évènements héroïques qui ont fini par inscrire en lettres de feu le nom de Ogb Ellil ou Si El Mokhtar parmi les hommes qui ont réussi à ébranler les fondements et les bases du système colonial. Aujourd'hui, 52 ans après son martyr, nous sommes plus que jamais interpelés à méditer sur sa vie et son sacrifice pour que vive l'Algérie, loin des interférences et des interprétations biaisées des différends qui l'ont opposé à certains prestigieux dirigeants de la Révolution. En ce qui concerne les générations actuelles, leur devoir est de s'inspirer de l'exemple de cet homme aux ressources illimitées qui a pratiquement gagné toutes les batailles qu'il a livrées face à une armée coloniale soutenue durant des années par l'OTAN. Même à 200 contre 4, il a été impossible aux généraux français de mettre la main sur lui ! En un mot, Ogb Ellil était un vrai phénomène en chair et en os qui a su élever la notion du sacrifice à un niveau presque « inhumain » si l'on tient compte de la courte période s'étalant entre 1954 et 1958 et durant laquelle il a déjoué tous les pièges semés sur son parcours avec un inégalable brio et un courage sans failles. Le sacrifice suprême de ce chahid ainsi que celui de 67 martyrs de sa famille constituent un patrimoine national qu'il est hors de question d'expédier en deux mots et trois phrases juste pour justifier une quelconque révision de la mémoire. Pour notre part, nous ne commettrons jamais l'indélicatesse de passer à côté de ce monument de la lutte de libération nationale sans nous mettre au garde-à-vous rien qu'à la simple évocation du « lion de Sabra ». Le reste, tout le reste n'est que littérature à travers laquelle chacun tisse sa vérité, n'importe quelle vérité, pourvu qu'elle le mène là où il a l'intention d'aller, quitte à inverser la réalité au cas où cela s'avérerait utile dans un monde où la manipulation des faits historiques à des desseins politiciens est devenue l'apanage exclusif des maquilleurs professionnels qui sévissent encore. La mémoire de Ogb Ellil demeurera vivace et continuera à éclairer la voie aux enfants d'une Algérie libre et éternelle comme l'a toujours rêvé cet homme d'envergure qui a côtoyé Ben M'hidi, Boussouf et Boumediene et qui a eu la franchise d'émettre des réserves à propos de certaines décisions sans jamais oser briser la discipline de fer qu'il s'est imposée.

> **“ Le sacrifice suprême de ce chahid ainsi que celui de 67 martyrs de sa famille constituent un patrimoine national qu'il est hors de question d'expédier en deux mots et trois phrases juste pour justifier une quelconque révision de la mémoire. ”**

M. M.

Le moudjahid Si Salah Nehari

Une légende vivante et un monument historique

Par Mohamed Mebarki

Si Salah Nehari accueille Abdelaziz Bouteflika à Tlemcen en 2008

Sidi El Djilali. Jeudi 28 juillet 2011. Il est tout juste 9h 30 et déjà un vent chaud souffle sur la région. Arrivés d'Oran, c'est à l'entrée de cette localité distante d'environ 53 kilomètres du chef-lieu de wilaya Tlemcen que nous attend le fameux Salah Nehari dit Lazreg du haut de ses 91 ans, accompagné d'un de ses fils. Une courte halte est observée au cimetière des martyrs où un char datant de l'époque coloniale est exposé. Et c'est là que commence notre périple vers l'une des plus passionnantes missions que nous avons accomplies jusqu'à présent. Au début, nous l'avouons à notre corps défendant, nous pensions que les choses allaient se limiter à un traditionnel tour d'horizon, des questions, des réponses et au bout du compte, tout le travail sera ramassé dans un « papier » portrait. Une mission classique somme toute et une activité de pure routine que n'importe quel journaliste est en mesure de boucler en dix minutes, pour peu que l'inspiration soit au rendez-vous.

Briefés légèrement sur la personnalité de ce moudjahid que nous allons rencontrer à Sidi El Djilali, nous avions déjà en tête une série de questions que nous comptions lui poser à propos de son parcours au sein de l'Armée de libération nationale, les évènements qui l'avaient marqué et les souvenirs qu'il garde encore de ses frères de combat. Bref, le scénario classique que les téléspectateurs algériens

Salah Nehari avec le président Houari Boumediene, aprés l'indépendance

ont l'habitude de voir à la télé à l'occasion des commémorations à caractère historique. Dès le premier contact avec ce moudjahid à l'allure altière malgré son âge très avancé, nous avons été frappés par le poids des mots et la forte émotion qu'ils dégageaient. Pris de panique, nous l'avouons sans aucune gêne, devant la tournure des évènements, nous avons prié secrètement pour que le bon Dieu nous vienne en aide et pour que la chance soit de notre côté. A vrai dire, nous ne savions pas que nous avions un important rendez-vous avec l'Histoire !

El Ouad Djilali dit Salah Lazreg, à cause de son teint brunâtre ou encore Salah Nehari, par extension du nom de la tribu des Ouled Nehar de laquelle il est issu, est une véritable légende vivante de la Guerre de libération nationale. En nous accueillant chez lui dans sa paisible et modeste demeure, vaste mais sans apparats luxueux, il nous offre l'occasion d'admirer sa spontanéité phénoménale. Quant au sens de l'hospitalité, nous ne manquerons pas très certainement de l'évoquer dans cet article de presse. Et comment serait-il autrement de la part d'un homme qui a fait don de sa vie à la patrie ? En dépit de l'ambiance chaleureuse qui régnait dans cette grande maison où il était entouré de sa famille, nous éprouvions beaucoup de mal à quitter notre attitude crispée tellement nous étions fortement impressionnés par l'immense « amplitude morale » que dégageait cet ancien baroudeur dont la personnalité a marqué de prestigieux dirigeants de l'ALN qui sont devenus par la suite de hauts responsables de l'Etat algérien indépendant et souverain.

Face à ce géant à travers les propos duquel nous avions vécu avec une énorme émotion les récits du maquis, nous ne pouvions que constater comme nous étions réellement petits ! Un moudjahid en chair et en os dont la grandeur est à la hauteur de cette glorieuse insurrection qui a mis fin à une odieuse et implacable occupation durant laquelle tout un peuple avait été soumis à l'arbitraire et au non-droit, nous sommes vraiment dans l'obligation de reconnaître que nous n'en avions pas rencontré des dizaines. Moi, en tout cas, c'est la première fois de ma vie que la chance m'est donnée de parler et d'interroger une authentique icône vivante qui a côtoyé au maquis d'illustres chouhadas et moudjahidine.

Il est environ 10h 30 lorsque nous prenons la route pour suivre l'itinéraire décidé par Si Salah Nehari. Mais avant d'entamer le récit de cette exaltante mission, nous ne pouvons qu'exprimer notre gratitude et notre reconnaissance sans limites à cet homme qui, au bout de quelques minutes seulement, a réussi à détruire sans le moindre effort ces clichés éculés véhiculés par des thèses non dénuées de régionalisme qui colportaient jusqu'à une époque récente des contrevérités à propos de l'amplitude géographique de la lutte armée. Si Salah Nehari n'avait nullement besoin de « convoquer » sa mémoire tellement les opérations de grande envergure auxquelles il avait participé étaient d'une importance vitale pour l'avenir de la Révolution. Aucun discours, ni dissertation aux allures démagogiques. Rien que des faits, des noms, des lieux et des preuves pour nous rassurer définitivement que le « coup » d'éclat de Novembre 54 avait eu d'emblée une dimension

Si Salah Nehari, debout derrière le colonel Boussouf

nationale et que la région ouest du pays avait joué un rôle capital dans le déroulement des combats. De Mers El Kebir au nord jusqu'à Beni Ounif au sud, en allant jusqu'aux limites des wilayas de Djelfa et de Laghouat, des milliers d'hommes, jeunes et moins jeunes, se sont engagés pleinement aux côtés de leurs frères venus de Kabylie, des Aurès, du Constantinois et du sud afin de libérer le pays, tout le pays du joug colonial sans distinction d'appartenance ethnique ou régionale. Un seul et unique mot d'ordre ainsi qu'une seule passion dominaient les débats : vaincre ou mourir en martyr. Pris au piège des querelles idéologiques et politiques, certains historiens n'ont pas accordé suffisamment d'importance, soit en raison d'un parti pris ou par « fainéantise intellectuelle », à la question nodale de l'armement et comment elle a été dépassée, plus ou moins avec bonheur, grâce à la stratégie mise en place par les lions de Sabra, Sebdou et des localités limitrophes. En sa qualité de chef de zone et responsable d'une katiba spécialisée dans le renseignement, Si Salah Nehari occupait une position névralgique dans l'échiquier révolutionnaire installé dans l'Ouest du pays, et de ce fait, il n'a pas manqué de nous affirmer sous le serment de l'homme pieux, fidèle à ses racines et à sa profonde conviction religieuse, que d'importantes quantités d'armes avaient bel et bien transité par cette région, par voie maritime en provenance d'Espagne et par voie terrestre en provenance du Maroc. « Boumediene est arrivé à bord d'une embarcation de fortune chargée d'armes. Il a accosté à Mers El Kebir », affirme-t-il lorsque nous avons voulu savoir quels étaient ses rapports avec l'homme qui avait contribué en tant que chef d'Etat à rehausser l'image internationale de l'Algérie indépendante durant les années 1970.

Entre les deux hommes, il y avait un respect mutuel et une solide amitié qui autorisait Si Salah Nehari à appeler Boumediene « asfar echaâr », le blond, alors que ce dernier appelait son chef de zone « al moudabbar », le conseiller. Les conditions de la guerre ont grandement rapproché les deux hommes l'un de l'autre en donnant naissance à une complicité extraordinaire entre eux. « A chaque fois qu'il y avait un problème de taille au niveau de la Wilaya V, Boumediene me le confiait en me chargeant de le résoudre », ajoute-t-il avant de nous convier à un bref retour jusqu'à ces années de feu pour nous relater un épisode digne d'une superproduction hollywoodienne. Si Salah avait un ami marocain du nom de Mustapha. Ce dernier était lieutenant au niveau d'un quartier marocain situé sur la bande frontalière. À cote d'un quartier français qui continuait à résister et à poser de sérieux problèmes à Si Salah Nehari et ses hommes après qu'ils eurent réussi à « effacer » les autres postes et obliger l'armée française à les abandonner sous les coups de boutoir des moudjahidine. L'ALN a perdu beaucoup d'hommes en tentant de l'attaquer, vu sa situation imprenable et sa puissance de feu. Un jour, sachant que son ami marocain allait sortir en congé, Salah Nehari l'a sollicité pour qu'il l'aide à s'infiltrer dans le quartier général ennemi. C'est ainsi que le lieutenant marocain le présenta au commandant comme étant l'officier qui allait le remplacer pendant son congé de détente. Une aventure à haut risque que Si Salah entame avec courage en arborant un uniforme marocain et en se présentant sous l'identité d'un lieutenant marocain.

A peine entré dans le quartier que le commandant d'origine espagnole l'apostropha en arabe : « Marhaba bikoum », soyez les bienvenus, et l'invita en compagnie de Mustapha le Marocain à prendre quelque chose à la cafétéria du quartier. Pourtant, amateur de boissons alcoolisées et connaissant néanmoins que leur consommation a été interdite aux éléments de l'ALN, Mustapha opta pour des cafés par respect à Si Salah Nehari ! Il fallait un sang-froid hors normes et des nerfs d'acier pour se jeter dans cette dangereuse aventure d'espionnage dans le but de collecter le maximum de renseignements qui pourraient aider les Algériens à sa neutralisation. Alors qu'il était en train de dessiner dans sa tête les moindres détails concernant le dispositif de combat établi au quartier, le commandant le surprit en l'informant que le quartier en question était en phase de mouvement. Si Salah Nehari constata de lui-même la présence de plus de 70 camions qui attendaient l'ordre de mouvement. Malgré sa position stratégique et sa puissance de feu, le quartier ne pouvait endurer le harcèlement que lui faisaient subir les éléments de l'ALN. Désormais, rien ne devait empêcher l'acheminement des armes vers le territoire algérien. Il s'agit en toute évidence d'une mission de haute intelligence que Si Salah Nehari accomplit à la manière des grands agents secrets issus des grands centres de formation des élites du renseignement. Un coup de maître à l'actif de cet homme au regard perçant et plein de mystère que nous avons eu le privilège de rencontrer lors d'une mission qui restera gravée dans nos mémoires jusqu'à la fin de nos jours. Après s'être exfiltré, il rejoint Boumediene et lui raconta son « voyage » en territoire ennemi. Des instants inoubliables et Boumediene ému et impressionné par tant de courage et de sacrifice finit par pleurer en serrant Si Salah Nehari dans ses bras. Après un court moment de silence, « le blond » comme l'appelait affectueusement son frère d'armes, eut ces propos emblématiques : « S'il ne reste plus qu'une femme au dos courbé, l'Algérie aura son Etat » ! De grands moments d'histoire et de fraternité entre l'ancien élève de la Zitouna, originaire d'Héliopolis près de Guelma devenu depuis un chef de l'ALN, et l'ancien disciple de l'association des ulémas musulmans, originaire de Sidi El Djilali près de Tlemcen, devenu depuis chef de zone et éminence grise du renseignement au niveau de la région Ouest.

Véritable homme des missions impossibles, Si Salah Nehari fut chargé de trouver une solution radicale à un grave problème qui ne cessait de prendre de l'ampleur depuis un certain temps à l'intérieur des zones. En effet, et en raison de multiples facteurs qu'il serait incohérent d'expédier en quelques lignes, un nombre qualifié d'important de djounoud, alors qu'ils étaient hospitalisés ou en convalescence dans des centres de soins aménagés au Maroc, avaient été soumis à une terrible et non moins néfaste influence exercée par une dizaine d'officiers déserteurs condamnés à mort par Boumediene. C'est ainsi que le phénomène des défections fut soulevé pour la première fois en pleine Guerre de libération nationale. Le danger était immense et l'heure gravement critique. Des dizaines de soldats évacués au Maroc pour des raisons de santé retardaient avec préméditation leur retour ou refusaient carrément de réintégrer les rangs de l'ALN. Le phénomène risquait de faire tache d'huile si aucune mesure efficace n'était prise dans les meilleurs délais. Et qui d'autre que Si Salah Nehari, le cerveau du renseignement, pouvait s'acquitter de cette sensible mission ? Vêtu à la marocaine et en possession d'une importante somme d'argent, il prit la route en compagnie de quelques hommes de confiance. A Casablanca, il loua une luxueuse villa et entama la poursuite des récalcitrants dans une opération qui égale en suspense les plus grands films policiers américains. En se procurant quatre véhicules, deux estafettes, une ambulance et une voiture de marque Peugeot, Si Salah Nehari n'avait rien laissé au hasard. Au bout du compte, trente-six éléments furent récupérés sans le moindre problème majeur, quant aux officiers condamnés à mort par Boumediene, « al moudabbar » leur a fait subir un traitement psychologique de haute teneur et que seul un vrai professionnel est en mesure d'accomplir. Au bout du compte, la cause est définitivement gagnée et les quatorze officiers sont priés de rentrer en Algérie confiant leur sort à Si Salah Nehari. Celui-ci eut, dès son retour, une entrevue avec Boumediene qui passa l'éponge sur cette affaire réglée avec beaucoup de tact par un des éléments les plus valeureux que comptait la wilaya V.

Nous étions dans une guerre où tous les moyens pour mettre l'ennemi en difficulté étaient mis en œuvre et quelques défections, minimes soient-elles, auraient pu ouvrir la voie aux retournements et à des perspectives défavorables à l'ALN et à son organisation à tous

Houari Boumediene, Salah Nehari et des moudjahidine

les niveaux et cela malgré l'existence de cloisonnements préservant les organes les plus sensibles. L'ALN menait une guerre de libération nationale, légitime à tous points de vue. De ce fait, la moindre défaillance humaine à l'intérieur de cette armée aurait provoqué de graves incidences sur sa cohésion en général et sur le cours de certains évènements en particulier. Comme nous l'a expliqué Si Salah Nehari, il s'agissait d'une guerre d'usure basée sur l'extrême mobilité des troupes appelées à se déployer de façon permanente face à la troisième armée au monde à l'époque ! Le même problème de défection fut constaté au niveau de la huitième zone et « al moudabbar » dut se démener pendant deux années pour trouver une issue heureuse à une situation assez compliquée.

Il est presque 12 heures et nous sommes arrivés au lieu dit Ras Asfour situé dans une région montagneuse. Les vestiges d'un ancien poste d'observation utilisé à l'époque par l'armée française pour contrôler le moindre mouvement existent encore, mais pour les faire parler, il faut un témoin du calibre de Si Salah Nehari. Juste à côté sur une hauteur dominant la plaine qui descend jusqu'à la ville marocaine d'Oujda, se trouve aujourd'hui un nouveau poste de contrôle occupé par les gardes-frontières chargés de surveiller tous les mouvements dans une région favorable à la contrebande.

« Ce poste avait été soumis à une très forte pression de la part des katibas de l'ALN pendant une longue période. Nous l'avons attaqué à plusieurs reprises. Nous avons déploré beaucoup de pertes dans nos rangs, mais nous avons quand même fini par déloger l'armée française et libérer le PO pour le passage des armes », raconte Si Salah qui se souvient parfaitement des lieux comme si cela datait d'hier. Malgré quelques signes de fatigue, l'homme possède toujours une bonne mémoire à l'âge de 91 ans. C'est tout simplement phénoménal ! A Theniet Arramla, un autre ancien poste érigé par l'armée coloniale aujourd'hui occupé par les gardes-frontières algériens et une autre histoire irriguée par le sang noble des chouhada et les exploits inouïs des moudjahidine. A Deglel, un autre poste avancé harcelé à plusieurs reprises par les katibas de l'ALN qui obligèrent l'armée coloniale à l'abandonner après d'âpres batailles dont certaines se terminèrent au corps à corps entre des combattants qui ne voyaient devant eux que la victoire ou le martyr et une armée française acculée dans ses derniers retranchements. Rien n'arrêtait l'avancée de ces hommes que la presse coloniale désignait sous le vocable fallacieux et dévalorisant de « hors-la-loi ». Ces hommes sont arrivés en fin de compte à imposer leur loi sur un territoire deux fois plus vaste que la France grâce à une exceptionnelle endurance tirant sa substance vitale de la justesse de leur combat. Un à un, les postes de contrôle furent désertés par l'armée coloniale qui se cantonna à l'intérieur des agglomérations, laissant la libre initiative aux katibas conquérantes de l'ALN. Aujourd'hui, tous ces postes existent encore sous forme de vestiges qui témoignent sur le colonialisme et son horreur, mais tout au long du schéma de ces garnisons que les moudjahidine maintenaient quotidiennement sous le feu de leurs armes, les groupements des garde-frontières algériens de la gendarmerie nationale ont installé de nouvelles positions dans le cadre de la défense de l'intégrité territoriale de l'Algérie et de son économie.

Juste continuité de l'Histoire. C'est le général-major Hamel, lorsqu'il était commandant régional de ce corps, qui a supervisé tout le dispositif de sauvegarde et de vigilance placé par la gendarmerie nationale tout au long des frontières ouest. Après le sacrifice consenti par le père pendant la Guerre de libération nationale, le fils reprend le flambeau du patriotisme et s'engage à son tour dans la lutte contre le terrorisme et les réseaux mafieux de la contrebande et du trafic de drogue. Décidemment, cette localité de Sabra, petite de par sa dimension, est immense par le nombre de ses enfants qui se sont illustrés et qui continuent de le faire pour servir l'Algérie et son peuple !

Salah Nehari (à dr.)

Le mot de la fin, nous l'avons consacré à cette opération d'envergure dirigée par Abdelkader El Mali et qui consistait à permettre le passage vers l'Algérie de plus de 1000 hommes avec armes et bagages, en exploitant les opportunités qu'offraient les galeries d'une mine désaffectée située près des frontières. Mis au courant de cette tentative en dernière minute, les Français furent dans l'obligation de procéder à la destruction d'une centaine de marches du principal puits de la mine. L'opération fut annulée, mais l'idée de la reproduire n'a pas quitté l'esprit de Si Salah Nehari. Celui-ci, toujours en coordination avec Abdelkader El Mali, avait acheté une ferme situé dans le territoire marocain et ramené des dizaines de moudjahidine sous la couverture d'ouvriers agricoles. C'est à l'intérieur de celle-ci que les travaux herculéens ont commencé. Imaginez un peu des tonnes de terre évacués sans attirer l'attention des riverains ! Après avoir creusé une distance d'environ trois kilomètres, l'opération fut interrompue aux premières lueurs d'une indépendance qui se dessinait à l'horizon des pourparlers d'Evian. Si Salah Nehari se souvient et rappelle la gorge nouée par l'émotion : « La France avait évité de justesse un second Diên Biên Phu algérien, synonyme d'une humiliation sans pareille à la troisième puissance mondiale de l'époque. A propos du président Bouteflika dit Abdelkader El Mali et son action militante au sein de l'ALN, Si Salah Nehari nous a révélé des faits d'armes inédits que nous ferons l'honneur de publier prochainement.

M. M.

Ahmed Inal, nom de guerre Djaâfar

L'intellectuel, défenseur des humbles et patriote de conviction

Ahmed Inal, nom de guerre Djaâfer

Leïla Boukli / Nacer Zenati

Ahmed Inal est né un 24 février 1931 à Tlemcen, il est décédé le 20 octobre 1956 à Ben Badis. Fils de Mohamed et de Boukli-Hacène Melahcène dite Chérifa et/ou Chicha. Son père Mohamed eut neuf enfants : 7 garçons et 3 filles.

Les filles :

* Saliha née en 1924, épouse Bouchama (réside à Blida)

* Aïcha dite Zoubida née en 1926, épouse Boudghène Stambouli

* Fétima née en 1933, épouse Bouabdallah

Les garçons :

* Mohamed dit Hadani, né en 1928, décédé en 1942

* Ahmed né en 1931, décédé en 1956 à Ben Badis- nom de guerre Si Djaâfer

* Rachid né en 1935 - nom de guerre Si Younès

* Mustapha né en 1937 - nom de guerre Si Samir puis Si Djaâfer

* Abdelhalim né en 1939, décédé en 1998 à Alger

* Fethi né en 1941, décédé en 1942

* Mohamed né en 1943 décédé en 1943.

Mohamed le père est très pieux, lettré, ouvert et de tendance UDMA (Ferhat Abbès)

Après avoir entamé sans suite des études de médecine (le code l'indigénat obligeait à la naturalisation), il s'initie aux études de distillerie de vin, qu'il arrête à cause du poste qu'il allait occuper (h'ram). Après un bref passage à la clinique du docteur Dubois, sise à la route de la gare et une expérience d'une année dans le commerce des dattes, il repasse avec succès un concours et est recruté comme agent technique de la santé à Sebdou 1920-1933 puis à Ouled El Mimoun 1933-1943 comme auxiliaire médical avec le médecin de colonisation le Dr Soulier. Il s'occupe de sa tâche avec une telle ardeur et abnégation qu'il obtient des récompenses (trois en tout) comme celle du bey de Tunis. Lors de l'épidémie du typhus, il est contaminé et meurt le 30 novembre 1943. La mère reprend son activité de filature (kardach e'ssouf) et, avec l'aide de son frère Hadj H'mida, de sa sœur Fatima ainsi que son frère Si Djelloul Inal, doit subvenir aux besoins de sa nombreuse progéniture malgré un milieu social hostile. Les temps sont très durs, la guerre mondiale fait rage.

Ahmed Inal a alors 12 ans et il devient l'aîné. Il fait ses études primaires à Ouled El Mimoun (ex-Lamoricière) et il a comme directeur M. Pastorel. Il entame ensuite ses études secondaires au collège de Slane. Il décroche la première partie du bac en 1947, écrit et oral et la seconde partie en 1948 à Oran. Il fréquente assidûment la bibliothèque des Amis du livre attenante au cercle des Jeunes algériens de la rue Bel Abbès ; à la même période Cheikh Mahdad, lui aussi au collège, se présente aux législatives sous l'étiquette UDMA. Ahmed le soutient et lit régulièrement le journal Le Manifeste de Ferhat Abbas. Le bouillonnement politique qui suit la Seconde guerre et l'environnement national et international influencèrent les choix doctrinaux de Ahmed.

En 1947, M. Minne, agrégé de philosophie et ancien FFI, qui exerce au collègue, assure à Ahmed des cours de soutien de philosophie pour préparer son bac. L'endoctrinement politique qui conduira Ahmed à son choix commence à ce moment.

Après avoir obtenu son bac en 1948, il ne peut poursuivre immédiatement ses études supérieures faute de moyens et au regard de sa situation sociale. Il obtient un poste d'instituteur, le premier, à Aïn El Hout le 3 octobre 1949 puis à Sebdou en 1950 où il a des démêlés avec son entourage.

Ahmed quitte Tlemcen pour Paris en 1951. Il décroche un certificat propédeutique à Paris Sorbonne en 1952 et prépare deux travaux : Histoire moderne et contemporaine (Paris, 1953) et Histoire de la colonisation (Paris, 1955).

« Martyr héros, yeux crevés, brûlé vif, par les hordes coloniales pour qu'il ne voie pas son Algérie indépendante. »

En France, Ahmed a une activité inlassable dans le monde estudiantin. Il y prône partout la lutte armée comme solution au problème algérien. Il rentre à Tlemcen où il est promu maître auxiliaire en histoire au collège de Slane et ce à compter du 25 octobre 1955.

A ce moment, le futur colonel Lotfi Deghine Benali, né le 7 mai 1934 et élève de la medersa de Tlemcen, passe à la clandestinité.

Tlemcen connaît début janvier 1956 des évènements inoubliables : le docteur Benzerdjeb est arrêté le 7 janvier 1956 puis exécuté le 17 janvier de la même année. Les obsèques doivent avoir lieu au cimetière de Sidi Senouci : c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Ses obsèques mettent en état d'alerte la ville de Tlemcen qui, pendant trois jours, tient tête au sous-préfet Bonhomme et à ses troupes les obligeant à un couvre-feu à partir de seize heures et à une riposte barbare. Ces évènements montrent la maturité des Tlemcéniens, le travail inlassable des responsables, une solidarité dans les épreuves terribles et une conscience politique incroyable. L'ombre de Ahmed Inal est partout. Son action pendant ces manifestations est de premier ordre, comme souligné par la note confidentielle des services de l'époque (retrouvée dans les archives et reproduite) ainsi que par les différents protagonistes. Ahmed Inal fut bel et bien un élément essentiel et moteur dans le déroulement de ces trois journées, en janvier 1956 à Tlemcen. N'ayant pu accéder à des archives classiques pour des raisons obscures, nous n'avons pas encore trouvé trace de cette motion remise par Ahmed Inal au sous-préfet Bonhomme.

On aurait aimé donner plus de détail sur son cursus et celui de ses élèves à cette époque …

Ahmed Inal fidèle à lui-même et à ses idéaux malgré le poste qu'il occupait depuis octobre 1955 agit à visage découvert face à l'ennemi et quoi que cela pût lui en coûter.

Contrairement a ce qui a été dit et reproduit dans certains écrits, Ahmed Inal n'a quitté définitivement Tlemcen que fin avril 1956 et c'est ce qui est souligné dans la note confidentielle.

Ahmed quitte définitivement et officiellement son domicile familial pour rentrer dans la clandestinité le 4 avril 1956 en période de ramadhan. Sa première planque (pendant au moins 20 jours) est à la rue de Paris près de la mosquée de Lalla El Ghriba auprès de son cousin Mustapha Inal, puis avant de monter au maquis, il se planque près de l'hôtel de France sis à la rue de Fès. Cette cache, habitée par ses amis Bouayed, est mitoyenne avec le dépôt EGA (ancien dépôt Lebon, rue Dar Diaf occupé vers 1860 par l'école des frères et première école secondaire de Tlemcen). Juste à côté de cette cache, à l'arrière, existent un centre névralgique de l'armée et un centre de torture terrible : Subdivision.

Dès que le contact avec le Front est décidé, Ahmed Inal rejoint le maquis en mai 1956 et prend le nom de guerre de Si Djaâfer. Ce nom sera repris par son frère Mustapha après le décès de Ahmed au combat.

En effet, les deux frères Rachid et Mustapha rejoignent leur aîné au maquis quelques mois après. A cause des représailles, le troisième frère Abdelhalim part se réfugier chez sa sœur à Blida. Mais, se sentant menacé, il quitte l'Algérie.

Entre janvier et avril 1956, Ahmed Inal continue ses réunions secrètes chez lui à la maison et avec « l'équipe » du moment dont nous cherchons à retrouver trace.

Quel est le médecin qui a donné un certificat médical à Ahmed début avril pour le présenter à l'administration du collège ? Le Dr Tebbal, alors médecin de la famille, ou le Dr De Touris ? Qui habitait à la rue de Paris et qui avait déjà traité Ahmed après qu'il eut perdu l'ongle d'un orteil ; la police qui le surveillait comme son ombre savait qu'il était toujours en poste à Tlemcen. Ils ne perdirent sa trace que vers le 20 avril 1956 (journal L'Echo du soir du 29 au 30 avril 1956).

Au maquis, il fait des va-et-vient incessants à travers la frontière marocaine. Il joue très souvent le rôle de correspondant de guerre pour le journal El Moudjahid. Après un bref repos à Oujda et malgré les appels des siens de passage, le voilà de nouveau au front où il se sent fidèle à lui-même et dans son élément.

En octobre 1956, à la suite d'une information, une embuscade lui est tendue près de Moulay Slissen par les éléments des tirailleurs ainsi que par des blindés nomadisés de la 13e Division d'infanterie dirigée par le capitaine Vincent, Ahmed a le grade de lieutenant ; il permet à ses

amis de battre en retraite, notamment le commandant Ferradj qui l'accompagne et qui aurait été attendu dans les environs. Tout en tirant pour protéger ses amis, il continue de brûler les nombreux documents qu'il transporte. Blessé, il est fait prisonnier par les éléments de la compagnie et torturé sur place puis dans une ferme. En vain. Ahmed ne parle pas, bien qu'on lui ait crevé les yeux pour ne pas voir son Algérie indépendante.

Ayant craché au visage de son tortionnaire, le capitaine Vincent voulant montrer son courage ou sa lâcheté devant tout le monde, enferme Ahmed dans une caisse en bois puis y met le feu. Ahmed Inal est brûlé vif « pour servir d'exemple à tous ceux qui oseraient prendre les armes contre la France ». La déclaration de son décès est faite par Mernier Nemri. Il est enterré à Ben Badis (ex-Descartes).

L'onde de choc est terrible : Ahmed Inal, qui a milité depuis les années 50 pour la lutte armée, qui à l'étranger était un exemple de probité, de courage et de sacrifice pour l'idéal d'une Algérie indépendante sous la bannière du Front, n'est plus et de quelle façon… Sa mort ne restera pas vaine. L'informateur et sa compagnie avec à sa tête le sinistre capitaine Vincent sont éliminés quelque temps après par un autre Si Djaâfer… Nous aspirons grandement que les acteurs dans toute cette série d'évènements (enfance, études, compagnons d'armes et de militantisme) puissent mieux nous éclairer sur Ahmed Inal et nous corriger en cas d'erreur. Comme l'ont fait les frères Bennammar et Benhamed Hamza ou encore Bali dans son livre Le rescapé de la Ligne Morice.

La bravoure faite homme

Quand Sid Ahmed Inal débarque à Tlemcen en 1955 pour enseigner l'histoire au lycée de Slane, la situation politique était apparemment confuse à Tlemcen. En apparence seulement, car ceux qui avaient opté pour la libération musclée du pays étaient déjà au maquis au 30 octobre 1955 – tendance FLN. Ceux qui hésitaient à choisir entre les deux tendances ou gardaient seulement quelque lien avec les militants MTLD, furent arrêtés dans la foulée des arrestations massives de l'automne 1955. Parmi eux figuraient deux responsables FLN pour la région de Tlemcen : Boukli Hassène Djamel et Bahri Djelloul, respectivement adjoint politique et adjoint militaire du chef du secteur Tlemcen.

En quittant définitivement Paris pour Tlemcen, Inal s'est renseigné auprès de militants MTLD vivant à Paris sur les personnes susceptibles de plaider à prendre le maquis. Benaouda Chérif lui donne mon nom. Benaouda Chérif et son frère aîné Ghaouti – valeureux militant du PPA-MTLD – sont tous deux à un moment donné maires de Tlemcen.

Inal, professeur à Tlemcen, compte par hasard parmi ses élèves de classe, mon frère Mourad Benammar. Bien sûr, Inal se renseigne et émet le désir de nous rejoindre. Je le mets directement en liaison avec le secteur Benihdeil-Sebdou dirigé à l'époque par Mohamed Bouzidi et M'hamed Guermoucli.

J'ai rencontré Inal deux fois, une fois du côté de Ouled Moussa- Beni Senous, août-septembre 1956, une deuxième fois à la frontière marocaine durant l'année 1957. Cette fois, je lui ai proposé de rester au Maroc et de travailler comme journaliste pour El Moudjahid, il a refusé et m'a répondu : « J'ai des amis au maquis et je ne peux pas les abandonner. » A quoi, j'ai répondu : « Ce pays sera libéré par les meilleurs de ses enfants, mais ils n'assisteront pas à l'indépendance. » Nous avons ri et nous nous sommes quittés. Il a été capturé dans la région de Sidi Bel Abbés et torturé à mort.

L.B / N.Z

Déjeûner avec le Dr Lemaire. Témoignage sur un héros

En mai 1958, j'ai connu un certain docteur Lemaire. Celui-ci faisait partie des rappelés du contingent. Le jour de son arrivée en Algérie, il a été transféré dans le secteur de Ben Badis où il a été chargé d'injecter des toni-cardiaques aux prisonniers djoundis afin qu'ils puissent les questionner avant de les achever. L'un d'eux était justement Sid Ahmed Inal; lui répondant que c'était un de mes amis d'enfance, il m'a chargé d'une mission auprès de sa famille : leur dire que leur fils était un héros et qu'ils peuvent être fiers de lui.

Benhamed Hamza (DDR-Edmond XXX Hadley)

Décédé à l'âge de 105 ans

El Hadj Mustapha Bouabdallah parti avec la conviction du devoir accompli

El Hadj Mustapha Bouabdallah et le Président Abdelaziz Bouteflika

Le grand-père Bouabdallah, dit Belhadj, fuyant les exactions du colonialisme, quitte sur fond de guerre mondiale, la première, celle de 1914, son Ghazaouet natal. Il va traverser, en motocyclette, la frontière algéro-marocaine. Dans ses maigres bagages, le jeune Mustapha, alors âgé de cinq ans, que rien ne prédisposait au rôle qu'il aura à jouer, dès les prémices de la révolution de Novembre 1954, aux frontières. Mais comment pouvait-il en être autrement? L'enfant qu'était alors Si Mustapha restera marqué par cette fuite du colonialisme, par ces images d'un peuple affamé, exproprié, massacré.

Leïla Boukli / Nacer Zenati

Le destin est souvent imprévisible. Il est souvent là où on l'attend le moins. L'enfant se souvient d'un arrêt, non loin de la frontière, et l'aide apportée par son père à un conducteur en détresse. Ce dernier lui remet deux pièces d'or, en guise de remerciements pour le dépannage. Une aubaine pour les membres de cette famille en exil, qui commenceront par acheter un petit café et qui, à force de travail et de sacrifices, finiront par être des notables respectueux et respectés dans ce pays, à la tête de quelque 5 700 hectares.

Terres et biens seront nationalisés par le Maroc après l'indépendance de l'Algérie. Si Mustapha, fidèle à ses principes, refusera de prendre la nationalité du pays d'accueil.

Au vu du parcours de Hadj Mustapha, on est tenté de dire que le destin l'avait choisi pour être l'un des supports de la Révolution, car il avait mis toutes ses fermes à la disposition des dirigeants de l'ALN qui en avaient fait des centres, des hôpitaux et même des hauts-lieux de formation des futurs cadres de l'Etat algérien. C'était au sein de l'une des écoles de l'ALN installée, dont l'une des fermes situées sur les bords de là Moulouya dans la région d'Oujda et dirigée par Abdallah Arbaoui dit Nehru, qu'avaient été formés les Khalef, dit Kasdi Merbah, Noureddine Delci, Abdelaziz

Dans l'une des fermes de Bouabdallah, on reconnaît au fond le Président Boumediene et le colonnel Abdelhafid Boussouf

Maoui et tant d'autres. C'était aussi à l'intérieur de l'une de ces fermes qu'avaient été accueillies des figures des mouvements de libération africains à l'image de Nelson Mandela et d'Amilcar Cabral. Elle avait aussi abrité l'Ecole des cadres des transmissions du MALG créée par Abdelhafid Boussouf.

Hadj Mustapha, qui avait une très grande estime pour Messaoud Zeggar, mettait à la disposition de ses groupes des endroits retirés pour tester les armes fabriquées dans les usines clandestines de l'ALN. Après quoi, Bouabdallah les faisait convoyer vers la frontière algérienne par ses propre camions et véhicules. Il avait acquis, il est vrai, une grande notoriété dans la région, ce qui lui avait permis de faire circuler hommes et armes à la barbe des policiers et des forces de l'armée française. Ces activités finirent par être connues par les renseignements français qui firent subir à Si Mustapha les pires représailles. Sa ferme Athama est bombardée et celui-ci, fiché sous le nom de « colon du FLN », est arrêté en 1957. Il fera l'objet d'un échange avec un colonel de l'armée française Mazurier, kidnappé à Casablanca par l'ALN : une première dans les annales de la lutte de libération nationale.

Si El Hadj Mustapha avait assuré aussi le refuge aux maquisards marocains qu'il avait aidés en armes et autres moyens dans leur lutte pour la libération de leur pays. Bouabdallah connaissait tous les grands hommes de la Révolution pour les avoir accueillis sur ses terres : Larbi Ben M'hidi, Houari Boumediene, Abdelhafid Boussouf, Lakhdar Bentobal, le jeune Abdelaziz Bouteflika et bien d'autres.

Sa parfaite connaissance des hommes qui dirigeaient la Révolution, son sens élevé de la responsabilité et son infaillible patriotisme l'amenèrent à multiplier ses interventions et ses médiations pour dissiper et parfois même écraser les querelles et les différends entre les responsables du FLN et des officiers de l'ALN.

El Hadj Mustapha Bouabdallah, dit Belhadj, né le 18 mars 1906 à Souahlia (Ghazaouet), décédé le 22 février 2009 à Berkane, au Maroc, où il est enterré, vivait après l'indépendance dans une grande discrétion avec la conscience de n'avoir fait que son devoir.

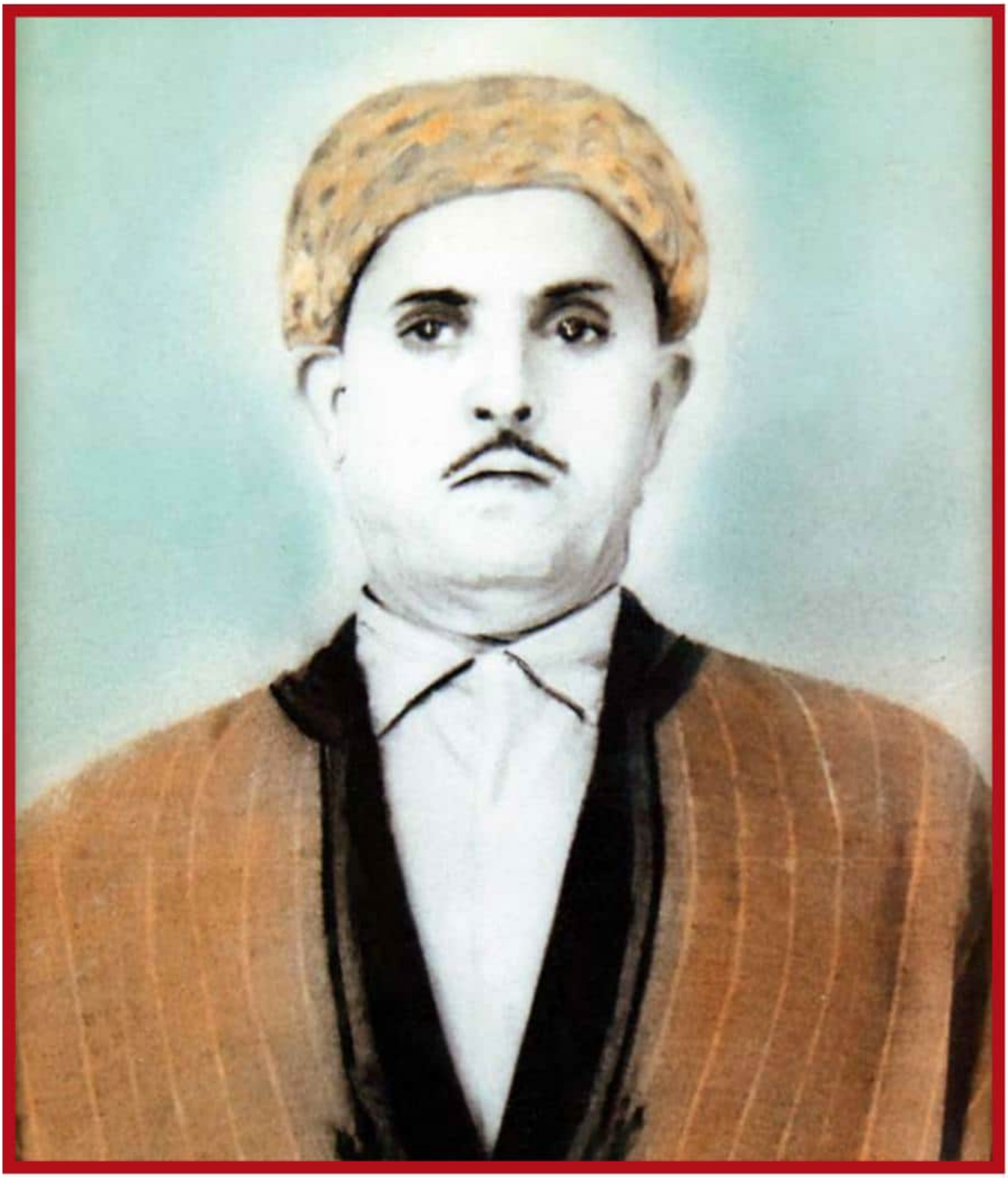
L. B / N. Z

El Hadj Mustapha Bouabdallah

Si Amar Djeffal

Un chahid et un mythe vivant à la gloire de l'Algérie

Par Mohamed Mebarki



La presse algérienne a eu le mérite d'essuyer la poussière sur des dizaines de noms de chahid et de moudjahidine que les livres n'ont pas retenus ou simplement survolés en quelques lignes.

Ce travail de mémoire livré aux lecteurs à l'occasion des différentes commémorations a été rendu possible grâce à l'apport de précieux témoignages recueillis auprès de femmes et d'hommes conscients de la nécessité de perpétuer la flamme portée par une génération exceptionnelle qui donna au sacrifice tout son sens. Certains articles ont grandement contribué à révéler à une opinion publique de plus en plus exigeante le combat héroïque livré avec courage et humilité par une large frange d'Algériens qui n'a jamais cherché la gloire au détriment du but suprême pour lequel tout le monde était prêt à mourir en martyr une centaine de fois. Si Amar Djeffal, le chahid aux mille vies, était de ceux-là. Mieux encore, il constitue un exemple parfait du militant qui a fait l'Histoire sans faire d' « histoires ».

A El Khroub où il vécut en moudjahid et mourut en chahid sous la torture, il y a une cité, une rue et des établissements publics qui portent son nom. A travers l'ensemble des wilayas situées sur le territoire occupé durant la Guerre de libération nationale par les Wilayas I et II historiques, son nom demeure intimement lié à ceux de Bachir Chihani, Abdelhamid Kerboua, Messaoud Boudjeriou, Zighoud Youcef et Mostefa Benboulaïd. Au-delà de ces manifestations symboliques, le nom de Si Amar, le « cheikh » des chouhadas d'El Khroub reste profondément gravé dans les cœurs et les esprits.

Feu Garmi Lachtar, un moudjahid qui a porté l'uniforme de l'Armée nationale populaire, m'avait beaucoup parlé de Si Amar, bien des années avant que le magazine ne me charge d'évoquer en quelques lignes le parcours combattant d'un homme dont la vie se conjugue toujours au présent. Garmi est un cousin du chahid Lachtar Hamlaoui, un des proches collaborateurs de Si Amar, celui-là même qui exécuta le misérable traitre qui moucharda le « cheikh » des chouhada. Le témoignage est précis mais ne perce pas le mystère qui a entouré l'action patriotique mené par Si Amar. Il n'y a qu'à voir l'acharnement inhumain et criminel avec lequel ses bourreaux s'en sont pris à lui pour saisir l'extrême frustration ressentie par la sécurité de l'armée coloniale devant un homme qui demeura, aux yeux de l'occupant, une énigme entière jusqu'à son dernier souffle. Son rôle dans le recrutement, la gestion du contact entre les chefs du maquis et la population et l'acheminement des armes et des documents, quoique primordial dans une période cruciale marquée par la poussée révolutionnaire provoquée par la grande offensive du Nord Constantinois et la réaction brutale de l'armée française dirigée essentiellement contre les populations civiles, n'attira pas sur lui l'attention de l'administration coloniale parce qu'il l'a mené d'une main de maître.

Sage, pondéré, méticuleux, extrêmement prudent et surtout convaincu de la justesse d'une lutte dont l'issue ne souffrait aucun doute, il réussit à maintenir son action au-dessus de toutes les considérations terre à terre. Homme de principes et de parole, Si Amar sut mener avec une intelligence inouïe ses activités révolutionnaires dans la clandestinité la plus absolue et réglé pas mal de conflits grâce à sa grande notoriété et à l'extraordinaire charisme que dégageait sa forte personnalité. C'était sans doute son désintérêt total des choses de l'existence matérielle qui fit de lui une figure emblématique pour ceux qui l'avaient connu et tous ceux qui en ont entendu parler. « En dépit des nombreux informateurs qui étaient sur ses traces et du déploiement intensif d'agents de sécurité déployés à proximité de son magasin et des activités de renseignement du deuxième bureau de l'armée française, le chahid poursuivra, dans la clandestinité et durant plusieurs années, son combat héroïque. Les doutes et les suspicions qui l'entouraient lui valurent d'être incarcéré à maintes reprises. Les services chargés de sa filature, qui l'avaient mis sous contrôle permanent, ne réussirent jamais à découvrir la vérité sur ses activités », lit-on dans un des nombreux témoignages consacrés à ce chahid et publiés durant ces dernières années par plusieurs titres de la presse.

Dans une contribution publiée par El Djazaïr.com en novembre 2010, Achour Cheurfi, journaliste connu et reconnu, mit en exergue deux évènements durant lesquelles, le chahid Si Amar joua un rôle im-

mense : l'attaque de la caserne abritant les supplétifs sénégalais, la récupération d'une importante quantité d'armes et son acheminement au maquis d'El Heria connue aujourd'hui sous le nom de Benbadis, et sa participation active et décisive dans l'organisation de la grève des huit jours qui exprima de façon éclatante l'adhésion des différentes couches sociales aux mots d'ordre lancés par la direction nationale de l'insurrection armée. C'est à la suite de ces deux faits d'armes que les éléments du « deuxième bureau » procédèrent à son arrestation sur la base d'une dénonciation dont l'auteur paya le prix quelques jours après l'inhumation du corps portant les traces d'une barbarie sans limites, en recevant un châtiment exemplaire de la part d'un jeune révolutionnaire.

Pour l'histoire, de nombreux témoignages n'ont pas manqué de relever l'attitude noble adopté par un Si Amar dont la grande sérénité contrastait fortement avec l'extrême fébrilité de ses geôliers. Il vêtit ses plus beaux habits dans la plus pure tradition algérienne comme s'il était convié à une fête, sachant pertinemment que les chances de sortir indemne à l'issue de cette arrestation étaient minimes. Sa volonté de ne pas offrir à ses tortionnaires l'image pathétique d'un « fellagha » en guenilles a été plus forte que la haine viscérale des agents chargés de l'interroger. N'ayant pas pu briser sa résistance malgré toutes les méthodes inhumaines auxquelles il avait été soumis, ses tortionnaires l'assassinèrent avant de jeter son corps au lieu dit Chaâbat El Kram. Le jour de son inhumation, la ville d'El Khroub fut soumise à un quadrillage militaire et policier sans précédent de la part des forces de l'occupation. Même mort, il a continué à hanter les nuits de ses tortionnaires qui s'acharneront sur sa famille et ses proches jusqu'à l'indépendance du pays.

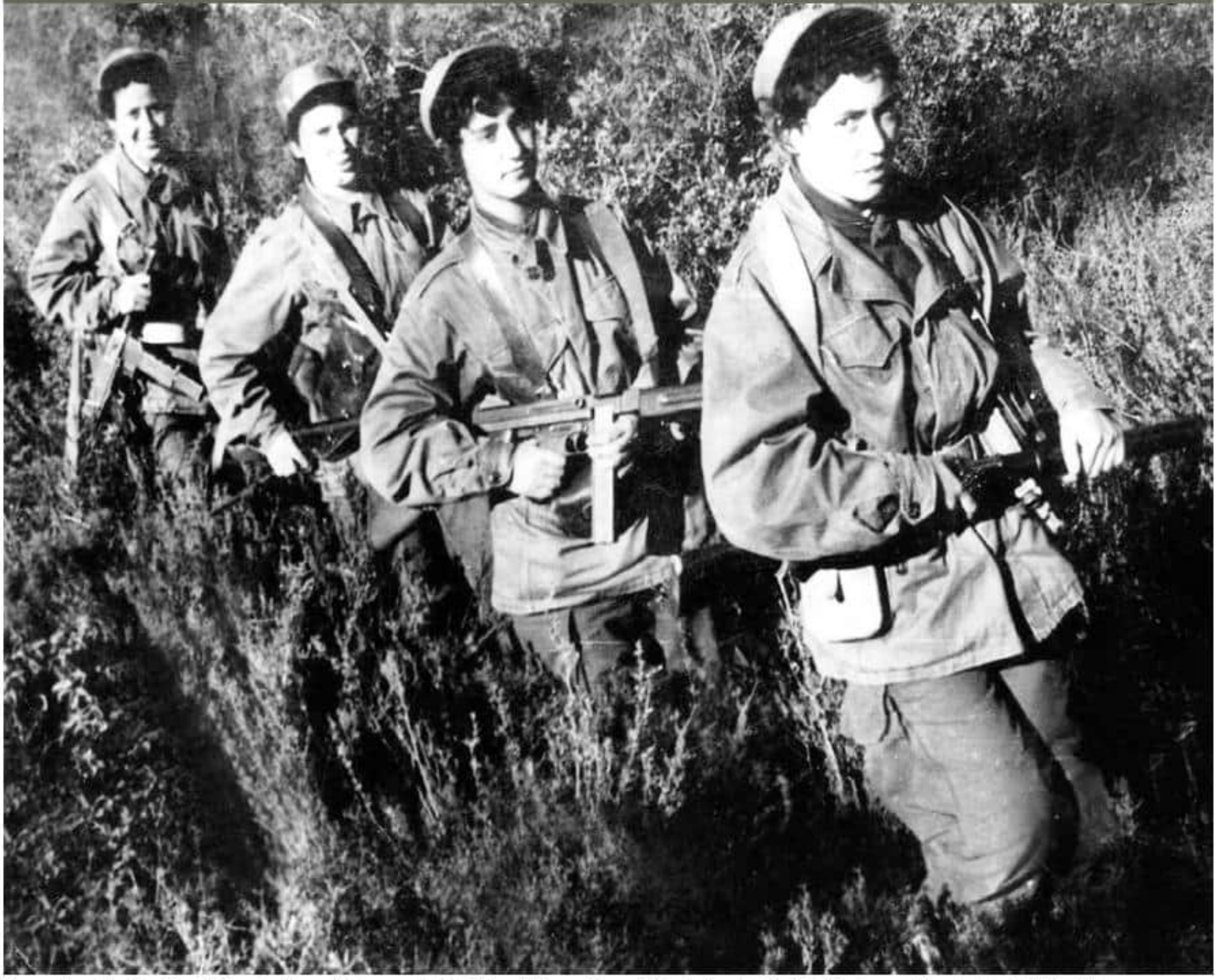
En 1995, son fils unique, Brahim, actuel chef cabinet du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, diplômé de l'ENA ayant occupé plusieurs fois le poste de wali , est muté à la tête de la wilaya de Constantine qui, à l'instar des autres régions, tenait une farouche résistance face au terrorisme. Bien imprégné des mêmes valeurs patriotiques défendues par son père, l'actuel chef de cabinet du ministre de l'Intérieur a fait preuve d'un engagement à toute épreuve en renforçant la présence de l'Etat en milieu rural et en contribuant efficacement à l'assainissement urbain d'une ville assaillie à l'époque par plus d'une vingtaine de bidonvilles. La mémoire du père et les réalisations du fils sont aujourd'hui jalousement gardées par une population reconnaissante et fière.

M.M.

Ces femmes qui sont nos frères de combat*

Quand je les ai vues, à la télévision, le 31 octobre 1985, j'ai succombé à la tentation d'écrire. C'était irrésistible.

Par Boualem Bessaih



De gauche à droite, Chellali Yamina Veuve Abdessemed, Ouici Aouali Veuve Senouci Mustapha, Hadjadj Malika épouse Boudoukha, Miri Rachida.

De g. à dr.: Ouici Aouali, Rachida Miri, Malika Hadjadj, Yamina Chellali.

El-Djazaïr
.com
Magazine Promotionnel de l'Algérie

Elles étaient, ces femmes, remarquablement belles et tout simplement remarquables ; belles de visage et d'expression, quel que soit l'âge ou le poids des souffrances ; belles d'une fraîcheur à peine effleurée par le temps , n'est-on pas belle lorsque la vie intérieure est intense ?, belles d'une beauté intérieure immense que découvre un regard vif, prompt comme l'éclair, pulvérisant comme la foudre, car au creux de l'âme s'est forgée une arme qui s'appelle l'amour de la terre du peuple.

Ce n'est pas tant le vécu de ces femmes, ce séjour sombre derrière les barreaux obscurs, ce n'est pas tant les jours longs, les nuits d'insomnie, les moments d'angoisse qui creusent les visages, c'est ce qu'il en reste après avoir tout oublié. C'est cette force intérieure, cette expression juste, parfois gnomique, cette assurance des gestes, cette modestie généreuse. Car à aucun moment ne s'est trahie l'héroïne, ne s'est couverte de lauriers.

Langage simple, spontané, vibrant, comme jadis on racontait des légendes pour enfants prêts à s'endormir. Mais cette fois-ci pour un réveil. Réveil de souvenirs, sereinement égrenés depuis un quart de siècle, encore chauds sur la langue, précis dans le détail, minutieux dans la forme, pour fixer l'évènement dans la cavalcade du temps.

Et cette vie collective dans la cour de prison, où les pavés sont témoins des tortures, où le balai-brosse arrache au sol humide le rouge du sang accusateur ; cette cour où les emmurées saccadent leur vie entre le silence protestataire et le chant des patriotes ; et cette fête qu'on organise en hâte pour accueillir une nouvelle détenue, reçue comme l'invitée d'honneur, avec les rires arrachés à la tristesse, les signes de joie improvisés, pour qu'à son tour elle retrouve une famille perdue, dans un élan solidaire et frugal.

Et ces youyous stridents comme des salves qui accompagnent la condamnée, comme on accompagne une mariée chargée par le destin, traînée par des geôliers sans cœurs. Et ce juge impassible, choisi pour ses idées non pour ses lois, et cet avocat, lui aussi opprimé, qui frappe aux portes et ne peut rien. Et la vague parisienne de protestation et de refus dont les chuchotements se répandant jusqu'aux grilles de la prison Serkadji / Barberousse(1) et qui passe. Impuissante.

Mais ces femmes venues de France, Jacqueline et les autres, drapées dans leur courage de cœur, intelligentes, signent de leur nom et au péril de leur vie

Des femmes moudjahidate exhibant leurs armes

cette grande vérité : la liberté n'a pas de frontières, la solidarité n'a pas de limites, l'humanité n'a pas d'écran. Ah ! Quel moment historique intense pour réconcilier les hommes et rapprocher les peuples.

Et malgré toute cette fièvre de douleurs, cette chaîne de souffrances, ces femmes sont restées femmes, se maquillant avec des stylos à bille, voulant demeurer belles, pour des épousailles incertaines, et, peut-être, pour rencontrer un jour parents et amis, parées de dignité non de bijoux.

C'est vrai, elles étaient belles, ce soir-là ; si belles que nos filles d'aujourd'hui voudront leur ressembler. Et par-dessus cette beauté, que de sanglots étouffés. Que de soupirs contenus. Mais à la fin, l'une d'elles craque. Et les diamants de larmes tombent et ruissellent sur la joue, hommage à la liberté.

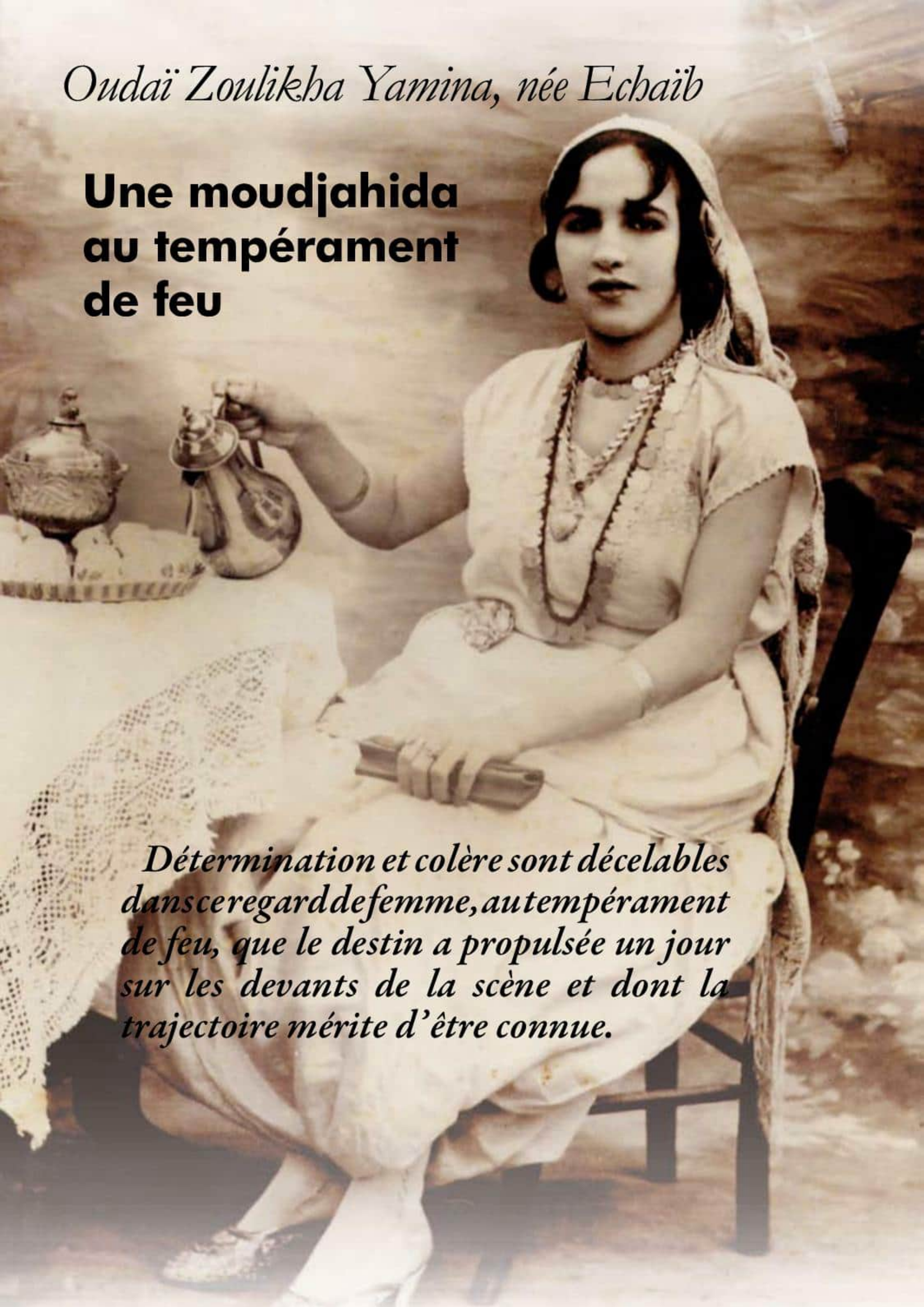
B. B.

Fadhila Saâdane apprenant à une moudjahida le maniement des armes

---

** L'auteur a rédigé ce témoignage à la suite d'une émission documentaire présentée par la Télévision nationale sur la participation des femmes algériennes au combat libérateur et les souffrances qu'elles avaient endurées dans les geôles de l'occupation coloniale.*

(1) Grande prison à Alger.



Oudaï Zoulikha Yamina, née Echaïb

Une moudjahida au tempérament de feu

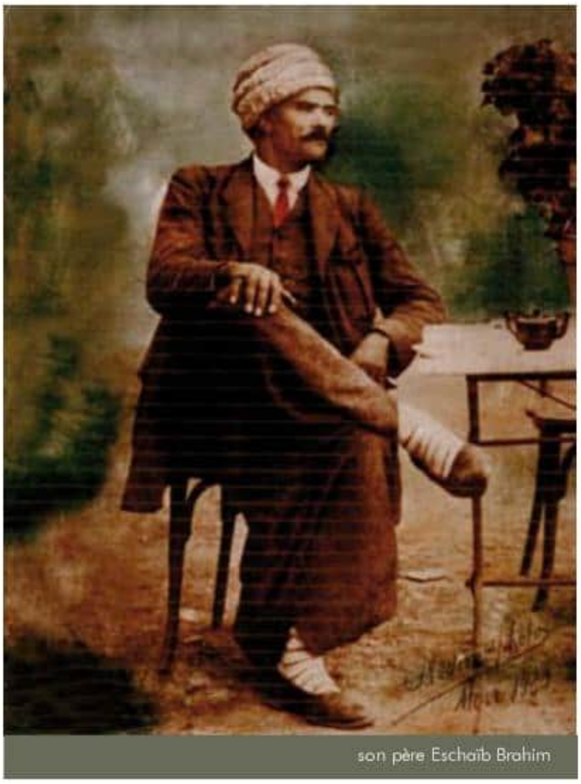
Détermination et colère sont décelables dans ce regard de femme, au tempérament de feu, que le destin a propulsée un jour sur les devants de la scène et dont la trajectoire mérite d'être connue.

Son histoire a inspiré Assia Djebar qui en a fait un livre La femme sans sépulture où elle mêle fiction et réalité. Des universitaires notamment aux USA ont fait le déplacement jusqu'à Cherchell pour faire de ce symbole du refus du mépris de l'homme, de son exploitation, de son avilissement, un objet d'étude. Cette femme a été très tôt marquée par le mode de vie des familles indigènes, sans ressources, sans maris parce qu'enrôlées de force par l'armée coloniale pour défendre un pays qui n'était pas le leur. Les femmes n'avaient pas d'autre alternative qu'être la « Fatma » au service de colons usurpateurs de terres, injustes et cruels, pour la plupart, pour nourrir leurs familles. Ce ne sera pas le cas de La Zoulikha qui devient, fait unique dans l'ALN, responsable politico-militaire de la ville de Cherchell. Elle succède au chahid Belkacem Alioui, ex-président de l'équipe de football du Mouloudia de Cherchell. Fonction qu'elle assumera avec bravoure, comme en témoigne, ému aux larmes, son responsable Ahmed Ghebalou, médersien, responsable politique de la région de Cherchell, fortement marqué par les capacités d'endurance, d'organisation et de commandement de cette femme. Jusqu'au jour fatal où elle rejoint son époux, Si Larbi, et son fils Habib, fidaï dans la région de Blida, tous deux exécutés par l'armée française sans jugement. Martyrs du devoir, 17 proches de cette famille se sont sacrifiés pour que vive l'Algérie libre et indépendante, libérée d'une tutelle imposée par les armes, s le sang et les larmes.

Qui est Zoulikha Yamina, née Echaïb ?

Elle est née un 7 mai 1911 à Hadjout d'une famille aisée, père gros propriétaire terrien, conseiller municipal, président du comité de patronage d'Ecoles d'indigènes. Il encourageait les Algériens à s'instruire. Elle grandit dans la ville de Cherchell, épouse à 16 ans, Larbi Oudaï, maquignon de son état avec qui elle fonde une famille. Elle a cinq enfants qu'elle impliquera plus tard dans la Révolution, mais n'aura pas la chance de les voir grandir. Ce sera sa fille aînée qui fera en son absence office de maman. Parlant un français châtié, cette femme impressionne par sa détermination à défendre ses convictions.

En 1954, lors du tremblement de terre d'El Asnam, où elle rendra visite à sa fille, elle prend violemment a parti les autorités qu'elle estime trop lentes à porter secours aux victimes algériennes, tout comme elle n'hésite pas, en 1957, après l'exécution de son époux, intendant au sein de l'ALN, capturé avec sur lui la somme de 300.000 francs, à faire, accompagné d'un avocat, irruption au commissariat jusqu'au bureau du tristement célèbre commissaire Coste, sous le commandement du non moins célèbre lieutenant-colonel Gérard Le Cointe, mort récemment en tant que général, dans la gloire en France, la conscience tranquille. Elle y lance des mots qui auraient pu lui coûter la vie : « Non contents d'avoir tué de sang-froid mon époux, vous lui avez aussi volé l'argent de ses enfants. » Curieusement, elle obtient gain de cause et récupère la somme et ses objets personnels. Cet argent, fruit des cotisations, sera remis à l'organisation sous la barbe de ce commissaire, qui ne se remettra jamais d'avoir été bernée par une « Fatma ».



son père Eschaïb Brahim

Elle a alors 46 ans, un âge où les mères de famille de l'époque s'occupent de leur foyer. Mais La Zoulikha la révoltée est une femme obstinée, ayant de l'expérience et du caractère et vouant une passion effrénée à son peuple. Elle engage la lutte et la poursuit inlassablement dans les maquis de Haïzer et dans Cherchell enclavée dans ses murailles, gardée par une armée en alerte. Elle sillonne les pistes pour faire le relais avec l'Organisation installée dans des caches ou dans des petites maisons en ville. Dans le combat urbain, elle organise le réseau de femmes et d'hommes, mettant en place les moyens pour faire acheminer la logistique aux maquis. Les contacts se font par des jeunes adolescentes de 12 à 14 ans, dont sa fille, encore en vie. Les jeunes filles insoupçonnables vont de cache en cache, avec des ânes et des poteries dans lesquelles sont cachés nourriture, habillement et armes.

Elle est félicitée par Abane Ramdane en personne, notamment pour l'infirmerie montée par ses réseaux, qu'il considère mieux équipée que celle de Tlemcen, référence à l'époque, et par Boualem Benhamouda, ex-ministre et alors commissaire politique du secteur.

Début 1957, le réseau FLN de Cherchell est découvert et les membres arrêtés. La Zoulikha s'enfuit et rejoint le maquis où elle est volontaire pour activer dans le secteur des Oudayne.

Elle mobilise la population et organise les relais pour les combattants en transmettant les orientations et informations dans Cherchell malgré le danger.

On rapporte qu'elle garda jusqu'à sa mort un mouchoir trempé par elle du sang encore chaud de deux moudjahidine, Abdelrrahmane Youcef Khodja et Ali Alliche, âgés de 26 ans, alors qu'ils passaient par un poste relais et auxquels elle avait servi le café deux minutes avant. Elle fuit et verra ses enfants pour la derrière fois. Elle dira à son fils Habib, porté disparu et revenu blessé d'Indochine en 1955, qui, devant se marier avec sa cousine, avait acheté pour l'occasion une chambre à coucher : « Monte au maquis, tu te marieras à l'indépendance. » Comme ci celle-ci était pour le lendemain.

Le sort veut qu'elle soit prise lors d'un ratissage sans précédent, un 15 octobre 1957. Allioui est tué sur-le-coup, Brahim Oudaï, un parent, s'enfuit blessé, il sera égorgé plus tard par les militaires ; La Zoulikha est faite prisonnière.

Les Français jubilent, montent une véritable mise en scène, ramènent de force les populations des alentours afin qu'ils voient leur héroïne, attachée à un blindé, humiliée.

Il n'en est rien. La Zoulikha la tête haute, harangue, d'une voix ferme, la foule : « Mes frères, soyez témoins de la faiblesse de l'armée coloniale qui lance ses soldats armés jusqu'aux dents contre une femme. Ne vous rendez pas. Continuez votre combat jusqu'au jour où flottera notre drapeau national, sur tous les frontons de nos villes et villages. Montez au maquis ! Libérez le pays ! »

Le capitaine tente de la faire taire. Méprisante, elle cra-

Son fils Lahbib (jeune homme)

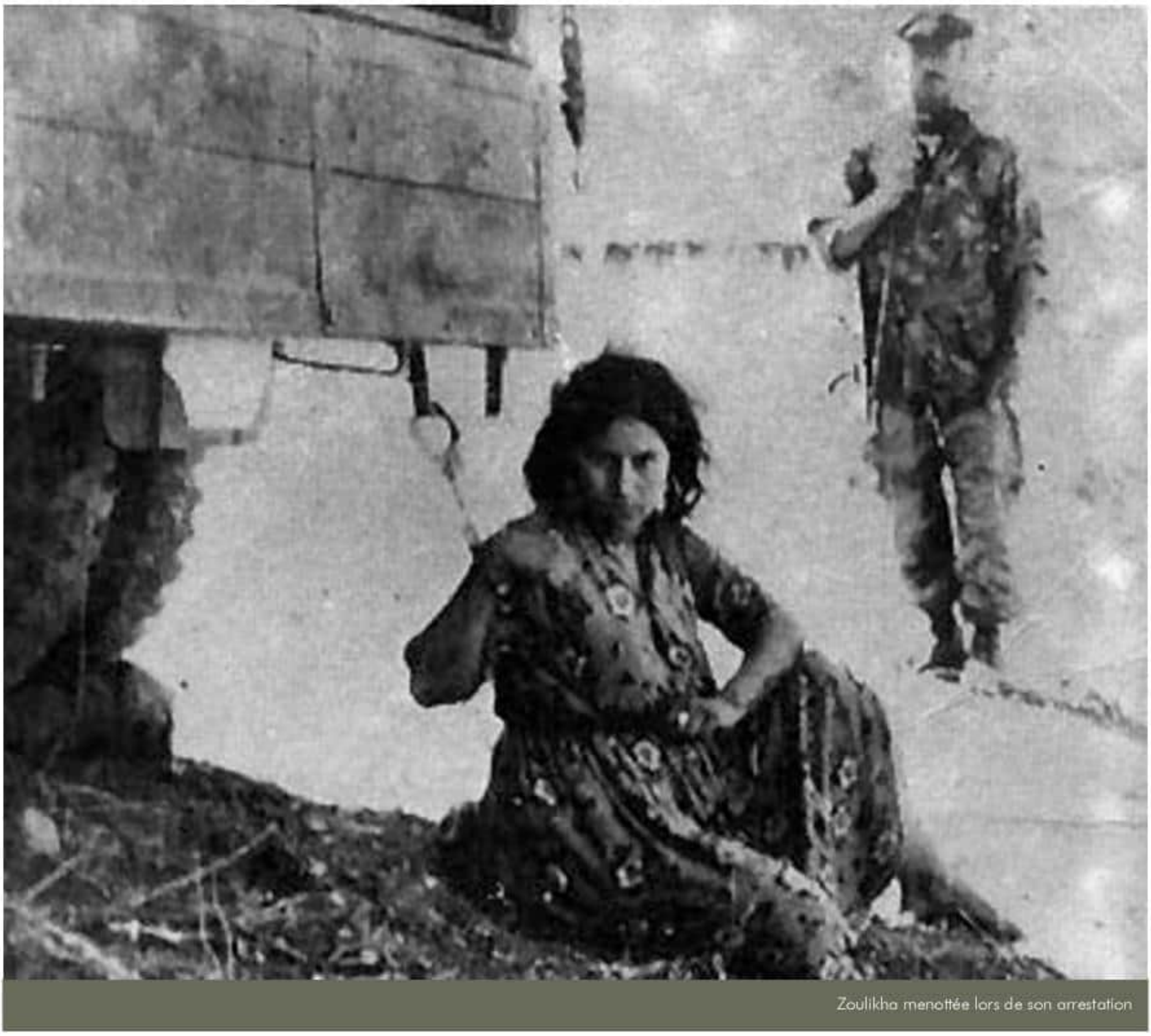
che au visage de ses tortionnaires. Elle sera torturée 10 jours durant, sans jamais donner un nom et exécutée le 25 octobre 1957. Son corps sera retrouvé en 1984 après le témoignage d'un paysan qui dit avoir trouvé le corps d'une femme sur une route et l'avoir enterré à Marceau. Il les guide jusqu'à une tombe. Elle avait toujours ses menottes aux mains. Elle est enterrée aujourd'hui au cimetière des chouhada de Menaceur.

Si les parents Oudaï et leur aîné furent un exemple d'engagement patriotique, leur petit dernier est un exemple de loyauté envers l'Etat algérien indépendant, libre et souverain.

Général à la retraite, cadet sorti de l'école de Koléa, puis de l'école d'officiers de Saint-Cyr Coëtquidan, il se consacrera corps et âme, au péril de sa vie, à la lutte contre un autre danger qui menaçait l'Algérie, les hordes terroristes. Legs probable de cette mère à son fils, souvenir du mouchoir imbibé du sang encore chaud des chouhada gardé jalousement par cette héroïne que fut La Zoulikha, afin que nul n'oublie les sacrifices consentis pour que vive l'Algérie souveraine et libre.

Leila Boukli

Larbi Oudaï époux de Zoulika dit Si Ahmed



Zoulikha menottée lors de son arrestation

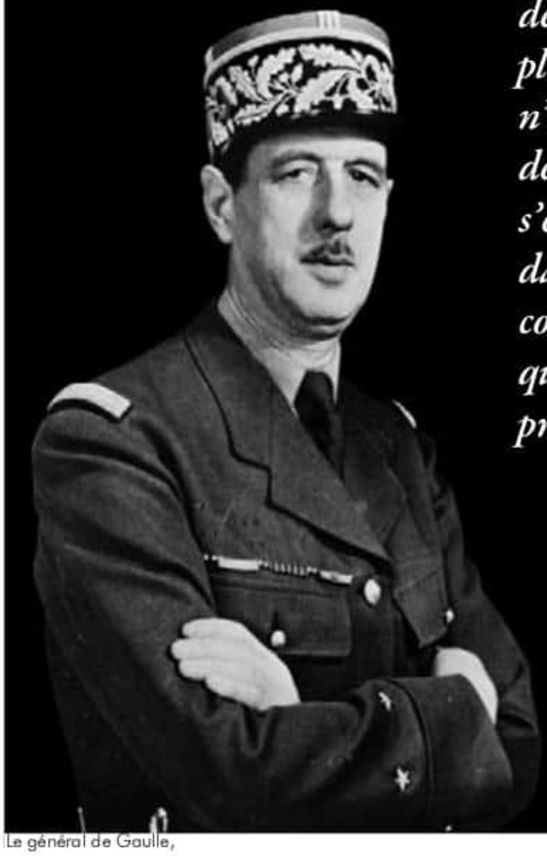
CONTRIBUTION

Par **Belaïd Abdesselam**
Militant PPA, ancien chef de gouvernement

Le général de Gaulle face au FLN

L'adversaire le plus déterminé de la Révolution algérienne

Toute une mythologie s'était constituée au sujet de l'attitude et de l'action du général de Gaulle envers la Révolution algérienne. Tout juste, si on ne le présente pas comme un héros de l'indépendance de l'Algérie et si certains ne lui reconnaissent pas la qualité de grand militant du FLN. En vérité, de Gaulle avait été l'un des adversaires les plus déterminés et les plus implacables de l'Algérie et ses actes n'avaient été inspirés que par l'intérêt de l'impérialisme français et l'idée qu'il s'était faite de la France, qu'il eût agi dans le sens voulu par les milieux ultra-colonialistes de France et d'Algérie ou qu'il eût opté à l'opposé de certaines thèses préconisées par ces milieux.



Le général de Gaulle,

Elevé dans la tradition royaliste française, il avait certainement considéré l'Algérie comme le plus beau fleuron colonial légué à la France par sa monarchie. En pleine guerre mondiale, luttant à l'extérieur des frontières de son pays pour la libération de la France occupée par les Allemands, il avait tenu par-dessus tout à la conservation et à la récupération par son pays de son empire colonial, d'avant 1939. Par une telle attitude, il allait à l'encontre des principes-mêmes de la Charte de l'Atlantique, au nom desquels, comme tous les leaders des pays européens occupés par les Allemands, il avait appelé au combat pour la délivrance de sa propre patrie.

Au cours d'un bref passage en ce qu'on avait appelé à l'époque les Etats du Levant placés sous mandat français par la Société des nations instituée au lendemain de la Première Guerre mondiale et dans le cadre du déroulement de sa carrière militaire, on avait prêté à l'officier Charles de Gaulle des propos à la limite de la connotation raciste, en tout cas d'une arabophobie et d'une islamophobie évidentes.

Avant même la libération de la France, il avait engagé des opérations répressives contre le Liban et la Syrie, qui avaient eu le tort à ses yeux de revendiquer leur indépendance. En mai 1945, en tant que président du gouvernement provisoire français, il avait envoyé ses avions bombarder la ville de Damas. Heureusement pour la liberté des peuples syrien et libanais et pour la déconvenue du général de Gaulle, ce dernier avait été obligé de retirer ses troupes de Syrie et du Liban à la suite de l'ultimatum comminatoire que lui avait adressé à cet effet Winston Churchill. Ce dernier avait certainement dû lui rappeler que sans le concours de l'armée britannique, les contingents de « La France libre » envoyés par lui en vue de pénétrer dans les Etats du Levant n'auraient pas réussi seuls à briser la résistance des troupes du malheureux général Dentz demeuré fidèle au Maréchal Petain siégeant à Vichy. Le jour de la défaite hitlérienne, il avait ordonné l'une des plus féroces répressions vécues par le peuple algérien, coupable à ses yeux de s'être lancé dans sa lutte contre le colonialisme français. Au lendemain de la victoire alliée, en 1945, il avait ordonné la récupération, par la force, de l'Indochine, déclenchant une guerre de reconquête coloniale, qui devait durer trente ans. La guerre d'Indochine qui avait conduit la France à la retentissante défaite de Diên Biên Phu avait été menée par ceux qui avaient exercé le pouvoir en France, après son départ début 1946 de la tête du Gouvernement français. De ce fait, elle avait été mise au passif de la Quatrième République en France qui avait été instaurée après de Gaulle. Mais ce dernier était demeuré le véritable responsable du déclenchement de cette guerre et de tous les méfaits qui en avaient résulté pour la France, pour les peuples d'Indochine et pour le reste du monde jusqu'au milieu des années 1970. Car les Américains, ayant décidé à leur tour de

Le général de Gaulle, en Algérie le 06 Juin 1958

reprendre à leur compte cette guerre menée contre le peuple du Vietnam et contre ceux des autres pays de l'ex-Indochine française, avaient été acculés à leur tour à abandonner dans la précipitation la ville de Saigon et tout ce qu'ils avaient installé à coups de milliards de dollars au Vietnam.

De ces défaites et des malheurs qui en avaient résulté pour les peuples qui les avaient subis, le général de Gaulle est le principal coupable et comptable devant l'Histoire, car c'était lui qui avait décidé d'envoyer en Indochine le moine Amiral Thierry d'Argenlieu. Ce dernier, dès son arrivée en Indochine, avait entrepris de torpiller les efforts de conciliation avec les Vietnamiens amorcés par le premier envoyé du général de Gaulle en Indochine le général Leclerc. Les agissements et les provocations menés par l'Amiral Thierry d'Argenlieu avaient abouti au déclenchement de la guerre qui devait trouver son épilogue à Diên Biên Phu et à la conférence internationale de Genève qui devait consacrer l'élimination de la France de toute influence dans ce qu'on avait appelé la péninsule indochinoise, avant d'aboutir, pour les Américains, à leur première et cruelle perte d'une guerre conduite en dehors de leur territoire. Cela n'avait pas empêché le général de Gaulle d'accomplir, le 1er septembre 1966, à Phnom-Penh la performance de prononcer un discours retentissant dans lequel en des termes vibrants et vigoureux il avait fustigé les opérations militaires que les Américains menaient alors au Vietnam. Il avait prédit aux Américains en des phrases sonores et émouvantes qu'ils n'avaient aucune chance, quelle que fût la puissance de leurs armes, de parvenir à vaincre la résistance du peuple vietnamien. Il avait élégamment oublié que c'était lui qui avait allumé la première mèche de cette guerre que les Vietnamiens et les autres peuples de l'ex-Indochine française devaient supporter pendant près de 30 ans.

Pendant qu'il travaillait à relever son pays de l'abattement moral et de l'effondrement politique dans lesquels l'avait précipité la défaite de l'armée française devant les armées allemandes en 1940, ses échanges de vues avec Winston Churchill dont il était le protégé pendant toute la durée de la guerre avaient probablement contribué à le rendre conscient que les idées mises en branle par la Seconde Guerre mondiale finiraient par aboutir à la liquidation de tous les empires coloniaux existants de par le monde à la veille du déclenchement de cette guerre. Le Premier ministre anglais n'avait certainement pas manqué de lui révéler qu'en sa qualité de chef du gouvernement de l'Angleterre en guerre, il avait beaucoup de raisons de croire que l'empire britannique ne survivrait pas au triomphe de l'Alliance liant la Grande-Bretagne aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Union soviétique en vue de parvenir à vaincre la coalition formée par les puissances regroupées autour de l'Axe Rome- Berlin-Tokyo.

La prise de conscience du sort et du démantèlement que la fin de la Seconde Guerre mondiale qui était alors en cours allait réserver à tous les empires coloniaux existant dans le monde à la veille du déclenchement de cette guerre, n'avait probablement pas été étrangère à certaines des initiatives prises par le général de Gaulle sur le plan de sa gestion des affaires coloniales de la France au moment où il n'était encore que le chef de la « France Libre » et l'acteur travaillant à la libération et au redressement de son pays. Comme s'il avait conçu dans son esprit la possibilité de retarder l'échéance de la disparition de l'empire français dont il devait alors pressentir l'inévitable terme, il s'était évertué à tenter de différer ce terme. Il avait certainement espéré pouvoir livrer quelques batailles d'arrière-garde dans l'espoir de laisser subsister des fragments de ce qu'avait été l'Empire colonial français. C'était ainsi qu'en Algérie, il avait entrepris, avec l'assistance de l'un de ses premiers compagnons, le général Catroux issu de l'armée coloniale française, de dissiper les quelques illusions suscitées chez certains Algériens par le Manifeste remis par les « élus » dits « indigènes » aux autorités françaises en décembre 1942 et au début de l'année 1943, dans le sillage des espoirs induits chez nous par le débarquement des troupes anglo-américaines en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942.

Comme on le sait, les alliés anglo-américains étaient arrivés au Maghreb en porte-flambeau de la Charte de l'Atlantique promettant à tous les peuples le droit de disposer d'eux-mêmes. C'était dans un tel contexte que le général de Gaulle avait promulgué la fameuse ordonnance du 7 mars 1944 par laquelle il croyait faire plaisir aux Algériens en conférant à une catégorie de privilégiés parmi eux des droits que certains de nos politiciens avaient revendiqués vainement auparavant et que leur avait refusés le gouvernement de la Troisième République issu du fameux Front populaire par lequel la gauche française avait gagné les élections législatives en 1936.

Toujours sous l'empire de sa probable idée de retarder l'avènement de l'émancipation des peuples subissant la domination coloniale française, il avait organisé, en janvier 1944, à Brazzaville en Afrique Equatoriale, une conférence réunissant les hauts dignitaires de l'administration coloniale française avec quelques politiciens issus des rangs de la résistance française à l'occupation allemande. Au cours de cette conférence, le général de Gaulle avait annoncé qu'à l'avenir les peuples habitant les colonies françaises devaient prendre en mains la gestion de leurs propres affaires. Cependant, s'exprimant devant un aéropage où dominait la présence de nombreux galonnés de l'administration coloniale française, il avait cru devoir préciser que dans cette perspective les peuples coloniaux émancipés seraient réduits à ne s'occuper que de leurs affaires internes. Par le langage ambigu dont il avait le secret, le général de Gaulle, en parlant simplement de la gestion par les peuples colonisés de leurs affaires, avait tenté de convaincre ses auditeurs que la prédominance des intérêts français continuerait à peser sur ces peuples tout en donnant à croire aux observateurs extérieurs et aux représentants des peuples colonisés par la France que celle-ci s'était engagée résolument, par la Conférence de Brazzaville et sous l'égide du général de Gaulle, dans la voie conduisant à l'émancipation des peuples qu'elle avait dominés. Revenu au pouvoir en France après les émeutes des pieds-noirs d'Alger le 13 mai 1958, il avait consenti facilement à octroyer l'indépendance aux pays africains. Il s'était rendu dans ces pays en août 1958 durant la campagne qu'il avait engagée pour la tenue du référendum qu'il avait lancé et organisé pour le 28 septembre suivant en vue de l'adoption au suffrage universel de la Constitution qu'il avait fait élaborer après son retour au pouvoir en mai de la même année 1958. Au cours de son allocution, dans l'une des capitales africaines qu'il avait ainsi visitées et s'adressant à la foule des manifestants qui s'étaient rassemblés autour de la tribune d'où il avait prononcé cette allocution, il avait déclaré à l'intention des manifestants qui portaient des pancartes revendiquant l'indépendance au bénéfice de leur pays : « Quant aux porteurs de pancartes, je leur dis : vous voulez l'indépendance ? Eh bien ! Prenez-la le 28 septembre prochain ! », c'est-à-dire en votant « non » au référendum prévu à cette date-là. Empêtré déjà profondément dans la guerre que la France menait contre le peuple algérien, le général de Gaulle savait qu'il ne pouvait lancer la France dans une nouvelle guerre de reconquête coloniale et qu'il n'avait d'autre solution pour répondre aux revendications dont il était l'objet que de dire « oui » à l'indépendance du pays où il avait entendu une pareille revendication. Cela étant, au moment où il travaillait à libérer sa patrie, la France, de l'occupation allemande, le général de Gaulle avait certainement pris comme option en son for intérieur, et à chaque fois qu'il en avait l'occasion et la possibilité, de faire payer aux peuples qui désireraient échapper à son irrédentisme colonial le prix le plus élevé possible. D'où son comportement vis-à-vis des peuples de l'ex-Indochine ainsi que la férocité des massacres et l'étendue des ruines matérielles et sociales qu'il avait fait infliger au peuple algérien après son retour au pouvoir en France en 1958.

Pour ce qui était spécifiquement de l'Algérie, il convient de ne pas oublier qu'au moment où il avait quitté Alger le 14 août 1944 pour rentrer à Paris d'où les Allemands allaient être expulsés par la coalition alliée qui avait débarqué en France le 6 juin 1944, le général de Gaulle avait adressé un télégramme-directives au général Martin commandant le 19e corps d'armée en Algérie. Les termes employés dans ce télégramme méritent d'être cités et rappelés : « Il s'agit d'empêcher que l'Afrique du Nord ne glisse entre nos doigts pendant que nous libérons la France. » Curieusement, ce télégramme n'est pas cité dans le recueil des « lettres, notes et carnets de Charles de Gaulle » publiés par la famille de ce dernier après sa mort en une série qui ne comporte pas moins de 12 volumes. Jean Lacouture qui cite ce texte avait dû aller le dénicher dans les archives du 2e Bureau d'Alger. La répression qui avait ensanglanté notre Constantinois en mai 1945 n'avait donc rien d'improvisé sous l'effet d'évènements inattendus. Elle avait procédé d'une prédisposition politique préalablement conçue, prévue et arrêtée. C'était le même général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire français à Paris qui avait mis fin à la commission Tubert dépêchée dans le Constantinois par le gouverneur général Chataigneau soi-disant pour faire la lumière sur les évènements du 8 mai 1945. En réalité, la lumière était claire : il s'était agi d'éradiquer et de tuer dans l'œuf toute idée d'aspirer à la libération et à l'indépendance chez les peuples d'Afrique du Nord et particulièrement chez les Algériens. Quant à la commission Tubert, son annulation avait visé surtout à éviter la mise en évidence de la culpabilité du sous-préfet de Guelma, le sinistre Achiary qui avait été l'instigateur des massacres perpétrés contre notre population dans cette région d'Algérie. Achiary avait été l'un des partisans du général de Gaulle à Alger au moment du débarquement des Anglo-américains en Afrique du Nord en novembre 1942. Revenu au pouvoir en 1958, près de quatre années après le 1er novembre 1954, le général de Gaulle avait mis en œuvre, contre le peuple algérien, un plan d'action multiforme, visant à annihiler la marche de l'Algérie vers son indépendance, ou à défaut, à briser le cours et le souffle de notre Révolution. Ce plan s'était soldé pour notre pays par des pertes humaines atroces, des dégâts matériels incommensurables et des désastres sociaux extrêmement malfaisants sans compter les dommages engendrés au peuple français lui même.

Cependant, trop avisé des grands courants qui déterminent le cours de l'Histoire, le général de Gaulle avait compris que les évènements, qui se déroulaient en Algérie depuis le 1er novembre 1954, dans le contexte international né de la Seconde Guerre mondiale et dominé par le mouvement universel des peuples colonisés vers leur émancipation nationale, allaient conduire inexorablement l'Algérie vers son indépendance. C'est de cette manière qu'il convenait de comprendre les multiples confidences, sur l'inévitabilité de l'indépendance algérienne, qu'il avait faites, sous le sceau du secret, à certains de ses interlocuteurs, avant et après son retour au pouvoir, en 1958. Ces confidences n'avaient nullement fait de lui un partisan de l'indépendance de l'Algérie, encore moins un sympathisant du FLN. Aussi, l'idée que le général de Gaulle s'était faite de la grandeur de la France, sa volonté de défendre jusqu'au bout la prééminence et la pérennité de la domination colonialiste française, l'avaient-elles amené, tout naturellement, à faire payer cher au peuple algérien le prix de sa libération et à ne lui épargner aucune épreuve, aucune embûche dans sa lutte. Militaire dans l'âme, le général de Gaulle s'était destiné dès sa prime jeunesse au métier des armes. Au moment où il remettait les pieds sur le sol algérien après son retour au pouvoir en France à la suite des troubles qui avaient secoué son pays le 13 mai 1958, le général de Gaulle ne pouvait ignorer qu'au métier des armes étaient attachées deux vertus cardinales : la dignité et l'honneur, lesquels, du reste, vont toujours ensemble. Ces vertus venaient de ce que le métier des armes comportait l'engagement de combattre et la faculté de tuer.

Le général de Gaulle qui avait choisi ce métier des armes savait aussi que de telles vertus avaient pour fondement l'acceptation par ceux qui les recherchaient et les portaient comme une distinction insigne, d'encourir le risque d'être tués au combat et, par conséquent, cette acceptation se confondait avec la volonté d'aller affronter la mort. Combattre pour tuer et prendre, ce faisant, le risque d'être tué à son tour était à la base de la chevalerie qui s'était formée en Europe au Moyen-âge. Imprégné des vertus et des traditions séculaires attachées au métier des armes, c'est-à-dire à l'exercice des combats pour les causes nobles, le général de Gaulle devait estimer qu'il ne pouvait fouler le sol algérien après son retour au pouvoir en France, sans adresser un clin d'œil qui se voulait chevaleresque à l'intention des militants et des combattants algériens du FLN et de l'ALN dont l'esprit de sacrifice et la ténacité avaient été à l'origine du « coup de chien » qui, selon ses propres prévisions, l'avaient ramené à la tête du pouvoir français. Aussi, s'était-il adressé à ces combattants algériens en leur disant que lui, de Gaulle, reconnaissait bien leur combat courageux, leur signifiant de la sorte qu'il les reconnaissait pour ce qu'ils étaient : des patriotes combattant pour la liberté de leur pays. Plus tard, il avait pris la décision de ne plus faire exécuter les condamnés à mort issus du FLN et de l'ALN par la guillotine, mais de faire procéder à cette exécution par les armes. Par la suite, il avait mis fin purement et simplement à l'exécution des condamnés à mort algériens. Ce qui ne l'avait pas empêché de continuer à faire abattre des centaines d'Algériens à travers les opérations de répression que le peuple algérien avait subies sous son régime comme sous le régime qui avait précédé le sien.

Il avait mobilisé, contre le peuple algérien et contre l'ALN, des moyens militaires d'une ampleur sans précédent, dans toute l'histoire des expéditions françaises par delà les mers, dans l'espoir de détruire l'ALN et de réduire la volonté de résistance du peuple algérien. Du point de vue de sa stratégie politique, il avait accrédité, par la suite, l'idée que l'ampleur donnée aux opérations de répression, menées sous son pouvoir, avait eu pour effet, sinon pour justification, de lever l'hypothèque de la solution militaire, comme base de règlement du problème français sur l'Algérie. Mais il n'en demeurait par moins que c'était sous la Ve République gaullienne, avec les plans exécutés par le général Challe, que l'Algérie avait subi les pertes humaines les plus intenses, les destructions les plus vastes, ainsi que d'effroyables atteintes à son tissu social, durablement affecté par le déplacement de plus de 2,5 millions d'habitants, dépouillés de tous leurs biens et cantonnés dans de véritables camps de concentration, appelés pudiquement villages de regroupement, dans la logomachie colonialiste. C'était également par une argumentation similaire que les partisans du général de Gaulle avaient tenté d'expliquer et de justifier le carnage qu'il avait ordonné contre les manifestants tunisiens à Bizerte en 1961 ainsi que les massacres qui avaient provoqué de nombreux morts le 17 octobre 1961 à Paris. L'Histoire retient aujourd'hui que ces massacres perpétrés contre des manifestants algériens très pacifiques avaient été menés sous la houlette du préfet de Police Maurice Papon bien connu des Algériens puisqu'il avait été, sous le régime colonial, préfet de Constantine à deux reprises. Néanmoins, Maurice Papon n'aurait pu se livrer aux exactions qu'il avait assumées au détriment des manifestants algériens sans la couverture politique du gouvernement du général de Gaulle et peut-être aussi sans l'aval personnel de ce dernier. La justification donnée par certains aujourd'hui au carnage de Bizerte et aux massacres de Paris le 17 octobre 1961 était que le général de Gaulle se serait senti obligé de donner des gages aux adversaires de sa politique au moment où il était en train de mener activement des négociations avec le GPRA et où il s'était résolu à reconnaître l'intégrité du territoire algérien en y incluant sa partie saharienne. En assumant la responsabilité politique du carnage de Bizerte et des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, le général de Gaulle s'était bien situé dans la lignée des grandes opérations répressives et d'exterminations qui avaient caractérisé les conquêtes coloniales françaises, en particulier en Algérie dès 1830.

On n'aurait pas déployé une armée de plus de 500.000 hommes, auxquels s'étaient ajoutés les centaines de milliers de supplétifs des unités territoriales formées par les civils européens, avec les moyens de guerre les plus modernes, ni ordonné ou couvert un carnage effroyable et des massacres d'innocents en vue, uniquement, de lever des hypothèques de politique intérieure. De Gaulle avait bien espéré écraser ce qu'il avait appelé « la rébellion algérienne », de la même manière que, quinze ans plus tôt, il avait noyé dans le sang les manifestations du Constantinois. Il avait caressé le rêve de récupérer, ainsi, entre ses mains, la totalité des cartes du problème algérien, afin d'imposer au peuple algérien « la solution la plus française », pour reprendre l'une de ses expressions favorites. Seulement, il s'était trompé d'époque et n'avait pas pris l'exacte mesure de la force du mouvement déclenché par le FLN, le 1er novembre 1954.

Sur le plan international, la France, du fait de la guerre d'Algérie, s'était trouvée de plus en plus dépendante des Etats-Unis, qui lui avaient fourni une grande partie du matériel utilisé contre les Algériens et dont elle était tributaire du soutien diplomatique, à chaque session de l'ONU où elle était harcelée par les pays afro-asiatiques soutenant la cause du peuple algérien. C'était grâce au concours et à l'appui diplomatique des Etats-Unis que la France avait réussi à de nombreuses reprises à empêcher le vote des résolutions défavorables à sa politique de répression en Algérie. A la veille de chaque session de l'ONU, les diplomates français et même les ministres français étaient acculés à faire le tour du monde, sur le sillage des représentants du FLN qui dénonçaient la répression en Algérie. Les envoyés français s'étaient retrouvés, ainsi, partout sur la défensive, tentant sans grand succès de revaloriser l'image de marque de leur pays, de plus en plus ternie par les effets de la politique de leur gouvernement en Algérie, tandis que le prestige de la Révolution algérienne avait gagné le monde entier, que les peuples les plus éloignés de la planète avaient vibré aux succès de la lutte du FLN.

D'autre part, le général de Gaulle avait déployé d'énormes moyens de propagande, de séduction et de corruption (Plan de Constantine, centres de santé, écoles, autres avantages sociaux, promotions diverses dans le système colonial, etc.) pour affaiblir la lutte des masses populaires et les détourner du FLN. Il avait tenté de faire éclater la cohésion de la Nation algérienne, par la tentative de création d'entités régionales sur des bases ethniques. En désespoir de cause, il avait essayé de soustraire la partie saharienne du territoire national, en vue de l'ériger en un Etat indépendant de l'Algérie. Des notables du M'Zab m'avaient raconté dans quelles circonstances ils avaient été saisis de cette proposition par le général de Gaulle lui-même, offrant aux populations sahariennes de partager, à 50-50 avec la France, les richesses en hydrocarbures du sous-sol saharien, leur disant qu'étant donné leur nombre réduit, elles deviendraient aussi riches que le Koweït. Il avait promis de leur ménager une fenêtre sur la Méditerranée à travers un couloir, qui aurait débouché entre Arzew et Ténès et qui aurait englobé une portion des terres sur lesquelles avait régné, jadis, la dynastie rostomide dont les descendants s'étaient réfugiés

Le Général De Gaulle et Winston churchill dans la région du M'zab. Ce couloir correspond également à l'itinéraire défini depuis longtemps, par les pétroliers français, pour le tracé des pipe-lines destinés à l'évacuation du pétrole et du gaz sahariens. Nous avons eu beaucoup de difficultés, par la suite, à convaincre les sociétés pétrolières françaises, pendant que nous avions coopéré encore avec elles, à accepter l'érection d'un autre terminal pétrolier à Skikda, leur préférence allant toujours à Arzew.

Ce fut dans le même but – celui de laisser une Algérie transformée en une mosaïque d'ethnies disparates ou dont le territoire aurait été taillé en parcelles désolidarisées les unes des autres – que de Gaulle, à défaut de garder l'Algérie française, avait agité, dans les derniers mois qui avaient précédé les accords d'Evian, l'idée de la partition de l'Algérie.

Cette idée avait prétendu au regroupement des Européens d'Algérie dans certaines zones fertiles de la bande côtière, qui auraient été conservées comme départements français directement rattachés au territoire dit métropolitain, laissant à l'Algérie une assise territoriale amputée et déséquilibrée. S'il avait renoncé sans trop d'insistance à la tentative de mettre en œuvre cette idée de la partition, ce ne fut pas par générosité ou par égard à l'intégrité de la Nation algérienne ; mais tout simplement parce qu'il n'avait pas tardé à réaliser que, pour assurer la survie et la sécurité d'enclaves qui auraient été ainsi découpées dans notre sol national, il lui aurait fallu ériger autour d'elles de véritables murailles cuirassées et y immobiliser des effectifs et un matériel militaires considérables, ce qui allait à l'encontre de ce qui avait été alors son objectif obsessionnel : alléger l'effort de guerre qui avait pesé sur la France et dégager celle-ci d'une aventure où elle avait perdu sa substance et son renom et qui l'avait empêchée de se consacrer à la restauration de sa place parmi les nations européennes. L'importance considérable des forces en hommes et en matériel, que l'armée française était obligée de fixer tout le long de nos frontières à l'est et à l'ouest pour contenir la pression de la partie de l'ALN qui s'était trouvée à l'extérieur de ces frontières, n'avait certainement pas manqué, à elle seule, de lui donner la mesure de l'ampleur de l'effort militaire que la France aurait été obligée de consentir, de manière permanente, si elle s'était engagée dans l'aventure de la partition de notre territoire, selon le schéma qui lui avait traversé l'esprit avant de se résoudre finalement à traiter avec le FLN.

Après près de huit années de guerre, qui lui avaient valu déjà tant de dégâts dans tous les domaines et qui avaient fortement ébranlé ses assises de puissance mondiale, la France se serait trouvée enlisée, si elle s'était engagée dans l'incertaine opération d'une partition de l'Algérie, dans une situation du genre que celle qu'avaient connue les tenants de l'apartheid en Afrique du Sud, avec un environnement encore plus hostile et aux coups plus efficaces. Le général de Gaulle était pleinement conscient que le consensus qu'il avait réuni, dans son pays, autour de son nom et de sa légende, avait procédé de ce que l'immense majorité du peuple français avait vu en lui l'homme capable de sortir la France de la tornade infernale d'une guerre ruineuse et sans lendemain, d'évènements extérieurs néfastes et de soubresauts internes périlleux dans lesquels l'avait projetée la politique menée par ceux qui, s'accrochant obstinément au mythe de « l'Algérie française », s'étaient entêtés à nier au peuple algérien la réalité de son existence en tant que nation, ainsi qu'à lui contester le droit de restaurer sa souveraineté et de recouvrer son indépendance. Enliser la France dans la voie sans issue sur laquelle aurait débouché, pour elle, l'aventureuse tentative de partition de l'Algérie, ce n'était pas ce que les Français attendaient du général de Gaulle, surtout après l'échec de toutes les actions d'une ampleur sans précédent qu'il avait déployées pour venir à bout de la résistance du peuple algérien et qui n'avaient abouti, politiquement, qu'à mettre davantage en évidence la force de la Révolution algérienne. En définitive, si de Gaulle avait renoncé à la chimère de la partition de l'Algérie, ce n'était pas parce que cette partition n'aurait pas fait l'affaire du peuple algérien, mais parce qu'elle n'aurait pas fait l'affaire de la France.

Le général de Gaulle avait, enfin, déployé toutes sortes de manœuvres pour créer une troisième force algérienne à sa dévotion, de même qu'il avait essayé de susciter des dissidences dans les rangs de la Révolution, y compris, selon certaines sources, au sein du GPRA et n'avait dû renoncer à ses illusions qu'après avoir constaté l'impossibilité d'obtenir la moindre adhésion, à ce sujet, des patriotes algériens ; même certains responsables de Wilayas, qu'il avait réussi à attirer dans son bureau, à l'Elysée, lui avaient signifié qu'ils ne prendraient aucune initiative sans l'accord du GPRA, direction suprême de la Révolution algérienne. L'opération par laquelle il avait cru avoir réussi à trouver le moyen de casser l'unité du FLN eut, finalement, pour résultat de lui administrer une preuve éclatante de la solidité de cette unité et de la force de notre Révolution.

Avant d'en arriver à négocier, avec le FLN, les conditions de l'accession de l'Algérie à l'indépendance, le général de Gaulle, en bon officier d'état-major qu'il était, a systématiquement et méthodiquement tenté toutes les autres solutions, qui lui auraient permis soit d'écraser la résistance du peuple algérien, soit de rompre l'unité nationale de l'Algérie ou, en dernière analyse, de maintenir l'Algérie, devenue indépendante, dans la mouvance française. En particulier, l'idée de ménager une période transitoire de longue durée, envisagée initialement pour une durée de dix ans, avait pour objectif de donner, à la tutelle française, le temps de susciter la création d'une bourgeoisie locale algérienne, assez étendue et suffisamment consistante pour assumer les responsabilités du pouvoir dans l'Algérie indépendante. Les intérêts, qui serviraient de base matérielle à l'existence et à la consolidation de cette bourgeoisie, devaient l'associer organiquement aux intérêts néo-colonialistes de la France et la rendre solidaire de ces intérêts. Une telle bourgeoisie aurait constitué, de la sorte, un point d'appui pour le maintien d'une influence française prépondérante sur l'Algérie qui aurait accédé, ainsi, à l'indépendance dans un moule français. Il a même caressé le dessein de faire surgir, au sein du FLN, les éléments constitutifs de cette troisième force, qu'il n'a pas réussi à concrétiser et à dresser, en dehors de l'obédience de notre Révolution. Certaines voix des hommes qui étaient, depuis la « France Libre », très proches du général de Gaulle, avaient affirmé que celui-ci avait vécu pendant quelques jours une véritable dépression nerveuse, à la suite de l'opération qu'il avait cru avoir réussi à monter avec la Wilaya IV en vue de briser l'unité de la direction du FLN et de l'ALN. L'opération dont il avait espéré faire le symbole majeur de la réussite de sa stratégie politique s'était terminée par un lamentable fiasco. Fiasco dans lequel certains auteurs français affirment qu'il s'était trouvé acculé au point qu'il aurait été contraint d'ordonner et d'organiser la disparition physique de témoins gênants.

De Gaulle s'était résolu, finalement, à traiter avec le FLN et à reconnaître, avec l'arrêt des combats, le principe de l'indépendance de l'Algérie posé par la Révolution algérienne, dès le 1er novembre 1954, comme la condition de l'arrêt de la guerre. Le FLN l'y avait acculé, en mettant en échec, l'une après l'autre, toutes les solutions qu'il avait tenté d'imposer. Comme il devait l'avouer lui-même quelques années plus tard au Président Nixon, de Gaulle n'avait plus le choix. Il ne lui restait, en effet, que deux issues : traiter avec le FLN et aux conditions fondamentales posées par ce dernier ou bien laisser précipiter la France dans une aventure ruineuse où elle aurait risqué, à coup sûr, non seulement de perdre son rang de puissance mondiale, mais aussi sa place de nation importante en Europe, en plus du danger de guerre civile qui avait menacé son équilibre interne. L'insécurité, que les initiateurs de la Révolution du 1er novembre 1954 s'étaient fixée comme objectif de créer en Algérie et sur l'ensemble de notre territoire national, avait fini par s'étendre à la France elle-même, par une extraordinaire retombée de l'impulsion du mouvement révolutionnaire en Algérie, ce que même les stratèges de la Révolution, au commencement de leur action, n'avaient pas imaginé d'atteindre.

Dans une lettre personnelle adressée à l'un des généraux responsables de la répression en Algérie et publiée par R. Tournoux dans son livre Jamais dit, le général de Gaulle avait reconnu explicitement l'échec de l'action militaire de la France en Algérie. Ce document, qui reflète un hommage rendu, même involontairement, au peuple algérien et au FLN, est d'autant plus important et significatif, qu'il est daté de fin 1959, c'est-à-dire à un moment où le plan Challe, considéré comme le point culminant de la répression française et comme le rouleau compresseur destiné à écraser l'ALN, était parvenu à son achèvement.

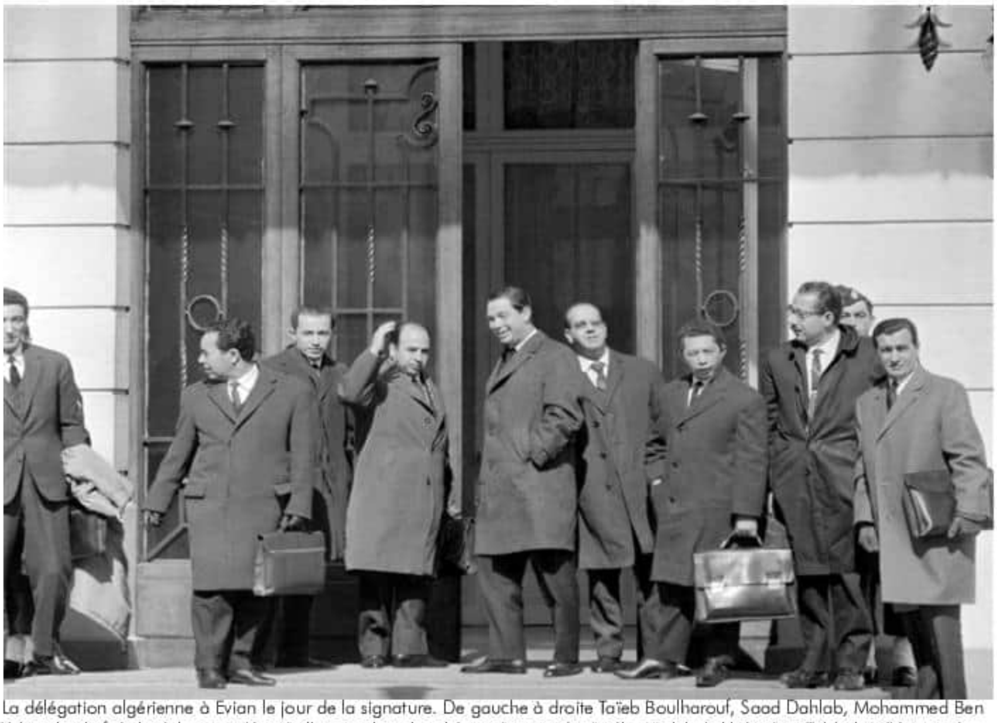
Revenu au pouvoir pour restaurer la grandeur de la France et accomplir l'œuvre qu'il n'avait pu achever, au lendemain de la guerre mondiale, de Gaulle, éduqué dans l'idée que la France perdrait son rang parmi les nations si elle s'affaiblissait par rapport à ses partenaires en Europe et dans le reste du monde occidental, voyait son rêve s'envoler en fumée, s'il ne parvenait pas à se dégager de la guerre d'Algérie. Et, pour s'en dégager, il ne lui restait plus qu'une seule voie : celle passant par l'accession de l'Algérie à l'indépendance sous l'égide du FLN. Après avoir épuisé toutes les méthodes destinées à vaincre la Révolution algérienne, de Gaulle s'était décidé finalement à reconnaître l'indépendance de l'Algérie et à traiter avec le FLN non parce qu'il s'était converti à l'anticolonialisme par une soudaine illumination, mais par souci de l'intérêt national français, d'autant plus que son âge avancé ne lui laissait guère trop de temps pour entreprendre le redressement français dont il avait fait l'objectif suprême de sa vie. La lutte acharnée, qui l'avait opposé aux partisans de l'OAS, avait procédé d'une divergence sur la façon de concevoir et de défendre les intérêts de la France, non de ce que le général de Gaulle aurait été favorable au FLN, à l'opposé des ultra-colonialistes d'Algérie et de leurs émules en France. Le mérite dont créditent le général de Gaulle certains auteurs en faveur de l'Algérie, y compris parmi certains de nos compatriotes qui se situent encore dans la mouvance de nos assimilationnistes de naguère, n'avait été rien d'autre que l'expression de la volonté de faire comprendre aux pieds-noirs d'Algérie convertis à l'ultra-colonialisme attaché au concept de « l'Algérie Française » que l'intérêt supérieur de la France prévalait sur l'intérêt et les fantasmes des fanatiques ultras de « l'Algérie Française ». Comme Clemenceau en 1919, il avait fait comprendre à ces ultras, que du moment que l'intérêt de la France commandait de négocier avec le FLN et de reconnaître l'indépendance de l'Algérie, il ne cèderait en aucun cas aux pressions par lesquelles ces ultras et leurs partisans en France tentaient de le faire revenir sur ses décisions qu'il avait arrêtées au nom de l'intérêt supérieur de la France, seule valeur qui, à ses yeux, devait déterminer le sens de la politique menée au nom de cette France.

Interrogeant, en juillet 1962, l'un des membres européens de l'Exécutif provisoire, connu pour ses attaches gaullistes, sur ce que Bernard Tricot, un conseiller d'Etat, pouvait faire au secrétariat permanent de la Défense nationale où venait de le nommer le général de Gaulle, il m'avait répondu que la ou l'une des missions essentielles, qui lui avaient été assignées, était de refondre profondément le personnel de l'armée française, de façon à débarrasser celle-ci de toutes les altérations dont l'avaient affectée les guerres coloniales et à accélérer sa reconversion en une armée moderne adaptée à l'utilisation de nouveaux armements à base nucléaire et utilisant une technologie très avancée. Il m'avait précisé qu'en raison de son âge, de Gaulle était pressé de voir s'accomplir, sous sa direction, cette reconversion, qu'il avait considérée comme l'une des pièces majeures de son œuvre.

Comme ancien professeur d'histoire militaire à l'Ecole de Guerre de son pays, son esprit était hanté par la guerre de 1870 où les généraux français, qui s'étaient vantés de leurs faits d'armes face aux résistants algériens et quarante d'entre eux étaient tombés face aux Prussiens, s'étaient révélés de piètres stratèges devant les généraux de Bismarck.

Ces derniers avaient réussi à s'emparer de la personne même de l'Empereur, à occuper Paris et à se servir du château de Versailles afin de proclamer à la face du monde la naissance de l'Empire allemand. Ce que les historiens d'outre-Rhin devaient appeler le « 2e Reich allemand ». Ces généraux français qui, sous le second Empire en France tout particulièrement, s'étaient réclamés, comme leurs lointains successeurs Massu, Bigeard et autres Challe et Jouhaud de leurs succès en Algérie, s'étaient révélés en fin de compte de lamentables connaisseurs de l'art de la guerre devant les généraux prussiens ; puisque l'Armée française avait dû capituler devant sa rivale de l'Est. Dans l'un de ses cours concernant cette guerre, de Gaulle avait souligné que le rôle des généraux était de commander et de gagner la guerre et non de jouer aux baroudeurs et de se faire tuer sur le front. De Gaulle en avait tiré la conclusion qu'une armée coloniale ou enlisée dans les guerres coloniales n'était pas l'armée qui aurait convenu à la grandeur de la France à l'âge de la guerre nucléaire.

Même une fois l'indépendance de l'Algérie acquise, se souvenant peut-être des enseignements de Tocqueville et de Mauras, selon lesquels l'ère moderne serait marquée par l'émergence, sur la scène mondiale, de deux seules superpuissances, reléguant la France au rang des puissances moyennes, parmi lesquelles se situerait désormais son rôle, de Gaulle s'était efforcé de faire bénéficier la France du rayonnement et de l'audience de la Révolution algérienne, en donnant l'impression de pratiquer, avec l'Algérie nouvelle,


La délégation algérienne à Evian le jour de la signature. De gauche à droite Taïeb Boulharouf, Saad Dahlab, Mohammed Ben Yahya, le chef de la délégation Krim Belkacem, le colonel Amar Benaouda, Redha Malek, Lakhdar Ben Tobbal, M'Hammed Yazid, Chawki Mostefaï

une politique d'amitié, parce que – pour reprendre les termes de son Premier ministre d'alors et futur successeur, Pompidou, lors du débat parlementaire à Paris sur la ratification des accords pétroliers algéro-français de juillet 1965 – l'Algérie était devenue, pour la France, la fenêtre étroite pour accéder à une certaine influence dans le tiers-monde.

L'intransigeance et la clairvoyance du FLN avaient dû rappeler, à de Gaulle bien des épisodes qu'il avait vécus dans « la France libre ». Peut-être lui avaient-elles fait, certainement, mesurer la supériorité et la force du peuple algérien dont la Révolution, avec des moyens beaucoup plus réduits que ceux de « la France Libre », avait remué le monde et provoqué d'immenses répercussions à travers les peuples de tous les continents.

Marqué profondément, dans sa vie d'homme d'Etat, par l'humiliation de la défaite de son pays en 1940, par les épreuves qu'il eut personnellement à surmonter, notamment face à ses alliés, pour rétablir l'indépendance de sa patrie et restaurer l'honneur de la nation française, de Gaulle n'avait probablement pu s'empêcher, dans le secret de son âme, de ressentir un certain respect, voire de la considération ou même de l'admiration, pour le nationalisme algérien et pour les combattants et les résistants algériens. Mais, il ne leur avait fait aucun cadeau et ne leur avait pas épargné le moindre coup.

Comme c'est le cas pour tous les grands fauves de la politique, le général de Gaulle n'aimait pas que l'on évoquât, surtout devant lui ou à sa connaissance, ceux qui l'avaient aidé dans son entreprise politique ou bien qui avaient contribué d'une quelconque manière, au succès de ses œuvres.

Parlant devant les cadres du parti, le RPF, qu'il avait créé en 1947 en apparence dans le but de contrebalancer la puissance acquise par le Parti communiste en France mais en réalité en vue de tenter de retrouver le pouvoir par la voie électorale, le général de Gaulle, avait expliqué que son épopée dite de « La France Libre » n'avait été possible que par le malheur de la France en raison de la défaite de son armée à la suite de l'invasion allemande, que la tentative par laquelle il avait espéré être en mesure de retrouver le pouvoir par le moyen des procédés électoraux avait échoué par suite des stratagèmes imaginés par les tenants de la Quatrième République afin de lui barrer l'accès au pouvoir par cette voie, de Gaulle, se livrant à une véritable supputation de ses chances dans l'avenir, avait souligné qu'il n'envisageait aucunement de reprendre ce pouvoir par le moyen d'un coup d'Etat défini par lui comme n'étant rien d'autre que le remplacement d'un sergent major par un autre sergent major.

Et en conclusion de son intervention, il avait fini par considérer que seul « un coup de chien » lui offrirait une occasion propice à son retour au pouvoir. Il avait promis que si une telle occasion se présentait un jour à lui, il ne la manquerait pas. Dans son langage, « un coup de chien » signifiait la survenance de troubles graves dans la situation interne de la France. Cette situation et l'occasion qu'elle avait apportée au général de Gaulle avaient été l'effet de la Révolution algérienne déclenchée par le FLN en Algérie le 1er novembre 1954. Par une extraordinaire retombée de l'action mise en route par les révolutionnaires du FLN, la société française s'était retrouvée exposée, à la fin des années 1950, à des dangers menaçant sérieusement son unité et sa sécurité intérieure. La IVe République tant abhorrée par le général de Gaulle qui n'avait cessé de la harceler de ses foudres depuis sa création fin 1946, s'était effondrée sous les coups de boutoir du FLN dont elle n'avait pu réduire ni la combativité ni l'efficience des actions.

Au fond de son âme, le général de Gaulle ne devait certainement pas manquer de considération et même d'admiration pour ce peuple algérien qui, parti de rien, avait réussi à mettre en échec l'appareil répressif et meurtrier de la France. Il devait nourrir une forme d'admiration pour cette poignée de militants issus des couches populaires de leur pays et qui avaient su imaginer les méthodes et les moyens qui leur avaient permis d'atteindre cet objectif. Le général de Gaulle n'avait certainement pas oublié qu'en 1940, au moment où il avait appelé à la mobilisation pour résister contre l'occupation allemande et la repousser, il n'avait réussi à rassembler autour de lui que des éléments issus des couches populaires de la France et que les élites de ce pays avaient opté pour la résignation préconisée par ses adversaires regroupés autour du Maréchal Pétain, malgré quelques exceptions qui avaient confirmé la règle.

Dans le cas de l'Algérie, c'était aussi des rangs des couches populaires qu'avaient surgi les initiateurs du mouvement qui avait provoqué en France le « coup de chien » qui lui avait apporté l'occasion qu'il attendait. Comme beaucoup d'hommes d'exception qui avaient marqué l'histoire de leur pays et parfois celle du monde, le général de Gaulle était probablement sinon certainement convaincu qu'il avait été choisi par le destin pour assurer le rôle qu'il avait tenu pour le salut de la France, c'est-à-dire pour être le sauveur de son pays. Mais, ainsi que cela se produit dans des cas semblables, ce destin a souvent besoin d'un coup de pouce pour enclencher son propre processus vers sa finalité. En 1940, ce coup de pouce, le général de Gaulle l'avait trouvé en Angleterre ; en 1958, il lui avait été apporté par le FLN. Cette vérité, le général de Gaulle n'aimait assurément pas l'entendre dire, surtout en sa présence.

En conclusion, c'était grâce au FLN et non au général de Gaulle, qu'il y a eu l'indépendance de l'Algérie. Mais, on peut dire aussi que sans le FLN, il n'y aurait pas eu de retour au pouvoir du général de Gaulle en France en 1958, il n'y aurait pas eu non plus de Ve République en France après le 13 mai 1958, de même qu'il n'y aurait pas eu de sortie de la France de l'OTAN en 1966, ni d'expulsion de France du commandement central de l'OTAN et des bases américaines qui lui étaient liées, sans oublier d'ajouter également qu'il n'y aurait pas eu d'indépendance pour beaucoup de pays anciennement colonisés, notamment en Afrique.

A la fin des années 1960, Omar Oussedik, un nationaliste algérien bien connu et l'un des remarquables anciens officiers de l'ALN dans la Wilaya IV était l'ambassadeur de l'Algérie à Moscou, au moment où le général de Gaulle effectuait sa première visite officielle dans la capitale de l'URSS en tant que président de la République française. Au cours de ses visites officielles dans les capitales des pays étrangers, le général de Gaulle avait pris, semblait-il, comme règle, au cours des réceptions organisées en son honneur ou que son ambassade organisait en l'honneur de ses hôtes, d'appeler en priorité auprès de lui les ambassadeurs des grandes puissances avec lesquelles la France partageait la possession du « droit de veto » au sein du Conseil de sécurité de l'organisation des Nations unies (ONU). A Moscou, il avait tenu à appeler d'abord et en premier auprès de lui l'ambassadeur d'Algérie dans la capitale soviétique qui était précisément notre moudjahid très connu Omar Oussedik. Probablement, le général de Gaulle avait voulu marquer aux yeux des représentants de tous les pays représentés à Moscou et, en particulier, aux yeux des pays qu'il considérait comme les pairs de la France autour de la table où se discutait alors le sort du monde, qu'il entretenait avec l'Algérie des relations étroites empreintes de déférence et de considération mutuelles. Aux Soviétiques qui, très peu de temps auparavant avaient accordé leur reconnaissance « de facto » au GPRA malgré la menace du général de Gaulle de rompre ses relations diplomatiques avec tout pays qui consentirait une reconnaissance quelconque à notre GPRA, il avait probablement aussi voulu faire observer qu'il avait réussi à nouer avec le peuple du pays qu'il avait âprement combattu des relations qui l'amenaient à réserver une attention particulière à l'ambassadeur qui représentait ce pays à Moscou. C'était peut-être aussi une façon de faire remarquer aux dirigeants soviétiques qu'il avait réussi à établir des relations normales et cordiales avec le pays auquel quelque temps auparavant ils avaient pris l'initiative d'accorder leur reconnaissance « de facto » malgré son opposition à une telle initiative. « Me voici en très bons termes avec le pays que vous avez soutenu contre moi, il n'y a pas si longtemps », semblait-il dire à ses hôtes soviétiques à travers son geste appelant en priorité auprès de lui Omar Oussedik, l'un des premiers ambassadeurs d'Algérie à Moscou.

Cette attention réservée par le général de Gaulle au sens de l'évolution des courants humains à travers l'Histoire, à l'inéluctabilité des dénouements découlant de cette évolution et à la puissance du dynamisme qui s'attache aux mouvements profonds et authentiques des peuples vers leur libération de la domination étrangère, semble avoir été pour lui un enseignement précieusement retenu de sa connaissance de l'Histoire et aussi, sans doute, une leçon tirée de l'expérience qu'il avait vécue en se faisant l'initiateur et le guide de l'élan de la résurrection de son peuple en vue de se libérer de l'occupation allemande.

Ce faisant, le général de Gaulle rééditait avec l'Algérie une volte-face de la même nature que celle qu'il avait opérée vis-à-vis de l'Allemagne. Beaucoup d'observateurs font, maintenant, du général de Gaulle, l'homme d'Etat français portant à son actif la réconciliation de la France avec l'Allemagne, réconciliation présentée comme l'un des fondements de l'unité européenne. Très peu d'observateurs se souviennent qu'en 1944-1945, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le général de Gaulle avait préconisé la disparition totale de l'Allemagne en tant que puissance en Europe. A cet effet, il avait non seulement repris à son compte une vieille revendication de la diplomatie française, à savoir le rattachement de la Sarre à la France, mais, en outre, il n'avait pas hésité à préconiser le rattachement de toute la Rhénanie allemande à la France, de façon à faire du Rhin depuis sa sortie de Suisse, la frontière séparant la France des pays de l'Europe du Nord.

Le général de Gaulle reprenait ainsi à son compte une vieille visée de l'ancienne politique des Rois de France qui voulaient entourer leur royaume, c'est-à-dire le territoire français, de frontières naturelles : les Pyrénées avec l'Espagne, les Alpes avec l'Italie et la Suisse, le Rhin avec l'Allemagne et les pays de l'Europe du Nord. La reprise de cette idée avancée par le général de Gaulle, c'était non seulement pour détruire l'Etat allemand instauré par Bismarck mais surtout porter atteinte à l'existence même de la nation allemande. De cela, personne ne se souvient aujourd'hui. Le général de Gaulle prend place dans l'histoire de l'Europe comme l'artisan de la réconciliation exemplaire entre la France et l'Allemagne. De la même manière, lui, le général de Gaulle, qui avait mené contre notre peuple l'une des phases les plus implacables et les plus féroces de la guerre qui avait permis à l'Algérie de parvenir à sa libération nationale de la domination coloniale, avait entrepris de pratiquer avec l'Algérie redevenue indépendante une politique de coopération qui voulait faire oublier aux Algériens que l'indépendance de leur patrie avait été obtenue au prix de l'une des plus atroces guerres coloniales de l'époque contemporaine.

Le jour où il avait annoncé, par un discours prononcé en 1944 à Constantine, l'octroi à certains indigènes des droits de citoyens français selon les dispositions arrêtées dans le cadre de l'ordonnance qu'il devait édicter à cet effet le 7 mars 1944, à l'un de ses ministres, qui lui avait fait remarqué que l'évolution de l'Algérie allait plutôt vers l'autonomie et ne se contenterait pas de l'octroi à certains « indigènes » des droits de citoyens français, de Gaulle aurait répondu, selon ce que rapporte Jean Lacouture : « Autonomie ? Voyons… c'est par l'indépendance que tout cela finira ! » A M. Schumann il aurait affirmé, toujours selon ce que rapporte toujours Jean Lacouture qu'il n'estimait pas… mettre en cause la « fiction » des départements (des départements français formés en Algérie s'entend), mais il avait ajouté aussitôt : « Ceux qui s'imaginent qu'au lendemain d'une guerre comme celle-ci, le statu quo peut être prolongé et l'Algérie rester ce qu'on nous a enseigné… se trompent lourdement. »

Au contraire du maréchal Pétain, le général de Gaulle avait compris rapidement que le conflit qui avait surgi entre la France et l'Allemagne en 1939 constituait le prélude d'une guerre mondiale et qu'une guerre mondiale ne saurait se terminer sans bouleverser fondamentalement la carte du monde. C'était sans doute en considération de cette vérité et de cette constatation qu'il ne se faisait aucune illusion sur l'ordonnance du 7 mars 1944 par laquelle il avait accordé à certains Algériens des droits qu'une délégation du fameux « Congrès musulman » conduite sous la houlette du vénéré cheikh Abdelhamid Ben Badis était allée réclamer en vain pour eux au gouvernement issu du Front populaire de la Troisième République.

Certains observateurs de la scène politique en France et dans le monde avaient souvent noté chez le général de Gaulle un scepticisme distant et parfois glacial vis-à-vis des textes qui prétendent régler définitivement par des dispositions de caractère notarial le mouvement des grands courants qui déterminent l'évolution de l'Histoire entre les peuples. C'était sans doute ce scepticisme qu'il avait exprimé sous une autre forme à la fois poétique et ironique devant le chancelier allemand Adenauer à la suite de l'échec du traité qu'il avait conclu avec ce dernier quelque temps auparavant à l'Elysée. Il avait déclaré au chancelier allemand revenu en hôte chez lui en France : « Les traités vivent ce que vivent les roses, l'espace d'un matin. » Probablement, avait-il aussi ressenti une impression semblable au fond de lui-même à la conclusion des accords d'Evian signés avec le FLN.

Suffisamment averti des enseignements de l'Histoire qu'il avait enseignée à l'Ecole de guerre, il avait certainement compris qu'un mouvement de libération comme celui qu'avait guidé le FLN ne s'arrêterait pas, de par sa propre dynamique, aux clauses par lesquelles, dans le cadre des Accords d'Evian, le général de Gaulle avait fait admettre par les représentants du GPRA le maintien de certains intérêts français en Algérie et que ces clauses ne tarderaient pas à leur tour à se laisser emporter par le vent de l'Histoire. Aussi, soucieux sans doute d'établir avec l'Algérie des relations durables expurgées autant que possible de toute trace de la domination française qu'elle avait subie dans le passé et répondant positivement à une démarche qu'il avait reçue à ce sujet du Président Boumediene par la voie diplomatique, avait-il admis sans grande difficulté d'évacuer par anticipation les bases y compris celle de Mers-El-Kébir que la France avait conservées en Algérie par les Accords d'Evian. Dans le même esprit, avait-il aussi donné son aval assez rapidement à la demande du Président Ben Bella formulée fin 1963 de renégocier les clauses pétrolières des Accords d'Evian.

Pendant la guerre, il n'avait épargné au peuple algérien aucune épreuve ; il n'avait pas hésité à user contre lui des méthodes de combat, de destruction et de massacres les plus implacables et les plus abominables ; mais, la paix revenue, il avait aussi bien saisi tout l'avantage qu'il attirerait à son pays, la France, en entretenant de bonnes relations avec le peuple qui avait montré tant de qualités d'une noblesse humaine élevée et qui s'était révélé doté de très remarquables vertus guerrières au cours de la lutte menée pour sa libération nationale.

Belaïd Abdesselam

Le magazine promotionnel de l'Algérie

El-Djazaïr.com

www.eldjazaircom.dz

Revue mensuelle - N° 50 - Mai - 2012

Ahmed Ouyahia

« L'Algérie défend l'intégrité territoriale du Mali »

dustrie et Promotion de l'investissement :

e secteur clé de

économie nationale

Mohamed Benmeradi, ministre de l'IPMEP, à El Djazair.com

« Sans compétitivité, nos entreprises ne peuvent conquérir des marchés »

Modernisation et densification des infrastructures commerciales nationales

Un outil de régulation et d'organisation

SÉCURITÉ MILITAIRE ALGÉRIENNE - DST

La souplesse est de mise

LE MAGAZINE PROMOTIONNEL DE L'ALGERIE

www.eldjazaircom.dz

El-Djazaïr.com
Magazine Promotionnel de l'Algérie

النشيد الوطني الجزائري

قسما بالنازلات الماحقات   والدماء الزاكيات الطاهرات
والبنود اللامعات الخافقات   في الجبال الشامخات الشاهقات
نحن ثرنا فحياة أو ممات   وعقدنا العزم أن تحيا الجزائر
فاشهدوا.. فاشهدوا.. فاشهدوا..

نحن جند في سبيل الحق ثرنا   وإلى استقلالنا بالحرب قمنا
لم يكن يصغى لنا لما نطقنا   فاتخذنا رنة البارود وزنا
وعزفنا نغمة الرشاش لحنا   وعقدنا العزم أن تحيا الجزائر
فاشهدوا.. فاشهدوا.. فاشهدوا..

يا فرنسا قد مضى وقت العتاب   وطويناه كما يطوى الكتاب
يا فرنسا إن ذا يوم الحساب   فاستعدي وخذي منا الجواب
إن في ثورتنا فصل الخطاب   وعقدنا العزم أن تحيا الجزائر
فاشهدوا.. فاشهدوا.. فاشهدوا..

نحن من أبطالنا ندفع جندا   وعلى أشلانا نصنع مجدا
وعلى أرواحنا نصعد خلدا   وعلى هاماتنا نرفع بندا
جبهة التحرير أعطيناك عهدا   وعقدنا العزم أن تحيا الجزائر
فاشهدوا.. فاشهدوا.. فاشهدوا..

صرخة الأوطان من ساح الفدا   اسمعوها واستجيبوا للندا
واكتبوها بدماء الشهداء   واقرأوها لبني الجيل غدا
قد مددنا لك يا مجد يدا   وعقدنا العزم أن تحيا الجزائر
فاشهدوا.. فاشهدوا.. فاشهدوا..

نظم بسجن بربروس في الزنزانة رقم 69 الجزائر
بتاريخ 25 أبريل 1955

شعر: مفدي زكرياء   تلحين: محمد فوزي

www.eldjazaircom.dz